

N° 34

Sommaire

CHRONIQUE

Mexique : changement de régime
Par Georges Couffignal 7

DOSSIER

REDÉCOUVRIR LE BRÉSIL

Coordonné par Martine Droulers et Laurent Vidal

Introduction
Par Martine Droulers et Laurent Vidal 13

La présence française dans le Brésil colonial au XVI^e siècle
Par Laurent Vidal 17

Cartographie et formation territoriale
Par Enali Leca de Biaggi et Martine Droulers 39

Qu'est-ce qu'une favela ?
Par Licia Valladares 61

A-t-on redécouvert le Brésil ? La sociologie française et l'école
de Sao Paulo dans les années 1950
Par Jean Duvignaud 75

Deux ou trois choses que le Brésil nous enseigne sur le politique
Par Dominique Vidal 81

Le Brésil en quête de modernité
Par Paulo César Da Costa Gomes 93

ÉTUDES

Intégration économique et migration des travailleurs mexicains
aux États-Unis : une perspective régionale
Par Jésus Arroyo Alejandro 105

SOMMAIRE

Les limites de la modernisation porfirienne :
chemin de fer et marché dans le bassin de Mexico (1880-1911)
Par Lucia Martinez Moctezuma et Alejandro Tortolero Villasenor

123 / 119

La diplomatie économique du Canada vis à vis de l'Amérique latine
Par Teresa Gutierrez-Haces

145

INFORMATION SCIENTIFIQUE

Lectures

173

CHRONIQUE

GEORGES COUFFIGNAL



À L'ENTRÉE DE TOLUCA, CAPITALE DE L'ÉTAT DE MEXICO ET BASTION DU PRI, LA STATUE DE ZAPATA CONTINUE À MONTER LA GARDE. LES ÉLUS PASSENT, LES SYMBOLES RESTENT (CLICHÉ : ALAIN MUSSET).

MEXIQUE : CHANGEMENT DE RÉGIME

GEORGES COUFFIGNAL *

LE 2 JUILLET DERNIER, à la surprise de nombre d'observateurs, Vicente Fox Quesada gagnait aisément les élections présidentielles mexicaines. Il obtenait en effet 42,52% des voix et distancait largement le candidat du PRI, Francisco Labastida Ochoa (36,10 %). Cuauhtémoc Cardenas, qui lors de l'élection présidentielle de 1988 avait fait trembler le PRI, n'obtenait que 16,64 % des suffrages. Cette victoire, qui n'a engendré aucun trouble de rue (à la différence de ce qui s'était passé en 1988), appelle plusieurs commentaires.

1) La manière dont se sont déroulées ces élections montre que la société mexicaine dans son ensemble était mûre pour l'alternance, cet événement politique que Jean Louis Quermonne a défini comme l'alternative non violente à la révolution. Cela était loin d'aller de soi.

En effet, les électeurs n'avaient jamais connu d'autre régime que celui du PRI, un parti qui se confondait entièrement avec l'État. Ses ramifications corporatistes dans l'ensemble de la société avaient permis pendant très longtemps une transmission satisfaisante des demandes sociales au pouvoir politique d'une part, et des décisions politiques au corps social d'autre part. Le changement de modèle économique opéré dans les années 1980, avec la crise de la dette et les " réformes structurelles " imposées par les créanciers internationaux, ont progressivement démantelé la plupart des instruments de contrôle dont disposait l'État-PRI.

Mais celui-ci n'en demeurait pas moins au pouvoir. Car s'il est une donnée profonde du comportement politique mexicain, c'est bien celle de la peur des changements brutaux, une peur née des troubles sanglants de la très longue révolution mexicaine. C'est cette peur qui explique en grande partie la victoire incontestée, avec plus de 50 % voix, d'Ernesto Zedillo en 1994. Il avait été élu dans un contexte de fortes tensions, avec le soulèvement zapatiste et l'assassinat du candidat du PRI, Luis Donaldo Colosio. Dans ce climat, réitérer le vote

* Professeur de Sciences politiques, Université Paris III, Institut des hautes études de l'Amérique latine

d'opposition de 1988 eut été hasardeux. Mieux valait la sécurité du PRI, même si ce parti n'avait plus beaucoup de ressources politiques à offrir.

Pour ne pas connaître de changements brutaux, les électeurs mexicains ont donc préféré expérimenter d'abord l'alternance au niveau local. Dès la fin des années 80, la ville de Chihuahua était conquise par le PAN. Tout au long de la décennie 90, ce parti a conquis les principales villes du pays et quelques États. En 1997, c'était au tour du PRD de conquérir la capitale. L'électorat s'est aussi essayé à plusieurs types d'alternance. Il a redonné Chihuahua au PRI. À Morelia, le PRD a succédé au PAN, lequel avait succédé au PRI. Ces changements politiques ont parfois dû être imposés par la rue à un pouvoir central qui voulait les ignorer. Mais une fois opérés, il n'y eut nulle part le chaos. Le changement pouvait être pacifique, et souvent s'avérer bénéfique.

À cela il convient d'ajouter la prise de distance avec le PRI affichée dès sa prise de fonction par le chef de l'État élu en 1994. Ernesto Zedillo, en effet, a annoncé d'entrée de jeu qu'il voulait établir une "saine distance" entre le pouvoir politique et le PRI. Il opérait ainsi une rupture symbolique majeure, puisque dans ce système politique le vrai chef du parti, le leader intouchable, la figure politique la plus sacralisée était le président de la république. Or cet homme annonçait que l'État pouvait ne pas se confondre totalement avec le PRI. Il disait qu'il pouvait négocier, dialoguer avec d'autres formations politiques. Il le faisait sans trop de difficultés dès 1997. Le PRI ayant perdu la majorité absolue des sièges à la chambre, la présidence sut en effet négocier des alliances conjoncturelles (en général avec le PAN) pour faire passer ses textes.

Enfin, pour comprendre ce changement de comportement électoral, il convient de souligner le rôle considérable joué par l'Institut fédéral électoral (IFE) depuis 1994. Toute une pédagogie du vote citoyen a été patiemment mise en œuvre par cet organisme. Des contrôles rigoureux et tout à fait neufs de la régularité des élections ont été opérés. L'électeur s'est progressivement aperçu que son vote avait des chances d'être respecté. Il faut d'ailleurs noter, sur ce point, que le Mexique est probablement l'un des pays qui est allé le plus loin dans la mise en place d'institutions indépendantes du pouvoir politique pour organiser et contrôler l'ensemble du processus électoral.

L'alternance était donc possible et plausible. La surprise est surtout venue de l'ampleur de la victoire de Fox. S'agit-il pour autant d'une adhésion massive de l'électorat à l'idéologie paniste ? Certainement pas. Fox a gagné car il a su réunir des électors divers, capitaliser à la fois le vote protestataire anti-PRI, le vote PAN traditionnel, et attirer une partie de l'électorat flottant des classes moyennes. Il sut les rassurer par ses engagements et ses prises de position centristes, en particulier sur le terrain de l'école, de la religion et des mœurs, ou encore sur celui des symboles de l'indépendance mexicaine, comme sa promesse de ne pas remettre en cause le statut public de la compagnie pétrolière Pemex.

2) La situation politique actuelle ressemble fort à celle de 1997. Le président ne dispose pas d'une majorité absolue à la chambre. Il devra donc nécessairement composer avec les autres partis politiques pour faire passer ses projets. Le PRI est la première formation tant au Congrès qu'au Sénat. Dans la première chambre, il dispose de 210 sièges, contre 207 pour le PAN, 53 pour le PRD et 15 pour le Parti Vert (4 petits partis se partagent les 15 sièges restants). Dans la seconde, il y est largement majoritaire avec 60 sièges, contre 46 au PAN, 15

au PRD, 5 aux Verts et 2 aux petits partis. Fox va donc devoir négocier en permanence avec les chambres. Quelles alliances vont naître, sur quels textes ou quels programmes ? PAN-PRI ? PAN-PRD ? PRI-PRD ? Le jeu apparaît compliqué et très ouvert.

Mais Fox se trouve aussi devant une situation totalement inédite. L'appareil d'État, depuis des décennies, est aux mains de fonctionnaires totalement identifiés au PRI. Comment va se comporter la haute fonction publique ? Sera-t-elle loyale à un nouveau pouvoir qui, certes, a affiché sa volonté de travailler avec tous, quelles que soient leurs appartenances politiques. Mais la nouvelle équipe devrait cependant opérer des changements significatifs dans les cadres de l'administration, donc dans les clientèles traditionnelles du PRI. Comment réagiront les exclus ? Comment se comporteront ceux qui conserveront leur emploi ? En dépit des risques évidents de cette situation, des frustrations et désirs de revanche qu'elle peut engendrer, le pire n'est probablement pas à redouter. L'expérience de l'alternance dans les grandes capitales régionales – et dans la ville de Mexico – laisse plutôt à penser que cette mutation devrait s'opérer sans trop de problèmes. Les fonctionnaires locaux ont dans l'ensemble été loyaux aux nouveaux dirigeants. L'armée semble elle aussi jouer la loyauté. Mais la manière dont sera résolu le conflit du Chiapas sera révélatrice de son comportement vis-à-vis le nouveau pouvoir.

Quoi qu'il en soit, l'ensemble de la classe politique mexicaine doit apprendre aujourd'hui à faire ce qu'elle n'a jamais fait, à savoir négocier avec des forces politiques opposées, rechercher des compromis, travailler dans la transparence, sous regard de l'opinion publique, toutes choses fort éloignées de la culture priiste.

3) Effet induit de l'ALENA ? L'évolution des partis politiques mexicains, à l'examen des comices électoraux des cinq dernières années, laisse inévitablement penser à une certaine forme d'"américanisation". De plus en plus, on est en présence de simples machines électorales, qui ne se mobilisent vraiment qu'au moment des élections, pour faire gagner leur leader au niveau local ou national. Celui-ci, de plus, n'a pas été désigné selon des procédures internes au parti, mais à l'issue de primaires ouvertes (tout le monde peut voter, qu'il soit ou non membre du parti), sur le modèle de nombre des États américains. Le PRI, le PAN et le PRD ont désigné de cette manière leur champion pour les présidentielles. Le charisme, les réseaux, le marketing politique sont alors beaucoup plus importants que les programmes ou les idées. De fait, les plates-formes des trois principaux candidats étaient assez proches. D'ailleurs, que signifie aujourd'hui, en termes idéologiques, être membre du PRI ? Ou du PRD ? Ou du PAN ? Si la distance idéologique entre le PAN et le PRD était aussi grande que l'affirment leurs dirigeants, auraient-ils pu, de 1997 à 2000, mener tant de batailles législatives ou électorales de concert ? La dernière en date au moment où sont écrites ces lignes sur l'élection, en août 2000, d'un gouverneur soutenu par ces deux partis au Chiapas, ce qui mit fin à 70 ans d'hégémonie du PRI dans cet état.

Certes, chacun de ces trois grands partis a son identité, qui est surtout le fait de son électorat, souvent aisément identifiable à l'aide des catégories traditionnelles (classes sociales, populations marginalisées, secteurs inscrits dans la modernité, etc.) Mais l'analyse des résultats montre que tous ont su mordre sur

l'ensemble de l'électorat. À cet égard, les trois années à venir avant les élections législatives de 2002 seront décisives pour le futur des grands partis.

Le PRI saura-t-il survivre à sa défaite électorale et ne pas éclater en diverses formations, menées chacune par ce qu'on appelle au Mexique un "dinosaur" ? Les multiples organisations corporatistes du PRI, dans le champ syndical, en milieu paysan, dans les organisations populaires, au sein des petites et moyennes entreprises, sauront-elles survivre à cette situation complètement nouvelle : la perte de leurs relais organiques avec l'appareil d'État ?

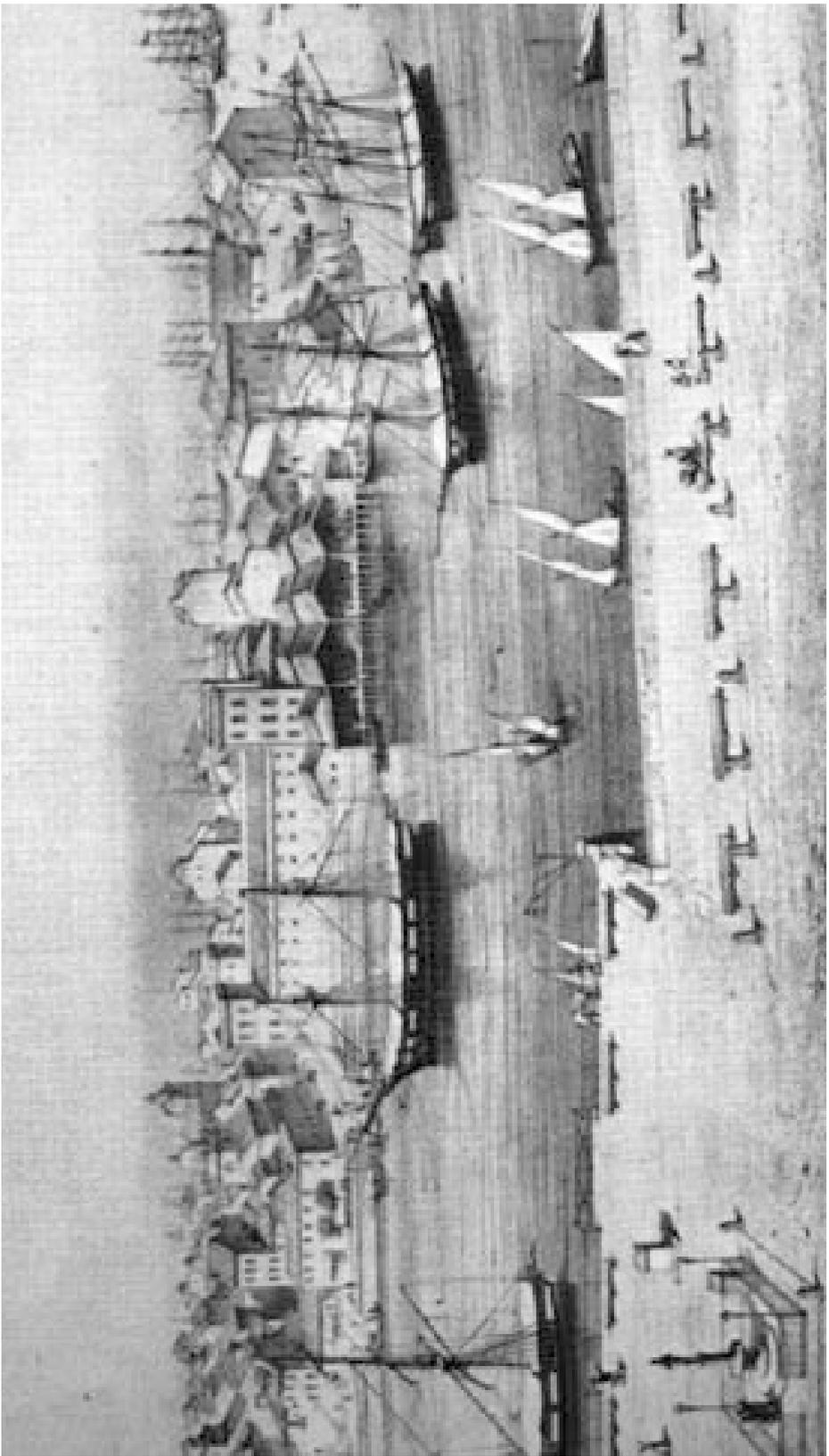
Qu'advient-il du PRD, après le troisième échec consécutif du plus charismatique de ses fondateurs, tandis que l'un des autres co-fondateurs, Porfirio Muñoz Ledo, a rejoint Fox et le PAN. Alors aussi que de 1988 à 2000 le parti n'a pas su se doter des structures d'un grand parti de masses, fonctionnant souvent avec la " culture priiste " d'adhésion à un ou à des leaders sans vie politique autonome ?

Quant au PAN, à la fois parti de cadres et parti " attrape tout " (*catch all party*), il semble bien que Fox n'ait aucun projet pour en faire une formation politique à sa disposition. Ce parti canalise d'ailleurs des électors très divers, depuis le catholicisme conservateur (qui avait motivé sa création en 1939), jusqu'à l'électorat néo-libéral adepte de la nouvelle économie, qui ne jure que par le marché et refuse toute régulation étatique.

4) Les incertitudes de la période à venir sont donc nombreuses. L'équipe Fox a d'immenses chantiers à affronter. Outre le dossier du Chiapas déjà signalé, Zedillo lui a légué la bombe à retardement que constitue la faillite du système bancaire avec le dossier Fobaproa. La réforme de la police, de la justice, la lutte contre la corruption, sont des défis dont on se demande comment ils peuvent être relevés. Par ailleurs, des tensions vont inévitablement se faire jour à l'intérieur des États fédérés, dont la majorité est gouvernée par le PRI. La "fédération" mexicaine, qui était en fait un État hyper centralisé lorsque pouvoir central et pouvoirs locaux dépendaient du président, va peut-être devoir devenir une réalité, c'est à dire reconnaître une large autonomie aux États fédérés. Les rapports avec les États-Unis, avec la question migratoire et celle du narco-trafic, seront sans doute compliquées. On pourrait continuer encore longtemps cette énumération des difficultés qu'aura à affronter la nouvelle équipe.

Dans les trois mois qui ont suivi sa victoire électorale, Fox a cherché à rassembler et non à exclure. Il avait conscience de la faiblesse de ses soutiens et a été d'une extrême prudence. La question qui se posait au moment où il allait prendre ses fonctions était de savoir s'il disposerait de relais politiques suffisants, dans la société et dans l'appareil d'État, pour mener à bien tous ces chantiers. C'était toute l'inconnue politique de la période qui s'ouvrait. Sur le plan économique en revanche, il était probable que le Mexique n'ait pas à redouter de crises similaires à celles du passé. Les fondamentaux de l'économie étaient sains et les réactions des investisseurs avaient été plutôt positives à la victoire de Fox. L'ALENA y était probablement pour quelque chose...

Le Mexique était-il en train de vivre le changement historique le plus radical de son histoire ? Faudra-t-il demain renverser le dicton célèbre attribué à Porfirio Díaz et dire désormais " Heureux Mexique, si loin de Dieu et si près des États-Unis " ?



(RE) DÉCOUVRIR LE BRÉSIL

MARTINE DROULERS
LAURENT VIDAL

FALLAIT-IL SACRIFIER À LA TRADITION ? Comment justifier l'organisation d'un numéro des CAL à l'occasion des commémorations du cinquième centenaire de la découverte du Brésil ? La recension des activités commémoratives donne une liste impressionnante, sans que l'on puisse dégager une approche unificatrice. Le gouvernement brésilien, la « société civile », mais aussi les gouvernements étrangers (comme ceux du Portugal et de la France) ne mettent pas leurs actions commémoratives au service de la construction d'une même mémoire, ni d'un même projet. Alors pourquoi ajouter une nouvelle voix dans ce concert déjà bien discordant ? Disons-le tout de suite : il s'agissait au départ de saisir l'opportunité d'une telle date pour revisiter certains thèmes, en éclairer d'autres sous des problématiques de longue durée, insister également sur l'importance qu'a revêtu le champ brésilien dans la constitution de tout un pan des sciences sociales françaises. Une telle ambition, *opportune*, ne signifie pas cependant un désintérêt vis-à-vis des enjeux actuels de la commémoration. Au contraire, par bien des aspects, ce dossier éclaire certains des plus récents débats engagés au Brésil.

Intentionnalité (*achamento*) ? ou fait du hasard (*descobrimento*) ? C'est en ces termes que la Commission Nationale pour les Commémorations du V^e Centenaire de la Découverte du Brésil a posé le débat autour de la signification de l'arrivée de la flotte de Pedro Alvares Cabral à Porto Seguro en avril 1500. Et les implications de ce débat dépassent très largement les simples querelles d'historiens. L'enjeu : la définition de la « brésilianité », des principes autour desquels l'État peut mobiliser la nation. L'hypothèse de l'intentionnalité du voyage de

LE PORT DE RECIFE AU XIX^e SIECLE, GRAVURE DE 1855 (FREDERICK C.K. HAGEDORN IN GILBERTO FERREZ, 1984, RASASE PRECIOSAS VISTAS E PANORAMAS DO RECIFE 1755-1855, FUNDARPE, RECIFE)

Cabral a été formulée pour la première fois au milieu du XIX^e siècle par Joaquim Norberto de Souza e Silva, l'un des fondateurs de l'Institut historique et géographique brésilien, institut qui s'était donné pour tâche la connaissance de la genèse de la nation brésilienne, et qui avait placé son action sous la protection de l'Empereur. Son idée, étayée par quelques documents, visait à présenter le Brésil comme une terre de promesse (sorte d'état intermédiaire avant la terre promise) : c'est parce qu'il aurait eu des informations sur l'existence d'une civilisation avancée au Brésil - ce qui conférerait au Brésil une nouvelle dimension : la grandeur de ses racines américaines - que Cabral aurait organisé son expédition. L'idée vite abandonnée est reprise, au XX^e siècle, par deux historiens portugais : le grand Jaime Cortesão dans les années 1930, et dernièrement par Jorge Couto. « Le retour de cette idée au sein de l'historiographie lusitanienne », nous dit Luiz Felipe de Alencastro, « a sûrement à voir avec la fin de la présence portugaise dans les autres régions d'outre-mer. Bien ou mal, le Brésil est devenu le principal atout culturel externe dont dispose le Portugal pour asseoir son insertion au sein de la Communauté européenne » (*Folha de São Paulo*, 22 avril 2000). Mais comment expliquer, côté brésilien, ce retour de la thèse de l'intentionnalité ? « Peut-être parce que l'hypothèse selon laquelle le pays aurait été découvert par hasard apparaît comme une négation rétrospective de la brésilianité. Comme le démenti de la vision d'un territoire paradisiaque qui annonçait déjà notre être en devenir ».

L'hypothèse du hasard pur (*descobrimento*) est aujourd'hui de moins en moins recevable tant l'on sait combien les Portugais connaissaient le régime des vents et des courants de l'Atlantique sud, et qu'ils ne se seraient donc pas laissés surprendre par un tel écart de navigation sur la route des Indes. Alors pourquoi vouloir engager un tel débat ? Peut-être la réponse nous est-elle fournie par le deuxième débat que souhaite ouvrir officiellement la Commission nationale pour les commémorations du V^e Centenaire de la Découverte du Brésil : rappeler le rôle du métissage dans la genèse culturelle brésilienne. L'incertitude première quant à la signification du geste de Cabral pourrait alors être perçue comme un acte fondateur de la pensée métisse brésilienne. Commémorer n'est donc pas une simple opération de réactivation de la mémoire, c'est bien plus une opportunité que saisissent les sociétés (des gouvernements aux opposants) pour redéfinir les bases sociales et culturelles qui sous-tendent leurs actions, leurs projets.

Il est ainsi fort instructif de comparer les perspectives des grandes expositions officielles organisées en cette année 2000 au Brésil, au Portugal mais aussi en France. « L'Exposition de la redécouverte, Brésil 500 ans » d'initiative totalement privée¹ réunit à São Paulo près de 7000 œuvres artistiques, organisées autour thèmes tels que : « archéologie », « art indigène », « noir corps et âme », « art afro-brésilien », « art baroque », « arts populaires », « images de

l'inconscient », « regard lointain » Selon l'organisateur, « cette exposition ne sera pas une célébration, mais une mise à nu de notre histoire commune avec un apport scientifique sans précédent » (*Le Monde*, 16-17 avril 2000), mettant en regard les pratiques et apports de chacun des peuples réunis dans le creuset brésilien. Prédomine ici l'idée du métissage comme valeur fondatrice de l'identité brésilienne, ce que confirme d'ailleurs le Président Cardoso lui-même : « Les Brésiliens adorent le métissage, le métissage ici est une valeur » (*Le Figaro*, 21 avril 2000). Cette exposition fermera ses portes, le 7 septembre, jour de la fête de l'indépendance du Brésil !

Au Portugal une exposition sur « La construction du Brésil, 1500-1825 » vient clore un cycle commémoratif engagé en 1986, autour des grandes découvertes maritimes portugaises. Articulée en sept tableaux : « Premières impressions », « Sucre », « Expéditions et frontières », « L'or », « Villes et bourgs », « Le Brésil à la Cour », « Signes d'identité », cette exposition est centrée autour de la période coloniale : de la découverte à la reconnaissance du Brésil indépendant par le Portugal. Elle met en valeur l'action de la métropole dans la « construction » du Brésil, et souligne la rationalité et l'intentionnalité de son projet colonial, fixant les frontières, définissant les modalités du peuplement et mettant en valeur les ressources naturelles. Elle vise donc particulièrement à remémorer un passé glorieux, celui de l'Empire portugais.

La France a également organisé des manifestations culturelles dont une importante exposition officielle intitulée « Brésil baroque, entre ciel et terre », afin de « montrer la présence du Brésil au monde de la culture depuis cinq siècles ». Six thèmes ont été retenus pour montrer « l'histoire et la magie des formes baroques modelées par le génie brésilien » : « Le Brésil du sucre », « Le Brésil de l'or », « L'Aleijadinho et l'apothéose du baroque brésilien », « Des Jésuites à l'Indépendance », « Manuel da Costa Ataíde », « Mestre Valentim da Fonseca e Silva ». Pour les organisateurs c'est « l'héritage baroque qui donne le caractère essentiel à ce continent, bien plus fortement encore que les traces millénaires de ses premiers habitants » (*Brésil baroque* – 2000). La France, qui se présente ici comme dépositaire de valeurs universelles, octroie une place d'honneur au Brésil dans son panthéon imaginaire des plus hautes manifestations culturelles de l'humanité.

Trois expositions, trois pays, trois intentions : « commémoration » de la genèse de l'identité brésilienne, « remémoration » nostalgique d'une grande puissance maritime, « célébration » du génie artistique brésilien. À l'intérieur du Brésil les appropriations de l'événement diffèrent aussi fortement : la thématique gouvernementale (*la redécouverte*) ne suscite pas une forte mobilisation populaire, le peuple hésite même sur l'opportunité de « fêter ». Mais, admis ou non, cet événement offre à certains groupes, comme les Indiens ou les paysans sans terre, une tribune mondiale pour exposer leurs mécontente-

ments, tout en légitimant leurs revendications par la mise en évidence du processus historique de leur exclusion. Ce cinquième centenaire offre aussi l'opportunité de renouveler une série de débats sur l'histoire du Brésil, la formation de sa société, en revisitant des thèmes déjà classiques, sans cesse renouvelés par des approches pluridisciplinaires.

C'est résolument dans cette perspective que s'inscrit ce dossier, qui se veut une tentative de rendre compte de l'éventail des questions posées par les différentes disciplines des sciences sociales. Et d'abord revenir sur la formation territoriale du Brésil. Rien n'était donné d'avance : de ce point de vue, le Brésil semble bien être une « invention » du Portugal, « aidé » en quelque sorte dans cette entreprise d'appropriation territoriale par les harcèlements répétés des navigateurs français tout au long du XVI^e siècle (Vidal). Invention façonnée par le génie cartographique que les Portugais puis les Luso-brésiliens déployèrent, ainsi que par leur habileté diplomatique perceptible dès le traité de Tordesillas. Des stratégies géopolitiques spécifiques tournées vers la maîtrise cartographique permirent donc de dessiner un grand Brésil uni dans une Amérique du Sud qui se fragmentait (De Biaggi-Droulers). La recherche en science sociale contemporaine sur le Brésil s'inscrit bien dans la perspective du temps long, soit en reprenant la réflexion sur la signification des favelas et leur prétendue homogénéité (Valladares), sur l'impact de l'école de São Paulo sur la sociologie française dès les années 1950 (Duvignaud), sur ce que le Brésil nous enseigne dans le domaine du politique (D. Vidal), enfin sur un pays obsédé par sa transformation en nation moderne (P. C. da Costa Gomes).

Notes

- 1 Sous l'impulsion d'Edemar Cid Ferreira, président d'une banque d'affaires et créateur d'une association « Brésil 500 ans Art Visual » formée avec l'équipe qui avait déjà organisé deux biennales à São Paulo en 1994 et 1996.

LA PRÉSENCE FRANÇAISE DANS LE BRÉSIL COLONIAL AU XVI^e SIÈCLE

LAURENT VIDAL*

LA PRÉSENCE FRANÇAISE dans le Brésil colonial est assurément l'un des plus vieux sujets d'étude de l'histoire coloniale du Brésil, qui a donné lieu à une imposante bibliographie¹. L'historiographie française, comme une bonne partie de l'historiographie brésilienne d'ailleurs, ont traditionnellement fait de la présence française au Brésil, un témoignage de la possibilité d'un autre modèle de colonisation, de relation à l'autre dans le respect des différences culturelles² : en témoignent les relations amicales qu'ils ont entretenues avec les indiens Tamoyos, Tupinambas, Potiguara, Caetes... C'est surtout sur le plan de l'influence des idées (religieuses, scientifiques ou artistiques) que la question a été abordée³ : Léry et la perception de l'autre ; La Condamine et les sciences naturelles ; les Lumières et l'Inconfidência Mineira ; la mission artistique française de 1816... Or, depuis quelques années, un certain nombre de travaux invitent à repenser les termes de cette présence et de son influence au Brésil, par la prise en compte de la dimension commerciale des entreprises françaises. Le Brésil semble avoir été pour les Français, et ce dès la première décennie du XVI^e siècle, la terre de tous les commerces.

Notre propos n'est pas ici de reprendre toute cette période coloniale mais simplement de tenter une synthèse des plus récentes hypothèses concernant la signification de la présence française au Brésil au XVI^e siècle, en expliquant surtout en quoi elle a pu peser sur l'orientation de la politique coloniale portugaise. Nous montrerons d'abord combien les incursions répétées des

* Historien - Maître de conférences. Université de La Rochelle (Espace Nouveaux Mondes)

commerçants français à la recherche de bois Brésil, dès la première décennie du XVI^e siècle, sont à l'origine directe de la prise de conscience par la couronne portugaise de l'enjeu international du Brésil, provoquant la première réorganisation du système colonial, en 1532. Nous verrons ensuite que les stratégies françaises au Brésil dans la première moitié du XVI^e siècle se situent entre deux pôles : les initiatives privées de marchands et armateurs visant l'organisation de véritables « flottes du bois » d'un côté, et des tentatives de colonisation de peuplement appuyées par la couronne de l'autre. Mais l'échec de cette dernière politique (qui culmine avec la France Antarctique de Villegaignon) ne remet pas en cause le dynamisme commercial qui redouble même d'activité dans la seconde moitié du siècle. Et c'est justement le moment que choisit la France pour soutenir une nouvelle tentative d'implantation, au nord du Brésil cette fois.

LE COMMERCE FRANÇAIS ET L'ÉMERGENCE DU BRÉSIL COMME ENJEU INTERNATIONAL

Sans revenir sur l'assertion, désormais quasi légendaire, d'une possible découverte du Brésil par le navigateur français du Havre, Jean Cousin en 1488, remarquons d'emblée que le nom « Brésil » est régulièrement utilisé par les Français dès la première décennie du XVI^e siècle, alors que les Portugais continuent à désigner cette région sous le nom de Terra de Santa Cruz ou da Vera Cruz. La Popelinière dans *Les Trois Mondes* (1582) écrivait que « les Français l'ont nommé Terre de Brésil, par ignorance de ce que dessus, et qu'ils y ont trouvé du bois à commandement, encore qu'il n'y soit qu'en une contrée, laquelle même en porte assez d'autres » (L. III, fol. 21). Pour Paul Gaffarel « les Français n'ont jamais cessé de désigner ce pays sous le nom qui depuis a prévalu. Or, que signifie le mot *Brésil*? Il a de tout temps été employé pour indiquer un bois de teinture de provenance exotique. En Italie, dès le XII^e siècle, *Bresill*, *brasilly*, *breislzi*, *braxillis*, *brasile* étaient appliqués à un bois rouge propre à la teinture des laines et du coton. (...) Il est donc certain que toute l'Europe occidentale, pendant le moyen-âge appelait *brésil* les bois de teinture. Par le plus grand des hasards, le nom de la production fut appliqué au pays producteur » (Gaffarel, 1878 : 29). Il ne s'agit pas ici de revenir sur un vieux débat pour savoir qui des Français ou des Portugais a le premier proposé la dénomination « Brésil » : à l'époque où le territoire brésilien hésitait encore entre les trois noms de Vera Cruz, Santa Cruz et Brésil, ce sont surtout les commerçants qui utilisaient le dernier. Et ce qui est sûr c'est qu'il ne s'imposa définitivement qu'à la fin du XVI^e siècle. Cette dénomination française, construite à partir d'une homologie entre un produit commercial fort prisé et l'espace de localisation de ce produit, indique clairement l'enjeu que représente cette terre pour la France au début du XVI^e

siècle. François Ier lui-même n'avait-il pas demandé à voir la clause du Testament d'Adam qui excluait la France du partage de l'Amérique, en encourageant par là-même les commerçants français à tirer profit des richesses de cette terre : le bois, mais aussi le coton, les perroquets et les singes (animaux forts prisés en Europe).

La première action commerciale de Français au Brésil dont nous ayons conservé la trace date de 1503 : c'est l'expédition de Gonneville, qui toucha le Brésil aux environs du Santa Catarina⁴. Parti le 24 juin 1503 du port de Honfleur sur son navire *l'Espoir*, conduit par deux pilotes portugais Sebastião Moura et Diogo Couto, Gonneville et ses compagnons séjournèrent de janvier à juillet 1504 au Brésil. La biographie de Binot Paulmier de Gonneville ne nous est malheureusement pas connue : nous savons simplement qu'il s'agit d'un *bourgeois*⁵ qui a visité Lisbonne au tournant des années 1502-1503. C'est dans cette ville-port de 50.000 habitants où s'accumulent et s'échangent les richesses des Indes et du Nouveau Monde, où circulent aussi les renseignements sur les nouvelles routes et les nouveaux marchés que le Normand accompagné de Jean Langlois et Pierre Le Carpentier, engagea les deux marins portugais, semble-t-il de retour de Calicut. Rentré de Lisbonne en Normandie, il organise une société en commandite où six personnes supplémentaires se joignent aux trois premiers associés et arment la nef *l'Espoir*, un navire de 120 tonneaux qui n'avait fait qu'un voyage jusqu'à Hambourg, qu'ils chargent d'armes, de munitions, de vivres, mais aussi de marchandises pour le troc : toiles, peignes, miroirs, verroterie... Il est aujourd'hui encore difficile de trancher sur l'objectif initial de l'expédition⁶ : les Indes orientales et ses épices ? ou le Brésil et son bois ? Deux versions de la *Relation* du voyage, l'une longue, signée du 19 juin 1505, l'autre courte, du 19 juillet 1505, donnent des indications différentes : la relation longue parle des Indes orientales, alors que la relation courte, bien plus précise sur le déroulement du voyage, évoque parmi les motivations « le bruit des richesses des Portugais au Nouvel Monde ».

L'équipage de *l'Espoir*, après avoir essuyé une violente tempête, demeura donc six mois au Brésil, le temps de réparer les dégâts subis par la nef. Ils mirent ce temps à profit pour traiter avec les indiens de l'ethnie des Carijos pour une cargaison de peaux et plumes, et s'attirer leur sympathie, à tel point que le chef Carijo proposa que son fils Essomericq accompagné d'un fidèle serviteur Namoa, embarque sur le navire de retour, afin qu'il revienne instruit dans les arts de la civilisation. Gonneville ne put tenir parole mais l'adopta, le maria à une de ses parentes, et lui laissa à sa mort les armes de sa famille. Il vécut jusqu'à 95 ans et eut quatorze enfants. Essomericq est le premier d'une longue série d'Indiens brésiliens qui viendront en France.

Le voyage de retour ne fut cependant pas direct pour la France : « Or, passé le tropique Capricorne, hauteur prise, trouvaient être plus éloignés de l'Afrique

que du pays des Indes occidentales où depuis aucunes années en ça les Dieppois et les Malouins et autres Normands et Bretons vont quérir du bois à teindre en rouge, cotons, guenons et perroquets et autres denrées : si que le vent d'est, qu'ils ont remarqué régner coutumièrement entre ledit tropique et celui du Cancre, les y poussant, fut d'unanimité délibéré d'aller quérir ce pays, afin estout de se charger des susdites marchandises, pour rescaper les frais et voyage »⁷. C'est sûrement vers Bahia que l'Espoir a mouillé pour faire son chargement, puis quelques cent lieues plus loin vers le cap Saint Augustin. Au retour le navire fut arraisonné par des pirates vers l'île de Guernesey : « et eussent lesdites marchandises valu défrayer le voyage, et outre bon profit si la navire fut venue à bon port »⁸.

Cette pratique qu'évoque Gonville dans sa *Relation* est fort courante à l'époque : tout voyage doit être rentabilisé. Et les richesses brésiliennes semblent parfaitement adaptées à une telle démarche. C'est d'ailleurs ce que comprendront parfaitement les navigateurs florentins, Giovanni et Girolamo Verrazano, attachés au service de François Ier, qui a fait appel à leurs compétences pour découvrir une route plus occidentale en direction des Indes (le Cathay et les Moluques). De 1524 à 1529 les navires des deux frères traversèrent à quatre reprises l'Atlantique. Leurs « échecs » répétés vont mettre le Brésil au premier plan des stratégies économiques françaises. En effet, pour permettre aux multiples investisseurs de rentrer dans leurs frais, ils se rabattent régulièrement sur le Brésil pour « trafiquer » des cargaisons de bois brésil, utilisé dans la teinture des draps de l'industrie de Rouen. Si bien que le Brésil s'impose lors des deux derniers voyages de 1527 et 1529 comme la destination finale des navires : le commerce du bois brésil devient donc un moteur suffisant pour mettre sur pied une expédition transatlantique. Il faut d'ailleurs rappeler qu'au tout début des années 1520, le nom de Verrazano était déjà associé à une première expédition destinée à fonder une colonie française au Brésil, mais le roi du Portugal ayant eu vent des préparatifs dépêcha un nouvel ambassadeur au roi de France (1522), pour le prier d'interdire le départ, ce qu'il obtint en fin de compte (Barbosa, 1923 : 32).

À l'époque où voyagent les frères Verrazano, l'Atlantique sud commence à être bien connu et pratiqué des marins français. Le célèbre armateur de Dieppe, Jean Ango, fut assurément l'un des premiers à organiser des lignes de voyages réguliers entre la France et le Brésil, à partir de 1522. À son service nous trouvons notamment les navigateurs Jean-Denys de Honfleur qui se rendit au Brésil la première fois en 1519, Pierre Crignon et le capitaine Jean Parmentier qui se plaignait que le roi de France (François I^{er}) ne prît pas au sérieux l'influence des Français parmi les habitants du Brésil : « Si le roi de France voulait tant soit peu lâcher la bride aux négociants français en moins de quatre ou cinq ans ceux-ci lui auraient conquis l'amitié et assuré l'obéissance des peuples de ces

nouvelles terres, et cela sans autres armes que la persuasion et les procédés ». Pour le grand capitaine, en l'espace de ces quatre ou cinq ans « les Français auraient pénétré plus avant dans l'intérieur du pays que ne l'ont fait les Portugais en cinquante ans [sic], et probablement les habitants en chasseraient ces derniers » (Barbosa, 1923 : 24-25). Ce qui est d'ailleurs confirmé par une lettre de Francisco Portocareiro adressée depuis Salvador en avril 1555 au roi Dom João III : « (...) fora desta cidade avendo muitos franceses polla costa e roubando barquoas e navios.s.hua nao nos Petiguares sem gente e a razão era por a gemte da terra ter fomes e os proprios framceses vão colher ho brazyll ao mais quinze e vinte leguoas pola tera demtro a nao somente com seis ou sete pesoas e outras naos (...) »⁹.

On peut même dire que les incursions répétées des navigateurs et commerçants français au Brésil, dans cette première moitié du XVI^e siècle, vont conduire le Portugal à une redéfinition de sa politique vis-à-vis du Brésil, en prenant désormais en compte sa dimension internationale. Alarmé par des informations précises parvenues à Lisbonne sur l'activité des Français au Brésil, Dom João III commença de se préoccuper sérieusement du sort de sa colonie américaine. En même temps qu'il transmettait ses doléances au roi de France, il organisait une expédition armée sous le commandement de Christovam Jacques (1516). Les résultats mitigés de cette première mission l'incitent à envoyer une nouvelle escadre (1526), toujours sous la direction de Jacques avec pour mission de combattre les Français et d'activer le peuplement de la colonie. Cette inquiétude pousse le roi à publier un édit intimant l'ordre à tous ses sujets, sous peine de mort, de couler chaque navire français en partance ou en provenance du Brésil. Et en 1530, le roi envoie son fidèle le capitaine Martim Afonso de Souza réorganiser le système administratif colonial en vigueur au Brésil : les factoreries sont abandonnées au profit du système des capitaineries, ce qui doit théoriquement favoriser un contrôle plus efficace du territoire. Encore en 1548, Luis de Gois avertit Dom João III : « se com tempo e brevidade Vossa Alteza não socorre a estas capitánias e costa do Brasil, que ainda que nós percamos as vidas e fazendas, Vossa Alteza perderá a terra »¹⁰.

LES STRATÉGIES FRANÇAISES AU BRÉSIL DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XVI^e SIÈCLE : ENTRE « FLOTTES DU BOIS »...

Durant la première moitié du XVI^e siècle, la stratégie française envers le Brésil consiste donc d'abord à profiter des richesses naturelles de ce pays et notamment de ce fameux bois de teinture. Pour cela, les Français utilisent le système des « truchements » pour mobiliser la main d'œuvre locale, puis tentent de s'implanter dans les interstices laissés vacants par les autorités portugaises,

sans négliger pour autant de harceler, par des actes de piraterie ou de course, les positions portugaises : les ports de São Vicente, Rio de Janeiro, Salvador, Olinda doivent ainsi fréquemment faire face à l'arrivée de flottes françaises. Dans un premier temps, c'est donc le système des « truchements », à savoir d'intégration d'un ou plusieurs Français dans une tribu afin de coordonner les activités de traite, qui est privilégié. Les commerçants français entraient donc en rapport avec les tribus sauvages, remettaient en cadeau à leurs chefs des objets apportés d'Europe, et recevaient en retour la main d'œuvre nécessaire à l'abat-tage et au transport des bois précieux à bord des navires. Ce système est si couramment utilisé que l'on a trouvé d'ailleurs dans la fameuse demeure *Ilha Brasil* de Rouen plusieurs panneaux de bois sculptés, datant des années 1500-1514, représentant le trafic du bois Brésil : la coupe et le transport sur les navires sont assurés par les indiens. La technique du truchement permet de rationaliser les activités de traite : en 1550, un navire portugais venu dans la baie de Guanabara estime qu'environ 100 000 troncs coupés attendent l'arrivée de navires français. Cette remarquable organisation autour d'un produit fort recherché en Europe nous inciterait à parler, même pour un commerce interlope, de véritables « flottes du bois ».

Il est toutefois bien difficile d'apporter une estimation précise du nombre de navires français ayant fait la traversée en direction du Brésil dans la première moitié du XVI^e siècle. Selon l'historien Philippe Bonnichon, entre 1504-1511, on ne peut guère tabler que sur quatre navires français qui aient fait le voyage du Brésil (on ne connaît leur existence que parce qu'ils furent capturés ou se perdirent en mer : ce qui signifie sûrement une activité bien plus intense, peut-être du double¹¹). En 1525, les départs du port de Honfleur sont si fréquents que les commerçants décident de créer une compagnie pour le commerce du bois Brésil (Peronne-Moisés, 1995 : 149). Entre 1526 et 1531, au minimum vingt navires normands ou bretons sont envoyés au Brésil, et ceci ne tient donc pas compte des navires qui ont pu partir des ports de La Rochelle, Bordeaux, ou encore Marseille. Entre 1532 et 1539, ce sont seulement 6 navires dont on soit sûr, soit à peine un par an.

Cette intense activité maritime s'accompagne de nombreux actes de piraterie, tant dans les eaux brésiliennes (le premier navire français est arraisonné au Brésil en 1504 dans la baie du fleuve Paraguaçu), qu'aux points de passages obligés des routes de retour (Açores, mer d'Irlande...). C'est pourquoi, dans un esprit d'apaisement les souverains français et portugais, après la signature à Lyon d'un traité d'amitié (14 juillet 1536), convoquent un Tribunal des Prises à Bayonne en 1537, destiné au règlement des conflits entre armateurs français et portugais. Ce Tribunal n'amena cependant aucun règlement, si ce n'est que François I^{er} s'engagea à interdire à ses sujets de commercer au Brésil. Mais dès 1540 la reprise des armements est considérable : neuf navires de Rouen sont armés

pour le Brésil ; quinze nefes dieppoises et des navires de Bretagne sont équipés pour la même destination. En 1541, de trente à quarante navires prennent la route de l'Amérique du sud, et surtout du Brésil. En 1546, c'est une flotte de vingt-huit navires qui quitte Le Havre à destination du Brésil : à bord d'un des vaisseaux un aventurier allemand : Hans Staden¹². En 1548 l'agent portugais Manuel de Araújo informe le Secrétaire d'Etat qu'un navire de 55 tonneaux partira de La Rochelle à destination du Brésil : « alguns me dixeram que ia a roubar... eu soube certo que levava ferramenta e espadas e alguns espelhos » (Serrão, 1965 : vol. I, p. 46). En 1549, six navires partent de la seule ville de Rouen, dont certains de fort tonnage (*Le Câble*, 200 tonneaux). Pendant ce premier XVI^e siècle, « l'élément de permanence française au Brésil (...) était constitué par des marins : enracinés pour quelques années ou pour toute la vie dans une tribu (...), ils servaient de truchements pour leurs compatriotes de passage ou de retour d'une année à l'autre » (Bonnichon, 1994 : 35).

Ce sont donc toutes les régions littorales françaises qui sont concernées par ce commerce, qui attire aussi le roi et les Grands du royaume. Les marchands normands l'ont bien compris qui organisent en 1550 une fête brésilienne à Rouen, à l'occasion de la visite du roi Henri II, de Catherine de Médicis et de la cour. Les bourgeois rouennais veulent convaincre leur nouveau monarque, qui a succédé à François Ier en 1547, de revenir sur son interdit du 20 octobre 1547 défendant à ses sujets « d'aller aux navigations du roi de Portugal, comme à nulles terres découvertes par les Portugais ». Ils présentent un spectacle mettant en scène 300 indiens, dont « cinquante naturelz sauvages freschement apportez du pays » (Perrone-Moisés, 1995 : 148) et les autres étant joués par des marins français. Ils montèrent pour cela un décor à l'air libre représentant le forêt brésilienne, avec des fruits, des oiseaux et des singes. Plusieurs scènes typiques du Nouveau Monde sont présentées, dont la coupe et le transport du bois de Brésil, les danses et jeux des indiens, les combats entre tribus.

Un chroniqueur anonyme de 1550 raconte que pendant que les uns se balançaient dans des hamacs, « les autres coupoient du boys qui par quelques-uns d'entre eux, estoit porté à un fort construit pour l'effet sur la rivière, ainsi que les mariniers de ce pays ont accoustumé faire quand ils traictent avec les Brisiliens : lequel boys iceulx sauvages troquoient et permutoient aux mariniers dessus ditz, en haches, serpes et coings de fer, selon leur usage et leur manière de faire. La troque et commerce ainsi faite, le boys estoit battelé par gondolles et esquiffes, en une grande navire (...) » (Barbosa, 1923 : 43). Le spectacle fut si apprécié par la cour qu'il dut être rejoué. Pour Philippe Bonnichon, « une réalité apparaît derrière la fête : cette représentation n'a été possible que grâce à une accumulation antérieure d'échanges entre la France et le Brésil. Les effets conjugués culminent en ce milieu du XVI^e siècle. Ces navires, ces centaines de marins, ces dizaines d'indigènes témoignent de l'ancienneté des liens entre la

côte atlantique française, normande en particulier, et la côte brésilienne. Ils témoignent aussi de l'engouement qui se développe pour l'outre-mer, grâce aux initiatives des marchands, grâce à la politique royale, et que vont révéler les œuvres de poètes comme Ronsard, de penseurs comme Montaigne » (Bonnichon, 1994 : 33). Henri II comprit alors l'intérêt que pouvait représenter le Brésil dans la politique maritime française : aussi envoie-t-il le pilote et cartographe havrais Guillaume Le Testu au Brésil pour faire la reconnaissance systématique des côtes et en dresser la carte : sa *Cosmographie Universelle* sera publiée en 1556.

... ET COLONISATION DE PEUPEMENT

Le prolongement naturel de cette stratégie consiste à envisager des implantations de forts pour un meilleur contrôle de ces activités d'échanges. Il ne nous est malheureusement pas possible de connaître l'ensemble de ces projets, qui apparaissent parfois, au hasard des découvertes archivistiques¹³. Après le projet avorté de 1523, nous avons mention d'un bref essai d'implantation en 1531 sur l'île São Aleixo. C'est depuis la Méditerranée et le port de Marseille que des armateurs ont financé « avec l'expresse licence du roi très chrétien »¹⁴ l'expédition de la fameuse nef *La Pélerine*, dont le déroulement de la course nous est connu grâce à la protestation du baron de Saint-Blancard, l'un des armateurs, lors du Tribunal des Prises de Bayonne en 1537. Ce bâtiment de 120 tonneaux portait « dix-huit canons et d'autres pièces d'artillerie pour la défense de la nef et plus tard d'un fort. Ce bâtiment était en outre muni d'armes, piques, lances, etc. Son équipage se composait de 120 hommes. Sa cargaison consistait en marchandises recherchées et ayant un grand prix dans les îles du Brésil ; elles devaient être échangées contre d'autres desdites îles très demandées en France. *La Pélerine* transportait aussi les instruments exigés pour la construction d'un fort et pour les cultures nécessaires à sa garnison »¹⁵.

Le fort est construit entre mars et mai 1531 sur l'île São Aleixo située au sud d'Olinda, avec l'aide d'une main d'œuvre indienne. Soixante-dix hommes commandés par Monsieur de La Motte restent dans le fort, alors que *La Pélerine* repart avec une cargaison de 5000 quintaux de bois, de perroquets, de singes, de peaux et de coton (pour une valeur de 62 300 ducats). Arrivée en août 1531 en Méditerranée, la nef est pillée en mer par des Portugais, semble-t-il avec l'aval du roi Dom João III : « Informé de la construction du fort à Fernambouc et de l'existence en ce lieu de marchandises et d'armes, ledit Roi fit armer trois navires dont il donna le commandement à Pierre Loppes [Lope de Souza], avec ordre de se rendre en toute hâte audit fort, pour le détruire, y saisir les marchandises et massacrer les hommes de la garnison »¹⁶, ce qui fut fait en

décembre 1531. Dans une lettre à Martim Afonso de Souza, Dom João III évoque cette présence française : « Na Costa de Andalusia foi tomada (...) huma Nao Franceza carregada do Brazil, e trasida a esta Cidade, a qual foi de Marselha a Pernambuco, e desembarcou gente em terra, a qual desfez huma feitoria minha, que ahi estava, e deixou láa setenta homens com tenção de povoarem a terra (...) »¹⁷.

Mais ce n'est véritablement qu'au milieu du siècle, avec l'accès au trône du roi Henri II, que la France impulse un nouveau type d'essor maritime dans l'Atlantique sud. L'envoi de Guillaume Le Testu sur les côtes brésiliennes en 1551 avait pour finalité de préparer cette nouvelle politique, qui envisage, cette fois à l'initiative directe de la couronne, l'installation d'un établissement français fixe et durable sur le littoral brésilien. Telle est la signification du projet confié, par le roi, à l'Amiral Coligny (1519-1572), de fondation d'une *France Antarctique* dans la baie de Guanabara, en 1555. Car c'est bien d'abord dans cette optique qu'est montée et financée l'opération : on a trop longtemps voulu y voir des motivations purement religieuses, ce qui fausse totalement la perception de l'expédition. Bien sûr des motifs religieux vont se greffer par la suite, mais au moment des préparatifs de l'expédition, ni Coligny, ni Villegaignon, ni les protestants d'ailleurs n'envisagent une politique de Refuge : celle-ci ne sera effective qu'après la Saint-Barthélémy... soit en 1572 (Augeron et Vidal, 1998). Ce même Coligny ne s'est d'ailleurs pas engagé dans la Réforme avant 1557 ! Il s'agit plutôt, à l'origine du projet royal, d'organiser une base coloniale pour accueillir un peuplement venu de métropole et pour tenter de rationaliser les initiatives antérieures d'origine privée.

L'idée pourtant vient d'un homme : Nicolas Durand de Villegaignon, né à Provins en 1510, gentilhomme et soldat, Chevalier de Malte et vice-amiral de Bretagne, qui eut pour condisciple Calvin à l'Université d'Orléans. Dès 1553, il plaide auprès de Gaspard de Chatillon-Coligny, amiral de France, un projet de colonisation au Brésil. Ce dernier comprend rapidement l'intérêt politique d'une telle expansion coloniale qui consisterait à porter un coup à l'hégémonie ibérique en Amérique, ce qui convainc facilement Henri II : « Une France jeune et forte surgirait par delà les mers... » (Barbosa, 1923 : 57). Pour mener à bien son expédition, Villegaignon recrute les futurs colons par crieur public aux principaux carrefours de la ville de Paris. Pour compléter le trop petit nombre de volontaires, Villegaignon dut faire appel au roi en lui demandant les condamnés des prisons de Paris et Rouen. Une troupe hétéroclite de 600 hommes, aventuriers et marginaux pour l'essentiel, est ainsi mise sur pied. « Le but de l'expédition fut tenu secret mais les armateurs furent séduits par la perspective d'un établissement fixe qui assoirait leur commerce ; le roi fournit 10 000 livres et deux « beaux et grands navires » de Brest et Saint-Malo (...). Un bateau de charge, plus petit, emporte vivres et munitions ; on se munit de pacotille, près

de 400 aunes de drap rouge, donc déjà teint, sans doute avec du bois de Brésil, sont achetés à Rouen (...) » (Bonnichon, 1994 : 76-77).

Partis le 14 août de Dieppe, les navires arrivent le 10 novembre 1555 dans la baie de Guanabara, et ont en vue le pain de sucre que les Normands appellent Pot de Beurre. Villegaignon s'établit sur une île au centre de la baie, que les indiens dénommaient *Seregipe*, et qui a aujourd'hui conservé le nom de Villegaignon. Cette position présentait l'avantage de contrôler l'accès de la baie et de mettre à bonne distance les ennemis potentiels venant de terre. Sur ce roc minuscule est édifié le Fort Coligny, ceinturé de « boulevards » de terre et de palissades. Villegaignon soumet les colons mais aussi les indiens Tamoyos, alliés « traditionnels » de la France, à de véritables travaux forcés pour fortifier le site au plus vite, et interdit en même temps aux colons tout commerce sexuel avec les indiennes. Il voulut d'ailleurs forcer un des marins qui vivait avec une indienne à contracter mariage, mais ce dernier, refusant de se marier, fomenta une conspiration contre Villegaignon, en regroupant tous les truchements installés chez les Tamoyos, et entraînant dans son sillage de nombreux mécontents qui viennent s'installer sur la terre ferme, où aurait été créée une bourgade. Ces premières dissensions n'empêchent pas dans un premier temps Villegaignon de poursuivre son projet colonial : il envoya une première expédition sur la côte en direction de Cabo Frio, puis une autre en direction du rio de la Plata. André Thévet qui participa aux deux expéditions les relate dans son ouvrage de 1558.

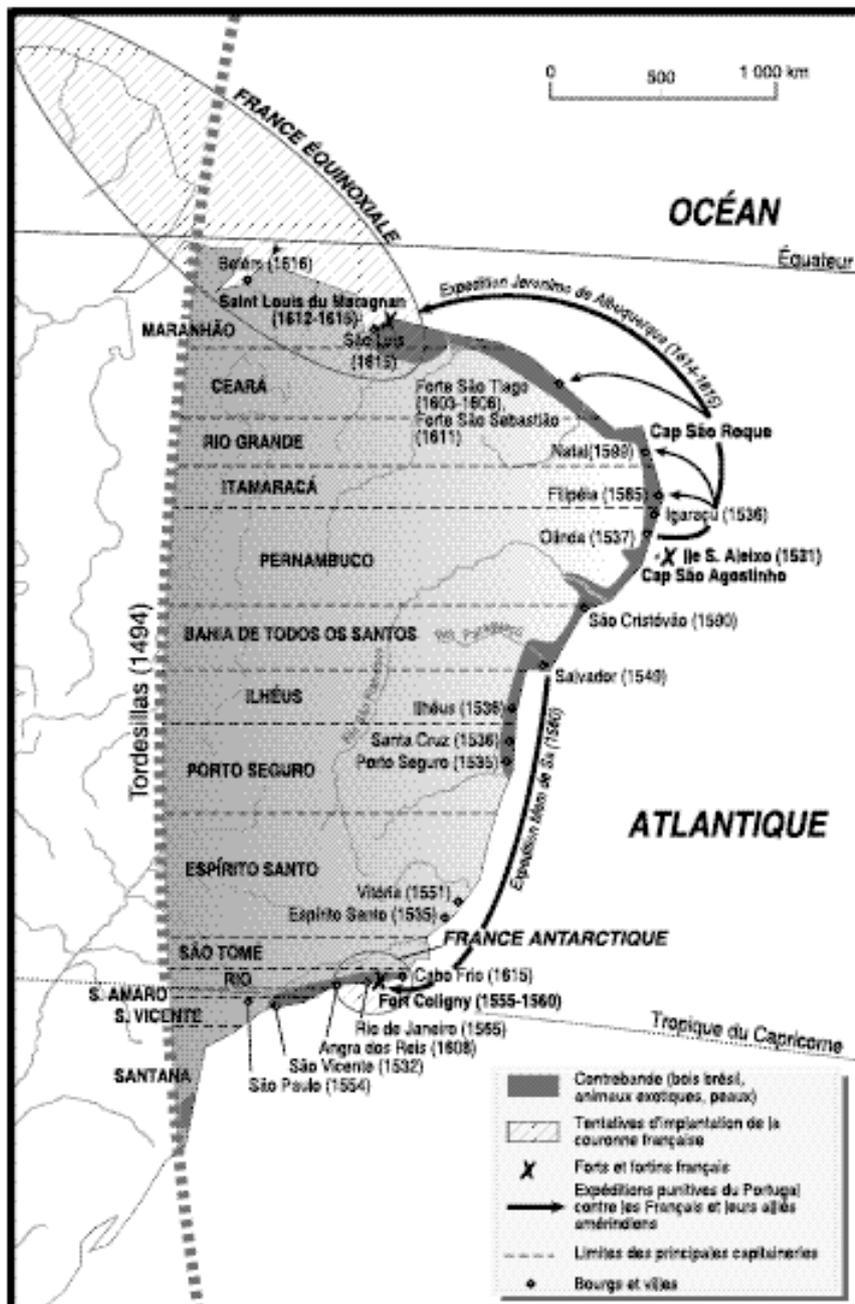
Il est donc intéressant de noter que les préoccupations économiques des colons installés dans la région de Rio ne s'estompent point. En témoigne le souci de Villegaignon d'instaurer le long du littoral, de Cabo Frio jusqu'à São Vicente, un réseau de sites fortifiés, dont Rio serait le « maillon principal », afin d'engager un commerce actif avec les indigènes : ainsi en est-il de la fameuse « maison de pierre » près de l'extrémité du Cabo Frio, ou encore de Macaé, qui sert d'escale technique en amont de Rio : « Macé, Cabo Frio, Guanabara et son île Coligny, alias Villegaignon, autant de positions-clefs égrennées en chapelet en bordure du continent, et qui permettent de tenir tout un pays » (Lestringant, 1995 : 46-47). De même, dans la baie de Guanabara, pendant les épisodes de dissidence, le trafic ne s'arrête pas, seulement les navires français commercent directement avec les Français installés en terre ferme. Mais les harcèlements répétés des indiens, et les abandons successifs, vont pousser Villegaignon à demander de nouveaux renforts au roi, ainsi qu'à son condisciple Calvin, en lui faisant part de l'opportunité de créer au Brésil une terre de liberté religieuse. Il envoie en France son neveu Bois-le-Comte et André Thévet¹⁸, chercher des renforts. Il aurait voulu plusieurs milliers d'hommes, des soldats et des vaisseaux, mais n'obtient du roi Henri II que trois navires et 300 personnes, alors

que Calvin ne peut regrouper plus de 14 Genevois, parmi lesquels un jeune homme de 22 ans, Jean de Léry¹⁹.

À leur arrivée à Rio en mars 1557, Villegaignon les accueille en costume d'apparat, flanqué de sa garde personnelle d'archers Ecossais. Les navires apportaient des vivres, du bétail, des semences. Quelques femmes (six au total), et des artisans venaient renforcer cette colonie de peuplement qui semblait désormais pouvoir jouir d'un avenir radieux. Mais rapidement des conflits vont se faire jour entre Villegaignon et les nouveaux arrivants, au sujet de la présence réelle du Christ dans l'eucharistie. De plus en plus autoritaire, celui que l'on appelle désormais par dérision « le roi d'Amérique » précipite l'éclatement du Brésil français. Les calvinistes décident de ne plus participer aux corvées, ce qui leur vaut d'être privés de nourriture. Au bout de quelques semaines ils quittent le fort pour trouver refuge sur le continent. L'un de ces calvinistes, Jean Cointat, trouva refuge à São Vicente où il prêchait ses idées religieuses contre les opinions des catholiques portugais. Homme de verbe, il réussit à impressionner les habitants de l'endroit à tel point qu'ils l'applaudissaient lorsqu'il ridiculisait les pères portugais. C'est alors que les Jésuites portugais accoururent sur les lieux, avec José de Anchieta qui expliquera qu'il convenait d'empêcher Cointat de « vomir de son estomac ses erreurs fétides ». Cointat fut donc arrêté, conduit à Bahia, avant d'être à nouveau transféré à Rio en 1567, où il sera pendu. Parmi ces calvinistes en fuite, cinq d'entre eux, après avoir renoncé à un retour hasardeux vers l'Europe, retournent vers Villegaignon en janvier 1558, qui les fait jeter aux fers, entreprend de les ramener par la force à la foi romaine et exécute par noyade les trois récalcitrants.

À la fin de l'année 1558, Villegaignon confie le commandement du fort Coligny à son neveu Bois-le-Comte et rentre à Paris en quête de nouveaux renforts, plaidant cette fois sa cause auprès des catholiques. Mais les événements politiques en France (l'accident d'Henri II en juillet 1559, la conjuration d'Amboise, le décès de François II (1559-1560), l'accession au trône du jeune Charles IX (1560-1574) et la lutte pour la consolidation de la régence de la reine-mère Catherine de Médicis), relèguent au second plan les préoccupations concernant la colonisation de l'Amérique. Et de l'autre côté de l'Atlantique, Bois-le-Comte rend les armes le 15 mars 1560, face aux forces portugaises commandées par le gouverneur Mem de Sá, chargé par Dom João III de liquider ce foyer de rébellion. Le fort est rasé, ce qui met un terme à la colonisation officielle des Français dans cette partie du Brésil. Mais les initiatives privées vont s'y poursuivre longtemps encore. En 1565, une nef française avec 110 hommes est signalée en baie de Rio : « la région du Cap Frio est un solide retranchement ; la dernière redoute française tombe en 1567 et les rescapés, sur quatre navires, tentent de s'établir dans la région d'Olinda » (Bonnichon, 1994 : 80).

LA PRÉSENCE FRANÇAISE DANS LE BRÉSIL COLONIAL (1500 - 1615)



L'échec de la *France Antartique* a suscité de nombreux commentaires. Selon Gilberto Freyre, par exemple, les Français de Villegaignon auraient été incapables de concevoir un plan de colonisation sérieux, « car ils se bornèrent à égratigner le littoral » (Freyre, 1974 : 40). L'interdit sexuel que l'austère Villegaignon aurait prononcé à l'égard des belles indigènes dénudées aurait été la cause immédiate de l'échec français, en interdisant le métissage et par conséquent l'enracinement de ces colons, « calvinistes français qui tout gonflés d'eux-mêmes et triomphants, essayèrent de créer au Brésil une colonie exclusivement blanche et qui ont quitté le pays sans laisser aucune trace de colonisation » (Freyre, 1974 : 40). Le caractère autoritaire de Villegaignon a également été avancé pour justifié cet échec. L'historien Philippe Bonnichon a finalement assez bien résumé les raisons de cet insuccès : « Il a manqué aux Français une implantation qui dépasse le stade des échanges mercantiles et de la sympathie avec les indigènes, ou de l'installation d'un poste militaire, pour se fonder sur l'enracinement, en l'occurrence l'exploitation du sucre, par la plantation, qui est le moyen par lequel le Brésil deviendra portugais, hollandais ; et il leur a manqué de développer un instrument naval, fondé sur la puissance de feu et la capacité de transport de pondéreux et adapté à ce type de relations transatlantiques » (Bonnichon, 1994 : 81).

UNE ACTIVITÉ COMMERCIALE INTENSE MAIS MENACÉE (1580-1610)

Pourtant si une politique de colonisation de peuplement est momentanément remise en question, les échanges commerciaux entre le Brésil et la France n'en continuent pas moins et le trafic ne cesse même d'augmenter dans la seconde moitié du XVI^e siècle, même après la réunification des deux couronnes en 1580. Ainsi, selon Philippe Bonnichon, depuis l'échec de Villegaignon jusqu'à la mort d'Henri IV, sur près d'un demi-siècle, ce sont au moins cinq cents bateaux normands qui ont maintenu et développé les liens du trafic français traditionnel avec le Brésil » (Bonnichon, 1994 : 92). Mais cette fois les commerçants français privilégient la région nord, sachant que les navires qui tentent une incursion entre São Vicente et le Cabo Frio, sont désormais systématiquement incendiés par les Portugais, et les équipages rescapés doivent se réfugier dans les forêts. Certes, en 1582, un projet de l'amiral Philippe Strozzi, cousin de Catherine de Médicis, de reconquête du littoral de Rio de Janeiro est bien mis au point, mais un désastre naval au large des Açores brise net ce rêve de revanche (Lestringant, 1995 : 44) : il s'agissait d'ailleurs bien plus d'une « ten-

tative de capture du contrôle du Brésil par Catherine de Medicis » (Martinière, 1989 : 449), dans le cadre de la succession du trône de Portugal.

Dans un premier temps, c'est donc la région comprise entre le Cabo São Agostinho et le Cabo São Roque qui est sillonnée par les bâtiments français qui chaque jour jettent l'ancre en différents points de la côte, là où la présence portugaise n'est pas encore affirmée. En 1581, selon Mario de Lima Barbosa, les Français auraient construit un fort dans la Paraíba, avant d'être battus et d'avoir cinq de leurs navires brûlés (Barbosa, 1923 : 82). La même année, cinq cents hommes, huguenots sûrement, partis de La Rochelle, « faisant le voyage de l'Isle de Floride et du Brésil » arrivèrent dans cette région : « nous mîmes le pied en terre, chantant louenges et actions de grâces au Seigneur ; auquel lieu de cinq à six cens Sauvages, tous nudz, avec leurs arcs et flèches, nous signifiant en leur langage que nous estions les biens venuz nous offrant des biens et faisant le feu de joye, dont nous estions venuz pour les défendre contre les Portuquoys et aultres, leurs ennemis mortels et capitaux ». Et de s'ébahir devant tant de richesses naturelles : « La terre est arrosée de fort belles rivières d'eau douce des plus saines que je beu jamais... Le bois de Brésil croit merveilleusement haut (...) »²⁰.

La décennie 1580 est marquée par une forte présence commerciale française dans cette région, ce dont témoignent les nombreuses plaintes des marchands et armateurs victimes de violence de la part des Espagnols : en 1582, 18 navires en provenance de Rouen ont été incendiés le long du littoral brésilien, l'année suivante, ce sont sept autres, toujours en provenance de Rouen (Barbosa, 1923 : 88). En 1586, sept navires français sont signalés arrivant à Bahia. En 1594, deux navires de Dieppe et un de La Rochelle, croisaient au large de Pernambuco. La guerre déclarée par Henri IV à l'Espagne le 17 janvier 1595, va donner une nouvelle intensité à ces activités. Anis le 29 avril 1595 cinq vaisseaux français viennent prêter secours au pirate anglais, Lancaster assiégé par les Portugais dans Pernambouc dont il s'était emparé.

En 1595, le navire *Valant*, commandé par le capitaine Pois de Mil, originaire de Saujon en Saintonge, est capturé avec les 116 hommes d'équipage. « Il s'agissait de huguenots qui sur la route de France au Brésil avaient attaqué un fort et l'église d'une possession portugaise en Afrique, d'où ils avaient enlevé une image de Saint-Antoine qui devint de leur part l'objet de profanations et d'insultes de toutes sortes » (Barbosa, 1923 : 90) : conduits à Bahia, ils seront tous pendus. Dès que fut connu en France le sort de l'équipage du *Valant* une escadre partit pour les venger. Mais en chemin elle rencontra une flotte hollandaise qui revenait chargée de sel. La lutte s'engagea aussitôt ; les navires français, mis en déroute, durent rejoindre la France avec un grand nombre de blessés (1596). La même année vingt bâtiments français réussissaient à jeter l'ancre dans les eaux brésiliennes, selon les dires mêmes du gouverneur de

Paraíba écrivant au roi d'Espagne : « Le 3 juillet 1596 on m'amena prisonnier un Français qui m'apprit qu'il y avait 7 grands vaisseaux à l'ancre devant Rio Grande do Norte et que 13 autres attaquaient le château de Cabedello » (Barbosa, 1923 : 91).

Toujours la même année, Henri IV approuve le projet de l'Amiral de Guyenne de confier au capitaine de la marine royale, Toussaint Conen de La Villaudoré, le commandement d'une escadre, à partir de La Rochelle, versant même 60.000 écus, en janvier 1597, pour couvrir les frais de l'expédition (Martinière, 1989 : 457). Mais, bien qu'attendue au Brésil (dans la lettre du gouverneur de Paraíba au roi d'Espagne, il est fait mention que devait partir de La Rochelle en 1597 une flotte très nombreuse), cette flotte n'a semble-t-il jamais pris le départ. Il n'empêche, poursuivant leur marche vers le nord, à la recherche de régions non occupées par les Portugais, les Français passent de Paraíba²¹ vers le Rio Grande do Norte, où ils installent un poste de ravitaillement, puis s'installent au Ceará en 1610, avant que de toucher le Maranhão, toujours refoulés plus loin par les armées portugaises qui ne cessent de construire des bourgs fortifiés dans cette région : c'est Filipéia fondée par João Tavares et Martim Leitão en 1585 ; puis le fort Reis Magos fondé par Manuel de Masacrenhas en 1597, qui sera à l'origine de Natal (1599) ; puis l'ermitage et le fort de Nossa Senhora do Amparo fondés par Martim Moreno au Ceará en 1607 qui seront à l'origine de Fortaleza (Tapajos, 1967 : 90-93). À la fin de la première décennie du XVII^e siècle, il ne reste plus que la région du Maranhão à nettoyer de la présence française et à soumettre à l'autorité portugaise.

LA FRANCE ÉQUINOXIALE : NOUVELLE TENTATIVE DE COLONISATION DE PEUPEMENT (1612-1615)

En effet cette région est traditionnellement visitée par les commerçants français depuis le début du XVI^e siècle. Mais lorsque les commerçants sont repoussés, d'abord du littoral sur, puis du nord-est, c'est vers cette région, encore peu marquée par la présence d'une administration coloniale, qu'ils se retranchent. Ainsi en 1594 alors qu'ils commerçaient le long de la côte nord, le capitaine Jacques Riffault fait naufrage près de l'île Sant'Ana do Maranhão. Il revient en France, non sans avoir laissé sur place quelques français, dont un gentilhomme, Charles des Vaux, qui trouvera après plusieurs mois, moyen de rentrer en France, où il est reçu en personne par Henri IV. Il lui fit, d'après le père capucin Claude d'Abbeville, « une très fidèle narration... de tout le succès de son voyage et de l'honneur que Sa Majesté s'acquerrait à l'entreprise de ce négoce, outre le profit et l'utilité que le France en devait un jour retirer » (d'Abbeville, 1614 : 13). Henri entendit ce récit « avec un grandissime conten-

tement ». Et, afin de bien vérifier l'exactitude des dires de Charles des Vaux, le roi « commanda au sieur de La Ravardière (fort expert en matière de marine, ayant déjà voyagé plusieurs fois en ces contrées et prêt d'y retourner) de mener avec lui le dit des Vaux au Brésil et en l'île de Maragnan... chargeant expressément La Ravardière de lui en faire à son retour une fidèle relation avec promesse d'entreprendre l'affaire à ses coûts et dépends » (d'Abbeville, 1614 : 13-14). Il part ainsi de Cancale en janvier 1504, pour revenir en août, après avoir longé la côte des Guyanes et visité l'île de Maranhão. La Ravardière est alors nommé le 3 juillet 1605, lieutenant général du roi « és contrées de l'Amérique, depuis la rivière des Amazones jusqu'à l'île de la Trinité » : « il s'agit, nous dit Guy Martinière, de bien comprendre ces expéditions de La Ravardière. Ce n'était pas dans ce Brésil conçu selon l'imaginaire de la France Antarctique mais dans cette immense région qui va de l'Orénoque et de l'île de la Trinité aux Amazones, c'est à dire de part et d'autre du Maragnan espagnol et du Maranhão portugais » (Martinière, 1989 : 462).

Car l'accès au trône d'Henri IV, la déclaration de guerre à l'Espagne (1595-1598), l'alliance avec les Provinces Unies, plus commerciale que politique d'ailleurs, modifie les termes de la stratégie coloniale française : dans ce ventre mou de l'Amérique, de part et d'autre de la ligne équinoxiale, la France trouve l'opportunité de relancer une nouvelle politique d'implantation, basée bien sûr autour de l'exploitation du bois brésil, mais aussi, et c'est nouveau, autour du sucre. Car c'est bien ce qui a aussi retenu l'attention d'Henri IV : ces terres sont des terres à sucre : « ceux qui ont reconnu cette terre de Maragnan assurent qu'elle est particulièrement très propre pour les cannes à sucre, qui est un revenu inestimable et le plus grand qu'aient les Espagnols à Pernambouc, Potyiou, Saint-Domingue et autres lieux qu'ils tiennent au Brésil » (d'Abbeville, 1614 : 208). Ajoutons à cela que Walter Raleigh, qui aurait peut-être croisé la route du jeune Henri de Navarre à Jarnac en 1569, vient en 1598 de publier son *El Dorado*, où il situe en Guyane la fabuleuse cité de Manoa²². Tous ces arguments ne peuvent que séduire un roi de plus en plus soumis aux groupes de pressions des « marchands » français, qui attendent que se mette sur pied une véritable politique de soutien au commerce colonial. Mais les conditions matérielles n'étaient pas en 1605 réunies pour mener à bien un tel projet.

C'est finalement Marie de Médicis qui relancera le projet : le 1^{er} octobre 1610, elle renouvelle au nom de Louis XIII, encore enfant, la lieutenance générale de La Ravardière, mais à la condition qu'il s'adjoigne des catholiques, ce qu'il fit sans hésitation. C'est avec l'amiral François de Rasilly, Nicolas Harlay de Sancy, des nobles, près de 500 hommes d'armes et artisans, et quatre capucins, parmi lesquels les pères Claude d'Abbeville et Yves d'Evreux qui laisseront des témoignages sur cet épisode du Maranhão (d'Abbeville, 1614), que l'expédition part du port de Cancale en Bretagne le 19 mars 1612. Le rôle des pères capu-

cins dans cette expédition va apparaître d'ailleurs comme une véritable alternative à l'action missionnaire des jésuites, très étroitement liée à l'action coloniale espagnole et portugaise. Parvenu le 26 juillet auprès de la petite île de Sainte Anne, ils fondent la ville (le fort) de Saint-Louis du Maranhão. La Ravadière charge en 1613 le capitaine Maillar de localiser avec précision, « à cent ou cent cinquante lieues de Maragnan dans la terre ferme » une terre pour des plantations de canne à sucre. Et le capitaine Maillar de signaler que « la terre de ce lieu était forte, grasse et noire, très bonne à produire les cannes à sucre, bien meilleure que celles de Pernambouc, ce dont il pouvait témoigner pour avoir demeuré plusieurs années dans Pernambouc et pratiqué les autres endroits que tiennent les Portugais. La terre est arrosée de grandes quantités de ruisseaux capables de faire moudre les engins à sucre » (d'Evreux, 1985 : 133). Le père Arsène de Paris, membre de cette expédition, prédisait également en 1613 un bel avenir à la colonie : « On tient qu'il y a force richesses en ce pays, après il y a force coton, force tabac, et prétend-on y faire du sucre : bref je vous assure que quand tout y sera un peu établi, on s'y trouvera comme en un petit Paradis terrestre où on aura toute sorte de contentement » (Carelli, 1993 : 37).

Mais l'isolement, le manque de renforts, et les harcèlements constants des navires portugais commandées par Jerônimo de Albuquerque, vont avoir raison de cette implantation française. Pendant un mois (de la fin octobre à la fin novembre 1614) l'île est assiégée, sans pour autant que l'un ou l'autre puisse prendre le dessus. Un armistice est donc signé à la fin du mois de novembre : il est décidé d'envoyer des émissaires en Europe, de s'en remettre au jugement des souverains, et en attendant d'accorder la liberté sur terre et sur mer aux Français et Portugais, tant que durera l'armistice. Les Portugais en profitèrent pour installer des renforts à proximité ce qui isolait encore plus les positions françaises. Par ailleurs le traité d'amitié entre la France et l'Espagne signé à Vervins en 1598 ligotait en quelque sorte la France qui ne pouvait officiellement continuer de soutenir cette colonie. La Ravadière doit donc capituler et remettre le fort Saint-Louis aux Portugais à la Toussaint 1615. Les Français sont faits prisonniers : des Vaux mourra enfermé dans la tour de Belém à Lisbonne et La Ravadière sera libéré après trois ans de captivité. Pendant ce temps, les Portugais continuent leur occupation du littoral nord : sur l'emplacement du fort sera construite la ville de São Luis do Maranhão et dans la capitainerie du Pará, sera construite la ville de Belém en 1616.

CONCLUSION

Ces chapitres de l'histoire du Brésil, que l'historiographie brésilienne appelle traditionnellement « les invasions françaises », laissèrent de fortes traces dans

l'imaginaire français et brésilien, si bien que cet imaginaire a longtemps constitué un prisme déformant pour la compréhension de cette présence française au Brésil au XVI^e siècle. Or il ne s'agit ni de noircir, ni d'embellir la légende. À cet égard il convient de noter la permanence dans la stratégie coloniale française du XVI^e siècle, de l'axe brésilien. Cet axe est d'ailleurs longtemps prioritaire sur l'axe canadien (Lestringant, 1995 : 45). Mais les appuis mitigés des Valois comme des Bourbons, qu'explique en partie l'absence d'une véritable marine de guerre, vont avoir raison de cette présence française, et conduire à l'échec d'une implantation française. Il est en revanche aisé sur cette longue période de percevoir la continuité d'une activité commerciale, entre les ports français et le littoral brésilien. On observe même une augmentation de ces activités économiques dans la seconde moitié du XVI^e siècle, mais il convient aussi de relever que la stratégie coloniale portugaise a évolué. Il ne s'agit plus désormais d'une colonisation basée sur le troc, mais d'une véritable organisation économique, autour de la production d'un produit-roi, le sucre, fondée sur le travail esclave d'une main d'œuvre indienne, puis noire. Dès lors les autorités coloniales surveillent avec une attention toute particulière les abords de leur littoral, où se trouvent et leurs terres de culture et leur main d'œuvre.

Bien entendu, la présence française, au-delà des activités commerciales, renvoie aussi au rôle des religieux : André Thévet, Jean de Léry, Claude d'Abbeville et Yves d'Evreux nous ont laissé des témoignages de première main sur la vie et les coutumes des indiens brésiliens au XVI^e siècle. L'ethnologue Claude Lévi-Strauss n'écrivait-il pas dans *Tristes Tropiques* qu'il convenait de considérer l'ouvrage de Jean de Léry comme le bréviaire de l'ethnologue. Pour Mario Carelli, et il est bien difficile de le contredire, « ces textes et leurs images forment le socle culturel ou, si l'on veut, l'horizon d'attente avec un fort substrat mythique sur lequel s'appuieront les données nouvelles » (Carelli, 1993 : 38). Mais un tel constat ne doit nous faire perdre de vue le pragmatisme de cet humanisme français face au Brésil du XVI^e siècle. Selon Guy Martinière, cette fameuse tolérance des Français envers les Indiens « n'est pas tellement à rechercher du côté d'un éventuel humanisme (...). La chance de cet humanisme français envers les indiens tient donc à un double retard de la colonisation française : un premier retard qui oblige à séduire des populations dont le territoire est considéré comme conquis par les Portugais ; un second retard qui tient à la continuité d'une pratique d'échange fondée sur le troc pendant près d'un siècle, alors que les Portugais ont déjà besoin d'une main d'œuvre locale disponible et nombreuse pour assurer la production d'un nouveau cycle exportateur du Brésil, le sucre, qui succède au cycle du bois de braise » (Martinière, 1989 : 439).

La politique de Richelieu à partir de 1626, consistant à doter la France d'une véritable marine de guerre (la Royale), va modifier la donne, permettant à la France de mettre sur pied une solide politique coloniale. Mais pour le Brésil il

est déjà bien tard. Avec la fin de la France Equinoxiale en 1615, les Portugais parachèvent leur maîtrise de l'ensemble du littoral brésilien, marquant leur présence par un ensemble de villes, bourgades et points fortifiés. Au XVII^e et XVIII^e siècles les voyageurs et naturalistes français succèdent aux commerçants et prennent pied au Brésil : Bougainville et La Condamine vont laisser leur nom au Brésil. Les tentatives de prise de Rio par François du Clerc (1710) et Duguay-Trouin (1711) s'inscrivent certes dans cette nouvelle politique coloniale française, qui n'hésite pas à se lancer dans de vastes expéditions maritimes, mais sont bien isolées dans ce siècle des naturalistes (Vidal, 1997). Elles auront cependant un effet non négligeable : Lisbonne s'aperçoit combien Rio est mal équipé pour faire face aux attaques ennemies que la présence de l'or ne manque pas de susciter. L'attaque de Duguay – Trouin va obliger à une réorganisation du dispositif militaire de la colonie... Le transfert de la capitale de Salvador à Rio en 1763 s'explique aussi par le traumatisme de 1711, lorsque pendant quelques jours Duguay-Trouin maîtrisait Rio et paralysait les flottes de l'or.

Notes

- 1 Nous renvoyons ici aux travaux pionniers de Ferdinand Denis (1850 et 1864) et Paul Gaffarel (1878).
- 2 Mario Carelli (1993) évoque ainsi le cas de la littérature nationaliste du XIX^e siècle brésilien qui va, d'une certaine manière, racheter l'invasion française du Maranhão : « ainsi l'historien João Francisco Lisboa, dans ses Notes sur l'histoire du Maranhão (Apontamentos para a história do Maranhão, 1864) met en valeur la présence française en l'opposant à la « brutalité » des conquêtes hollandaises qui lui ont succédé (...). L'érudit brésilien exalte l'évangélisation capucine et inaugure donc une tradition historiographique qui se poursuit de nos jours » (p.38).
- 3 L'ouvrage de Mario Carelli (1993) est justement un exemple de cette approche en termes d'influence culturelle.
- 4 Dans la relation historique de la capitainerie d'Ilhéus un chroniqueur fait mention de la présence de navigateurs français près de Porto Seguro (où Pedro Alvares Cabral découvrit le Brésil trois ans plus tôt). Mais en l'absence de traces pouvant confirmer cette assertion il nous est difficile de pouvoir intégrer cette information. Seules les archives de l'Inquisition de Bahia, qui font actuellement l'objet de dépouillements par des historiens brésiliens, pourront nous apporter d'utiles précisions.
- 5 Un bourgeois, désigne à la fin du XVe et début du XVI^e siècle toute personne payant des droits de bourgeoisie : un marchand, un commerçant, ou encore un artisan.
- 6 Voir par exemple l'analyse récente proposée par Leyla Perrone-Moisés (1995) pp. 126 et suivantes.
- 7 Idem, p.26
- 8 Idem, p.27.
- 9 « Carta de Francisco Portocareiro ao rei D. João III, sobre os abusos cometidos pelos franceses na bahia..., Cidade do Salvador, 20 de abril de 1555 », cité in : Serrão (1965) vol. II, p. 30.
- 10 « Carta de Luís de Góis a D. João III..., Vila de Santos, 12 de maio de 1555 », cité in : Serrão (1965) vol. II, p. 17
- 11 Estimations fournies par Philippe Bonnichon (1994) pp. 29-30. Il est évident que le dépouillement « systématique » des actes notariés des ports français dans la première

- moitié du XVI^e siècle nous permettra un jour d'aboutir à une estimation plus fine de ces « flottes du bois », dont les grands maîtres d'oeuvre semblent avant tout français.
- 12 Fait prisonnier par les Tupinambas, il laissera un témoignage haut en couleurs de sa captivité : Nus, sauvages et anthropophages (édition originale : 1557, nombreuses rééditions françaises).
- 13 A ce sujet, nous devons regretter l'absence de recherches récentes sur cette question. Tous les travaux, à l'exception peut-être de ceux de P. Bonnichon, pour qui le Brésil n'est cependant pas l'objet d'étude principal, se contentent de reproduire les conclusions des études, réalisées au XIX^e siècle, par Pierre Denis, Paul Gaffarel et Francisco de Varnhagen.
- 14 « Protestation du baron de Saint-Blancard contre la prise de La Pélerine, lors du Tribunal des Prises de Bayonne », cité in : Guénin (1901) p.43.
- 15 Idem
- 16 Idem, p.45
- 17 « Carta de Dom João III a Martim Afonso de Sousa, sobre o povoamento da costa do Brasil, Lisboa, 28 de setembro de 1532 », cité in : Serrão (1965), vol. II, p. 16.
- 18 André Thévet (1504-1592), auteur des Singularités de la France antarctique (1558).
- 19 Auteur d'un Voyage fait en la terre du Brésil (1578).
- 20 « Copie d'une lettre missive envoyée aux Gouverneurs de La Rochelle, par les Capitaines des Galleres de France, sur la victoire qu'ils ont obtenue contre les Mores et Sauvages, faisant le voyage de l'Isle de Floride et du Bresil, 20 mars 1582 », citée in Barbosa (1923) p. 83.
- 21 Anchieta dans une lettre de 1584 écrit : « Não fica agora trato aos francese no Brasil, senão no rio Paraiba a 18 léguas de Pernambuco ». Cité par Vicente Tapajos (1967) p.87.
- 22 Raleigh (1993). Voir à ce sujet : Augeron et Vidal (1998) ; Lézy (1998).

Bibliographie

- Acerra, Martine et Guy Martinière (éd.), 1997, *Coligny, les Protestants et la mer*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne.
- Augeron, Mickaël et Laurent Vidal, 1998, « Refuges ou réseaux? Les dynamiques atlantiques protestantes au XVI^e siècle », communication au colloque international : *D'un rivage à l'autre : ville et protestantisme dans l'aire atlantique, XVI^e-XVII^e siècle*, La Rochelle, 13-14 novembre 1998, 32p.
- Barbosa, Mario de Lima, 1923, *Les Français dans l'histoire du Brésil*, Rio de Janeiro-Paris, Briguiet & Blanchard.
- Bonnichon, Philippe, 1994, *Des Cannibales aux castors : les découvertes françaises de l'Amérique (1503-1788)*, Paris, France-Empire, 357 p. (édition espagnole : *Los navegantes franceses y el descubrimiento de América*, Madrid, Mapfre, 1992, 389 p.).
- Carelli, Mario, 1993, *Cultures croisées : histoire des échanges culturels entre la France et le Brésil de la Découverte aux temps modernes*, Paris, Nathan, 250 p.
- Couto, Jorge, 1995, *A construção do Brasil*, Lisboa, Edições Cosmos.
- Crouzet, Denis, 1998, « A propos de quelques regards de voyageurs français sur le Brésil (vers 1610-vers 1720) : entre espérance, malédiction et dégénérescence », dans Katia Mattoso, *Naissance du Brésil moderne, 1500-1808*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, p. 77-117.

- d'Abbeville, Claude, 1614, *Histoire de la Mission des pères capucins en l'isle de Maragnan et terres circonvoisines, où est traitée des singularitez admirables et des mœurs merveilleuses des Indiens habitans ce país*, Paris, François Huby.
- Denis, Ferdinand, 1850, *Une fête brésilienne, célébrée à Rouen en 1550, suivi d'un fragment du XVI^e siècle, roulant sur la théologie des anciens peuples du Brésil et des poésies en langue tupique de Christovam Valente*, Paris, J. Techner, 104 p.
- Denis, Ferdinand, 1864, *Voyage dans le nord du Brésil fait durant les années 1613 et 1614*, par le P. Yves d'Evreux, publié par F. Denis, Leipzig et Paris.
- d'Evreux, Yves, 1985 (éd. Originale : 1615), *Voyage au nord du Brésil fait en 1613 et 1614*, Paris, Payot.
- Freyre, Gilberto, 1974 (1^{ère} éd. : 1933), *Maitres et esclaves : la formation de la société brésilienne*, Paris, Gallimard.
- Gadenne, Clotilde, 1997, « Martin de Nantes, prédicateur capucins, missionnaire apostolique dans le Brésil parmi les Indiens », dans : *Cahiers du Brésil contemporains*, n°32, p. 41-58
- Gaffarel, Paul, 1878, *Histoire du Brésil français au XVI^e siècle*, Paris, Maisonneuve.
- Guenin, Eugène, 1901, *Ango et ses pilotes*, Paris, Imprimerie Nationale.
- Lestringant, Frank, 1995, *L'expérience huguenote au nouveau monde (XVI^e siècle)*, Genève, Droz.
- Lestringant, Frank, coord., 1998, *La France-Amérique (XVI^e-XVIII^e siècles)*, Paris, Honoré Champion, 611p.
- Lézy, Emmanuel, 1998, « Au pays des « milles eaux », les littoraux guyanais », dans: Alain Musset, coord., *Les littoraux latino-américains : terres à découvrir*, Paris, Ed. de l'IHEAL, p. 33-55
- Lucena Salmoral, Manuel, 1992, *Piratas, bucaneros, filibusteros y corsarios en América*, Madrid, Mapfre.
- Martinière, Guy, 1989, « Henri IV et la France équinoxiale », dans : *Actes du colloque : Avènement d'Henri IV, quatrième centenaire*, Pau, J & D éditions, p. 423-483.
- Mouette, Stéphane, 1997, « Les balbutiements de la colonisation française au Brésil (1524-1531) », dans : *Cahiers du Brésil contemporains*, n°32, p. 7-18.
- Perrone-Moisés, Leyla, 1995, Réédition du *Voyage de Gonneville (1503-1505) et la découverte de Normandie par les Indiens du Brésil*, Paris, Chandeigne.
- Raleigh, Sir Walter, 1993 (établi d'après l'édition de 1848, Ed. originale : 1598), *El Dorado*, Paris, Editions UTZ.
- Serrão, Joaquim Veríssimo, 1965, *O Rio de Janeiro no século XVI*, Lisboa, Edição da Comissão Nacional das comemorações do IV centenario do Rio de Janeiro, 2 vol.
- Tapajos, Vicente, 1967, *História do Brasil*, São Paulo, Cia Editôra Nacional.
- Tomtinson, Regina Johnson, *The struggle for Brazil. Portugal and the French interlopers – 1500-1550*
- Vidal, Laurent, 1997, « L'expédition de Duguay-Trouin à Rio de Janeiro, 1710-1712 » dans : Martinière, Guy et Laurent Vidal, *Les Européens et la mer au XVIII^e siècle. Les Ibériques de l'Atlantique au Pacifique*, Paris, Ophrys, p. 65-82.
- Vidal, Laurent et Émilie d'Orgeix (dir.), 1999, *Les villes françaises du Nouveau Monde, des premiers fondateurs aux ingénieurs du roi (XVI^e-XVIII^e siècle)*, Paris, Somogy, 192 p.

RÉSUMÉ - RESUMO

L'historiographie française, comme une grande partie de l'historiographie brésilienne, voit dans la présence française au Brésil le témoignage de la possibilité d'un autre mode de colonisation, de relation à l'autre, en ce qui concerne les différences culturelles. A l'opposé de cette vision bucolique de la présence française dans le Brésil colonial, nous insistons sur les motifs commerciaux et géoéconomiques de la politique française vis à vis du Brésil à l'époque coloniale. Dès François Ier, qui n'a jamais accepté le Traité de Tordesillas (demandant à voir le testament d'Adam qui exclurait la France du partage de l'Amérique), le Brésil a été pour la France la terre de tous les commerces : « commerce des âmes » pour les protestants ou les catholiques (de Fort Coligny à Rio de Janeiro au Fort Saint Louis au Maranhão), « commerce des produits » par les contrebandiers, pirates ou corsaires (dans la Paraíba, à São Vicente ou à Rio de Janeiro pour Duguay Trouin, par exemple) et « commerce des idées » par les scientifiques et les artistes (de La Condamine à la Mission artistique française de 1816). La compréhension de la présence française dans le Brésil colonial passe par l'analyse de la relation étroite entre ces trois niveaux d'intervention.

A historiografia francesa, como uma boa parte da historiografia brasileira, fez da presença francesa no Brasil um testemunho da possibilidade de um outro modo de colonização, de relação ao outro, no respeito das diferenças culturais. Contra esta visão bucólica da presença francesa no Brasil colônia, queremos insistir sobre os motivos comerciais e geoeconômicos da política francesa em relação ao Brasil na época colonial. Desde o rei Francisco I que nunca aceitou o Tratado de Tordesillas (querendo ver o Testamento de Adã estipulando a exclusão da França na divisão da América) o Brasil foi para a França a terra de todos os comércios: « comércio das almas » pelos protestantes ou católicos (de Fort Coligny no Rio de Janeiro até Fort Saint-Louis no Maranhão), e « comércio dos produtos » pelos contrabandistas, piratas ou corsários (na Paraíba, em São Vicente, ou no Rio de Janeiro por exemplo, com Duguay-Trouin), e « comércio das idéias » pelos científicos ou artistas (de La Condamine até à Missão artística francesa de 1816). A compreensão da presença francesa no Brasil colônia passa pela análise da estreita interligação destes três níveis de intervenção.

CARTOGRAPHIE ET FORMATION TERRITORIALE

ENALI LECA DE BIAGGI*
MARTINE DROULERS**

FORMATION SUPPOSE une relation dialectique entre forme et processus. De quelle manière le Brésil a-t-il acquis sa conformation de grand pays ? Par quels processus d'appropriation sociale a-t-il fait, d'une portion de terre du Nouveau Monde, « découvert » par les Européens au début de la Renaissance, le territoire d'une grande nation ? La formation d'un territoire national renvoie à une démarche géohistorique, celle-ci met les actions des hommes au centre des constructions spatiales en révélant les strates du « temps consolidé » dans les espaces et en soulignant le mouvement des hommes dans l'histoire. Dès l'époque coloniale, les Luso-brésiliens, confrontés à une conquête spatiale d'un type nouveau, reconnaissent, s'approprient et représentent ce « Nouveau Monde ». En trois siècles le Brésil acquiert à peu près sa forme actuelle, à la grande différence des autres pays d'Amérique aux contours moins définis au moment de l'Indépendance, même les Etats-Unis ne contrôlaient que le sixième de leur futur territoire. Cependant, pas moins de cinq siècles ont été nécessaires pour marquer physiquement les 15 700 km de frontières terrestres, la pose des dernières bornes en Amazonie ayant eu lieu dans les années 1980.

Nous avons choisi comme ligne directrice d'explication de la formation territoriale brésilienne, la cartographie. Les cartes¹, tour à tour outils de reconnaissance, de négociation, de représentation, permettent de fixer une réalité à un moment donné, et si elles reflètent l'état des observations scientifiques, elles constituent davantage encore des outils géopolitiques de représentation des régions et des nations. Celles-ci prennent forme en stabilisant des limites, en officialisant des zones d'influence, en marquant des identités nationales.

* Doctorante IHEAL

**CNRS-CREDAL

Les Luso-brésiliens ont forgé les formes de leur territoire, aussi bien sous la colonisation portugaise qui utilise largement les cartes pour affirmer ses possessions, que sous l'Empire qui se fit le chantre de l'Unité nationale, jusqu'à une époque plus récente pour affirmer le projet national. Pour cette nation de taille continentale dont on pourrait même dire qu'elle est « géomaniaque » dans sa pratique d'une sorte de « géographie en marche », la cartographie joue un rôle primordial et ses représentations furent décisives à divers moments clés de l'histoire du pays.

LA CARTE AVANT LE TERRITOIRE

La terre de la Vraie Croix et du faux méridien

Le Portugal et l'Espagne ont manifesté un intérêt précoce pour les cartes comme représentation des terres à découvrir. Ils ont été les premiers pays européens à investir dans une politique cartographique officielle et à créer des centres de documentation cartographique vers la fin du XV^e siècle, lesquels étaient liés à des écoles de navigation. Ils organisaient ainsi l'expansion outre-mer.

Au Portugal, l'Infant Dom Henri, dit le Navigateur (1375-1460) met au point un plan méthodique d'expansion outre-mer, il fonde à Sagres un centre de documentation cartographique et nautique. À sa mort, Sagres décline et c'est la Casa ou Almazém da Guiné e da Índia, à Lisbonne, qui contrôle désormais l'information issue des voyages et qui regroupe les spécialistes de la production cartographique. Les cartes faites dans la Casa sont confiées aux pilotes de la couronne, qui doivent les enrichir au retour de leur périple tout en faisant un rapport circonstancié des nouvelles découvertes². Sous le commandement d'un officier principal d'abord connu sous le nom d'Almoxarife et, après 1547, comme Cosmógrafo-mor, les renseignements obtenus à chaque voyage sont réunis dans un prototype officiel de cartes marines soigneusement mis à jour - le *padrão-real* - à partir duquel les cartes sont élaborées. D'abord exécutés dans l'atmosphère du secret, ces travaux connaîtront, avec les perfectionnements de l'imprimerie, une plus grande diffusion.

Sur le plan diplomatique, les Ibériques tentent de profiter d'un pape d'origine espagnole (aragonaise), Alexandre VI, pour obtenir une division avantageuse du monde à découvrir entre les deux monarchies, l'enjeu étant le contrôle de la route des Indes orientales et occidentales. Le traité de Tordesillas signé en 1494, affirme la suprématie portugaise dans l'Atlantique et l'océan Indien alors que l'océan Pacifique reste domaine réservé des Espagnols. La ligne de partage fixée à 370 lieues à l'ouest du Cap Vert, met à coup sûr les terres du Nouveau

Monde dans la partie portugaise. Cependant, cette ligne théorique, supposée tracée dans l'Atlantique, s'avéra être dans la pratique, après la découverte de Cabral, une frontière terrestre fort problématique.

Les premières représentations de ces nouvelles terres se manifestent sous la forme de cartes maritimes³ qui font état des rivages où ont accosté les Portugais en 1500. Le planisphère de Cantino (1502) constitue la plus ancienne carte actuellement connue et très souvent reproduite où figure la ligne de Tordesillas. Les possessions qui reviennent aux Espagnols sont laissées en blanc tandis que le côté portugais s'orne d'une riche décoration d'immenses perroquets et de plantes luxuriantes, le nom « rio do Brasil » apparaît pour désigner un simple accident géographique d'une terre qu'on appelle encore Santa Cruz. La carte de Cantino montre en outre que les « Indes atlantiques » ne seraient pas des îles, comme le croyaient les Espagnols, mais effectivement un nouvel ensemble de terres - un nouveau monde. Le portulan de Caverio (1502) reprend le monde connu d'alors et distribue des drapeaux portugais tout au long des côtes brésiliennes, assurant ainsi la présence politique portugaise en Amérique. La carte de Jerônimo Marini de 1512 fut la première à utiliser le nom Brésil pour désigner les terres connues comme de la « Vraie Croix », « Sainte Croix », des « Perroquets » ou « del Brazille ». Comme dans les cartes arabes, elle présente encore une orientation vers le sud,

L'atlas dit de Miller 1519, conservé à la Bibliothèque Nationale de Paris⁴, étend l'influence portugaise au rio de la Plata, on sait maintenant que l'auteur de ses cartes est le cosmographe du roi Manuel, Lopo Homem. Celui-ci très précis sur le tracé de côte, dessine un grand Brésil largement étiré vers l'est, qui servira de modèle officiel à la cartographie portugaise pendant près de deux siècles. L'atlas Miller est de plus superbement illustré de paysages raffinés, d'animaux, de scènes de vie et de cette image forte de l'époque : le travail des Indiens pour l'exploitation du bois de braise (*pau brasif*). Cette activité primordiale a fini par donner son nom au pays, bien que pratiquée seulement sur quelques points de la côte, elle apparaît ici généralisée à l'intérieur des terres accentuant l'importance de cette première valorisation de l'espace selon les normes mercantiles de l'époque, associée à l'impression d'une exubérance naturelle visible dans l'iconographie des plantes et des animaux locaux. Tout cela, bien sûr, surmonté par les armes du Portugal. Deux grandes discontinuités dans le tracé des côtes laissent entrevoir ce que l'on soupçonne comme les limites des terres ; l'embouchure des deux immenses bras de mer : l'Amazone et la Plata.

Les contours : une île luso-brésilienne

Avec le méridien de Tordesillas le pape semble diviser métaphoriquement le monde inconnu par une croix à la convergence de la

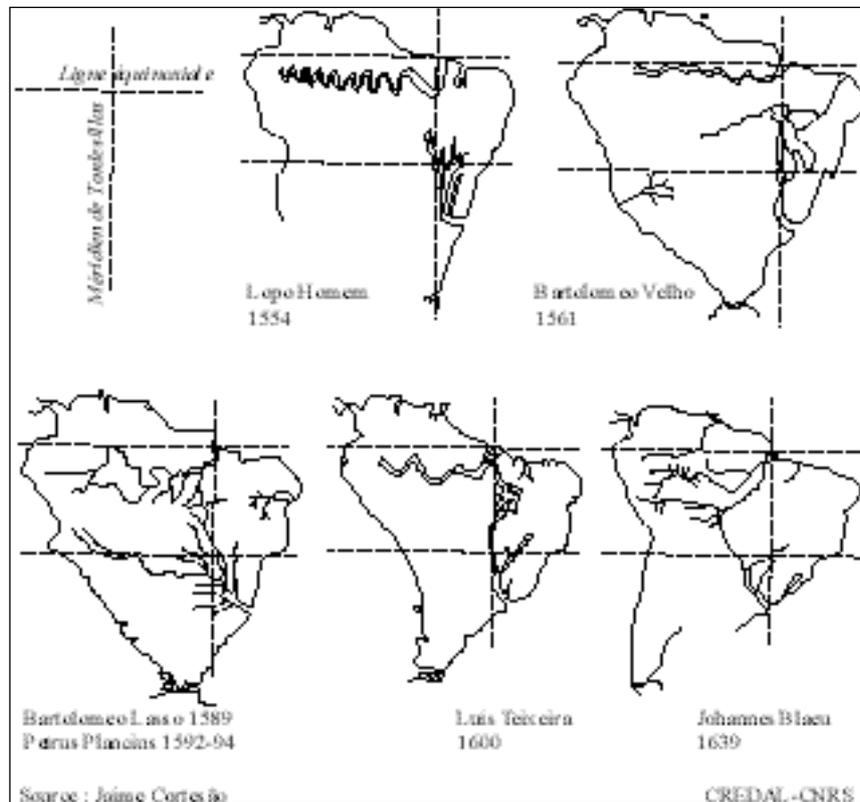
ligne équinoxiale et de cette ligne méridienne imaginaire. À ce quadrillage, les Portugais vont opposer le cercle de l'insularité en développant la thèse de « l'île Brésil », dessinée par l'union des bassins de l'Amazone et de La Plata, et qui aura finalement raison de la Vera Cruz, (vraie croix), nom originel et éphémère de la nouvelle terre.

Au début du XVII^e siècle, lorsque se développe une cartographie de cabinet, le cartographe cesse d'être un pilote navigateur et devient davantage un dessinateur qui, en respectant des normes mathématiques, réinterprète les informations provenant de diverses sources. La représentation de l'Amérique acquiert de nouveaux contours dans les cartes du « siècle d'or » hollandais alors que les maisons Hondius, Blaeu, Janssonius diffusent des cartes plus précises et à des fins commerciales. Une représentation domine : les affluents de l'Amazone au nord et ceux de la Plata au sud semblent fermer les terres à l'ouest pour former une « île ». Ils auraient une même source située au centre du pays. Cette jonction des deux bassins se ferait dans un grand lac intérieur, nommé *Xarayés, Eupana, Dorada, Paraupeba* (Cortésão, 1965).

L'île Brésil apparaît clairement tracée dans les cartes de Diogo Ribeiro (1529), transfuge portugais passé au service de Charles Quint, qui représente les deux zones d'influence espagnole et portugaise, ainsi que sur le planisphère d'André Homem (1559) et la carte-monde de Bartolomeo Velho (1561) où le lac central est bien représenté (carte 1), de même que sur la carte du premier atlas français de Nicolas Sanson d'Abbeville (1650) intitulée « Amérique méridionale » et qui place le lac nettement vers l'ouest.

Ce lac intérieur apparaît régulièrement dans les cartes portugaises, parfois sans atteindre l'Amazone, mais liant alors le Paraná aux côtes plus septentrionales de l'Atlantique. La carte de Luís Teixeira, par exemple, probablement datée des premières années du XVII^e siècle, donne à la lagune centrale le nom de *Dourado* et postule l'union du Tocantins et du Paraguay sans toutefois mentionner le méridien de Tordesillas. La diffusion de cette image largement réimprimée dans les milieux cartographiques d'Amsterdam, contribue à influencer les cartographes européens.

D'autres cartes imprimées (donc également de grande diffusion), font nettement ressortir un ensemble portugais sur la portion orientale du nouveau continent avec les limites fluvio-lacustres antérieurement mentionnées, endossant donc le mythe de l'île Brésil même si elles ne vont pas jusqu'à y reconnaître une unité politique. Les cartes basées sur les planches d'Ortelius, géographe du roi espagnol Philippe II, et les premières cartes de la fin du XVI^e siècle du géographe hollandais Plancius ne montrent pas le phénomène insulaire. Même des cartes portugaises du XVII^e siècle, comme celle de João Teixeira de Albernaz (1640), font figurer le lac qui unit les deux bassins sans pour autant insister sur le fait - assez courant - de faire coïncider le méridien de Tordesillas avec les frontières fluviales de l'île et n'essayent pas non plus de repousser davantage



CARTE 1 : ÉVOLUTION DE LA REPRÉSENTATION CARTHOGRAPHIQUE DE L'ILE BRÉSIL ENTRE 1550 ET 1650

les limites portugaises vers l'occident. Selon cette représentation les terres sud-américaines sont dessinées plus proches des îles du Cap-Vert, et donc avec une grande exagération vers l'est. Étant donné la difficulté de mesurer les longitudes, ce décalage de plusieurs dizaines de milles ne put être rectifié qu'au XVIII^e siècle.

Les Portugais s'emploient dès le XVI^e siècle à pousser toujours plus vers l'ouest la ligne arbitraire de division entre les deux puissances catholiques, au nom de la défense des frontières naturelles. Cet argument qui se fondait sur l'existence d'un Brésil comme une « l'île » devint le point de doctrine de l'expansion portugaise en terre américaine. Puisque ces terres intérieures sont largement inconnues, il ne s'agit encore que d'une hypothèse, mais qui contient une incontestable force géopolitique.

L'intérieur : la colonisation

À mesure qu'avance l'occupation de la colonie portugaise, deux processus enrichissent les cartes, d'un côté, l'intérieur du pays se remplit de toponymes affirmant la pénétration portugaise tout au long des rivières, d'un autre apparaissent les divisions arbitraires censées organiser l'occupation des territoires. Ainsi, au tracé des côtes s'ajoute la représentation d'un partage territorial en capitaineries héréditaires, confiées à des donataires à partir de 1531 en vue d'encourager le peuplement des nouvelles terres. En réalité, ces unités seront diversement occupées, tous les donataires n'ayant pas les moyens de s'y établir vraiment. Les seules entreprises de colonisation réussies dès le début de l'implantation furent les capitaineries de São Vicente et de Pernambouc, à part, bien sûr, la capitainerie centrale de Bahia qui appartient à la couronne et où s'installe, en 1548, le capitaine général. La colonie commence à s'organiser autour de centres locaux de pouvoir. L'Atlas-Roteiro de Luís Teixeira de 1586, tenu pour le premier atlas brésilien, compte déjà quatre plans de villes : Olinda, Salvador, Rio de Janeiro et São Vicente, plus 8 plans des points stratégiques du littoral.

L'union des deux couronnes ibériques, de 1580 jusqu'à la restauration de 1640, ne fait que faciliter, ou pourrait-on même dire légitimer, les *bandeiras* vont à la découverte des terres intérieures, puisque les Portugais peuvent franchir la ligne de Tordesillas et conquérir des nouvelles possessions au nom d'un même souverain ibérique. La représentation des cartes néanmoins continue à affirmer la présence de deux régimes de souveraineté, et toute la série des Atlas de la famille Teixeira⁶ dans la période 1574 -1681, au Portugal, révèle ce « nationalisme ». Les légendes de la carte de Luis Teixeira, de 1586 déclarent clairement que « cette terre du Brésil est toute peuplée des Portugais » (Corteseo, 1965), tandis que la carte de l'État du Brésil de 1631, de João Teixeira Albernaz, réalisée juste après l'invasion hollandaise à Recife, indique les blasons des donataires portugais à côté du nom des « provinces » des différentes ethnies indigènes traduits dans la langue générale employée pour le contact avec tous les natifs⁷.

Dans la partie méridionale, des nouvelles cartes détaillent le cours des grandes rivières du bassin de la Plata (le Paraná et le Paraguay), résultat des expéditions des *bandeiras* parties de São Paulo. Elles manifestent la présence de plus en plus marquée des Portugais dans des terres officiellement espagnoles. Au nord, où les expéditions espagnoles les avaient précédés, l'occupation la plus effective se fait par les Portugais le long de la côte et du fleuve Amazone. En 1621 la formation de l'État du Maranhão-Grão Pará, indépendant de la colonie du Brésil, réaffirme les ambitions portugaises à l'embouchure de l'Amazone.

Le gouverneur portugais de l'État du Maranhão-Grão Pará envoie, entre 1639 et 1641, sur le Haut Amazone l'expédition de Pedro Teixeira. Celui-ci remonte le Rio Napo jusqu'au piémont andin, où il fonde un bourg puis retourne à Belém. Cet exploit, mis à l'honneur de Philippe IV, laisse entrevoir surtout par le récit qui l'accompagne qu'il s'agit bien d'élargir et de baliser le domaine portugais.

En effet, après la domination espagnole, les Portugais, qui perdent la plupart de leurs possessions de l'océan Indien⁸, concentrent leur intérêt sur le Brésil devenu « source de régénération économique ». Les atlas de Teixeira (1630-1642) dépassent le niveau d'une illustration hydrographique détaillée pour indiquer la présence d'une entreprise économique majeure autour de la production sucrière. Les cartes précises de la région du nord-est, théâtre de l'invasion hollandaise, font état non seulement des enjeux économiques locaux, mais aussi, décrivent les meilleurs points de la côte pour l'entrée des navires et pour le débarquement des troupes, preuve de la volonté lusitanienne de reprendre possession de ces terres, ce qui devient réalité après leur victoire de 1654 sur les Hollandais.

LA CARTE DONNE CORPS AU TERRITOIRE

Construire une nation, c'est non seulement lui fixer des limites, mais aussi lui donner un contenu, un corps, une culture, un peuple... La diplomatie brésilienne a toujours défendu le principe de la « frontière en mouvement » à la fois par une occupation lente et progressive avec des noyaux de peuplement isolés les uns des autres, mais aussi par des expéditions de découvertes et de conquêtes, celles-ci ont servi à consolider des axes de pénétration. Ce concept de « frontière en mouvement », a été rendu opérant grâce à l'acteur « bandeirante », ce découvreur, explorateur, orpailleur qui fut aussi le plus souvent un massacreur d'Indiens, a finalement forgé les formes du territoire brésilien pratiquant une sorte de « géographie en marche » de découverte et d'appropriation.

Les Paulistes, promoteurs les plus actifs de ces *bandeiras* de découverte, s'adaptent progressivement au milieu et aux coutumes des indigènes (Holanda, 1954). Ils partent avec eux et avec des métis pour des marches qui durent des mois et apprennent à vivre, circuler et à se nourrir dans ces espaces de savanes et de forêts tropicales. Dans les marécages inondés du Paraguay, les bandeirantes avancent « des jours entiers avec les vêtements sur la tête et de l'eau jusqu'à la barbe » (Sousa, 1997 : 46) et leur obstination permet de jeter les bases d'un grand pays. L'un d'eux, Raposo Tavares, qui s'était tant de fois heurté aux Jésuites espagnols du Guayra, part de São Paulo en mai 1648 sous l'ordre royal de Portugal et, après avoir remonté le cours du Paraguay, réussit à emprunter l'affluent amazonien qui

s'allonge le plus vers le sud : le Rio Madeira. De là il rejoint l'Amazone et arrive enfin à Belém au début de 1651, il a parcouru les contours de l'île Brésil.

La thèse de l'union des deux bassins amazonien-platinien se renforce et même si elle ne se traduit pas encore en cartes, mais seulement en récits, elle devient la base de la doctrine géopolitique luso-brésilienne. Toutefois des chemins sont ouverts vers l'intérieur du pays et mènent au début du XVIII^e siècle à la découverte de mines, ce qui polarise davantage l'intérêt sur les bassins de drainage. Le rôle de ces expéditions intérieures est diversement apprécié, mais elles ont incontestablement contribué à stabiliser la géographie du Brésil et à orienter l'occupation selon « les chemins fluviaux », les cartes détaillent de plus en plus les réseaux hydrographiques. L'organisation du territoire colonial est nettement fluviocentrée et la société de l'ouest du Brésil naît de la maîtrise de la navigation pour laquelle l'influence des techniques indigènes se révèle fondamentale. À la fin du XVII^e siècle, le Portugal, ayant fait alliance avec les Anglais dont la flotte assure la protection de ses navires de commerce dans l'Atlantique Sud, peut concentrer davantage ses efforts sur la conquête continentale. Il en dresse une cartographie qui lui permettra d'aboutir, en 1750, à l'avantageux traité de Madrid avec l'Espagne.

Le Brésil joue ses cartes

C'est par leur connaissance supérieure du terrain que les Portugais parviennent à faire officialiser le recul de la ligne de Tordesillas de plusieurs milliers de kilomètres à l'ouest, s'appropriant ainsi la plus grande partie du bassin amazonien. Le négociateur portugais, Alexandre de Gusmão, né au Brésil, impose son point de vue sur tous les problèmes litigieux, face à des négociateurs espagnols peu réactifs et surtout peu informés (Cortésão, 1965).

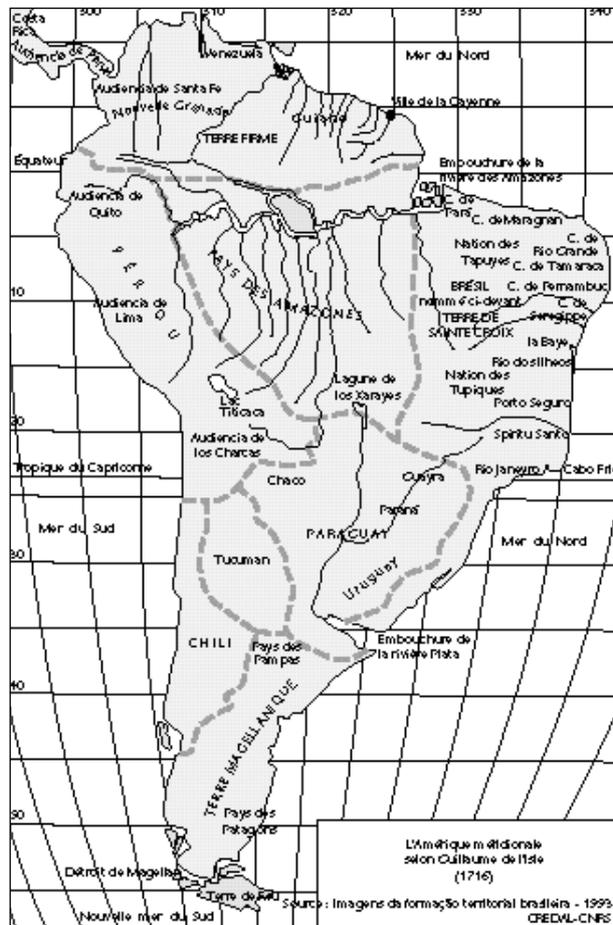
La restauration de la couronne rapproche le royaume portugais des ennemis de l'Espagne et réactive les rivalités territoriales en Amérique que l'on se met à résoudre en suivant une habitude prise en Europe d'accompagner le règlement des conflits de frontières par des cartes. La cartographie incorpore les savoirs de l'astronomie et des mathématiques - spécialement de la géométrie - qui permet une meilleure mesure des espaces. Et la culture des latitudes, littorale et Atlantique, qui avait été la grande force des Portugais, devient peu à peu au XVIII^e siècle une culture des longitudes qui sera celle de la domination anglaise.

En effet, après presque deux siècles de domination maritime ou hydrographique, la cartographie portugaise doit, sous l'influence des travaux de l'Académie Royale des Sciences de Paris, se réorienter vers un programme de mesures terrestres plus exactes. La Couronne manifeste le souci d'une meilleure définition du territoire intérieur selon le système des longitudes. La carte de Guillaume de l'Isle, de 1716, diffusée en 1721 avait déjà annoncé la

fragilité de l'argumentation cartographique de l'île et la déformation systématique des côtes brésiliennes vers l'est. Sa carte de l'Amérique méridionale présente une division en grands ensembles colorés (en jaune les terres appartenant au Portugal, en rose celles appartenant à l'Espagne et en blanc ce qui doit encore être occupé), limités par des frontières approximatives et où figure un emboîtement de lieux au statut différent : des régions naturelles, des gouvernements, des *audiencias* (instances juridiques de l'empire espagnol), les noms des nations indigènes les plus importantes (carte 2). Cette carte corrige le décalage entre les embouchures de la Plata et de l'Amazone tout en gardant encore la lagune mythique de Xarayés (Costa, 1999). Il subsiste une hésitation entre les dénominations « Brésil » et « Terre de la Sainte Croix », les Guyanes s'étendent de la vallée amazonienne jusqu'à l'Orénoque. L'intérieur des terres étant encore largement inconnu, les toponymes y deviennent de plus en plus rares⁹.

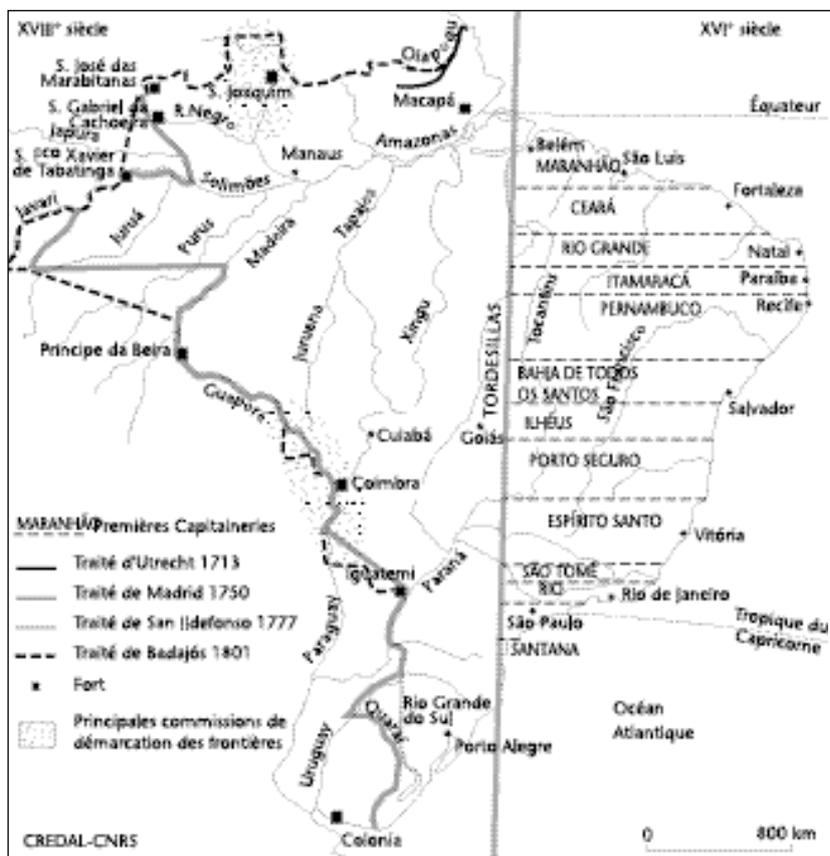
D'ailleurs, plus généralement, l'orthographe des toponymes sud-américains reste marquée par des hésitations pendant tout le processus d'occupation.

Pour se mettre en conformité avec la carte de Guillaume de l'Isle, le roi João III fait appel à une mission carto-graphique dite des « pères mathématiciens » italiens qui, munis d'un savoir-faire instrumental et mathématique parmi les plus avancés de l'époque, donne une base cartographique plus exacte



du pays. Ils utilisent comme méridien de départ, 0°, celui qui traverse Rio de Janeiro, ce qui permet de ne pas faire référence directe au décalage longitudinal toujours en vigueur sur les cartes portugaises du Brésil. Ces pères jésuites, détaillent différentes régions de l'intérieur du pays selon des nouveaux critères de mesures et d'ingénierie de terrain et procèdent à des enquêtes économiques et ethnographiques traçant les limites entre les capitaineries et les évêchés du pays. Et si leurs travaux restent assez secrets, la Couronne portugaise a donc compris l'intérêt géopolitique d'effectuer des relevés cartographiques plus précis. Dix à quinze ans avant la signature du traité de limites avec l'Espagne, un certain nombre de postes clés des Capitaineries du Brésil sont occupés par des ingénieurs. Cortesão (1965 : 160) indique la présence d'ingénieurs cartographes dans les Capitaineries du Pernambuco, de Rio de Janeiro, du Maranhão-Pará, de Santa Catarina puis au Rio Grande do Sul, et bien sûr dans les régions frontalières de la Colonie du Sacrement, de Goiás et Mato Grosso.

C'est donc en possession de toutes ces connaissances et autour d'une carte de synthèse dite « des Cours » (*Mapa das Cortes*) préparée sous l'orientation d'Alexandre de Gusmão qu'est signé le Traité de Madrid (1750). Celui-ci donne pratiquement au Brésil son contour définitif, mais de nombreux ajustements restent encore nécessaires sur le terrain, car nombre de portions d'espace sont inconnues et la situation en Amérique n'est pas aussi pacifique qu'on veut bien le croire dans la péninsule ibérique. Lors des négociations, les représentants du gouvernement espagnol ont tendance à camper sur des positions défensives et formalistes, pourtant ils avaient préparé des arguments pour la négociation, regroupés dans un document conçu comme une « dissertation historico-géographique du méridien de démarcation », dressée par Jorge Juan et Antonio de Ulloa. Assez précis sur l'Amazonie septentrionale, ce document établit la souveraineté espagnole de l'Amazone au fleuve Japura et reconnaît l'occupation par les Portugais du Rio Negro¹⁰. Cependant, les Espagnols qui en appellent à une décision fondée sur des bases scientifiques ne peuvent rivaliser avec les cartes portugaises qu'ils accusent pourtant de déformations. Le travail des commissions de démarcation des frontières dure des années et se heurte, aux dires des Espagnols, à l'obstination et à la mauvaise foi des Luso-Brésiliens. Cependant lorsque le traité du Pardo de 1761 invalide les principales dispositions du traité de Madrid, les expéditions de démarcation sont suspendues. Elles ne reprendront qu'après la signature d'un nouveau traité, au palais de San Idelfonso en 1777 qui redonne satisfaction aux exigences des Portugais. (carte 3). À ce propos Frédéric Mauro (1997 : 135) fait remarquer combien le sort de l'Amérique est balloté au gré de la diplomatie, des guerres européennes et du jeu entre alliances franco-espagnoles et anglo-portugaises.



CARTE 3 : TRAITÉS DES FRONTIÈRES

L'Amazonie vaut bien un sacrement

Alexandre de Gusmão suggère au gouvernement de son pays de varier les demandes et au lieu de se crisper sur la possession des rivages du rio de la Plata et de la forteresse la plus australe de l'empire portugais, d'y renoncer pour obtenir une bien plus grande proportion de territoire au nord qui leur donne le contrôle du bassin amazonien¹¹. C'est ainsi qu'au traité de Madrid, le Portugal abandonne ses prétentions sur la marge occidentale du Rio de la Plata et rend aux Espagnols la forteresse de Colonia de Sacramento édiflée en 1680, face à Buenos Aires¹². Il renonce également au territoire des Missions orientales et reconnaît à l'Espagne la possession des Philippines. De son côté, l'Espagne abandonne une bonne partie de l'Amazonie, ce qui procure au Brésil une base territoriale indispensable pour lutter contre l'expansionnisme platinense qui

ne manquera pas de s'affirmer. Le marquis de Pombal envoie son frère Mendonça Furtado pour marquer les frontières amazoniennes établies au traité de Madrid, recommandant d'utiliser des toponymes portugais dans ces régions peu peuplées et de souveraineté incertaine et d'y inscrire la possession portugaise par une série de forts. Ce souci de définir les frontières fait aussi partie du dispositif visant à diminuer la contrebande d'or et de diamants.

Cependant, l'imprécision des calculs de longitude ne permet pas encore d'établir la véritable largeur du Brésil, ni les véritables limites sur un terrain où bien des inconnues subsistent jusqu'au Traité de Badajoz de 1801 qui conclut un premier cycle de procédures de démarcation. Un second cycle se déroulera dans la deuxième partie du XIX^e siècle.

Après l'Indépendance (1822), des rapports de la Chancellerie de l'Empire intitulés « Frontières du Brésil » indiquent la marche à suivre pour la fixation définitive des limites du pays et font de *l'Uti possidetis de facto* (la terre à celui qui l'occupe de fait) le point central de la doctrine impériale. La « posse » coloniale devient plus importante que le texte des traités.

L'Empereur, mécène des sciences

Dom Pedro II, en son temps le symbole de l'unité nationale, a su au cours d'un long règne, habilement mettre en place et diriger le système politique le plus stable de l'Amérique latine tout en favorisant les missions scientifiques et la création d'institutions académiques tels les Instituts Historique et Géographique. L'accumulation raisonnée de savoirs sur l'espace conduit peu à peu à une meilleure représentation de la géographie du pays



L'EMPEREUR DOM PEDRO II EN FAMILLE. MÉCÈNE DES SCIENCES ET DE LA CARTOGRAPHIE, IL EST REPRÉSENTÉ AVEC FORCE CARTES GÉOGRAPHIQUES ET GLOBES TERRESTRES.

Le nouvel Empire s'attache à fixer ses frontières, le chancelier Duarte da Ponte Ribeiro (1794-1878) entreprend de réunir un maximum de cartes coloniales, il en rassemble près de cinq cents¹³. Grâce à ces documents, une nouvelle série de traités de frontières sont signés ; en 1851 avec le Pérou ; en 1853, avec l'Uruguay (régulant la question des frontières après la Guerre Cisplatine). Les traités avec le Venezuela, la Bolivie et le Paraguay les suivent, respectivement en 1859, 1867 et 1872, ce dernier juste après la terrible guerre de la Triple Alliance, qui a vu l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay se liguer contre le Paraguay. Avec la Colombie et le Pérou, les accords n'interviendront que plus tard. Plus qu'une affaire de diplomates, le recours aux cartes et aux techniciens capables de les établir redevient la règle dans toutes les commissions de délimitations.

Une grande Carte générale de l'Empire est mise en chantier en 1846 et pour la première fois la surface du pays est calculée et estimée à 8 337 218 km², toutefois cette carte est réalisée sans couverture géodésique systématique similaire à celles que l'on mettait alors en œuvre en Europe. Ses concepteurs se basent sur les cartes dressées à l'époque coloniale et sur celles rassemblées par le Baron de Ponte Ribeiro lors de ses missions diplomatiques. Le nombre des cartes de base répertorié par région, fournit un indice des zones d'intérêt¹⁴.

Les limites deviennent de plus en plus schématisées à mesure que l'on avance vers les frontières septentrionales et occidentales du pays, la carte indique les principales rivières du pays et grossit les chaînes de montagnes en les disposant géométriquement. La région de l'île du Bananal est occupée par un grand lac, et les sources de l'Araguaia sont incertaines. La ville de Rio de Janeiro mérite un cadre à part où sont localisés les principaux établissements scientifiques. La carte obtient une médaille d'or de la part de D. Pedro II, rééditée en 1857, elle sera la base de la grande Carte de l'Empire de 1875 qui servira pour présenter le pays dans toutes les expositions universelles... Les frontières externes n'y sont pas nettement dessinées, les confins très détaillés notamment du côté de l'Uruguay, du Paraguay et de la Bolivie indiquent l'indéfinition des tracés de limites. C'est de ces incertitudes que le baron de Rio Branco tirera partie pendant les négociations qui ont mené à l'accord de Petrópolis au début du XX^e siècle. Au nord, ce sont encore les montagnes qui signalent les frontières « naturelles » avec le Venezuela et avec les Guyanes. À l'intérieur du pays, des couleurs différentes montrent les différentes provinces, elles aussi délimitées par des tracés arrondis, car les frontières interprovinciales, souffrent de la même indéfinition. En fait, toute l'évolution politique à l'intérieur du pays conditionne le dessin des nouvelles frontières provinciales (voir carte 4).

Au temps du chancelier José Maria da Silva Paranhos, baron de Rio Branco (1845-1912), c'est la diplomatie qui triomphe et fixe les limites¹⁵. Celui-ci, ministre des relations extérieures de 1902 à 1912, grand serviteur

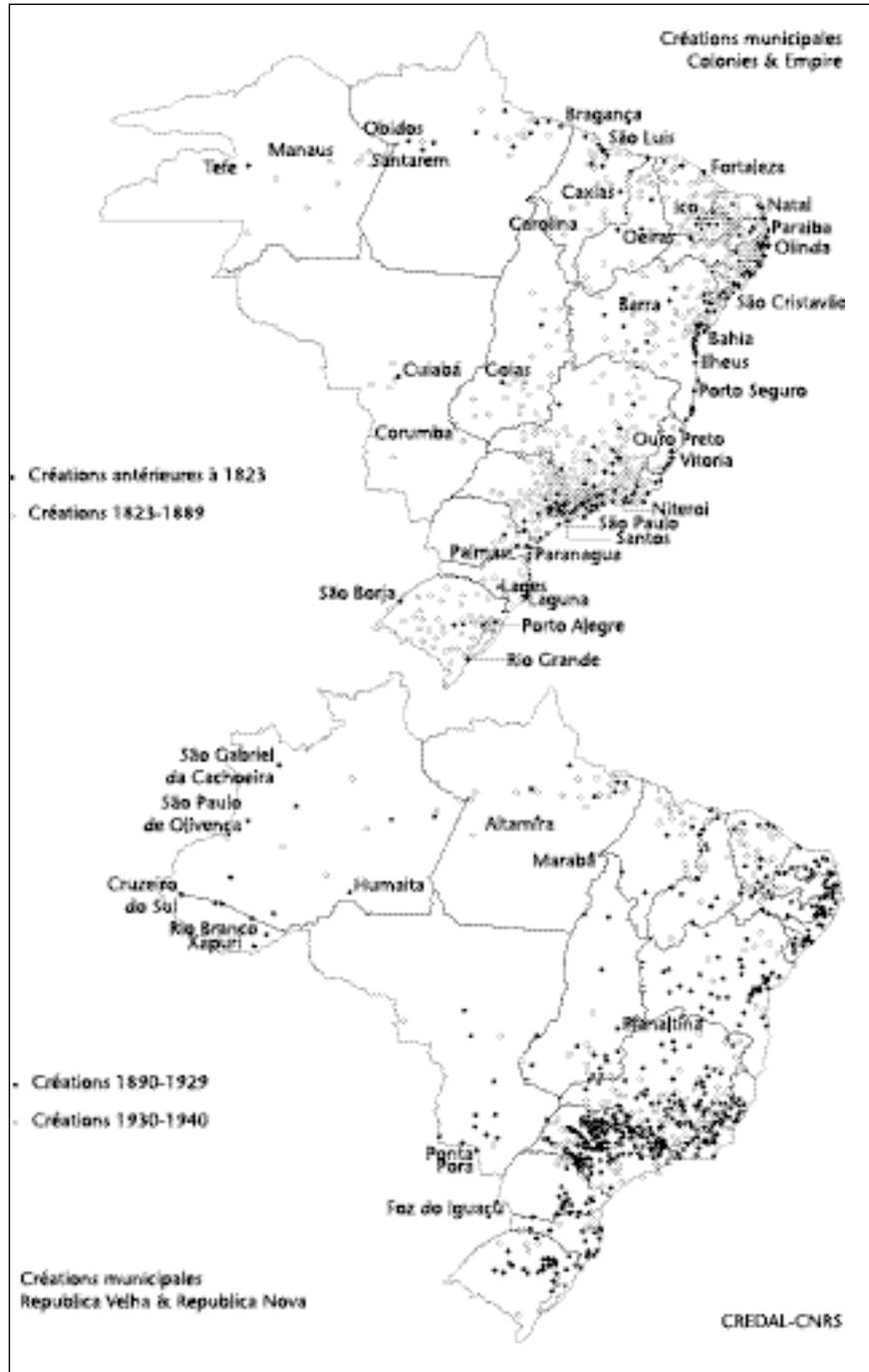
Diade	Segment	Extension en km	Extension en %	Unités	Horogénèse
Uruguay		1003	6,4	RS	Impérial
Argentine	Rio Grande	724	4,6	RS	Colonial
	Palmas	539	3,4	SC,PR	National
Paraguay		1339	8,5	PR, MS	Impérial
Bolivie	Pantanal	1116	7,1	MS, MT	Impérial
	Guaporé	1382	8,9	MT,RO	Colonial
	Acre	618	3,9	AC	National
Pérou		2295	19,1	AC,AM	Impérial
Colombie		1644	10,4	AM	National
Vénézuéla		1495	9,5	AM,RR	Impérial
Guyana		1606	10,2	RR, PA	National
Surinam		593	3,8	PA,AP	Colonial
Guyane Fr		655	4,2	AP	National

TABLEAU : LES 15 700 KILOMETRES DE FRONTIERES TERRESTRES DU BRÉSIL

AU XX^e SIÈCLE, LA CRÉATION DE L'IBGE

Paradoxalement, cet intérêt précoce et pragmatique que les Luso-brésiliens manifestent pour les cartes s'accompagne d'un intérêt plus tardif pour l'exactitude cartographique. Il faut attendre 1922, pour que soit publiée la première carte générale du Brésil à l'échelle de 1 : 1 000 000 réalisée à l'occasion du premier centenaire de l'Indépendance brésilienne (appelée aussi « carte du centenaire »). Et pourtant, il s'agit toujours d'une compilation de cartes anciennes. Dressée par les institutions ayant une importance dans la confection cartographique nationale de l'époque : le club d'ingénierie, le service géographique militaire et la commission des lignes télégraphiques commandée par le général Cândido Rondon, cette carte est l'objet de maintes critiques : on lui reproche la discontinuité des délimitations établies à une échelle plus fine du territoire, aussi bien qu'un manque de travail de contrôle uniforme sur l'ensemble du terrain.

C'est dans la période de forte centralisation étatique des années trente que des formes modernes d'intervention de l'État sont mises en place, en particulier la production scientifique est étatisée. En 1938, l'Institut Brésilien de Géographie et Statistique, IBGE est chargé, à travers le Conseil National de Géographie, CNG, de la coordination des activités géographiques et cartographiques du pays. En plus de travaux de géodésie, altimétrie, topographie, des études de géographie humaine et économique sont amorcées, fondées en priorité sur les relevés systématiques de terrain.

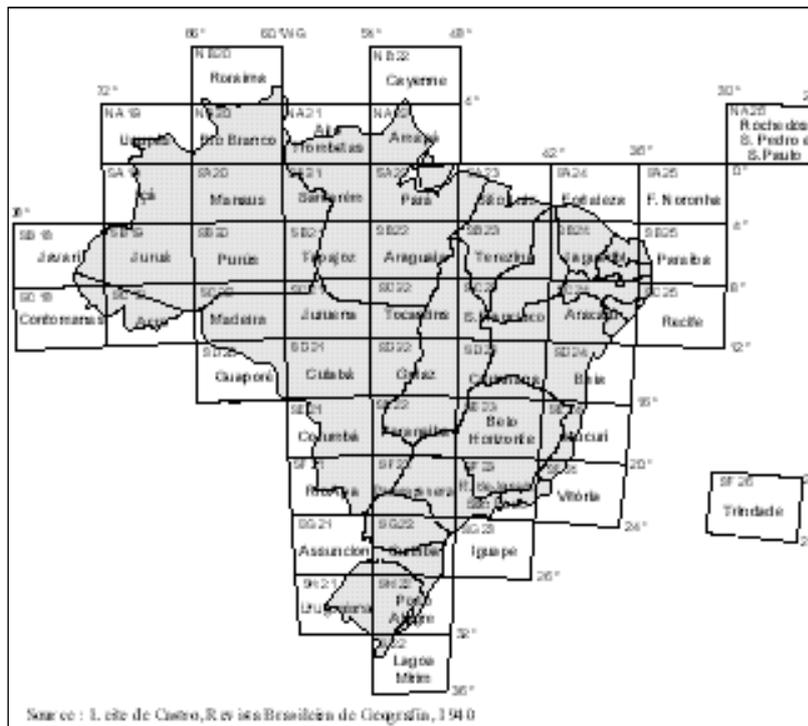


CARTE 5 : ÉVOLUTION DES CRÉATIONS MUNICIPALES

Pour réaliser une nouvelle carte générale du Brésil au millionième (46 feuilles), revoir le calcul de la surface du pays qui est établie à 8 511 996 km² et enfin, entreprendre une Campagne des Coordonnées Géographiques des chefs-lieux municipaux, d'importants moyens sont mis en œuvre. Dans ce contexte, une première campagne de description de toutes les limites territoriales est entreprise, elle suit le plus possible les frontières naturelles et liste plus de 300 000 km de divisions interstaduales, qui seront ensuite fixées par loi. Parallèlement, une grande campagne des cartes municipales aboutit à la confection puis à l'exposition, à Rio de Janeiro, des 1 574 cartes correspondant à la représentation de chacun des municipes du pays (voir l'évolution des créations municipales, carte 5). De telles cartes ont été considérées comme les symboles d'un « habillage civilisé » ou même d'un « miracle patriotique » faisant du territoire un agent de la nation selon les termes de la présentation enthousiaste du président de l'IBGE (CNG, 1940).

Le repère des longitudes, tel que le déterminent les accords internationaux à partir du méridien de Greenwich (1884), est finalement adopté après deux siècles d'utilisation du méridien de Rio de Janeiro¹⁷. En effet, dès 1937, l'assemblée générale du CNG considère la mise à jour de la carte du Brésil au millionième comme une entreprise fondamentale et un décret-loi établi en février 1938 détermine qu'une telle carte fait partie des préparatifs du recensement général de 1940. Le territoire brésilien va s'insérer définitivement dans le quadrillage mondial à raison de 46 unités de 6° de longitude sur 4° de latitude (carte 6) et le directeur du CNG rappelle combien « la connaissance territoriale est indispensable au progrès de la patrie ». On décide d'exécuter les travaux préliminaires à l'échelle 1 : 500 000, pour fournir ensuite les assemblages au millionième, mais on se rend très rapidement compte que ce travail préparatoire basé sur les campagnes altimétriques et de coordonnées géographiques sera très long, même dans les régions les plus facilement accessibles¹⁸. La première carte correspondant au feuillet Lagoa Mirim-NO ne sera finie qu'en 1945. La première feuille au millionième ne sortira qu'en 1948, alors que 60 feuilles à l'échelle 1 : 500 000, 34 feuilles à l'échelle 1 : 250 000 et 24 feuilles au 1 : 100 000 étaient déjà prêtes, avec la nouveauté que les cartes en cinq couleurs, jusqu'alors imprimées dans les officines de l'Armée, peuvent, à partir de 1946, être imprimées dans le Service Graphique propre de l'IBGE.

Ainsi en 1940, à l'occasion du V^e Recensement général du pays, il n'existe encore qu'une carte nationale à l'échelle 1 : 6 500 000. Celle-ci, inspirée des résultats de la campagne cartographique municipale, présente les divisions politiques, les éléments du relief, les routes aériennes et des renseignements sur les principales villes brésiliennes ; elle fut largement distribuée dans les écoles du pays. Mais pour une couverture totale et plus détaillée, il faudra attendre 1960. C'est seulement alors que l'album des 46



CARTE 6 : LE TERRITOIRE BRÉSILIEN DANS LE QUADRILLAGE MONDIAL

cartes brésiennes au millionième paraît, édité par l'IBGE. Il marque le retour au plan initial, vieux de vingt ans déjà, de contribuer à la préparation du recensement avec des données fiables sur le territoire d'enquête. Enfin, on abandonne l'idée de lier la finition de la base géodésique (dont la réalisation est toujours en cours) à la carte au millionième, en cherchant d'autres moyens d'assurer une précision raisonnable de points de repère à cette échelle¹⁹. De même les travaux d'altimétrie sont associés à ceux de géodésie, sans que la réalisation de la carte en dépende exclusivement.

Le défi d'utiliser la cartographie pour exprimer les étapes de la maîtrise de l'immense espace brésilien revient en force et la diffusion de la cartographie dans les régions urbaines comme dans les zones les plus reculées du Brésil doit contribuer à promouvoir des projets économiques et sociaux d'intégration. L'espace représenté devient alors un possible territoire d'action : à côté des cartes à petite échelle qui servent à montrer le pays comme un ensemble et à donner une image très forte dans le but de propager un sentiment national, l'enjeu de réaliser une cartographie systématique à une plus grande échelle demeure. L'hétérogénéité de la couverture cartographique fait écho d'une part à une occupation inégale du

territoire, d'autre part à des politiques territoriales divergentes. L'idée de représenter reste constante, mais se voit accompagnée de propositions techniquement différentes, et, par conséquent, liées à des positions politiques et culturelles distinctes. Dans ce parcours, comme le disait Jacob (1992), chaque carte n'est qu'une étape dans l'appropriation du territoire, sans qu'il y ait jamais une carte définitive et ultime.

Notes

- 1 Le mot *carte* est employé pour les représentations spatiales dans la première partie du XVI^e siècle, tandis que le mot *cartographie* ne sera utilisé qu'au XIX^e siècle ainsi que *cartographe* (1829), *cartothèque* (1850) et *cartogramme* (1888). Voir à ce propos Brunet (1987), Dainville (1964) et Jacob (1992).
- 2 Surtout à partir de 1579, les instructions sur les renseignements devant être collectés et enregistrés tous les jours dans le journal de bord des navires sont très précises : des mesures sur la position du soleil, le cours du navire, les vents et le temps en général, entre autres. Ces informations rendaient possibles aussi la publication de *roteiros*, (ou guides), contenant l'explication des nouvelles cartes établies, des plans à grande échelle des ports et des vues de la côte. Le premier et un des plus connus de tous les *roteiros*, celui de João de Castro, porte sur le voyage à Goa, où les Portugais établissent un bureau hydrographique.
- 3 Les plus grandes contributions de la cartographie portugaise des découvertes étaient essentiellement dans le champ des chartes maritimes, plus connues sous le nom de cartes de navigation (*marear*). Les portulans - plus anciens - apportaient plutôt des renseignements sur les distances, les lignes de rhumbs selon les divers vents à partir d'un point central (sans références aux latitudes et longitudes). Une distinction est faite entre la carte des rhumbs (*rumada*) et la carte « de *marear* » : la première indique les vents graphiquement à partir d'un point central et d'autres points distribués régulièrement dans toute la surface de la carte, ce qui facilite la mesure des rhumbs. Dans les ouvrages français, on donne tout d'abord le nom de portulan aux instructions nautiques médiévales accompagnées d'une carte, et ensuite, ce mot désigne seulement la carte nautique (Minelle, 1992). Les cartes de navigation (de *marear* en portugais) présentent une gradation en latitudes. Elles ont pour objectif la navigation océanique et sont complétées par des observations astronomiques et par des renseignements pouvant conseiller sur la meilleure façon de profiter des alizés. Oliveira (1993) rappelle que les cartes de *marear*, avec la représentation des échelles de latitudes (selon des calculs de 1502) bien adaptées aux grands voyages, représentent l'une des grandes innovations des cartographes portugais.
- 4 du nom de son dernier possesseur Emmanuel Miller dont le fond fut acquis par la bibliothèque nationale en 1897. Il serait plus évocateur de l'appeler « Atlas du roi Manuel du Portugal » car il constitue un hymne à l'expansion portugaise. Il est considéré comme l'un des chefs d'œuvre de la cartographie nautique de la Renaissance (Pelletier 1998 : 49).
- 5 Ce *Pau Brasil* est un des trésors de la forêt atlantique, un bois rouge que les Tupis appelaient *ibirapitanga* et utilisaient pour teindre leurs fils de coton et qui appartient à la famille des légumineuses *Caesalpinia echinata*. Etant donné les ressources limitées de la Couronne, le roi remet l'exploitation de la Colonie à un groupe de commerçants. Le bois débité en bûches de 25kg fait l'objet d'un important trafic clandestin. Quand officiellement 4 700 tonnes sont enregistrées à la douane de Lisbonne en 1588, sûrement le double passe en contrebande, les français dominaient ce trafic clandestin des bois tinctoriaux. Dean estime à deux millions les arbres abattus durant le premier siècle du trafic, ce qui correspondrait à la disparition de 6 000 km² de forêt atlantique (Dean, 1996 : 64).

- 6 Cette famille, qui pendant cinq générations exerce une activité cartographique très importante au Portugal répond à la domination espagnole et aux invasions hollandaises par une grande production d'Atlas du Brésil. Une fois rétabli le contrôle direct portugais en Amérique, la production d'atlas pratiquement disparaît
- 7 « *Aymorés* » et « *tapuyas* », par exemple, sont deux noms d'origine tupi utilisés pour désigner groupes d'indiens qui parlaient une langue Macro-Jê. Plus tard, ils seront connus comme les Indiens « *botocudos* », du fait qu'ils portaient un ornement labial. Magnoli (1997) signale que l'usage d'une même langue générale par tous les Indiens ne relève pas d'une preuve de l'existence d'un même domaine culturel en Amérique comme le soutenait Cortesão, mais plutôt l'acculturation des natifs lors du contact avec les colonisateurs.
- 8 Les Hollandais, par exemple, après avoir conquis Curaçao, la Mina et Angola successivement en 1634, 1638 et 1643, fondent en 1652 un relais au Cap du Bon Espoir, et s'assurent du monopole de la vente des épices en 1669. En 1659, ils commencent la conquête du Ceylan et, après avoir signé un Traité de paix avec l'Espagne en 1662, se lancent dans une expansion asiatique s'emparant principalement d'anciens entrepôts portugais, comme Cochin, conquise en 1663.
- 9 Le style de cette carte illustre parfaitement l'esprit scientifique de l'Académie de Sciences de Paris qui recommande un tracé épuré et bien documenté, quitte à laisser en blanc les endroits où le manque de sources ne permet pas un tracé plus sûr.
- 10 Une commission comme celle qui se rendit à Cumaná, capitale de la Nouvelle Andalousie (Venezuela) remonte l'Orénoque, s'impose aux Caribéens et aux Hollandais établissant un véritable système de contrôle espagnol sur le territoire de la Guyane, in *Géographies des colonisations*, L'Harmattan, 1994, pp 227-239, la géographie de l'Eldorado. Une approche de la représentation du nouveau monde à travers « la expedición de limites al orinoco » par Lucena Giraldo Manuel.
- 11 Alexandre de Gusmão, diplomate de la couronne portugaise, mais brésilien de naissance et d'intérêt, est souvent présenté comme le précurseur de la diplomatie brésilienne et son chef d'œuvre, le traité de Madrid, est entré dans la lignée des mythes fondateurs de la nationalité brésilienne.
- 12 Pourtant au début du XIX^e siècle, les Portugais reviendront sur la revendication de l'accès au Rio de La Plata. Ils envahissent à trois reprises la province de Cispatine et ce conflit perdure jusqu'à la constitution de la République de l'Uruguay en 1828. En effet, pour les Anglais, Montevideo, fondée dans le but de neutraliser les activités de Colonia de Sacramento, et qui avait tendance à se transformer en port concurrent de Buenos Aires, ne pouvait tomber aux mains ni des Portugais, ni des Porteños (Bandeira, 1998 : 24).
- 13 La donation de cette collection à l'État, après sa mort, a constitué le premier fonds de la cartothèque du Ministère des Affaires Étrangères brésilien, l'Itamaraty. Né au Portugal, Duarte da Ponte Ribeiro, devenu brésilien par la Constitution de 1824, fut cartographe-chef, auteur de 180 mémoires et quelques centaines de cartes qui témoignent de sa profonde connaissance des frontières. Pour avoir été le premier à conseiller l'utilisation de l'*uti possidetis* pour résoudre la question des frontières, il occupe une position de premier plan dans l'histoire diplomatique du Brésil (Goes, 1999 : 215).
- 14 85 cartes pour la partie septentrionale (dont 32 des commissions des limites du Traité de St. Ildelfonso); 43 cartes pour la partie occidentale; 45 cartes pour la partie méridionale; 116 cartes pour la partie orientale; 17 cartes pour la partie centrale; 15 cartes comprenant au moins une des parties ci-dessus; 9 cartes qui représentent tout le pays.
- 15 Par exemple en ce qui concerne le cas du litige frontalier entre le Brésil et la Guyane sur le fleuve Oiapoque, voir Emmanuel Lézy, « France-Brazil : histoire d'une merveilleuse rupture », in *Cahiers des Amériques latines*, 28/29, IHEAL, 1998, p 69-94 et particulièrement « Vidal contre Rio Branco », p. 78.
- 16 « Les mémoires rédigés par Rio Branco sont de véritables modèles d'érudition historique, juridique et géographique servis par une langue admirable » Selon Jorge A. G. de Araújo dans *Rio Branco e as fronteiras do Brasil*, 1999, p. 55.

- 17 Le méridien 0° du Morro do Castelo, situé à Rio de Janeiro avait été calculé lors de la mission des prêtres mathématiciens, qui avaient monté leur observatoire en haut de cette colline. Le tout fut rasé lors de la Réforme urbaine du début du siècle.
- 18 Dans le numéro spéciale Les mémoires d'un ingénieur topographe responsable de la Section de Triangulation de l'IBGE. évoquent les conditions de réalisation des levés dans un terrain mal connu, avec l'aide d'un groupe réduit de techniciens et permet d'imaginer le temps nécessaire pour la couverture des points d'appui : en 1941, une expédition allant de Cuiabá au Rondônia après avoir parcouru 2 600 km entre routes et chemins muletiers, a dû terminer les derniers 100 km à pied; en 1943, des 44 jours de relevés passés à la frontière entre le Minas Gerais et l'Espirito Santo, 22 jours ont été utilisés à réaliser des parcours dans la forêt à raison de 29 km par jour. Le tronçon initial de la première chaîne de triangulation géodésique allant de Goiana au Santa Catarina le long du méridien 49°, ne fut achevé qu'en 1949, 5 ans après son début.
- 19 Depuis 1991, les services de planimétrie de l'IBGE ont intégré l'utilisation du GPS pour densifier le réseau géodésique principalement en Amazonie.

Bibliographie

- Adonias Isa (org), 1993, *Mapa : Imagens da formação territorial brasileira* Rio de Janeiro, Fundação Odebrecht, 396 p.
- Araújo Jorge A. G. de, 1940, *Rio Branco e as fronteiras do Brasil*. Réédition Senado Federal, coleção Brasil 500, 1999, 166 p.
- Bandeira Moniz Luiz Alberto, 1985, *O expansionismo brasileiro e a formação dos Estados na bacia do prata, Argentina, Uruguai e Paraguai. Da colonização à guerra da triplíce aliança*, Revan, 3^e édition UnB, 1998, 254 p.
- Broc Numa, 1986, *Géographie de la Renaissance 1420-1620*. Paris, CTSH.
- Bruneau Michel et Dory Daniel (org), 1994, *Géographies des colonisations*, L'Harmattan, 380 p.
- Brunet Roger, 1987, *La carte mode d'emploi*. Paris, Fayard - RECLUS, 1986.
- CNG, 1940, « Exposição Nacional de Mapas Municipais » in *Comentários, Revista Brasileira de Geografia*, ano II, nº3, julho p. 448-461.
- Cortésão Jaime, 1965, *Historia do Brasil nos velhos mapas*, Instituto Rio Branco, Rio de Janeiro, 2 tomes.
- Costa Maria de Fatima, 1999, *História de um país inexistente : o Pantanal entre os séculos 16 e 18*, Kosmos, 277 p.
- Dainville François, 1964, *Le langage des géographes, termes, signes, couleurs des cartes anciennes, 1500-1800*, Paris, Picard.
- Dean Warren (1996) *A ferro e fogo, a historia da devastação da mata atlantica*, São Paulo, Companhia das Letras, 485 p.
- Goes Filho Synesio Sampaio, 1999, *Navegantes, bandeirantes, diplomatas. Um ensaio sobre a formação das fronteiras do Brasil*. São Paulo, Martins Fontes, 332 p.
- Holanda, Sergio Buarque de dans ses ouvrages *Caminhos e fronteiras*, 1950, 3^e édition, Companhia das letras, 1995 et *Monções*, São Paulo, 1954.
- IBGE (1960) *Carta do Brasil do milionésimo*, 190 p.

- Jacob Christian, 1992 - *L'Empire des cartes - Approche théorique de la cartographie à travers l'histoire*. Paris, Albin Michel, 634 p.
- Lézy Emmanuel, 1998, « France-Brésil : histoire d'une merveilleuse rupture », in *Cahiers des Amériques latines*, 28/29, IHEAL, p 69-94.
- Magnoli Demétrio, 1997, *O corpo da patria, imaginação geográfica e política externa no Brasil (1808-1912)*, São Paulo, UNESP-Moderna, 318 p.
- Martinière Guy, 1978, « Frontières coloniales en Amérique du sud : entre « tierra firme » et « Maranhão ». *Cahiers des Amériques latines*, n°18 (Série Sciences de l'Homme), p 149-181.
- Mauro Frederic, 1977, *Le Brésil, du XV^e siècle à la fin du XVIII^e siècle*, Paris, Sedes 2^e édition, 1997.
- Oliveira Céurio, 1993, *Dicionário cartográfico*, Rio de Janeiro, IBGE.
- Minelle Françoise, 1992. - *Représenter le monde*. Paris, Cité des Sciences et de l'Industrie - Presse Pocket, 98 p.
- Pelletier Monique (org.), *Couleurs de la terre, des mappemondes médiévales aux images satellitaires*, Seuil, Bibliothèque Nationale de France, 1998, 175 p.
- Sousa Laura de Mello e (org), *Historia da vida privada, Vol 1, Cotidiano e vida privada na America portuguesa*, São Paulo, Companhia das Letras, 1997, 524 p.

RÉSUMÉ - RESUMO

En montrant de quelle manière la cartographie participe à la genèse territoriale du Brésil durant cinq siècles, cet article attire l'attention sur la précocité de la carte qui anticipe l'existence même du territoire brésilien. Puis l'utilisation systématique de la cartographie donnera corps à ce territoire et permettra d'en affirmer les limites. La recherche de plus d'exactitude viendra dans un troisième temps pour compléter les mesures de l'espace intérieur de cet immense pays.

Mostrando como a cartografia participa da gênese territorial do Brasil ao longo de cinco séculos, este artigo chama a atenção para o uso precoce de mapas que antecipa a existência de um território brasileiro. Em seguida, o emprego sistemático da cartografia compõe este território, e permite afirmar os seus limites. A busca de maior exatidão vêm em um terceiro momento, para delinear com maior precisão o espaço interno desse imenso território.

QU'EST-CE QU'UNE FAVELA ?

LICIA VALLADARES*

EN PLEIN CENTRE DE LA ROCINHA, en quatre mois seulement, des immigrants chinois ont ouvert cinq pâtisseries ; dans de nombreuses autres favelas, la chaîne de matériel photographique De Plá ne cesse d'acheter de nouveaux points de vente ; les matelas Ortobom¹ ouvrent des succursales ; des clubs de gymnastique, doté d'équipements modernes, se multiplient ; des cours d'informatique et d'anglais installent leur siège dans la favela elle-même et attirent de plus en plus d'élèves ; des entreprises de taxis et de livraison à deux-roues mettent en service des motos qui transportent leurs clients rapidement et n'importe où ; des pizzerias livrent à domicile ; une énorme clientèle remplit nombre de petits restaurants et bars ; des agences immobilières commencent à organiser le marché de la location en plein développement ; certains immeubles ont déjà quatre étages ; des magasins d'appareils électroménagers vendent à tempérament et acceptent les cartes de crédit pour l'achat de lave-linge modernes, appareils de vidéo, fours à micro-ondes ; les compagnies privées d'assurance-maladie attirent de plus en plus de clients ; les magasins de location de cassettes-vidéo sont de plus en plus nombreux ; la télévision par câble est en rapide expansion. Et cela sans parler des téléphones mobiles, de plus en plus populaires... et des automobiles, qui, dans certaines favelas traversées par des voies de communication, disputent l'espace libre aux camions, autobus et taxis (photographie n° 1)...

*Professeur à l'IUPERJ, responsable de la base de données Urbandata, professeur invitée à l'Institut d'Urbanisme de Paris, Université de Paris XII. Traduction : Hélène Le Doaré. Révision finale de l'auteur avec la collaboration d'Edmond Préteceille.



PHOTOGRAPHIE N° 1 : NIVEAU D'ÉQUIPEMENT ET D'URBANISATION DE LA FAVELA ROCINHA (CLICHÉ VALLADARES)

Pourtant, en ce début du XXI^e siècle, ce n'est pas l'image que l'on nous donne de la favela, en particulier dans le cinéma brésilien. La dernière version d'*Orfeo do Carnaval*, mise en scène par Carlos Diegues, ne fait que promouvoir une esthétique de la pauvreté marquée par une vie réduite à la samba et à un quotidien de violence mêlé à la drogue et à l'amour. Les images, qui se veulent à la fois belles et choquantes, ne montrent que des barraques en bois, des petites boutiques où l'on vend à crédit (*birosca*), des porcs et des poules qui errent dans des ruelles immondes, et des lieux de culte. En contrepoint au défilé de l'école de samba sur l'Avenue, des scènes montrent l'importance du narcotrafic qui remplacerait actuellement toute intervention de l'Etat sur le plan social. Seul le personnage central du film, Orfeo, incarne la modernité, avec son ordinateur portable, son téléphone portable, son équipement musical. Mais ils contrastent avec tous les autres habitants.

Est-il possible de tenir encore aujourd'hui ce discours sur la favela de Rio, discours qui en fait le territoire par excellence de la pauvreté et de la culture populaire, comme si elle était une enclave urbaine exclue des processus économiques généraux, l'autre moitié d'une ville divisée, la *Cidade Partida*², où la vie locale n'est que violence et misère... ?

Les observations par lesquelles nous avons commencé, que tout visiteur peut faire aujourd'hui, contrastent singulièrement avec les images dominantes dans les médias. Pourquoi alors ces images, estompées par la brume d'un temps mythique, ont-elles la clarté du présent ? Pourquoi insiste-t-on tellement

sur ces représentations d'une favela ancienne ? Quiconque à Rio évoque le terme de favela lui associe aussitôt ceux de pauvreté, de précarité, une association qui date des origines de la favela elle-même et qui imprègne l'imaginaire social. Qui a intérêt à maintenir une telle vision ? Avant de chercher les réponses à ces questions, il est nécessaire de voir quels sont les « dogmes » qui inspirent celui qui pense, celui qui agit et celui qui regarde la favela du dehors.

LES DOGMES

Le premier « dogme » porte sur la spécificité de la favela. On considère depuis toujours qu'avec son histoire particulière, son mode de croissance différent des autres quartiers, la favela est un espace tout à fait spécifique. Les géographes soulignent la façon particulière dont elle occupe l'espace urbain, en dehors de toute légalité, sans rues bien tracées et avec un accès très limité aux services et aux équipements collectifs. Les architectes, eux, mettent en valeur les différences engendrées par un habitat, un urbanisme et une esthétique peu ordinaires, qui s'écartent de tous les modèles de la rationalité architecturale. Les organismes officiels justifient une approche spécifique des favelas, en rappelant sans cesse, depuis des décennies, que cette forme d'occupation du sol n'est pas conforme aux normes, qu'elle est illégale. Par ailleurs, les indicateurs démographiques montrent que dans ces espaces, la population est plus jeune, les migrants en plus grand nombre, la densité par unité d'habitation plus élevée, et le taux de croissance est plus fort que dans l'ensemble de la ville. Enfin, les catégories du recensement définies par l'IBGE cristallisent cette différence : pour l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques, la favela est un agglomérat « hors norme » de cinquante maisons au minimum³.

Des travaux de sociologues ou d'anthropologues concluent aussi dans le sens de l'affirmation de cette spécificité puisqu'ils font souvent référence à une « culture de favela ». Un bon exemple en est le livre récent *Um século de Favela*, coordonné par Alba Zaluar et Marcos Alvito (1998), qui rassemble douze contributions dont quatre traitent de la culture populaire - samba, carnaval, capoeira, bals et groupes funk ; cinq évoquent crime, peur, drogue et délinquance, autrement dit la violence dans la favela ; et trois seulement étudient les changements dans la politique et la structure sociale.

Nombreuses sont les études⁴ qui rappellent avec insistance que la favela, qui a vu naître la samba, est aujourd'hui le cœur du royaume du funk et du rap. Territoire principal du *jogo do bicho*⁵, elle est maintenant identifiée comme plaque tournante du trafic de drogue à Rio de Janeiro. Espace propice à la diffusion de différentes formes de religiosité populaire, elle est un terreau fertile où fleurissaient les cérémonies d'umbanda, et où plus récemment essai-

ment les cultes protestants et pentecôtistes. C'est aussi un lieu où la politique même aurait pris des allures différentes avec ses associations de quartier ; auparavant prisonnières de mécanismes forgés par le clientélisme politique, elles sont maintenant sous le contrôle du narcotrafic qui se subsistue à l'État absent. Bref, ce qui est en jeu est la forte identité de ces espaces, marquée non seulement par une géographie propre, mais aussi par le statut d'illégalité de l'occupation du sol, par l'obstination à rester favela (comme l'illustre la chanson *Opinião* ⁶ de Zé Keti, popularisée par Nara Leão), par un mode de vie quotidien distinct. La trajectoire sociale typique des jeunes favelados serait l'échec scolaire, et, par l'attrait de l'argent et du pouvoir, l'entrée dans le « mouvement » ⁷ du trafic de drogue. La favela conditionnerait ainsi le comportement de ses habitants, dans une réactivation du postulat hygiéniste ou écologiste de la détermination du comportement humain par le milieu.

Le second « dogme » correspond à une autre idée largement partagée : la favela est le lieu de la pauvreté, le territoire urbain des pauvres. L'idée d'un espace qui leur serait propre vient de loin, de l'époque où le maire Pereira Passos a détruit les taudis de l'Avenue Centrale (1902-1906), obligeant la population pauvre à monter sur les collines et à amorcer le processus d'invasion. Selon ce que l'on raconte, le Morro da Favela, une colline occupée par d'anciens combattants de la guerre de Canudos en 1897, aurait donné son nom, qui devint nom commun, à cette forme d'habitat à partir des années vingt. La ville de Rio vit ensuite se multiplier les invasions de terre au rythme des flux migratoires en provenance du Nord-Est et des États voisins. Les migrants pauvres se dirigeaient vers les favelas, véritables enclaves en forte croissance, sous-équipées et toujours illégales. Dans la décennie 40-50, le signal d'alarme est donné et sont prises les premières mesures concernant ces espaces et prévoyant le relogement des pauvres (politique des « parcs prolétaires » du maire H. Dodsworth).

La théorie de la marginalité, première grille de lecture utilisée par les scientifiques pour comprendre le phénomène, fait elle aussi de la favela l'habitat des pauvres. Par la suite, le débat des sciences sociales entraîne une modification du regard, qui fait de la favela non plus un problème mais une solution à la question du logement⁸ (une solution pour quiconque cherche un logement gratuit en l'absence de revenus réguliers ou de revenus tout courts). Mais l'idée reste cependant que la favela est l'espace propre aux pauvres urbains, dans la favela, les pauvres sont chez eux. Formant une ville dans la ville, la ville illégale dans la ville légale, les résidents des favelas ont leur territoire où la marque identitaire est omniprésente. Une économie et des lois intra-muros, des codes propres, se sont développés dans ces espaces abandonnés à leur sort et délaissés par les pouvoirs publics. C'est le symbole même de la ségrégation spatiale. Le journaliste Zuenir Ventura, dans son livre *Cidade Partida*, déjà mentionné, offre une bonne synthèse de cette représentation de la territorialisation de

la pauvreté : les favelas sont comme territoire de la pauvreté urbaine, comme traduction urbaine de l'exclusion sociale.

En choisissant la favela comme terrain privilégié, les chercheurs en sciences sociales démontrent clairement qu'ils adhèrent à ce dogme. Qui s'intéresse à la pauvreté ou aux inégalités sociales n'hésite pas un instant avant de se précipiter vers la favela en quête de données empiriques. C'est là qu'on envoie les étudiants et les assistants de recherches, les thèses sur ce thème se multiplient. Le présupposé est incontesté : la favela est le lieu de résidence des pauvres, l'espace populaire par excellence, du coup elle se transforme en terrain d'étude privilégié de tous les phénomènes associés à la pauvreté et à l'univers populaire : religion, santé, politique, associations, secteur informel, musique, femmes, enfants, jeunes, échec scolaire, violence, etc. En tant que territoire de la pauvreté, la favela en vient à symboliser le territoire des problèmes sociaux.

Il n'est pas sans importance de signaler que le terme de *favelado*, qui à l'origine désignait la personne qui habite une favela, c'est-à-dire un lieu, en vient à désigner quiconque occupe une certaine place sociale. Au niveau des représentations sociales, le résident d'une favela appartient non seulement au monde populaire mais aussi au monde des problèmes sociaux. Avec la croissante diffusion de l'image de la favela comme enclave, on réaffirme, semble-t-il, que la pauvreté engendre la pauvreté et que la pauvreté engendre des problèmes. N'est-ce pas là le cercle vicieux classique de la stigmatisation ?

Le troisième « dogme » fait de la favela une unité, que ce soit au niveau de l'analyse scientifique ou sur le plan politique. C'est au singulier que l'on pense la favela, que ce soit dans les écrits, dans les fictions, et surtout dans l'action. Bien que tous reconnaissent se trouver devant une réalité diverse, tous se laissent porter par l'habitude de réduire un univers pluriel à une catégorie unique.

Les données officielles et les études des chercheurs distinguent, certes, les favelas d'occupation ancienne ou récente, petites, moyennes ou grandes, consolidées ou précaires, implantées sur un terrain accidenté ou plat, dans le Centre, la Zone sud, la Zone nord, la Zone ouest ou la périphérie de la ville. On reconnaît donc qu'il s'agit d'un univers très varié géographiquement et démographiquement mais paradoxalement, on nie les différences de nature sociologique.

Parler de la favela au singulier a des implications importantes, par exemple l'adoption de l'homogénéité comme présupposé, et le désintérêt pour la diversité, si bien que les différences internes deviennent automatiquement secondaires. On occulte la diversité, la pluralité des formes, des rapports sociaux et des situations sociales. L'évocation systématique d'un idéal-type ou d'un archétype est récurrente dans tout discours sur la favela carioca. De ce fait, « la » favela est forcément une colline (*morro*), une zone illégalement occupée, hors-la-loi, un espace sous-équipé, le lieu de concentration des pauvres dans la ville. Une

même dénomination générique unifie des situations aux caractéristiques pourtant très différentes, en réalité, sur le plan géographique, démographique, urbanistique et social. Pourquoi ?

POURQUOI CES « DOGMES » ?

À partir des données du recensement de 1991, nous avons montré que, contrairement à la vision dominante, les favelas présentent des signes évidents d'hétérogénéité dans leur réalité physique, spatiale et sociale, au point qu'il est presque impossible, pour ne pas dire erroné, d'évoquer une catégorie unique et distincte (Préteceille et Valladares, 1999). Dans l'ensemble des 10 542 secteurs censitaires correspondant à la Région Métropolitaine de Rio, nous avons repéré les 1 291 secteurs (12 % du total) que l'IBGE définit comme favelas afin de les comparer à l'ensemble des secteurs hors favela de la métropole. Nous avons construit des typologies des secteurs censitaires portant sur le niveau d'équipement urbain (eau, assainissement, ramassage des ordures), sur le statut d'occupation (de la construction et du terrain), sur le niveau de scolarité et de revenu du chef de famille. L'étude de la distribution des secteurs censitaires en favela dans chacune de ces trois typologies montre que, même s'ils sont plus présents dans certaines modalités, ils sont répartis en proportions non négligeables dans tous les types sauf ceux de niveau supérieur. Ceci montre l'existence d'une assez grande diversité entre les espaces constituant des favelas sur les trois dimensions étudiées, niveau d'équipement, statut d'occupation, niveau social. La prétendue homogénéité des favelas de Rio a ainsi été remise en cause.

Par ailleurs, la comparaison entre les secteurs censitaires appartenant à des favelas et ceux hors favela montre que les premiers ne sont pas forcément les plus pauvres en équipements urbains de l'espace métropolitain. Ce ne sont pas non plus, loin de là, les seuls où l'on trouve des propriétaires du logement seul et pas du terrain⁹, plus nombreux hors favela que dans les favelas. Enfin, la majorité des chefs de famille les plus pauvres, à la scolarité la plus faible, de la métropole, résident hors des favelas.

Bien que nos travaux n'aient pris en compte que quelques indicateurs du recensement, ils prouvent l'existence d'une grande diversité à l'intérieur de cet ensemble des favelas. En outre, ils soulignent la nécessité d'une approche méthodologique trop négligée, celle de la double comparaison, entre les favelas comme entre elles et les autres zones urbaines. Seule une telle approche peut fournir les bases d'une discussion sérieuse de la spécificité ou non de ces espaces.

Dans le présent article, nous voulons explorer les réponses à une autre série de questions : comment expliquer la permanence des dogmes ? Y-aurait-il

de fait un intérêt à les faire perdurer ? Jusqu'à quel point leur persistance dans l'imaginaire collectif procure-t-elle des bénéfices aux favelas et à leurs habitants ?

Dans l'histoire des favelas cariocas, on observe l'intervention de trois groupes d'acteurs sociaux : les pouvoirs publics, les associations de quartiers et, dans les années quatre-vingt, les ONG. Nous avancerons l'hypothèse que ces trois groupes ont chacun leur intérêt propre pour défendre la spécificité de la favela, la définir comme territoire par excellence de pauvres, en faire un univers homogène.

Commençons par les pouvoirs publics. Les politiques publiques ont toujours soutenu la spécificité de l'univers des favelas. Des programmes aussi contrastés que ceux de la destruction et du relogement (*remoção*) des habitants ou ceux de l'urbanisation des favelas se sont appuyés sur un même présupposé : ces zones, illégales, hors normes et sous-équipées, devaient être l'objet de mesures spéciales. Sinon, comment justifier une politique en direction de la favela ? Comment légitimer tout un arsenal d'instruments et de procédures techniques, une législation spécialisée, des mesures et les « solutions » alternatives qui, à divers moments, ont été élaborés par différents organismes publics ?

Prenons le risque de répondre que pour justifier ces politiques publiques, il est nécessaire de défendre la spécificité de la favela. Quand il s'agit de politiques à mettre en œuvre sur une large échelle, il est plus « logique », plus « adéquat » de travailler avec une catégorie unique, « la favela ». Pour l'efficacité opérationnelle, il semble nécessaire, quel que soit le programme à mettre en œuvre, de se référer à des normes générales, des critères communs, des définitions de base. Malgré l'existence de différences entre les favelas et en leur sein - ce que n'ignorent pas les pouvoirs publics - il est plus simple de définir une cible homogène aux politiques et aux programmes spéciaux dont la mise en place sera facilitée si leur objet est un type unique d'espace qui correspondrait à un type unique de réalité sociale.

Le public-cible est lui aussi défini par une unification produite par la mise en avant des seules caractéristiques générales et dominantes. Il ne s'agit pas seulement d'une population uniformisée par son lieu de résidence mais aussi par les revenus dont disposeraient tous les ménages qui la constituent. La permanence de l'expression « population à bas revenus » employée depuis l'époque du BNH créé en 1964¹⁰ jusqu'à l'actuel programme « Favela-Bairro » témoigne de cette tendance. Les habitants des favelas peuvent être insérés de façon différenciée dans le marché du travail (salariés, indépendants, informels), percevoir des revenus réguliers ou aléatoires, faibles ou moyennement élevés, payer un loyer ou être propriétaires, ne pas savoir lire ni écrire, ou avoir terminé le cycle secondaire ou même avoir un diplôme d'études supérieures. Ils seront pourtant

toujours assimilés à un groupe unique, « les pauvres ». Les buts politiques et opérationnels justifient de les construire comme catégorie unique, comme un tout.

Les autorités publiques ne sont pas les seules à vouloir tirer un profit politique du discours qui rend la favela spécifique et la pauvreté homogène. Les associations de quartier, malgré une longue histoire qui fait alterner l'opposition au gouvernement et les pratiques de cooptation, jouent la même partition que l'État. Les dirigeants de ces associations, pour qualifier l'ensemble qu'ils représentent, utilisent aujourd'hui le terme de « communauté ». Cette notion, qui est un substitut du mot « favela » ressenti comme péjoratif, occulte les différences et les conflits qui existent au sein de l'univers des favelas, à l'intérieur des divers espaces ou entre les habitants eux-mêmes. La notion de communauté suppose une idée d'union - qui n'est pas toujours une caractéristique effective de l'histoire de ces associations et de leurs territoires ; elle occulte en outre une grande diversité de situations sociales et une multiplicité d'intérêts présents dans une structure souvent plus atomisée que communautaire.

N'oublions pas que, dans la tradition politique carioca, l'aide au pauvre donne des voix et que les associations de quartier ont pris une part active à ce jeu, comme l'a bien montré Eli Diniz dans son livre *Voto e maquina politica* (1982). Les politiciens utilisent la tradition clientéliste de la politique du « robinet » (*bica d'agua*) : les votes sont échangés contre des avantages, pour une personne ou au bénéfice du quartier. Même le programme le plus récent, Favela-Bairro, en cours depuis 1996, qui est une réponse aux revendications basées sur le droit à vivre dans les favelas finalement prises en compte par l'État, n'y échappe pas.

Les associations de quartiers, dans leur rôle d'intermédiation, essaient de réaffirmer la spécificité des espaces qu'elles représentent, soulignant leur précarité quant au statut juridique, à la faiblesse de l'équipement urbain. Pour garantir les aides dont elles ont évidemment besoin, les associations doivent revenir sans cesse au discours de la « communauté démunie », de la précarité. Les favelas manquent toujours de tout. Ces espaces inachevés, fragmentaires dépendent de l'aide des autres et des organismes de l'État auxquels ils doivent nécessairement recourir. On peut se demander d'ailleurs si cette insistance des leaders associatifs sur le dénuement, qui fait partie du jeu de la défense des intérêts, n'est pas renforcé par les pratiques des habitants eux-mêmes qui investissent toujours en dernier lieu sur l'amélioration de l'aspect extérieur de leur maison, ce qui prolonge la perception d'espaces précaires alors même que le confort des logements a pu notablement progresser.

Les ONG constituent aussi un de ces acteurs sociaux qui offrent à l'imaginaire collectif cette même représentation de la favela. Plus proches des pauvres que beaucoup d'autres institutions, puisque leurs sièges ou filiales fonctionnent dans la favela même, elles reprennent le discours des associations de quartiers en insistant elles aussi sur la notion de « communauté », et ses connota-

tions d'union, de solidarité, de cohésion. Ces organisations ont souvent des clientèles très spécifiques - les femmes, les enfants, les jeunes, les noirs, etc. - et des domaines d'actions particuliers, mais elles mettent toujours en avant les exclus, les victimes de la violence etc., comme segments d'une pauvreté qu'un discours globalisant uniformise car il finit par opposer les « pauvres » à tout le reste. Bien qu'elles-mêmes constituent un ensemble hétérogène, puisqu'elles ne se définissent pas par les mêmes croyances, la même idéologie, toutes utilisent le discours de la pauvreté pour justifier leur existence. Dans le cas des organisations étrangères, surtout celles des pays européens qui veulent aider le Tiers Monde, ce discours est une ressource indispensable pour garantir la continuité du flux des moyens nécessaires à la poursuite de l'action. Dans la mesure où elles représentent la société civile engagée dans l'action et où elles passent des accords de partenariat qui stimulent l'action des pouvoirs publics brésiliens, elles rendent sans doute aucun un précieux service aux « communautés démunies ». Mais, ce faisant, elles renforcent la représentation homogénéisante de la favela comme lieu de la pauvreté et espace social spécifique.

EN GUISE DE CONCLUSION : LES FAVELAS COMME RÉALITÉ PLURIELLE

Toute règle a ses exceptions, tous les chercheurs ou acteurs n'adhèrent pas uniformément aux dogmes que nous avons exposés. Mais l'analyse systématique de la littérature (Valladares et Medeiros, à paraître) montre clairement qu'il s'agit d'un point de vue très largement répandu. Si cette représentation a certains effets bénéfiques dans une logique « militante » appuyant les revendications des habitants pauvres, elle a aussi des effets d'occultation ou de codification des problèmes sociaux qui le sont moins.

L'accent mis sur la spécificité des favelas et leur identification à la question de la pauvreté urbaine finit par se transformer en une arme à double tranchant dans la défense des pauvres. En effet, la représentation des favelas comme espace des pauvres par excellence, si elle peut éventuellement attirer sur elles quelques bienfaits, laisse dans l'ombre les autres secteurs de la ville, forts nombreux, qui sont aussi démunis voire plus, avec de très forts besoins en investissements publics, comme les lotissements irréguliers, nombre de banlieues pauvres, ou certaines parties dégradées des zones centrales. Selon l'Institut Pereira Passos (l'ancien IPLAN-RIO) le cadastre municipal recensait, en avril 1999, 604 favelas, mais aussi 783 lotissements irréguliers et 508 ensembles de logements sociaux. En l'absence de repérage spécifique de ces deux dernières catégories dans le recensement, on ne sait quelle est leur importance en nombre de logements et d'habitants, mais on voit bien qu'elle est sans doute



PHOTOGRAPHIE N° 2 : LA DEVANTURE D'UN VÉTÉRINAIRE DANS UNE RUE DE LA FAVELA ROCINHA (CLICHÉ : LÍCIA VALLADARES)

considérable. Pourtant, les études, les programmes publics, les films consacrés à la pauvreté ne portent que sur les favelas. Le grand ensemble de la Cité de Dieu (*Cidade de Deus*), destiné au départ au relogement de *favelados*, souvent filmé et étudié, est l'exception, qui se détache ainsi de plus de 500 ensembles d'habitation qu'il est supposé représenter.

En concentrant et en attirant un plus grand nombre de programmes et d'initiatives que n'importe quelle autre type de zone, les favelas deviennent des pôles qui suscitent non seulement l'attention mais aussi l'attraction. L'identification de la favela comme priorité lui a conféré une position qui ne peut justifier que sur un plan politique et symbolique. Si l'on adopte un point de vue sociologique, celui de la comparaison avec les autres zones de la ville, surtout celles qui sont démunies et sous-équipées, les signes de distinction se diluent.

Par ailleurs, les approches scientifiques comme journalistiques confondent les processus sociaux observables dans la favela et les processus sociaux causés par la favela. Ce type de simplification empêche de comprendre vraiment des phénomènes qui, s'ils se manifestent effectivement dans la favela, se manifestent aussi ailleurs. Certains problèmes prendraient une autre dimension si la favela n'étaient pas le terrain systématiquement utilisé pour les étudier. Seule la

comparaison entre les processus sociaux dans les différents types d'espaces permettrait de conclure à la spécificité de certains.

L'étude des favelas elle-même souffre de cette unification, car elle empêche de percevoir et d'analyser les différences notables internes à cet ensemble. Sur le plan urbain, on connaît mal les considérables différences entre les 604 favelas répertoriées à Rio. Et l'on sous-estime pareillement les différences importantes internes à nombre d'entre elles, surtout les plus peuplées, ou celles qui résultent de processus successifs et différenciés d'occupation. Une même favela peut en fait abriter plusieurs favelas différenciées.

La méconnaissance des différences de plus en plus importantes qui se creusent entre des zones qui rassemblent plus d'un million d'habitants, et donc représentent d'énormes marchés pour une consommation moderne, correspond de fait à la négation de processus économiques et sociaux qui font des favelas partie intégrante d'un monde également capitaliste, fragmenté par les mêmes impacts de la mondialisation et les mêmes inégalités.

Les favelas sont, en moyenne, des zones plutôt pauvres, mais elles ne le sont pas uniformément, et elles ne sont pas les seules dans l'agglomération de Rio de Janeiro qui présentent de telles caractéristiques sociales. Elles ne rassemblent ni la majorité des pauvres, ni les espaces les plus démunis, et enfin elles ne rassemblent pas que des pauvres. On y trouve des catégories populaires modestes mais non misérables, et on y trouve même des catégories moyennes, ce qui révèle une structure sociale diversifiée et sans doute des processus de mobilité sociale non négligeable.

Réduire les favelas à des zones de pauvreté nous paraît donc une position erronée. Évoquer la favela comme si elle était une autre moitié de la ville, la ville informelle enclavée dans la ville formelle, c'est tomber dans une vision dualiste, et méconnaître l'interdépendance, l'indissociabilité et la complexité des éléments qui structurent la ville et ses dynamiques de transformation.

Notes

1 De Plá et Ortobon sont des entreprises avec de nombreuses filiales travaillant sous licence (franchise).

2 Pour reprendre le titre du livre à grand succès de Z. Ventura (1994).

3 La définition de l'IBGE, homologue brésilien de l'INSEE, utilisée depuis le recensement de 1950 (le premier à recenser les agglomérats « hors norme ») intègre, outre la taille, l'occupation illégale du terrain et le sous-équipement, (voirie, accès à l'eau, égouts, assainissement, collecte d'ordures par la municipalité)

4 Pour connaître la littérature que nous avons recensée sur la favela carioca, voir la bibliographie commentée de Valladares et Medeiros (à paraître). La base de données URBANDATA intègre 526 titres sur ce thème en portugais, français, anglais et espagnol publiés depuis 1940. Ce présent article se fonde sur ce travail d'analyse.

5 Loterie clandestine.

- 6 Ils peuvent m'arrêter
Ils peuvent me frapper
Me laisser sans manger
D'opinion, j'vais pas changer
Sur ma colline je veux rester....
- 7 ou « movimento ». C'est ainsi que sont désignées les activités liées à la drogue par les membres ou les sympathisants des groupes liés au narcotrafic. Ce terme leur donne une connotation positive.
- 8 Signalons l'influence d'auteurs aussi différents que Anthony Leeds, Carlos Nelson Ferreira dos Santos, John Turner.
- 9 caractéristique censée être spécifique à la favela.
- 10 Banque Nationale du Logement, supprimée en 1982, qui fut le principal responsable de la politique de suppression des favelas.

Bibliographie

- Bachheuser, Everardo, 1906, *Habitações Populares*. Relatório apresentado ao Exmo. Sr. Dr. J. J. Seabra, Ministro da Justiça e Negócios Interiores. Rio de Janeiro, Imprensa Nacional.
- Dinitz, Eli, 1982, *Voto e máquina política*. Rio de Janeiro, Paz e Terra.
- Preteceille, Edmond et Valladares, Licia, 1999, *Favela, favelas ; unidade ou diversidade da favela carioca*. Présenté au colloque Impactos metropolitanos da reestruturação. Ippur, Observatório de Políticas Urbanas e Gestão Municipal, Fase, Teresópolis, mai 1999.
- Preteceille, Edmond et Valladares, Licia, 1999, *Favelas no Plural*. Présenté à la Réunion Annuelle de la ANPOCS, Caxambu, octobre 1999.
- Valladares, Licia et Medeiros, Lidia (coord.), *O que já se sabe sobre as favelas cariocas : uma bibliografia comentada*. Rio de Janeiro, Urbandata/luperj/Ucam, (à paraître).
- Ventura, Zuenir, 1994, *Cidade Partida*, São Paulo, Companhia das Letras.
- Zaluar, Alba et Alvito, Marcos, (coord.), 1998, *Um Século de Favela*. Rio de Janeiro, Fundação Getúlio Vargas.

A-T-ON DÉCOUVERT LE BRÉSIL ?

LA SOCIOLOGIE FRANÇAISE ET L'ÉCOLE DE SÃO PAULO DANS LES ANNÉES 1950

JEAN DUVIGNAUD*

V OILÀ PRES DE CINQUANTE ANS que le sociologue Jean Duvignaud parcourt le Brésil, à la rencontre des hommes et des femmes de ce pays, discutant et débattant avec de nombreux sociologues, anthropologues ou historiens, sans pour autant consacrer l'essentiel de son œuvre au Brésil. En revanche, son expérience brésilienne lui a enseigné, comme à bien d'autres de ses maîtres ou contemporains, qu'il cite longuement dans le texte ci-dessous, « que le discours écrit ne réduit jamais la diversité de l'expérience collective » (*Le don du rien*). C'est en 1957, dans le deuxième numéro de la revue *Arguments*, qu'il écrit pour la première fois sur le Brésil en publiant un vif plaidoyer pour l'ouvrage de Gilberto Freyre, *Maîtres et esclaves* : « Freyre nous semble avoir apporté quelque chose de neuf (...) en France [où] il n'existait pas encore un seul ouvrage capable de décrire la vie dans sa complexité et ses incidences diverses, ses perspectives polyvalentes. En lisant Freyre, il a semblé à certains d'entre nous que le grand rêve de Marcel Mauss se trouvait réalisé, non en France, mais dans un pays sous-développé. » Plus tard, en 1962, après une première mission au Brésil, il publie dans les *Cahiers internationaux de sociologie* : « Le Brésil dans « sa » sociologie, la sociologie « dans » le Brésil » (vol. XXXII, p. 91-104) et fait le point sur l'apport du Brésil à la connaissance sociologique en général : « En fait cet immense pays se cherche. Il hésite entre divers types de sociétés. Il est un exemple frappant de l'impossibilité de prévoir à longue échéance l'avenir d'une société en la déduisant de ses formes antérieures. La sociologie, ou plus exactement les sociologies brésiliennes, sont dominées par le drame qui oppose à tous les niveaux de la société l'effervescence d'une

*Professeur émérite, Université Paris VII.

« révolution permanente » et les obstacles que lui oppose une « contre-révolution » également permanente. Drame qui affecte les modes de connaissances tout autant que les groupes. Cherchant à se connaître dans la Sociologie, la société brésilienne trouve dans cette connaissance même une incitation à précipiter le mouvement de déstructuration et de restructuration qui remet en question la connaissance sociologique. Dialectique de la réciprocité des perspectives communes à toutes les sociétés, mais particulièrement sensible au Brésil. Peu de pays peuvent actuellement offrir un aussi vaste domaine d'observation. Le Brésil ne nous rend-il pas au centuple aujourd'hui ce qu'Auguste Comte lui avait prêté, voici trois quart de siècle ? En tout cas il nous montre que l'histoire dépend du jeu des déterminismes à l'intérieur des structures instables d'une société prise dans sa totalité... »

Laurent Vidal

SANS DOUTE faut-il tenter de décrire le « climat », l'environnement intellectuel et affectif des années 1950, dans les cercles de recherche en sciences sociales, universités, hautes études, lorsque parurent en traduction *Casa grande e Senzala* en 1952 et *Nordeste* en 1956. Roger Caillois les publia dans la collection « Croix du Sud » chez Gallimard, dans les traductions de Roger Bastide et de Jean Orecchioni. Un souffle neuf dans la surchauffe idéologique de l'époque.

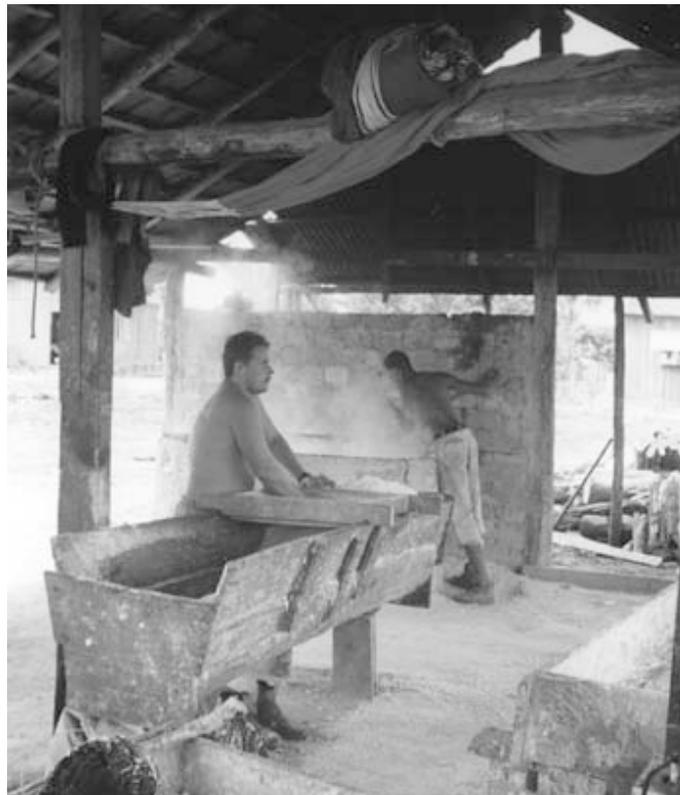
On parlera d'une complicité presque silencieuse entre savants qui tous avaient fait l'expérience du Brésil, qui étaient passés par cette Ecole de São Paulo jadis fondée par Georges Dumas où se sont succédés, avant la guerre de 1940 et quelques années plus tard, la plupart de ceux qui d'une manière ou d'une autre ont marqué la recherche de ce pays – Claude Lévi-Strauss, Roger Bastide, Pierre Monbeig, Fernand Braudel, Charles Morazé, Georges Gurvitch, Emmanuel de Martonne. Ils ne se sont pas contentés d'enseigner, ils se sont imprégnés de l'existence brésilienne et ne l'oublions pas se sont confrontés à une recherche anthropologique déjà brillante – Darcy Ribeiro, Florestan Fernandes et Gilberto Freyre...

Venant d'une Europe formée au positivisme de Durkheim pour les uns mais aussi préparés pour certains autres à une plus complexe connaissance de la vie sociale à la suite de Marcel Mauss, de Marc Bloch, de Lucien Febvre, ils se sont découverts dans un paysage inconcevable dans l'Europe technicienne et dans ses colonies africaines ou asiatiques. Bien que le pays se soit donné pour emblème la devise de Comte « ordre et progrès », le continent brésilien n'était – et n'est pas – réductible à l'unité d'une « conscience collective ». On parle de « multiplicité des cultures », et ces termes abstraits ne correspondent pas à la relativité des dimensions et des étendues d'une expérience affectant les corps, les gestes, les échanges de toutes sortes dans une permanente créativité.

Là, au premier stade de sa réflexion, Lévi-Strauss perçoit à travers les groupes des peuples indiens, l'ébauche du style original d'une culture qu'il nommera plus tard la « pensée sauvage » ; Bastide découvre à travers le « candomblé » et les religions africaines transformées par le Brésil, des types d'expérience et de connaissance spécifiques ; Morazé la stratification régionale et intellectuelle ; Gurvitch – qui, plus tard, m'a dit combien le Brésil pouvait être homologue au continent russe de son enfance – et Braudel évoquent, l'un pour le passé, l'autre pour la vie sociale présente, les directions diverses du temps et de la durée. Est-ce si peu ?

Tout cela était tacite. Les anciens membres de l'Ecole de São Paulo suivaient leur recherche propre et il n'y eut jamais, comme ce fut le cas avant la guerre de 1940 pour Leiris, Caillois et Bataille, d'effort pour se regrouper en un « collège ». Cela relèverait d'une sociologie critique de la vie universitaire française, qui n'existe pas.

Pourtant, ces années 1950 ont vu émerger une inquiétude féconde, jusqu'à souterraine que d'autres, ailleurs – Melville Herskoviz, Franz Boas, Verrier Elwin et sur un autre terrain Max Scheler - avaient défriché. Ne s'agit-il pas de



ATELIER DE TRANSFORMATION DU MANIOC (CASA DE FARINHA). CETTE ACTIVITÉ TRADITIONNELLE DU MILIEU RURAL BRÉSILIEN RESTE TRÈS PEU MOTORISÉE ET CONSERVE LES MEMES FORMES DEPUIS L'ÉPOQUE COLONIALE (CLICHÉ : F.M. LE TOURNEAU).

ce « sous-texte » qu'il convient de retrouver sous les énoncés institutionnels ou officiels? Stanislavski employait ce mot pour suggérer à l'acteur de jouer sous le texte d'un auteur la réalité vivante, existentielle, qu'il suggère. La publication des deux livres de Gilberto Freyre éveillait et justifiait l'exploration de ces régions intérieures jusque-là dédaignées. Qu'importent les termes : Freyre esquisse dans ses deux ouvrages une phénoménologie de l'existence collective qui, partant des manifestations extériorisées plus ou moins fortement, tente de répondre à l'esprit de la célèbre injonction d'Husserl : « c'est l'expérience, muette encore, qu'il s'agit d'amener à l'expression de son propre sens ».

En 1952 à l'invitation de la Sorbonne, Gilberto Freyre vint en France et l'on se retrouva à Cerisy pour un long séminaire au milieu des vergers et des champs. Peu de temps après, quand avec Edgar Morin et Roland Barthes, nous commençâmes à publier *Arguments*, dès le premier numéro de cette revue, Alberto Guerreiro Ramos nous donna un article très véhément contre *Maitres et esclaves*. La revue était consacrée à une révision sinon de la pensée de Marx, du moins à la critique de la réduction idéologique qu'on en voyait en URSS et souvent en France : Ramos donnait l'exemple du contraire, appliquant au Brésil, les normes d'une théorie mécanique des classes – concept occidental s'il en est.

Lui ai-je répliqué alors – comme c'était le principe d'*Arguments* - avec plus de fougue que de compétence? La nouveauté de ce métissage affectif ou sexuel examiné par Freyre pour le passé de monoculture du sucre au Nordeste du pays, n'était pas sans rappeler les intuitions de Michelet et, plus près de nous, celles du Febvre parlant de Rabelais. La réalité psychique – peut-être non-consciente – des relations entre personnes d'appartenance différente, ne compose-t-elle pas la trame d'une socialité qu'ignorent les codes et les prescriptions établies? Je n'avais pas encore trouvé le terme de « langage perdu ».

Certes, tout cela restait du domaine de l'abstraction. Et c'est plus tard, en 1961, qu'une mission internationale m'amena à Rio de Janeiro auprès du centre de recherche alors installé Praia Vermelha. Je ne dirai pas ici ce qu'était alors cette ville ni ce qu'elle portait de puissante vitalité : on y découvrait la négation de tous les lieux communs idéologiques – sinon chez certains « savants » affamés de chercher ailleurs ce qu'ils esquaient d'eux-mêmes – du moins dans cette existence polymorphe et en continuelle animation. J'ai alors revu Freyre à Recife à l'Institut Nabuco – visite souvent ensuite répétée et toujours enseignante.

La démarche de Freyre est aussi son chemin, sa méthode d'investigation d'un réel ancien *Casa grande...* - ou contemporain – *Nordeste*. A Michelet, la cassure de la révolution donnait une distance vis-à-vis de la société qu'habite alors l'écrivain. Freyre, lui, voyage : il fouille les archives du Portugal, fréquente les universités américaines sur les traces de Boas, observe les techniques européennes pour l'histoire et la géographie, et plus exactement, ce que le terme de « milieu »

n'évoque pas, l'« éco » - l'« eikos » des Grecs – la demeure de l'homme, dont nous avons fait écologie.

L'« éco » - un constant échange entre l'eau, la terre, la flore, la faune cette *massapê* du Nordeste, terre humide, argileuse et grasse, terre à sucre. Une connivence complice entre les formes sociales de la famille patriarcale, le travail de l'esclave et aussi ses charges du passé africain ou des errances indiennes. Une convivialité, un métissage d'où émergent d'autres figures collectives, parfois clandestines, parfois publiques.

Un monde différent du Nordeste et des vagabondages tantôt saisonniers, tantôt de révolte. Et là, complétant Freyre, voici *Os Sertões* d'Euclides da Cunha : « les gens de l'intérieur » dit sa traduction française, oubliée à Rio en 1947. Un livre sans lequel on ne peut plus comprendre le Brésil.

C'est là le « sous-texte » de l'histoire officielle et des chronologies abstraites, le « Mit sein » de Scheler – la part vivante d'une existence qui sous-tend l'apparence. Subjectif? disent les pédants. D'où vient cette disjonction entre l'objectif et ce que la vie quotidienne fait de ses structures? En d'autres lieux, Berque, parle ainsi de l'« intérieur » du Maghreb ou Leiris de l'« Afrique fantôme ». Affectivité, affinités électives ou hostiles, rêves, utopies tout cela compose l'imaginaire concret d'une société. Non pas un « nid de coucous dans les nuages », un fantôme, un effet de virtuel, un archétype originaire, mais le lieu d'imputation de l'être avec sa vie. L'« osmose affective » dit Freyre.

Il faut retrouver dans les livres qui s'attachent à ce « sous-texte » le terme de « reconstruction utopique » par lequel l'écrivain tente de donner figure à ce qui échappe à l'observation idéologique ou étourdie. Et c'est aussi l'affaire du style. Freyre est, comme Jorge Amado qui lui est proche, un écrivain.

Une anthropologie – une connaissance de l'homme et de la femme dans leur totalité présente et momentanée. On mesure l'hostilité que l'ébauche de cette démarche pouvait susciter d'abord timidement en France durant les années 1950 et, plus fortement ensuite. *Condominas*, *Malaurie*, *Bastide*, *Berque* et bien d'autres, se sont heurtés aux dogmatismes scolaires de disciplines féodales, prisonniers de leur définition archaïque et d'idéologie rampantes.

Nous en avons parlé parfois, brièvement, avec Freyre, lors de séjours à Recife ou à Paris. L'état présent des « sciences sociales » comme disent les savants, nous rappelle que seule une connaissance capable d'interpréter tous les aspects du possible dans la vie réelle, c'est dire une anthropologie sans frontière peut entreprendre une « nouvelle donne » de l'existence présente de l'existence humaine.



UNE RUE D'OLINDA, L'UNE DES PLUS VIEILLES CITÉS DU BRÉSIL, QUI CONSERVE DE BEAUX VESTIGES DES ÉPOQUES COLONIALE ET IMPÉRIALE (CLICHÉ MARTINE DROULERS).

DEUX OU TROIS CHOSES QUE LE BRÉSIL NOUS ENSEIGNE SUR LE POLITIQUE

DOMINIQUE VIDAL*

JEAN DUVIGNAUD RAPPELLE dans son texte combien le Brésil a été une source majeure d'inspiration scientifique pour les intellectuels français qui y ont séjourné dans les années 1930 et 1940. Ce n'est pas là un propos de circonstance à l'occasion d'une commémoration. Ses articles des *Cahiers internationaux de sociologie* de 1957 et 1962 cités par Laurent Vidal insistaient déjà sur l'apport du Brésil à la connaissance sociologique. L'époque était, il est vrai, réceptive au propos, la traduction de *Casa grande e Senzala* ayant eu quelques années auparavant l'effet d'une bouffée d'air frais sur des sciences sociales dominées par un pesant climat idéologique.

Le contexte a depuis bien changé, tant on doit malheureusement constater le faible intérêt que suscite aujourd'hui la terre de Gilberto Freyre dans la sociologie française. La place marginale qu'y occupe le comparatisme et, il faut bien le dire, le peu de cas pour tout ce qui ne ressort pas au cadre hexagonal, ne sont sans doute pas étrangers à la méconnaissance d'un pays qui y a pourtant longtemps été considéré comme un laboratoire pour les sociologues.

Il n'est pas le lieu ici de commenter la tendance au resserrement de la discipline derrière ses frontières nationales, mais de suggérer à partir de deux exemples empruntés au domaine politique en quoi l'étude du Brésil contemporain peut toujours contribuer à la réflexion sociologique en général. À partir de recherches menées en milieu populaire à Recife, on évoquera à ce dessein l'importance de la reconnaissance dans le sentiment d'être un citoyen et les limites des associations dans la vie démocratique¹.

* Sociologue, maître de conférences à l'université de Lille-III.

RECONNAISSANCE ET CITOYENNETÉ

Comment penser la démocratie au Brésil quinze ans après la fin du régime militaire ? Faut-il dans le sillage de l'approche dominante du fait démocratique en Amérique latine réfléchir sur les modes de transition à la démocratie et les conditions de sa consolidation ? Ou faut-il plutôt se demander à la façon de Jean Duvignaud ce que l'expérience brésilienne en la matière recèle d'universel et de singulier dans le cadre d'une anthropologie comparative des démocraties modernes ? Chacun de ces modes de raisonnement fait apparaître un aspect différent du phénomène démocratique. En rompant avec les analyses selon lesquelles les chances d'implantation de démocraties stables nécessitent l'existence d'une culture civique préalable et/ou d'un niveau minimal de développement économique, le premier abandonne l'idée de pré-conditions à la démocratie pour insister sur l'originalité de processus politiques où l'incertitude contraint en permanence les acteurs à composer². Il présuppose en même temps implicitement une norme minimale de la démocratie à atteindre largement inspirée de la situation des pays occidentaux érigés *de facto* en modèle. Or peut-on se contenter aujourd'hui d'étudier la démocratie brésilienne au travers du seul constat des différences qui la séparent de l'idéal normatif que constituerait ce que ses habitants appellent le « premier monde » ? C'est ce que refuse le second mode de raisonnement en considérant l'analyse du processus démocratique au Brésil comme fournissant un apport théorique indispensable à une réflexion plus générale sur la démocratie dans le monde moderne qui est le nôtre. Et c'est dans cette voie que nous nous engagerons ici en évoquant l'importance de la reconnaissance de la pleine appartenance sociale dans les représentations ordinaires de ce que signifie « être un citoyen » dans les deux pays.

Dans une recherche récente sur le sens que les Français donnent à la citoyenneté, Sophie Duchesne a ainsi mis en évidence combien, en France, « (...) si le mot citoyen décrit bien l'appartenance à [une] communauté politique, il renvoie moins au rapport de l'acteur au pouvoir qu'à la relation qu'il entretient avec ses concitoyens » (Duchesne, 1997 : 309). Dans une société qui a connu un net affaiblissement des passions partisans et où la politique apparaît aujourd'hui incapable de changer la vie en réinstituant le social, l'engagement politique tend sans doute à devenir une dimension de la citoyenneté moins importante que la reconnaissance de l'appartenance à la société en position d'égal qu'elle suppose également. Ce *a fortiori* dans une conjoncture économique où de nombreux Français font ou voient leurs proches connaître l'épreuve de la perte d'un statut social fondé sur l'exercice d'une activité professionnelle. Comme l'a bien montré Philippe d'Iribarne, le projet d'une société d'individus égaux en

droit interdit en effet de penser sur fond de hiérarchie et de dépendances mutuelles la condition de ceux qui ne correspondent pas aux idéaux de souveraineté individuelle qui marquent la modernité politique occidentale (d'Iribarne, 1993)³. Et les nombreux ouvrages parus ces deux dernières décennies sur le rôle joué en politique par des sentiments moraux comme le respect, la considération ou la dignité témoignent de la place prise par les demandes de reconnaissance (de minorités ethniques ou de groupes sociaux défavorisés par exemple) dans la réflexion sur la citoyenneté démocratique moderne⁴.

Il pourrait ne s'agir là que d'une conséquence de l'épuisement des grands récits qui aurait entraîné la dépolitisation de la conflictualité et la formulation des demandes sociales en termes moraux faute d'un langage directement politique. Incapable de donner du sens aux oppositions sociales, les débats sur le politique auraient cédé la place à l'élaboration d'une grammaire morale des relations sociales. Pour séduisante que puisse paraître cette hypothèse, une tendance récente de la recherche en sciences sociales nous invite cependant à penser que la revendication politique dans les sociétés modernes procède fondamentalement d'une exigence morale première longtemps reléguée au second plan, si ce n'est occultée, par les grands schèmes d'interprétation politique : le besoin de reconnaissance⁵. C'est en tout cas dans cette direction que nous conduit l'analyse du sens donné au statut de citoyen à Brasília Teimosa.

Terme du langage ordinaire, véritable catégorie indigène au sens des anthropologues, le mot « citoyen » (*cidadão*) renvoie en effet dans ce quartier populaire de Recife à un statut de citoyen construit autour de l'exigence de « respect » (*respeito*) dans les relations sociales (Vidal, 1999). Élaboré hors d'une référence à la dimension proprement politique de la citoyenneté, le sentiment d'être un citoyen y repose sur la reconnaissance de la pleine appartenance sociale due à ceux qui observent les obligations morales jugées nécessaires à l'harmonie et au bon fonctionnement de la société. Ces obligations morales forment un ensemble de codes de comportement censés régir l'ensemble des relations sociales possibles. Et bien qu'imparfaitement observées dans les faits, elles organisent néanmoins de nombreux comportements et attentes, et notamment les demandes adressées aux gouvernants. Car le fait que le mot citoyen soit défini en termes moraux ne signifie nullement que les citoyens ne puissent rien espérer de ces derniers. Bien au contraire, c'est justement parce qu'ils disent respecter strictement les normes nécessaires au bon fonctionnement de la société qu'ils s'estiment fondés à attendre en retour de ceux qui les gouvernent des solutions à leurs difficultés. Au respect qu'ils manifestent doit correspondre le respect des politiciens, car si, eux, « remplissent leurs obligations », à eux de respecter les leurs qui sont de reconnaître et de soulager la détresse de « ceux qui souffrent ». La référence à la personne du président Getúlio Vargas comme symbole du gouvernant qui « respectait les pauvres » revient souvent pour évoquer des

élus aujourd'hui passablement discrédités et exprime combien la mise en place d'institutions de protection sociale dans les années 1930 a représenté un moment fondateur dans la mémoire collective des secteurs populaires brésiliens. Pour les plus âgés dont le discours est fréquemment répété par leurs descendants, la législation professionnelle mise en place sous le régime autoritaire de Vargas a ainsi « mis fin à l'esclavage » selon l'expression couramment employée à son sujet. Près de cinquante ans après l'abolition formelle du système servile en 1888, c'est, selon ces pauvres de Recife, quand se tisse ce lien entre le pouvoir et le peuple par l'octroi de droits sociaux que l'humanité des plus démunis paraît reconnue pour la première fois par les gouvernants. Le sentiment de respect résultant largement du rejet de ce qui évoque la condition d'esclave, le bénéfice de droits sociaux traduit en effet la reconnaissance de leur humanité par la reconnaissance juridique de leur inscription sociale. Alors que, à l'inverse, l'insuffisance de l'intervention sociale ou les mauvais traitements réservés aux déshérités par les institutions suscitent un sentiment d'humiliation dû à l'impression de ne pas être traité en « être humain » (*gente*) mais en esclave.

Déclinés sur des registres différents, la revendication de reconnaissance au cœur des représentations ordinaires du statut de citoyen renvoie toujours, on le voit, au Brésil comme en France, à ce qui paraît une dimension essentielle du statut de citoyen par-delà les particularités nationales : le sentiment d'appartenir à la société en qualité d'humain. Être reconnu pleinement membre de la société ne suppose-t-il pas en effet avant tout d'avoir le sentiment d'être traité comme un être humain ? C'est ce qu'a soutenu récemment le philosophe israélien Avishai Margalit en soulignant l'importance que prennent les problèmes entraînés par le sentiment d'humiliation dans les sociétés modernes et en plaidant pour une « société décente » dont les institutions n'humilient pas les individus (Margalit, 1999). Selon lui, en effet, ne pas avoir de rapports d'appartenance avec une société produit non seulement des situations d'humiliation, mais, de façon plus fondamentale encore, « le rejet de formes spécifiques de vie par lesquelles les hommes expriment leur humanité » (Margalit, 1999 : 15). Les accusations d'« inhumanité » dont sont fréquemment l'objet les administrations françaises de la part de ceux qui les rencontrent en situation d'infériorité en sont une illustration. Il suffit de penser pour s'en faire une idée à la façon dont peuvent être formulés les refus de prise en charge par la sécurité sociale, à la discrimination que connaissent les jeunes des banlieues ou à la faiblesse des recours dont disposent les immigrés en situation de clandestinité.

Aussi la condition d'esclave que les habitants de Brasília Teimosa dénoncent avec tant de vigueur rappelle ce qui nous semble être un point nodal de la citoyenneté démocratique moderne mais passe largement inaperçu dans une société comme la société française : le fait que la reconnaissance de l'appartenance sociale que le statut de citoyen exprime et garantit suppose au préalable

la reconnaissance de la commune humanité de tous les membres du corps social.

LES LIMITES DES ASSOCIATIONS

Dans *De la démocratie en Amérique*, Tocqueville voyait, on le sait, dans les associations la seule forme d'organisation capable de susciter chez les citoyens l'esprit public nécessaire à la démocratie, menacée par les tendances oppressives des partis et l'atomisation du social. Le thème de la formation à la pratique de la démocratie par la participation associative a gagné de nombreux partisans ces vingt-cinq dernières années au Brésil et en France. En raison de l'incapacité des partis à représenter efficacement les intérêts sociaux, l'engagement associatif y est apparu appelé à jouer un rôle essentiel dans l'apprentissage et l'exercice de la citoyenneté. La participation associative rapprocherait les citoyens de la sphère politique en éveillant leur intérêt pour la chose publique à partir de questions qui les concernent directement et leur permettrait, ce faisant, de participer au gouvernement depuis la base de la société d'où ils auraient une meilleure intelligibilité de son fonctionnement. Largement inspirées des expériences européennes en la matière (notamment espagnole et française), les politiques de décentralisation ont cherché au Brésil à promouvoir cet idéal participatif à la faveur du rétablissement des procédures démocratiques. D'autant que les mobilisations des populations urbaines défavorisées autour des associations d'habitants des espaces déshérités avaient suscité pendant la transition à la démocratie de grands espoirs dans les rangs de l'opposition au régime militaire. Pour la première fois, les secteurs populaires apparaissaient en effet dotés d'une autonomie et d'une capacité d'organisation propre qui les faisaient échapper à la tutelle des élites, au clientélisme ou à la manipulation populiste et favoriseraient la réalisation du projet démocratique.

Mais qu'il s'agisse de leur fonctionnement souvent peu démocratique, des rapports ambivalents qu'elles entretiennent avec les partis et les pouvoirs publics ou de leur absence de prise en considération de l'intérêt général, les limites des associations à devenir les moteurs d'une transformation politique sont aujourd'hui de plus en plus constatées dans les deux pays. Bien que présentant des différences notables avec la situation française, l'expérience brésilienne révèle notamment le rôle des associations dans un contexte caractérisé par un électorat mouvant et la gestion de plus en plus territoriale de l'intervention sociale, une situation qui n'est pas sans rappeler à certains égards la tendance qui se dessine en France depuis une quinzaine d'années. C'est à ce titre que nous chercherons à montrer son intérêt pour la compréhension du fait associatif dans la vie démocratique.

Pour comprendre certaines des limites de la pratique associative, revenons à Brasília Teimosa, exemple paradigmatique à bien des égards du processus qui a marqué l'évolution de la plupart des organisations de quartier en milieu populaire au Brésil. Après une période de relativisation pour éviter l'expulsion du site et en obtenir l'urbanisation au tournant des années 1980, la participation aux associations d'habitants y est devenue essentiellement utilitariste, ses résidents ne les fréquentant que lorsqu'ils considèrent qu'il en va de leur intérêt individuel : bénéficier d'un programme d'assistance ou obtenir un logement dans les habitations collectives qui sont régulièrement construites. Mais l'engagement associatif est aussi d'autant moins fort que leurs dirigeants ne cherchent pas de leur côté à en faire ces lieux d'apprentissage et d'exercice de la citoyenneté qu'on leur prêtait à la grande époque des mouvements sociaux. Attachés à leur pouvoir tout comme les dirigeants syndicaux, ces derniers s'accommodent en réalité fort bien d'une participation limitée et passive ne remettant pas en cause un statut de notable local pourvoyeur de prestige et de rétributions matérielles quand ils se transforment en agents électoraux (*cabos eleitorais*) en période électorale. Ces caractéristiques des associations d'habitants n'ont toutefois rien de spécifiquement brésilien. La faiblesse de l'engagement de la population des quartiers populaires à la vie associative et le fonctionnement peu démocratique de ces organisations ont également été constatés en France. Et, dans les deux pays, il s'agit d'une limite de l'idéal participatif qui amène à nuancer l'idée selon laquelle les associations possèdent la capacité de changer radicalement la politique.

Ce qui semble en revanche spécifique au Brésil, c'est le type de rapports que les associations d'habitants entretiennent avec les pouvoirs publics. Partagées comme en France entre une revendication d'autonomie et la tentation d'accepter une collaboration étroite avec le système politico-administratif (Barthélemy, 2000), elles permettent à mon sens aussi la perpétuation des pratiques anciennes de conciliation, caractéristiques du style politique brésilien. Au centre de multiples médiations entre les acteurs politiques, les administrations et les populations des espaces déshérités, les dirigeants associatifs jouent un rôle déterminant dans la construction de stratégies légitimatrices. Sélectionnant souvent eux-mêmes les bénéficiaires des interventions territorialisées, ils constituent tout d'abord des relais essentiels à la mise en œuvre de l'action publique. En endossant une partie de sa responsabilité, ils permettent également aux élus d'en recueillir des bénéfices électoraux par le rappel de leurs actions passées tout en leur évitant d'assumer seuls les choix opérés, toujours très en deçà des demandes sociales. Car la gestion urbaine repose aujourd'hui sur des transactions permanentes sur les actions à entreprendre entre le maire, les conseillers municipaux (*vereadores*) et les dirigeants associatifs. Dans ce jeu à trois, chaque partie peut espérer un gain : le maire, le soutien des *vereadores* au conseil municipal

où il ne dispose que rarement d'une majorité stable ; ces derniers, un capital politique pour conquérir les suffrages des pauvres urbains ; les dirigeants associatifs, des ressources pour eux-mêmes et les populations qu'ils représentent et qui les jugent à la même aune que le personnel politique sur leur capacité à obtenir une amélioration des conditions de vie. Aussi les dispositifs institutionnels - comme par exemple *les Orçamentos Participativos* - qui incorporent au Brésil les associations d'habitants à la politique municipale représentent en définitive moins une rupture dans les pratiques politiques traditionnelles qu'une évolution.

La participation des dirigeants associatifs à ces marchandages témoigne avant tout de l'extension de ces pratiques rendue indispensable par le poids pris par les populations urbaines défavorisées dans la compétition électorale. En recherchant en permanence un arrangement plutôt que la polarisation, le maire, les *vereadores* et les dirigeants associatifs manifestent cette même propension au « pactisme » (*pactualismo*), trait caractéristique de la culture politique des élites politiques brésiliennes qui jugent le compromis préférable au conflit (Schmitter, 1971). Un changement qui, s'il s'inscrit dans la continuité des façons de faire de la politique, n'en est pas moins bien sûr une source de transformations importantes dans la participation des plus démunis au processus démocratique. Pour importante que soit cette différence dans le rôle politique des associations en France et au Brésil, deux points-aveugles de l'idéal participatif coexistent néanmoins dans les deux pays : la difficulté des associations à penser l'intérêt général et les limites du cadre local comme unité d'intervention dans des sociétés de plus en plus individualisées.

Le premier réside dans la propension des militants associatifs à se focaliser sur ce qui les concerne directement sans prendre en considération l'ensemble des problèmes de la société dans laquelle ils agissent. Ce que l'on a appelé au Brésil le « corporatisme de quartier » des associations d'habitants illustre cette tendance qui existe en France sous des formes à peine différentes. Et le choix du micro-local comme cadre privilégié de l'intervention sociale ne fait du reste que renforcer cette segmentation du social dans les deux pays. L'on mesure à ce propos combien un projet de décentralisation de l'action publique peut fort bien nier la complexité du social et aller à l'encontre de l'idée de l'Etat-providence, en ce qu'il évite « le problème fondamental de la reconnaissance et de l'organisation d'une dette de solidarité entre les individus, les groupes et les territoires » (Rosanvallon, 1993). Loin de contribuer automatiquement à la formation d'un esprit public comme l'affirme une certaine vulgate toquevillienne, les associations concourent aussi à ce que Nina Eliasoph a appelé « l'évaporation du politique », en montrant, dans un ouvrage récent sur la vie associative aux Etats-Unis, comment ces organisations privilégient la

privatisation des points de vue aux dépens d'un questionnement politique général (Eliasoph, 1998).

Le second tient au fait que dans les villes modernes les citoyens s'identifient bien moins à leur lieu de résidence qu'à l'espace urbain dans son ensemble. Les jeunes des couches populaires, en particulier, recherchent dans les deux pays la fréquentation de ces points de rencontre et de circulation que sont les centres commerciaux et les espaces où se déroulent les événements ouverts au plus grand nombre. Et leur sociabilité tend de plus en plus à reposer dans les villes brésiliennes comme dans les villes françaises sur des réseaux non territorialisés (Roché, 1998). De la même façon que le sentiment d'identification à un ensemble commun a considérablement décliné en France dans les quartiers populaires, les pauvres urbains brésiliens ne forment pas non plus des groupes aux contours précis où tout individu est défini par ses appartenances locales. Faute d'une forte participation sur la base d'une appartenance à une communauté d'habitat, l'imaginaire de la citoyenneté locale et de la démocratie participative se révèle donc peu adapté à la réalité sociologique. D'autant que, dans des espaces urbanisés comme Brasília Teimosa, la population tient par ailleurs pour secondaires les difficultés dues à l'équipement insuffisant du cadre de vie, et les associations d'habitants ne peuvent quasiment rien faire pour satisfaire des demandes dont la solution excède bien souvent le domaine écologique du lieu de résidence.

On ne saurait cependant nier toute vertu aux interventions sociales centrées sur le micro-local. La connaissance des problèmes locaux dont font preuve les dirigeants associatifs permet bien souvent d'apporter des réponses adaptées à la spécificité de chaque contexte. En France, la critique des effets stigmatisants sur son bénéficiaire du « travail social personnalisé » a d'ailleurs souligné la nécessité d'une action sociale sur le cadre local pour compléter les actions auprès des individus ou des familles. Mais force est de constater que, comme au Brésil, les interventions territorialisées font surtout figure de pis-aller à l'incapacité des pouvoirs publics à proposer une réponse globale aux problèmes sociaux dans le cadre d'un État-providence. Le passage des programmes de « Développement social des quartiers » à la « Politique de la Ville » a du reste traduit en France la reconnaissance des limites des politiques territoriales, incapables de peser véritablement sur des dynamiques socio-économiques plus larges.

Pour souhaitable qu'elle soit, la participation associative au niveau local ne saurait par conséquent ni constituer une panacée à l'absence de politiques de grande ampleur ni remplacer les formes classiques d'exercice de la citoyenneté. C'est ce que souligne Renato Boschi dans un article récent sur les politiques de décentralisation et de participation populaire à Belo Horizonte et à Salvador en relevant, que mises en œuvre sans une réflexion approfondie sur les rapports entre l'État et la société civile, ces formes de gestion de l'intervention sociale « peuvent conduire à constituer un mécanisme sélectif pour donner aux riches

les politiques et aux pauvres le travail communautaire (*mutirão*) ; le pouvoir à celui qui peut, et la participation à celui qui ne peut pas » (Boschi, 1999 : 689). Une remarque qui pourrait facilement à être faite à propos de bien des actions entreprises en France en direction des quartiers déshérités. Que l'on pense par exemple aux opérations anti-été chaud organisées chaque année pour occuper les jeunes des banlieues difficiles pendant les vacances scolaires.

Bien d'autres illustrations de l'apport du Brésil contemporain à la connaissance sociologique du politique auraient pu être évoqués dans cet article. Son étude ne présenterait en effet guère d'intérêt si elle ne devait rien nous apprendre d'original sur le monde dans lequel nous vivons. Or la fécondité du pays pour la réflexion des chercheurs en sciences sociales ne nous semble pas moindre aujourd'hui qu'à l'époque où des universitaires français contribuaient à la fondation de l'Université de São Paulo. On serait même portés à penser que le processus de modernisation qui n'a cessé de le transformer depuis lors le constitue plus que jamais en point de comparaison avec l'expérience de notre propre modernité. L'émergence de nouveaux modèles féminins en milieu populaire, les transformations du sens du soi, les changements dans les constructions de l'ethnicité ou l'influence des médias de masse sont ainsi autant de thèmes de recherche, pour n'en citer que quelques-uns, susceptibles de contribuer à l'« anthropologie sans frontière » à laquelle en appelle Jean Duvignaud. Mais encore faudrait-il pour que ce projet ait une véritable portée que le regard comparatiste connaisse un net essor dans les sciences sociales.

Notes

- 1 Ce texte s'appuie sur une série d'enquêtes sur les rapports sociaux et les pratiques politiques à Brasília Teimosa, une favela urbanisée de Recife (Vidal 1998), et une recherche encore non publiée sur l'entrée dans la vie adulte de jeunes du même lieu.
- 2 Pour une bonne présentation en langue française de ce changement de paradigme et de ses conséquences sur l'analyse de la démocratie en Amérique latine, on lira López (1993).
- 3 Ce primat de la symbolique de l'égalité des membres du corps social sur le thème de la participation politique a au demeurant également été relevé aux Etats-Unis. Cf. Shklar, 1991.
- 4 Pour se limiter aux contributeurs les plus connus, on se contentera de citer les travaux de Rawls (1991), Walzer (1983) et Taylor (1992).
- 5 C'est dans ce sens que convergent les contributions d'historiens, de philosophes, de politistes et de sociologues réunis dans Haroche (1998).

Bibliographie

- Barthélemy, Martine, 2000, *Associations : un nouvel âge de la participation?*, Paris, Presses de Sciences-Po.
- Boschi, Renato, 1999, « Descentralização, clientelismo e capital social na governança urbana : comparando Belo Horizonte e Salvador », *Dados*, vol. 42, n°4.
- Duchesne, Sophie, 1997, *Citoyenneté à la française*, Paris, Presses de Sciences-Po.
- Haroche, Claudine et Vatin J.-C., 1998, *La considération*, Desclée de Brouwer, Paris.

- Eliasoph, Nina, 1998, *Avoiding Politics. How Americans Produce Apathy in Everiday Life*, Cambridge, Cambridge University Press.
- d'Iribarne, Philippe, 1996, *Vous serez tous des maîtres. La grande illusion des temps modernes*, Paris, Seuil.
- López, Georgina Sánchez, sous la direction de, 1993, *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan.
- Margalit, Avishai, 1999 1999, première édition en américain : 1996, *La société décente*, Paris, Climats.
- Rawls, John, 1991, *Political Liberalism*, New York, Columbia University Press.
- Roché, Sébastien, 1998, *Sociologie politique de l'insécurité. Violences urbaines, inégalités et globalisation*, Paris, PUF.
- Rosanvallon, Pierre, 1993, Entretien, *Pouvoirs locaux*, p. 39-46.
- Schmitter, Philippe, 1971, *Interest Conflict and Political Change in Brazil*, Stanford, Stanford University Press.
- Shklar, Judith, 1991 (première édition en américain : 1991), *La citoyenneté américaine. La quête de l'intégration*, Paris, Calmann-Lévy.
- Taylor, Charles, 1992, *Multiculturalism and the Politics of Recognition*, Princeton, Princeton University Press.
- Vidal, Dominique, 1998, *La politique au quartier. Rapports sociaux et citoyenneté à Recife*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- Vidal, Dominique, 1999, « Le respect : catégorie du social, catégorie du politique dans une favela de Recife », *Cultures & Conflits*, n°35, automne 1999, p. 95-124.
- Walzer, Michael, 1983, *Spheres of Justice. A Defense of Pluralism and Equality*, New York, Basic Books.

RÉSUMÉ - RESUMO

Il fut un temps où le Brésil représentait une source d'inspiration scientifique pour les sciences sociales françaises. Cette tradition de regards croisés est aujourd'hui quelque peu tombée en désuétude en dépit de l'intérêt que la société brésilienne n'a jamais cessé d'éveiller pour l'imagination sociologique. Cet article entend, cependant, montrer en quoi l'étude du Brésil contemporain peut toujours contribuer à la réflexion sociologique en général à partir d'exemples empruntés au domaine politique. Etayé sur des recherches menées à Recife en milieu populaire, il montre en particulier l'importance du sentiment de reconnaissance sociale dans les représentations ordinaires du statut de citoyen et les limites des associations dans la vie démocratique.

Por muito tempo, o Brasil constituiu uma fonte de inspiração científica para as ciências sociais francesas. Essa tradição de olhares cruzados não tem mais hoje a mesma importância apesar do interesse que a sociedade brasileira ainda desperte para a imaginação sociológica. Este artigo entende, no entanto, mostrar em que o estudo do Brasil contemporâneo não deixa de contribuir à reflexão sociológica em geral a partir de exemplos tomados emprestado da área política. Fundado em pesquisas realizadas no Recife junto com uma população de baixa renda, nos mostraremos notadamente a importância do sentimento de reconhecimento social nas representações do estatuto de cidadão e as limitações das associações na vida democrática.

LE BRÉSIL EN QUÊTE DE MODERNITÉ

PAULO CESAR DA COSTA GOMES*

LE BRÉSIL EN FAIT ne progresse pas ; il vit et grandit comme grandit et vit un enfant malade dans le lent développement d'un corps mal organisé (...) L'affirmation inexorable est que lorsque tout est incorrect la meilleure solution est d'effacer tout ce qui a été mal fait (Otavio Ianni, 1992, 59).

Qu'est-ce que le Brésil moderne ? À vrai dire, cette question peut et doit être décomposée en deux autres : comment la société brésilienne a-t-elle intégré le concept de modernité ? Quel rôle lui a-t-elle assigné dans la compréhension des principaux problèmes du pays ? Elle semble avoir fait du moderne un mot-miracle, employé dans n'importe quel domaine ; il est perçu comme étant porteur d'une compréhension immédiate qui fait appel à l'idée de décalage, de sous-développement, de renversement d'un ordre ancien, identifié alors comme étant la source de tous les maux. De cette manière, le moderne est toujours conçu comme une transformation positive, bienvenue, condition *sine qua non* pour l'épanouissement et le développement de la nation.

Notre intérêt ici est d'abord de faire l'état de la forte présence de l'idée de modernité au Brésil dans ce dernier siècle. En effet, cette idée a constitué un véritable leitmotiv qui traverse donc toute la période de construction d'une idéologie nationale après la monarchie. Ensuite, nous allons essayer de démontrer la mise en discours de cette idée de modernité et son rôle fortement nuisible car, en même temps que ce discours paraît tout expliquer en faisant appel à l'image d'un Brésil moderne en constant combat avec la marque résistante des archaïsmes, il caricature la trame complexe des grands problèmes nationaux en les réduisant à une simple dimension d'écart temporel, où la solution qui s'impose est toujours celle du rattrapage du temps perdu.

* Professeur de géographie, Université fédérale de Rio de Janeiro.



UNE ROUTE EN AMAZONIE BRÉSILIENNE. LE RÉSEAU ROUTIER BRÉSILIEN RESTE ENCORE AUJOURD'HUI TRÈS DÉFICIENT, MÊME DANS LES ÉTATS LES PLUS DÉVELOPPÉS (CLICHÉ : F.-M. LE TOURNEAU).

Progrès, développement et moderne sont dans l'univers sémiologique de l'idéologie brésilienne des notions interchangeable. Ces notions correspondent, chacune de leur côté, à la conception d'un pays qui doit faire un ultime effort pour accompagner la marche de la modernité, en d'autres termes, un pays qui doit rattraper le temps perdu. Dans ce sens, on pourrait dire que l'idéologie nationale brésilienne est en quelque sorte imprégnée d'une obsession de la transformation du pays en une nation moderne.

Lorsqu'il s'agit d'expliquer les grands problèmes de la vie sociale brésilienne, il est très courant de recourir à l'image d'un pays scindé en deux parties. Cette opposition constituant une clé pour la compréhension de ces problèmes, quand il ne s'agit pas de l'unique facteur explicatif. En fait, ce recours à une vision dualiste - dualisme construit à partir de l'idée d'un décalage - s'est imposé au

tournant du siècle au moment où la représentation d'une identité proprement brésilienne a été posée, en rupture avec un passé colonial, monarchique et esclavagiste. Ainsi, fonder un pays moderne a révélé une tension née du difficile assemblage entre l'héritage d'un passé que l'on voulait révolu et une promesse d'avenir, de progrès et de grandeur. Ce dualisme a été souvent vu comme une disparité temporelle : les deux parties signifiant ainsi la lutte entre le moderne et le traditionnel. Pourtant, plusieurs fois cette empreinte va aussi coïncider avec un découpage spatial : le moderne et le traditionnel se confondant avec des espaces précis du territoire national.

Euclides da Cunha dans son livre de 1903 est l'un des premiers observateurs à recourir à l'utilisation de l'image dualiste. On trouve sous sa plume tous les ingrédients qui feront figure d'incontournables dans les analyses qui par la suite porteront sur l'identité du Brésil : l'opposition littoral-intérieur ; le débat civilisation d'emprunt-brésilianité ; la fracture moderne-traditionnel. « Alors que nous vivions depuis 400 ans sur l'immense littoral, où s'estompaient les reflets de la vie civilisée, nous reçûmes à l'improviste la République, comme un héritage inattendu. Soudain, nous nous élevâmes, entraînés par le torrent des idéaux modernes, en laissant dans la pénombre séculaire, où ils gisaient au centre du pays, un tiers de nos gens. Trompés par une civilisation d'emprunt, moissonnant dans un travail aveugle de copiste, tout ce qui existe de meilleur dans les codes organiques des autres nations, nous sommes parvenus, en usant de révolutions et en refusant de transiger si peu soit-il avec les exigences de notre propre nationalité, à aggraver le contraste entre notre façon de vivre et celle de ces rudes compatriotes, qui sont plus étrangers dans ce pays que les immigrants d'Europe. Car ce n'est pas la mer qui nous sépare, mais trois siècles. » (Cunha, 1993)

Presque cent ans après, ce même diagnostic sur le Brésil a encore cours. Selon Otavio Ianni : « Le présent se trouve fortement imprégné de plusieurs passés. Le Brésil moderne, en même temps qu'il se développe et se diversifie, préserve et recrée les traces et les marques du passé récent et lointain, dans cette région-ci ou ailleurs. Le pays ressemble à une carte à la fois géographique et historique (...) moderne et archéologique. Toute son histoire est contenue dans son présent, comme s'il s'agissait d'un pays qui n'abandonne ni n'oublie le passé, d'une heureuse mémoire » (Ianni, 1992 : 32).

Il est vrai que pendant le XX^e siècle cette vision dualiste s'est développée selon deux principaux axes. Le premier conçoit ces dichotomies comme des antinomies absolues, source de l'impossibilité à établir une identité nationale unifiée et moderne : à elles sont attribuées le retard et le sous-développement. Le combat est ainsi défini d'avance : il faut chasser le traditionalisme, pénétrer l'intérieur du pays pour le civiliser et aligner la culture nationale sur les idées cosmopolites qui circulent dans le monde moderne. Moderniser devient alors un mot-fétiche qui est censé résoudre tous les problèmes.

La deuxième conception est un peu plus complexe. Les antinomies existent, mais une synthèse peut être envisagée. Dans ces conditions, l'identité nationale est perçue comme étant le résultat de cette synthèse¹. La modernité naît de la découverte de cette union : le traditionnel doit être réincorporé au sein de la vie moderne, le cosmopolite doit greffer des traits particuliers des cultures locales et l'on prône le maintien de certaines spécificités régionales, tout en se battant contre les inégalités socio-spatiales. Dans ce cas, le moderne devient le mot clé d'une sorte d'utopie où la diversité ne signifie ni inégalité, ni hiérarchie des valeurs.

Les sciences sociales font, depuis longtemps, appel au même genre de raisonnement et quelques-unes des œuvres qui font désormais partie des classiques de la bibliographie sur le Brésil reprennent cette perspective dualiste². Le même biais analytique est réactualisé suivant les problèmes posés par les époques et selon les différents contextes³.

Ainsi la disparité du processus actuel d'industrialisation, est souvent vue sous l'angle de « deux Brésils » : le premier, représenté par les industries modernes qui emploient de nouvelles technologies, et le deuxième, caractérisé par les industries traditionnelles, déphasées technologiquement et encore héritières de l'essor industriel des années 1950. La même conception dualiste est souvent évoquée pour caractériser aussi le tableau général de l'agriculture brésilienne. Dans ce domaine, c'est sur l'agriculture commerciale d'exportation que vient se greffer le label de « moderne », par opposition à l'agriculture de subsistance, identifiée comme étant traditionnelle et arriérée. Par ailleurs, c'est la même image dualiste qui va être mise en œuvre pour distinguer les deux grands secteurs de l'économie, l'agriculture et l'industrie. Dans ce cas, c'est sur l'agriculture dans son ensemble que va tomber le poids de l'archaïsme, le caractère exportateur s'explique par le passé colonial tout comme la structure foncière, très concentrée, qui sera, plusieurs fois rapprochée du système de capitainerie colonial. L'industrie, au contraire, est conçue comme le secteur moderne, recourant aux nouvelles technologies et développant un marché du travail véritablement capitaliste ; bref, elle signifie la rupture avec la « vocation agricole » qui nous a conduit et condamné au rang de pays sous-développé. Ces exemples nous montrent que le schéma peut être appliqué sur des analyses fort différentes, voire contradictoires. Plusieurs autres champs de réflexion font l'objet de cette même démarche analytique qui valorise la dualité. Nous sommes donc déjà habitués à voir et à penser la société brésilienne comme un réseau d'oppositions entre l'urbanisation et les bidonvilles, les classes aisées et les pauvres, les lettrés et les illettrés, les régions développées et les régions périphériques et arriérées, tout cela soumis à une explication qui fait peser tous les problèmes sur l'archaïsme et donc sur le besoin de « moderniser ». Ces couples semblent renvoyer une image des fondements mêmes de l'organisation sociale brésilienne.

Il est vrai aussi que cette vision dualiste a été l'objet de vives critiques parmi les sciences sociales (Oliveira). Ces critiques ont eu le mérite de montrer que les deux termes de la dualité étaient complémentaires et qu'ils reflétaient les structures du pouvoir fondées sur l'appropriation exagérément inégale de la richesse. De cette manière, pour reprendre les exemples donnés, les cultures de subsistance fournissent une grande partie de la main d'œuvre saisonnière qui nourrit à bas prix les cultures commerciales. Aussi, les grandes cultures commerciales ont comme destination le marché extérieur, pendant que les cultures de subsistance approvisionnent le marché intérieur à partir des excédents, ce qui soumet ce marché aux variations de prix, de qualité et de stocks. Les deux types d'industrie, moderne et traditionnelle, peuvent aussi être vus selon le même schéma de complémentarité de marchés, de la mobilité de la main d'œuvre, de l'appropriation du surtravail et de l'association entre un secteur social moderne dominant et les oligarchies traditionnelles.

La dimension théorique fondamentale de ces critiques s'est appuyée sur le matérialisme historico-dialectique, et fréquemment les dualités ont été interprétées comme l'expression des luttes de classe, ou encore comme le produit d'une inégalité combinée. Le pionnier de ce genre d'analyse a été Caio Prado Jr. dans les années 1930. Pour lui, la forme historique du développement du capitalisme dans les pays périphériques repose sur l'association de différents modes de production au sein d'une même formation socio-économique. La coexistence d'un secteur moderne et d'un secteur arriéré, est expliquée comme étant le résultat de cette étonnante association. En d'autres termes dans la formation sociale brésilienne, « le présent, capitaliste industrialisé, cohabite avec plusieurs structures du passé » (Prado Jr). Le point de vue critique marxiste a été aussi repris par quelques géographes pour dénoncer le « fétichisme » de l'espace, car certaines régions étaient identifiées à tort comme centrales ou dominées, alors qu'il existe toujours à l'intérieur de ces régions des groupes sociaux qui profitent de l'inégalité, pour reproduire leurs pouvoirs et privilèges⁴.

Le remplacement d'une raison dualiste par une raison dialectique a eu pour effet la mise en œuvre d'une nouvelle logique dans l'interprétation des dualités de l'organisation sociale brésilienne. Du point de vue théorique, une conception intégratrice a remplacé une conception strictement dualiste. Néanmoins, si le fonctionnement du système a pu être revu, sa nature fondamentale demeure la même : d'un côté les possédants, de l'autre les dépossédés, d'un côté l'abondance, de l'autre la misère, d'un côté le développement, de l'autre le sous-développement, ou d'une manière plus générale, d'un côté le moderne, de l'autre le traditionnel. La critique marxiste utilise aussi le mot « développement », pour caractériser le progrès et la pénétration du capitalisme. De cette manière, même si la nature du développement peut être contestée, sa marche progressive est toujours prise comme une étape supérieure ou plus

développée par rapport à ce qu'il vient remplacer. Cela veut dire que, dans la nature eschatologique de la théorie marxiste, le contenu du développement est matière à discussion mais pas du tout son mouvement de transformation progressive. Ainsi, un des visages de la modernité est constitué de ce mouvement du développement du capitalisme, développement qui, selon la conception classique du matérialisme dialectique, a tendance à homogénéiser d'une manière duale l'espace et les positions relatives dans la société : d'un côté se placent les forces du progrès et de l'autre les classes dominantes, qui luttent pour la préservation de leurs privilèges.

L'actualité n'est plus à l'appel aux grands mouvements sociaux, mais l'identification entre le progrès et la modernité reste très forte. Dans le discours politique nous pouvons mesurer la force de ces arguments. La campagne présidentielle qui a mené Juscelino Kubitschek au pouvoir dans les années 1950 s'est nourrie de l'idée d'un grand saut en avant, le slogan principal étant « Faire avancer le Brésil de 50 ans en 5 ans », ce qui voulait très clairement signifier le rattrapage du temps perdu dans la modernisation du pays. Quelques années plus tard, pendant la période de dictature, les militaires eux aussi vont revendiquer cette même tâche de moderniser le Brésil. À l'aide de grands investissements en infrastructure, par l'accueil des nouvelles technologies et du développement, le visage du pays agro-exportateur devait définitivement changer et cette transformation le placer parmi les grandes puissances économiques modernes.

Cette politique a été qualifiée par la suite comme relevant d'une « modernisation conservatrice », en raison du maintien des structures sociales inégalitaires. Ainsi, même l'opposition au régime militaire reconnaissait, elle aussi, la valeur positive du label « moderne ». Finalement, la redémocratisation du pays a été témoin du renouvellement du discours de la modernité. Le premier président élu après la dictature, le Président Collor (1989), avait aussi fait de la modernité le mot clé de sa campagne. La jeunesse du personnage et les gadgets par lesquels il définissait son image étaient autant de symboles d'une nouvelle génération au pouvoir et surtout d'un nouvel ordre qui cherche à renverser les pouvoirs de l'habitude et les acteurs sociaux traditionalistes. Le gouvernement actuel, lui aussi va essayer de trouver une légitimité de ses actions en utilisant le discours du moderne. Les projets de réforme dans la Constitution sont donc présentés comme nécessaires à la modernisation de la vie politique, ainsi que tous les autres projets de réforme, du système de retraite, du budget, du judiciaire etc. De cette manière, que ce soit dans le discours de la dictature, libéral, socio-démocrate, de gauche ou de droite, l'association est toujours la même entre modernité et développement et elle se nourrit essentiellement du même refus du traditionnel. L'identité de ces couples change, mais les termes de la lutte restent les mêmes.

LE DISCOURS DE LA MODERNITÉ

Entre la fin du XVIII^e siècle et le début du XIX^e siècle, le concept de moderne suggérait une nouvelle façon de concevoir le rapport entre la contemporanéité et le passé. Lorsque les bases d'interprétation de ce rapport étaient revues, c'est-à-dire, lorsque l'histoire du progrès humain était l'objet d'une nouvelle conception, le nouvel ordre se caractérisait comme moderne par opposition à l'autre qu'il prétendait remplacer. Désormais, à partir de cette conception, le XII^e siècle de l'Empire Carolingien pouvait être défini comme moderne par rapport à l'époque mérovingienne tout comme la Renaissance par rapport au Moyen-Âge ou la Révolution française par rapport à l'Ancien Régime (Habermas, 1981). Au Brésil, la République se voulait moderne par rapport à la Monarchie, autant que la Révolution de 1930 et l'*Estado Novo* qui prétendaient d'ailleurs être plus modernes que cette même république qu'ils remplaçaient alors et qualifient de « Vieille République ». De même, le discours actuel de la modernité s'est-il nourri de l'opposition envers le régime antérieur : la *Nova República* s'autoproclamant « nouvelle » pour bien se distinguer de la dictature militaire, issue de la Révolution de 1964.

Ces quelques exemples nous montrent combien le discours de la modernité, pour être valable, a besoin d'identifier et de nommer un « nouveau » : celui-ci s'impose à travers des ruptures pour transformer les conceptions et les pratiques sociales en vigueur. En même temps, le « nouveau » a aussi besoin d'identifier une « tradition » à partir de laquelle il ira manifester son opposition, sa différence et sa supériorité. De cette manière, il nous est possible de présenter la modernité comme un discours, car il s'agit bel et bien d'une certaine façon de présenter la réalité, de la lire et l'interpréter et finalement de conférer des valeurs aux faits.

Un tel constat n'épuise pas toutefois la richesse sémantique du concept de moderne. Prenons l'exemple des rapports entre le modernisme et la modernité tels qu'ils ont été conçus au Brésil. Les mouvements « modernistes » sont souvent interprétés comme des manifestations majeures de l'idéologie de la modernité. L'association entre le moderne et le rationnel est très répandue et, selon cette conception, les mouvements modernistes cherchent à imposer un nouvel ordre fondé toujours sur le pouvoir de la raison. Au Brésil, le modernisme est fortement identifié à l'éclosion de la semaine de Arte Moderna de 1922. Dans ce mouvement très varié, un des aspects plus intéressants pour notre analyse est le refus total de l'ancienne esthétique, importée surtout de l'Europe. L'« anthropophagie » culturelle correspondait ainsi à une nouvelle détermination de traduire les influences externes selon les codes de la culture brésilienne et de cette proposition est né l'amalgame entre modernisme et nationalis-

me au Brésil. Il faut bien remarquer qu'au Brésil, comme dans le Mexique (et dans une moindre mesure dans d'autres pays latino-américains), la conception moderne s'est confondue avec le nationalisme, au contraire exactement des manifestations européennes, plutôt cosmopolites qui refusaient par le moderne les spécificités nationales ou régionales. Cette inversion est facilement expliquée si l'on se souvient qu'au Brésil, comme dans les autres pays de l'Amérique Latine, la « tradition » consistait à copier les modèles européens. Dans ce cas donc, la rupture a dû se produire par l'intermédiaire de la création d'un modèle autochtone, contraire à celui qui existait auparavant. Par cette spécificité, par exemple, le romantisme qui était à la base des nationalismes européens, a été aussi rejeté par les nationalistes (modernistes) brésiliens qui le considéraient comme une simple importation d'idées. Dans l'architecture, le modernisme s'est libéré d'un nationalisme explicite, car l'adoption d'un programme fonctionnaliste prévoyait justement l'adaptation des volumes et formes aux conditions locales. Le refus du style néoclassique, symbolisant la période impériale, ou de l'éclectique, symbolisant la vieille République, par le modernisme architectural a pu se faire donc suivant le discours de l'économie des formes, de l'utilitarisme et de l'esthétique épurée. Aujourd'hui, la modernité brésilienne semble s'être détaché du nationalisme. Au contraire, être moderne signifie plutôt participer à une communauté internationale, avoir le même confort, consommer les mêmes marchandises, s'aligner à l'ordre global.

Les différences entre modernité et modernisation sont plus connues. Ainsi, au Brésil, l'emploi du mot « modernisation » est très répandu. La « modernisation » dans le langage courant veut dire tout simplement « changement ». Ainsi, modernisation est un concept qui peut être utilisé dans n'importe quel contexte historique ou spatial. De cette manière, ce genre de discours, en faisant abstraction des conditions locales ou historiques précises, impose une lecture eschatologique de l'histoire et toutes les situations variées de changement sont rapprochées de la compréhension du débat posé par la modernité, présentée comme un champ de lutte entre le nouveau et le traditionnel, duquel doit sortir une nécessaire proposition de développement.

Nous avons présenté la modernité comme un genre discursif qui cherche à structurer la compréhension de la réalité en termes de dualité de positions. Ce faisant, les qualificatifs tendent à détacher l'analyse de la réalité prétendument observée, facilitant par là même les généralisations.

Au Brésil, ce débat de la modernité peut se présenter sur l'angle des régions, des classes sociales, des secteurs de l'économie, de la politique etc, toutefois, la solution apparaît toujours sous la forme du progrès ou du développement, considérés comme les seuls moyens capables de rompre une fois pour toutes avec cette double structure. En dépit des couleurs et des formes variées et spécifiques que le nouveau et le traditionnel peuvent revêtir, l'ordre des termes de

ce discours semble toujours organiser le raisonnement d'une même manière. Dans la lutte entre ces deux opposés, la solution est le progrès, le changement qui avance, qui rompt et qui promet une nouvelle ère de prospérité. La face cachée de ce discours est le fait que la progression renouvelle toujours d'autres dualismes, d'autres traditions, d'autres nouveautés.

Ce que nous voulons mettre en avant pour conclure est le détachement empirique de ce genre de rhétorique qui réapparaît continuellement dans le discours politique, économique sociale ou scientifique brésilien. Il ne s'agit pas de nier la structure déséquilibrée de l'organisation sociale brésilienne, au contraire. Toutefois, ces inégalités doivent se montrer dénuées de l'enveloppe qui revêt tout d'un même habit, moderne ou traditionnel, avancé ou arriéré, et qui par cette identification impose une solution magique au nom d'une prétendue modernité. Les bidonvilles, l'exode rural, les difficiles conditions de vie d'une grande partie de la population brésilienne ne peuvent plus être « expliqués » par une absence de modernité, héritages d'un passé qui résiste dans la contemporanéité. Ils sont, au contraire, les manifestations modernes des inégalités et de l'injustice sociale. Cette compréhension pourra peut-être changer l'aura du label « moderne » et son efficacité en tant que discours. Chemin faisant, il y aura peut-être la place pour une explication plus consistante et une action sociale plus précise dans le sens de véritablement changer certains problèmes qui ne persistent pas par traditionalisme mais précisément par leur actualisation. Tel un « Graal », la quête de la modernité a été une obsession et une promesse de bonheur dominant dans la pensée brésilienne au XX^e siècle. Il est peut-être temps de renoncer aux grands schémas discursifs et miraculeux.

Notes

- 1 Elle peut être exemplifiée par le rôle assigné à l'ambiguïté ou au « moyen terme », identifié, par exemple, par Roberto da Matta (1986).
- 2 Selon encore Ianni p.45, au Brésil « les sciences sociales naissent et se développent marquées par les défis de comprendre les conditions et les possibilités d'un Brésil moderne ».
- 3 Les exemples sont nombreux. Parmi les plus classiques on peut citer : Freyre (1998), Holanda (1974), Batisde (1991) et Lambert (1953).
- 4 Cela dit, maintes fois l'opposition entre les régions et les villes vont encore être utilisées pour qualifier « le problème national » : « si l'on accepte que le Brésil semble désarticulé, il n'y a pas de doute que ses deux pôles extrêmes sont le Nordeste et le Centre Sud » ou encore, « le XX^e siècle, symbolisé par la ville de Recife et le Centre Sud par São Paulo sont les extrémités du caléidoscope brésilien, fondamentales pour comprendre la question nationale ». Ianni p.172.

Bibliographie

- Bastide, Roger, 1991 (1^e ed. 1957), *Brésil terre des contrastes*, Paris, l'Harmattan.
- Cunha, Euclides da, 1902, *Os Sertões*, Rio de Janeiro, (35 éditions au Brésil). Traduction française, Hautes terres (la guerre de Canudos), Métailié, 1993.
- Freyre, Gilberto, 1988 (1^{ère} ed. 1933), *Maitres et esclaves*, Paris Gallimard.
- Gomes Paulo C. da Costa, 1996, *Geografia e modernidade*, Rio de Janeiro, Bertrand Brasil.
- Habermas Jurgen, 1981, « La modernité un projet inachevé » in *La Critique*, XXVII (413), p. 950-967.
- Holanda, Sergio Buarque de, 1974 (1^{ère} ed. 1936), *Racines du Brésil*, Paris, Gallimard.
- Ianni, Otavio, 1992, *Ideia de Brasil Moderno*. São Paulo, Brasiliense.
- Lambert, Jacques, 1953, *Le Brésil. Structure sociale et institutions politiques*, Lib. Armand. Colin., Traduit en portugais avec le titre « Les deux Brésils ». *Os dois Brasis*. Inep/Mec, 1959.
- Matta, Roberto da, 1986, *O que faz o Brasil, Brasil?* Rio de Janeiro, Rocco.
- Oliveira, Francisco, 1977, *Crítica da Razão Dualista*.
- Prado Jr, Caio, *A revolução brasileira*.

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ET MIGRATION DES TRAVAILLEURS MEXICAINS AUX ÉTATS-UNIS : UNE PERSPECTIVE REGIONALE.

JESUS ARROYO ALEJANDRE*

DANS CET ARTICLE, nous explorons les principales relations entre le processus d'intégration des économies mexicaine et nord-américaine et la migration de travailleurs mexicains aux États-Unis depuis une sous-région (composée de 4 villes moyennes de près de 100 000 habitants de l'État du Jalisco : San Juan de los Lagos, Lagos de Moreno, Ciudad Guzman et Tepatitlan) qui participe traditionnellement aux flux migratoires internationaux. Les données que nous utilisons dans cet article proviennent d'une enquête réalisée en 1993 sur un échantillon représentatif de 3 328 migrants aux États-Unis, parmi lesquels 1 523 s'étaient réinstallés définitivement sur leur lieu d'origine.

Dans la littérature récente, la majorité des études sur la migration considère le pays dans son ensemble : les auteurs utilisent des informations sur le commerce extérieur, les investissements étrangers directs et d'autres variables pour évaluer le degré d'intégration des économies des deux pays, et analysent comment l'intégration affecte les flux migratoires.

* Professeur-chercheur, Instituto de Estudios Económicos y Regionales (Ineser) du Centre universitaire de sciences économiques et administratives de l'université de Guadalajara, Mexique. L'auteur remercie la collaboration d'Edgar Olmos Santamaria, chercheur associé du même institut, de même que le CREDAL-IHEAL et la Fondation William et Flora Hewlett pour leur appui financier à un projet plus ample dont cet article est un résultat partiel.

Cette perspective globale suppose qu'il existe une certaine homogénéité des sous-régions mexicaines, d'où partent les travailleurs vers le pays voisin. En réalité, il existe au Mexique une grande diversité de sous-régions avec différents degrés d'intégration à l'économie du pays et à l'économie internationale, particulièrement celle des États-Unis. Leurs structures économiques sont également distinctes, du fait que quelques unes (zones rurales ou semi rurales) sont orientées vers le secteur primaire et les services essentiels, avec des populations ayant des niveaux comparativement faibles de développement socio-économique. À l'opposé, il existe des régions urbanisées, industrialisées, ayant un degré élevé d'intégration à l'économie nord-américaine. De même, l'émigration vers les États-Unis qui provient de ces régions varie en volume, dans les caractéristiques des migrants, les modes d'incorporation de ceux-ci aux marchés du travail, et les traditions migratoires, etc., bien qu'elles partagent toutes les mêmes causes générales de l'émigration : l'absence d'emplois et l'insuffisance des niveaux de rémunération.

En général, la diversité des niveaux socioéconomiques comparatifs entre ces diverses sous-régions est d'une grande importance. Ceci explique que les études qui sont réalisées au niveau national produisent des généralités imprécises qui peuvent désorienter les politiques publiques en matière d'intégration et de migration.

Tableau :
Panama Démographie et économique à l'Amérique du Nord 1996

	Canada	Mexique	États-Unis
Population (millions)	29,680	92,718	269,444
Taux de croissance annuel (%)	1,18	1,97	0,87
Migration nette (% du taux de croissance)	58,0	-440	353
PIB/hab. (prix et type de change en dollars 1990)	20 679	2990	23377
Prix à la consommation (1990-1995 %)	1,5	344	29
Com merce extérieur (1995)			
Importations (prix et change 1990)	211067	77 007	966 677
Exportations (prix et change 1990)	224031	93 362	389 773
Com merce extérieur (% du PIB)	73,1	588	241
Formation de capital fixe brut (% du PIB)	21,4	146	176
Rapport emploi/population (%)	461	36,8	47,0
Coût du travail (coût de compensation en % du PIB, 1995)	549	31,1	60,2
Salaires minimum horaire (dollars 1997)	4,65	0,38	5,15

Sources : Paracini et Thoreau (1998)

L'étude de ce thème revêt un grand intérêt si l'on considère avec Alba et Garson (1998 : 9), qu'en 1950, les travailleurs mexicains représentaient 0,5 % de la force de travail aux États-Unis et 4 % en 1990. Dans certaines régions ces pourcentages sont naturellement beaucoup plus élevés. Par ailleurs, la signature du traité de libre commerce en 1993 entre les États-Unis, le Canada et le Mexique, vise à intégrer progressivement des économies fortement asymétriques. Paracini et Thoreau (1998) analysent ces asymétries, dont le tableau suivant nous donne un aperçu.

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ET MIGRATIONS

On s'attend à ce que le Traité de Libre Commerce (TLC) accélère l'intégration économique à travers la croissance des échanges commerciaux et les investissements directs entre les États membres. Pour obtenir ces résultats, il est nécessaire que le Mexique poursuive les réformes structurelles de son économie qui visent à accroître la productivité et la compétitivité pour obtenir des avantages dans le commerce extérieur et sur le marché américain. Si ces objectifs sont atteints, on peut espérer une convergence entre les trois pays sur le plan de la croissance de l'emploi et des revenus réels, ce qui réduirait l'attraction de l'émigration. Massey (1998 : 17), pense que la création d'un marché nord-américain intensifiera l'émigration mexicaine, car la croissance des échanges commerciaux et des infrastructures des transports et communications facilitera la circulation des personnes entre les pays et densifiera les réseaux de parenté et d'amitié existant à travers le commerce, le tourisme et l'éducation. Il conclut en termes généraux, que le développement stimule la migration internationale entre pays en voie de développement et pays développés. Il ne la réduit pas, mais bien plus, il permet sa croissance à travers deux processus entrelacés, l'un qui agit au niveau des individus, l'autre qui opère à travers les réseaux sociaux dans lesquels s'insèrent les individus. En conclusion, Massey souligne que la politique des États-Unis doit viser à obtenir les meilleurs résultats du TLC pour chacun des trois pays, et non à tenter d'enrayer les flux migratoires. Néanmoins, cet auteur pense qu'à long terme le TLC sera bénéfique pour le Mexique et réduira les flux migratoires.

On retrouve la même démonstration dans un autre texte publié il y a une dizaine d'années (Massey, 1988), qui coïncidait avec les conclusions d'autres auteurs, certains d'entre eux publiés dans les années soixante et révisés par Rhoda (1979). À cette époque effectivement, on observait que, dans de nombreux pays émergents, le développement des zones rurales stimulait l'émigration vers les zones métropolitaines. Durant ces décennies, ces pays expérimentaient une croissance économique basée sur la substitution d'importations,

la protection commerciale du marché interne et la concentration de l'appareil industriel dans les métropoles. Trente ans de croissance économique et l'accès à un certain niveau de développement ont réduit la pertinence de ce modèle. Dans le cas du Mexique, on observe actuellement plusieurs « systèmes migratoires » internes : les flux prédominants sont représentés par les flux urbain-urbain et non plus par les mouvements rural-métropole, tandis que s'accroissent les flux métropole-ville moyenne et urbain-semiurbain, etc.

Dans tous les cas, on peut démontrer que les sous-régions qui se développent attirent de la population dans leurs zones urbaines, semi-urbaines et même rurales. Il semble que le même phénomène soit observé dans d'autres pays en développement. Par ailleurs, la stratégie économique actuelle est distincte : la croissance économique et le développement sont basés sur l'industrie d'exportation, la croissance de la productivité et la compétitivité, l'ouverture commerciale et la libération des prix pour accroître la concurrence interne. On observe également une plus grande intégration régionale à travers les communications et les transports, qui permettent une diffusion régionale plus importante de l'information concernant les opportunités d'emploi et les niveaux de salaire. Dans le cas de la migration interne au Mexique, le développement des sous-régions leur permet donc non seulement de retenir leur propre population, mais d'attirer des populations d'autres lieux. Le nouveau modèle économique s'accompagne d'une restructuration industrielle régionale qui accélère la convergence en matière d'emplois et de revenus.

Ainsi que nous l'écrivions dans un travail précédent : «... actuellement, la tendance à l'internationalisation des économies nationales et sous-régionales, qui implique la nécessité d'augmenter la productivité agricole et industrielle pour faire face à la concurrence mondiale et profiter des opportunités du commerce international, conduit à penser les problématiques de recherche sur les migrations et le développement régional d'une manière opposée à celles présentées implicitement par Rhoda et d'autres auteurs de l'époque de l'économie de substitution des importations et de production pour le marché interne : comment stimuler l'émigration des zones rurales à forte pression démographique et à économies d'autosubsistance ? Quels modèles de développement régional seraient les mieux adaptés pour orienter les flux migratoires de ces régions vers des zones urbaines de telle sorte que la productivité augmente dans les régions d'origine comme dans celle de destination ? Dans ce contexte, et dans le cas de la migration vers les États-Unis, cela établit la nécessité de réaliser des analyses sous-régionales pour définir les modèles de développement susceptibles de retenir la main-d'œuvre potentiellement migrante, et orienter ces flux vers des villes nationales et sous-régionales » (Arroyo et al., 1991 : 61-62).

Alba y Garson (1998) ont réalisé une étude comparative sur quelques pays européens. Ils considèrent que le niveau d'intégration a un impact sur le développement économique, l'emploi et la migration. Le premier niveau d'intégration formel est représenté par les accords de libre commerce sans liberté de mouvement des facteurs (par exemple le TLC et les accords de l'Union européenne avec les pays méditerranéens). Le second niveau correspond à des pays qui ont des accords de transferts financiers vers les nouveaux membres mais maintiennent des barrières en ce qui concerne la mobilité de la main-d'œuvre (par exemple l'entrée de nouveaux pays dans l'Union européenne). Le troisième niveau consiste en une intégration économique et monétaire, qui inclut la libre mobilité des facteurs.

Ces auteurs montrent qu'avec un niveau d'intégration plus élevé, on peut enregistrer une convergence de l'emploi et des salaires entre les pays membres, ce qui réduit l'émigration du pays le plus pauvre vers le pays le plus développé. En utilisant un indicateur d'intensité du commerce entre la France et l'Espagne, les auteurs concluent qu'en effet, l'intégration progressive des deux pays stimulant l'investissement étranger direct a un effet positif sur la croissance de l'emploi, dynamise les activités d'exportation, et réduit l'émigration espagnole vers la France (graphique n° 1). Ils observent les mêmes phénomènes dans le cas du Portugal et de la Grèce, qui de pays d'émigration comme l'Espagne, sont devenus parfois des pays d'immigration.

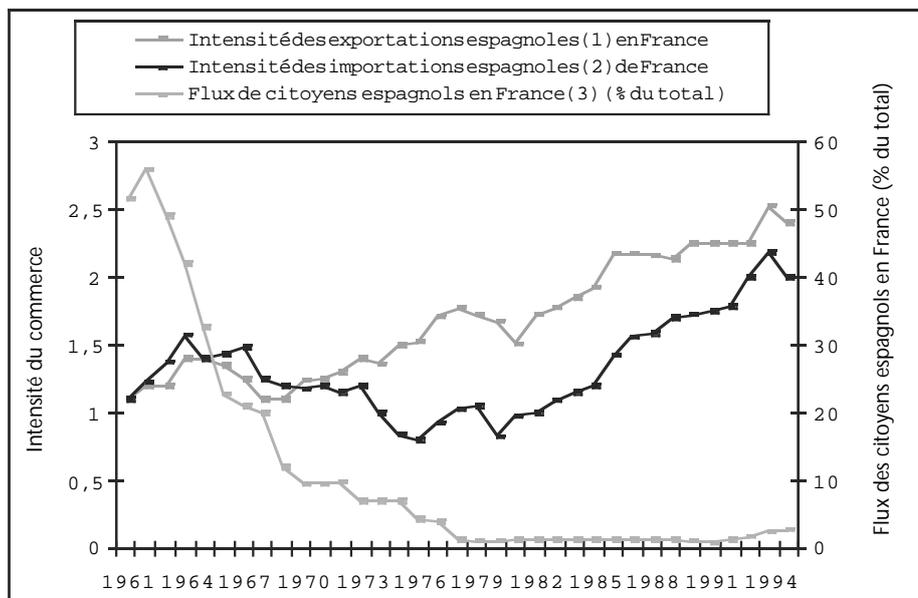
Alba et Garson ont également étudié avec la même méthodologie l'émigration de la Pologne vers l'Allemagne et celle du Mexique vers les États-Unis. Ils constatent que malgré l'augmentation des échanges commerciaux entre la Pologne et l'Allemagne depuis la période 1980-84, l'émigration polonaise augmente jusqu'en 1990, et s'est fortement réduite durant la période 1990-95 (graphique n° 2). Dans le cas du Mexique et des États-Unis, leurs échanges commerciaux se sont accrus surtout à partir du TLC. Avant son entrée en vigueur, les flux migratoires mexicains furent à peu près stables de 1980 à 1988, avant d'augmenter sensiblement durant la période 1988-1992, conséquence en partie de l'amnistie accordée aux migrants clandestins à travers la loi de réforme du contrôle de l'immigration (IRCA). Cette évolution est due, selon Alba et Garson (1998 : 10), aux effets d'une nouvelle structure politique démocratique, d'investissements étrangers massifs mais qui ont été insuffisants pour inverser les flux migratoires mexicains vers les États-Unis (graphique n° 3).

Par ailleurs Marichal (1998 : 9), sur la base d'une analyse historique, établit que la mise en œuvre du libre commerce en Europe durant les années soixante n'a pas réduit l'émigration vers les pays les plus développés, mais au contraire la stimula. Le retournement de tendance s'observe vers la fin des années 1970, avec les mouvements de retour en Espagne, en Italie et au Portugal, quand s'accroissaient les investissements et la demande de main-d'œuvre dans

ces pays, et que se développaient les systèmes de sécurité sociale. Il conclut que cette expérience est importante pour une analyse des politiques dans le cas de l'Amérique du Nord.

Il est clair que le cas du Mexique diffère sensiblement de celui des pays européens, particulièrement en ce qui concerne la structure par âges de la population, son taux de croissance et sa distribution territoriale. Le Mexique requiert une croissance économique de l'ordre de 5 % pour pouvoir incorporer près de 1 200 000 nouveaux travailleurs chaque année, en tenant compte des taux d'activité féminins qui continueront à croître dans le futur. Par ailleurs, la distribution du revenu au Mexique est nettement plus inéquitable que dans les pays européens, de même que l'accès à l'éducation, à la santé, etc. L'ensemble

GRAPHIQUE 1 : FRANCE ET ESPAGNE : INTENSITÉ DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET FLUX MIGRATOIRES, 1961-1995



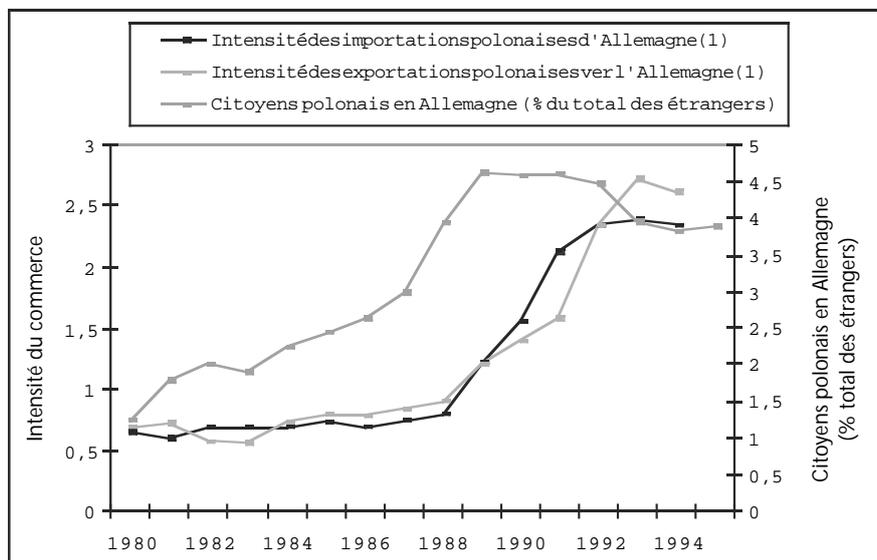
(1) Pour les exportations (X) de i vers j, l'indicateur correspond à : $(X_{ij}/X_i) / (M_j/M..)$.

(2) Pour les importations (M) de i provenant de j, l'indicateur correspond à : $(M_{ij}/M_i) / (X_j/X..)$. L'indicateur vaut 1 quand les flux commerciaux bilatéraux sont proportionnels à la place occupée par les 2 partenaires dans les classements commerciaux mondiaux. Un indicateur égal à 2 signifie que les flux commerciaux sont 2 fois supérieurs au volume prévu compte tenu des poids relatifs des partenaires dans le commerce mondial. La part de la France dans le commerce international est calculée à partir de la base de données du commerce extérieur des pays membres de l'OCDE. Cela tendrait à sous-estimer l'intensité relative des indicateurs.

(3) Les flux de travailleurs espagnols permanents sont en pourcentage du total des flux.

Source : Alba y Garson, 1998.

GRAPHIQUE 2 : INTENSITÉ RELATIVE DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET FLUX MIGRATOIRES (1980-1995)

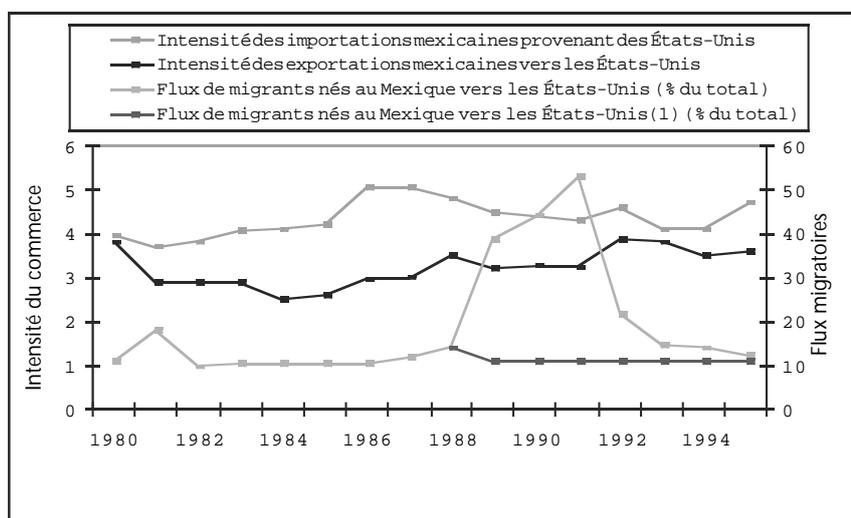


Note : Voir les notes 1 et 2 du graphique 1 pour les définitions de l'intensité relative des indicateurs.
 (1) Les données du commerce extérieur bilatéral et des importations et exportations allemandes sont issues de la base de données CHELEM. (CEPII). Les importations et exportations de la Pologne sont issues de l'International Financial Statistics Yearbook, IMF, 1996. La part de l'Allemagne dans le commerce mondial est calculée à partir de la base de données du commerce extérieur des pays membres de l'OCDE. Cela tendrait à sous-estimer l'intensité relative des indicateurs.
 Source : Alba y Garson, 1998.

de ces facteurs explique que le Mexique offre une grande quantité de main-d'œuvre peu qualifiée sur des marchés qui demandent des travailleurs hautement qualifiés pour les employer dans le secteur exportateur manufacturier. Cette discordance sur le marché du travail représente un obstacle à la croissance économique dans la stratégie d'ouverture et de libéralisation des marchés pour obtenir une plus grande productivité et compétitivité.

De ce qui précède, nous pouvons établir que le problème consiste à déterminer en quelles circonstances et en combien de temps le Mexique pourra retenir la partie de sa main-d'œuvre qui émigre actuellement aux États-Unis. Comparant les situations espagnole et mexicaine, on peut supposer que le Mexique doit œuvrer pour attirer suffisamment d'investissements étrangers et accroître son commerce extérieur. Il doit également réaliser rapidement une réforme politique et transformer de nombreuses institutions dans le domaine du développement des ressources humaines, de la formation et de la productivité.

GRAPHIQUE 3 : ÉTATS-UNIS ET MEXIQUE : INTENSITÉ RELATIVE DU COMMERCE EXTÉRIEUR
ET FLUX MIGRATOIRES (1980-1995)



* Modifications dans les séries : avant 1990, les données du commerce extérieur sont issues de la base de données CHELEM (CEPII), à partir de 1990, elles sont issues de la base de données du commerce extérieur de l'OCDE.

Note : Voir les notes 1 et 2 du graphique 1 pour les définitions de l'intensité relative des indicateurs.

(1) Ces données se réfèrent à l'année fiscale (octobre à septembre de l'année considérée). La projection basse des flux concerne la proportion des individus nés au Mexique, en excluant les personnes qui ont bénéficié du programme de régularisation de l'IRCA. De 1988 à 1996, environ 2,7 millions d'individus ont bénéficié de ce programme (dont 1,1 million durant l'année fiscale 1991).

Source : Alba y Garson, 1998.

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE SOUS-RÉGIONALE ET MIGRATIONS

La principale forme d'intégration des villes que nous étudions avec l'économie des États-Unis s'exerce surtout à travers le commerce que réalise l'État de Jalisco avec ce pays, auquel il destine 80% de ses exportations, pourcentage qu'assurent certainement les économies urbaines de l'État. L'autre facette de son intégration économique est constituée par l'émigration qui se traduit par des transferts monétaires qui ont un impact positif sur les économies locales. Il est important de signaler que le volume des flux migratoires de ces zones, leur persistance durant plus d'un siècle et l'impact économique de la migration de

retour, permettent des analyses dont les résultats peuvent être généralisés à de nombreuses régions du Mexique. En ce qui concerne l'impact économique, il ne s'agit pas seulement de l'épargne transférée des États-Unis qui s'investit dans des activités productives, mais également des aptitudes et attitudes acquises dans le pays voisin.

Dans le cas de l'intégration commerciale, on peut poser une hypothèse similaire, à ceci près qu'au niveau local les activités exportatrices ont normalement des impacts multiplicateurs plus intenses dans ces économies. La croissance de l'activité exportatrice crée des emplois dans les branches internationalisées, qui s'étendent à d'autres branches selon le degré d'intégration des économies locales. Dans les villes moyennes (de 100 000 à 500 000 habitants), en général l'activité exportatrice s'accroît dans de petites et moyennes entreprises manufacturières et agro-industrielles qui y développent d'importantes chaînes productives. En conséquence, la croissance de l'activité exportatrice réduirait sensiblement l'émigration de ces villes et de leurs zones immédiates d'influence socioéconomique.

Pour vérifier cette hypothèse, nous avons mis en relation, par un modèle de régression multiple, les premières migrations durant les années 1981-1992 (variable dépendante) avec le rapport des salaires minimums entre le Mexique et les États-Unis (RESAL, déphasé d'un an), avec les exportations de l'État de Jalisco (XJAL, également déphasées d'un an), comme variable proxy des exportations de ces villes¹, et avec l'emploi dans les branches industrielles internationalisées, c'est à dire celles qui selon nous réalisent les principales exportations de ces villes. Toutes ces variables sont décalées d'un an, car nous supposons que l'émigration réagit avec un certain retard (que nous fixons arbitrairement ici à un an) à l'évolution de ces variables.

Les résultats de ce modèle sont présentés dans le tableau n° 2². Le modèle est statistiquement significatif, ce qui signifie qu'il existe une certaine relation entre la migration et les variables considérées, parmi lesquelles la plus importante est celle du rapport des salaires minimums entre le Mexique et les États-Unis, qui a un signe positif. En d'autres termes, plus le rapport des salaires s'élève, plus s'accroît l'émigration et vice versa.

On observe la même chose avec les exportations, bien que son influence sur l'émigration apparaisse moins forte que celle des rapports salariaux. L'emploi dans les branches internationalisées est lié statistiquement de manière significative, bien que son influence soit faible comme déterminant de la migration. Son signe négatif est un résultat intéressant qui nous indique que la croissance de l'emploi dans ces branches réduit l'émigration et vice-versa. Il faut cependant tenir compte que ces observations ne prennent pas en compte les effets du TLC, ni l'intensification des échanges commerciaux à partir de 1993, mais les politiques d'ouverture qui ont opéré depuis le milieu des années 1980.

TABLEAU 2 : COEFFICIENTS DE RÉGRESSION POUR L'ÉMIGRATION
DE QUATRE VILLES DU JALISCO VERS LES ÉTATS-UNIS

Variables	Coefficient B	Valeur de la statistique t
Resal (-1)	16,983053	2,751899
Xjal (-1)	0,2831959	3,1110251
Povi (-1)	-0,0683246	-2,5819351
Constante	209,5366	2,360879
R carré	0,821086	
R carré	0,744408	
Durbin-Watson	2,021931	
Statistique F	10,78829	
N	11	

$p \leq 0.05$

RESAL (-1) : rapport des salaires minimums entre le Jalisco et les États-Unis (décalé d'un an)

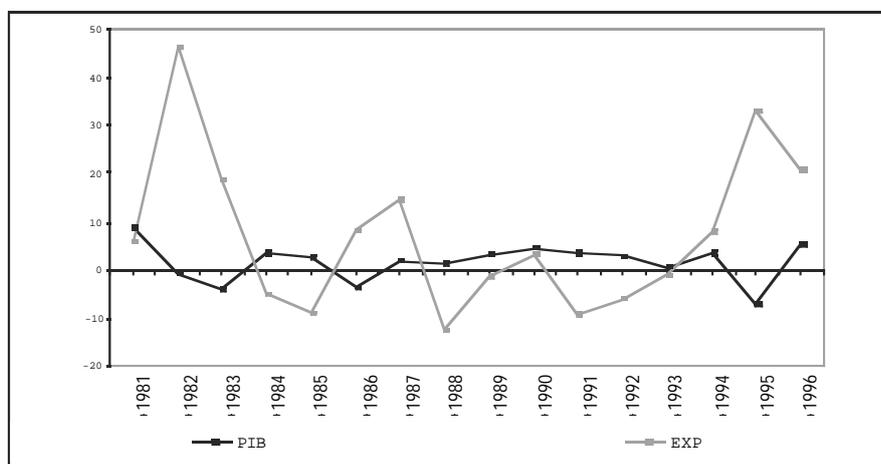
XJAL (-1) : exportations du Jalisco (décalées d'un an)

POVI (-1) : population occupée dans les branches les plus internationalisées du Jalisco (décalée d'un an : aliments, tabac, boissons, textiles, vêtements, chimie, plastique, machines et équipements, métaux, minéraux non métalliques).

Il faut souligner, selon les données de l'échantillon, la valeur de la constante du modèle de régression (209 primo-migrants annuels), qui s'interprète comme le nombre d'individus qui migreraient bien que les variables indépendantes soient nulles. Il s'agit du flux inertiel qui dépend plus des réseaux de parenté et d'amitié aux États-Unis et d'une migration traditionnelle composée d'individus ayant la double nationalité ou de Nord-Américains d'origine mexicaine qui résident habituellement dans ces villes. Il peut donc s'agir de la population « binationale » qui est peu étudiée, et qui peut atteindre un volume significatif dans certaines régions de l'Occident mexicain. Ces personnes vivent et travaillent alternativement au Mexique et aux États-Unis.

Le signe positif des exportations et du rapport salarial est influencé par l'effet de la sous-évaluation du peso par rapport au dollar, qui est la cause principale de l'augmentation des exportations, et qui rend en même temps les salaires nord-américains beaucoup plus attractifs. La croissance des exportations se produit durant les périodes de sous-évaluation du peso par rapport au dollar, tandis que le rythme de croissance économique se réduit. Durant les périodes d'ajustement de l'économie en effet, la dévaluation du peso produit de l'inflation et de la récession, et favorise la croissance du secteur exportateur devenu plus compétitif.

GRAPHIQUE N° 4 : TAUX DE CROISSANCE DU PIB ET DES EXPORTATIONS DU MEXIQUE



Source : Calculs propres à partir des données de la Banque du Mexique.

La sous-évaluation du peso rend plus attractif le salaire minimum relatif nord-américain, ce qui stimule l'émigration comme on peut le constater dans le graphique n° 5. Ces graphiques nous permettent de constater que durant les périodes de sous-évaluation du peso, l'émigration augmente presque au même rythme que ceux du rapport salarial et des exportations. En d'autres termes, le type de change est déterminant dans la croissance économique du pays et des sous-régions, ainsi que dans l'évolution du volume des flux migratoires vers les États-Unis. Jusqu'en 1993, on n'observe pas de changements structurels ayant modifié la productivité et la compétitivité de façon à limiter l'influence du type de change sur la croissance des exportations. En l'absence de cette restructuration, le pays comme l'État de Jalisco ont néanmoins accru leur activité exportatrice³. Nous ne savons pas encore jusqu'à quel point les changements structurels de ces dernières années permettent de maintenir la croissance du secteur exportateur en réduisant sa dépendance du type de change. Dans cette perspective, nous trouverions sûrement dans ce modèle une relation négative entre émigration et croissance du secteur exportateur. Dans ces circonstances, les sous-régions les mieux intégrées à l'économie internationale, surtout à celles des États-Unis et du Canada, devraient retenir leurs populations potentiellement migrantes, grâce à la croissance de l'emploi local et à la stabilisation du type de change.

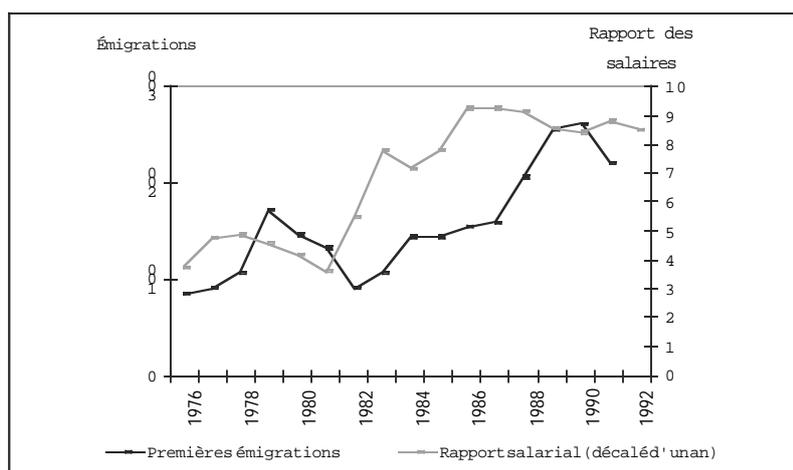
Sans méconnaître les limitations de cette analyse, particulièrement en ce qui concerne l'utilisation des exportations du Jalisco vers les États-Unis comme

proxi des exportations des villes étudiées, ce modèle indique qu'au niveau sous-régional la situation est différente qu'au niveau national, ce qui permet d'observer que le long terme auquel se réfère Massey (1988) pour que l'intégration et le développement puissent retenir les migrants potentiels, dépend de la vitesse à laquelle les sous-régions développent leur secteur exportateur, de l'intégration de celui-ci aux branches économiques locales et de la stabilité du type de change. Il faut également reconnaître l'importance des branches économiques orientées vers le marché interne, qui doivent également se restructurer pour augmenter leur productivité et leur compétitivité afin d'affronter les importations provenant des associés commerciaux du Mexique.

LES IMPACTS DES TRANSFERTS MONÉTAIRES ET DE LA MIGRATION DE RETOUR SUR LES LIEUX D'ORIGINE

Analysant les données de l'enquête nationale sur la dynamique démographique (Enadid) 1987-1992⁴, Verduzco et Unger (1998) considèrent que 16,9% des communes mexicaines avaient des migrants aux États-Unis, qui représentaient de 7 à 24,9% de leurs populations économiquement actives. Dans le cas de l'Occident du pays, région traditionnelle d'émigration, 59% des communes avaient cette caractéristique (dans les régions nord et frontalière du

GRAPHIQUE N° 5 : MIGRATIONS DE QUATRE VILLES DU JALISCO VERS LES ÉTATS-UNIS ET RAPPORT DES SALAIRES MINIMUMS ENTRE LE JALISCO ET LES ÉTATS-UNIS, 1976-1993



Source : Enquête migrations aux États-Unis, Ineser-Université de Guadalajara/Orstom, 1993.

pays, ces pourcentages s'élèvent respectivement à 28, % et 26,7 %). Ceci nous montre l'importance de la migration internationale, et les disparités existantes entre les différentes régions.

Parmi les résultats de l'enquête menée en 1993 dans 4 villes de l'État de Jalisco, on remarque trois faits majeurs :

- de plus en plus de migrants qui travaillaient dans l'agriculture avant de migrer aux États-Unis, se réinsèrent à leur retour principalement dans les services et le commerce, la construction et l'industrie manufacturière.

- Le cycle migratoire se traduit pour nombre de migrants par une transformation de leur statut, de salariés avant la migration à travailleurs indépendants ou chefs d'entreprise à leur retour. Papail (1996) montre que c'était le cas de 34,3% des migrants de la période 1975-84, mais seulement de 23 % parmi ceux de la période 1990-93. Cette difficulté croissante à la transformation des statuts est sans doute due aux conditions de concurrence interne et externe auxquelles sont confrontées les nouvelles petites entreprises que créent les migrants, ainsi qu'à un apport insuffisant en capital nécessaire à leur création.

- Les migrants de retour ont acquis différentes aptitudes et attitudes aux États-Unis, qui les incitent à s'auto-employer. Ces acquis favorisent d'une certaine manière leur processus de réinsertion professionnelle, et ont un impact positif sur leur lieu d'origine. Peu d'études s'intéressent à cet aspect relativement important de l'impact de la migration de retour. Les ex-migrants sont généralement compétitifs dans toutes les branches dans lesquelles ils se réincorporent, car ils font partie d'une sous-population auto-sélectionnée par le processus migratoire.

En ce qui concerne les transferts monétaires des migrants, *Massey et al.* (1996) considèrent que, même s'ils sont utilisés uniquement pour la consommation, ils ont un effet multiplicateur sur la production aussi bien au niveau national, que dans les régions d'origine des migrants. La majeure partie de ces transferts (près de 90 %) est utilisée pour l'entretien des familles de migrants, et environ 10 % sont affectés à des investissements productifs. Ces auteurs estiment (de façon conservatrice) que le montant de ces transferts s'élevait à 2 milliards de dollars en 1994. En utilisant une matrice de comptabilité sociale, ils arrivent au résultat suivant : chaque dollar transféré produirait 2,9 dollars supplémentaires dans le PIB, ce qui représenterait près de 6 milliards de dollars en 1994, soit environ 3 % du PIB mexicain. Ils estiment des multiplicateurs au niveau des sous-régions qui dépendent du degré de leur diversification économique. Dans l'État du Jalisco, on peut supposer que, compte tenu du poids économique de la Zone métropolitaine de Guadalajara (capitale de l'État) et de son haut degré de diversification, les effets multiplicateurs des transferts utilisés dans de nombreuses micro-régions de l'Occident sont plus importants dans la métropole régionale. Nous pouvons estimer les transferts actuels (1995-

1996) à environ 4 milliards de dollars par an, selon Corona (1996, cité par Unger, 1998) et la Banque du Mexique.

Il existe également des effets multiplicateurs dans l'économie nord-américaine par les dépenses effectuées par les migrants. Suivant la démonstration de *Massey et al.* (1996), et tenant compte du fait que la majorité des auteurs considèrent que les migrants mexicains dépensent environ 60 % de leurs revenus en biens et services aux États-Unis, on peut estimer que près de 3 milliards de dollars auraient des effets multiplicateurs dans l'économie nord-américaine si on suppose, de manière réaliste, que la majorité des employeurs paieraient des salaires nettement plus élevés à leurs compatriotes pour réaliser les mêmes tâches que les migrants mexicains. L'excédent peut être considéré comme un investissement additionnel des employeurs nord-américains, ce qui nous conduit à considérer que les effets multiplicateurs directs et indirects peuvent être supérieurs aux États-Unis qu'au Mexique.

Dans le cas de l'État du Jalisco, nous estimons les transferts monétaires des travailleurs jaliscienses par l'enquête sur la migration à la frontière nord du Mexique en 1993-94 (COLEF, 1997). Durant les années 1993-94, 47 337 Jaliscienses ont déclaré avoir migré aux États-Unis pour des motifs de travail. Si on adopte l'hypothèse que le « stock » de migrants aux États-Unis représente au moins le double du volume de ces flux, nous aurions près de 100 000 travailleurs migrants opérant des transferts monétaires durant 1994. En considérant, à partir de nombreux travaux de terrain, que le montant moyen mensuel de ces transferts est de l'ordre de 300 dollars par migrant, on estime que ce sont environ 340 millions de dollars qui sont transférés annuellement des États-Unis vers le Jalisco, soit l'équivalent des exportations de l'État cette même année⁵

Selon Papail (1996), dans le cas des villes étudiées, les migrants revenus en 1990-1993 utilisèrent 16 % de leur épargne en investissements, contre 20 % parmi les migrants rentrés entre 1985 et 1989. Cette différence provient de la phase de sous-évaluation du peso durant cette dernière période, qui permit une modification de la structure de l'emploi de ces ressources dans les ménages de migrants, au bénéfice des investissements productifs. Par ailleurs, l'auteur estime que près de 10 % des ex-migrants non salariés employèrent de la main-d'œuvre dans des micro-entreprises (85 % d'entre elles fonctionnaient avec un ou deux employés). Il estime donc l'emploi créé par les ex-migrants à environ 3 % de la population active de ces villes.

Nous ne pouvons affirmer que l'intégration ou le développement économique accroît le volume de l'émigration à court terme, d'autant plus qu'il conviendrait

ici de définir cette durée. Nous pensons que les différentes sous-régions du pays se situent dans différents niveaux d'intégration et de développement économique, et ont naturellement des structures productives distinctes. Il est possible de démontrer que le Mexique pourrait retenir une partie de ses migrants internationaux, s'il pouvait attirer plus d'investissements étrangers et des fonds compensatoires pour le développement de sous-régions comparativement plus pauvres, comme ceux que l'Union européenne canalise vers les pays membres moins avancés, pour y accélérer la croissance économique, favorisant ainsi l'emploi régional et les mouvements internes de population vers les aires urbaines ou semi-urbaines de plus grande productivité.

Les aptitudes et attitudes acquises par les migrants lors de leurs cycles migratoires sont peut-être plus importantes pour l'économie des lieux où ils se réintègrent que les transferts monétaires qu'ils réalisent, bien que l'on ne puisse sous-estimer les effets multiplicateurs dans les économies locales, qui favorisent surtout les zones urbaines à économies diversifiées qui centralisent les fonctions socio-économiques. Il conviendrait d'étudier de manière plus approfondie ces différents aspects de l'impact de la migration de retour sur les lieux d'origine.

Notes

1 Il n'existe pas d'information disponible sur les exportations au niveau des villes.

2 La matrice des covariances des variables utilisées dans le modèle est la suivante :

C, C	7877.206	C, RESAL (-1)	-219.5330
C, XJAL (-1)	4.873782	C, POVI (-1)	-2.082531
RESAL (-1), RESAL (-1)	38.08611	RESAL (-1), XJAL (-1)	-0.250981
RESAL (-1), POVI (-1)	-0.002934	XJAL (-1), XJAL (-1)	0.008286
XJAL (-1), POVI (-1)	-0.001436	POVI (-1), POVI (-1)	0.000700

3 Mateo (1998 : 11) mentionne que de 1993 à 1996, le nombre d'entreprises exportatrices au Mexique a augmenté de 21 447 à 31 860, parmi lesquelles un certain nombre sont de petites et moyennes entreprises. Il souligne cependant qu'il existe une forte croissance des échanges internes des multinationales nord-américaines. D'un autre côté, Weintraub (1998 : 8) observe que les exportations du Mexique vers ses associés du TLC représentent 25 à 30% de son PIB, ce qui dénote la forte intégration du Mexique à l'ensemble nord-américain.

4 Enadid, 1987-1992

5 Torres (1997), tableau 12 élaboré à partir de données de la SECOFI (Secretaria de Comercio y Fomento Industrial)

Bibliographie

Alba, Francisco et Garson Jean-Pierre, 1998, « the issue of convergence of migration policies in free areas with the process of economic integration ». Seminar on migration, free trade and regional integration in North America, Mexico City, OECD, January.

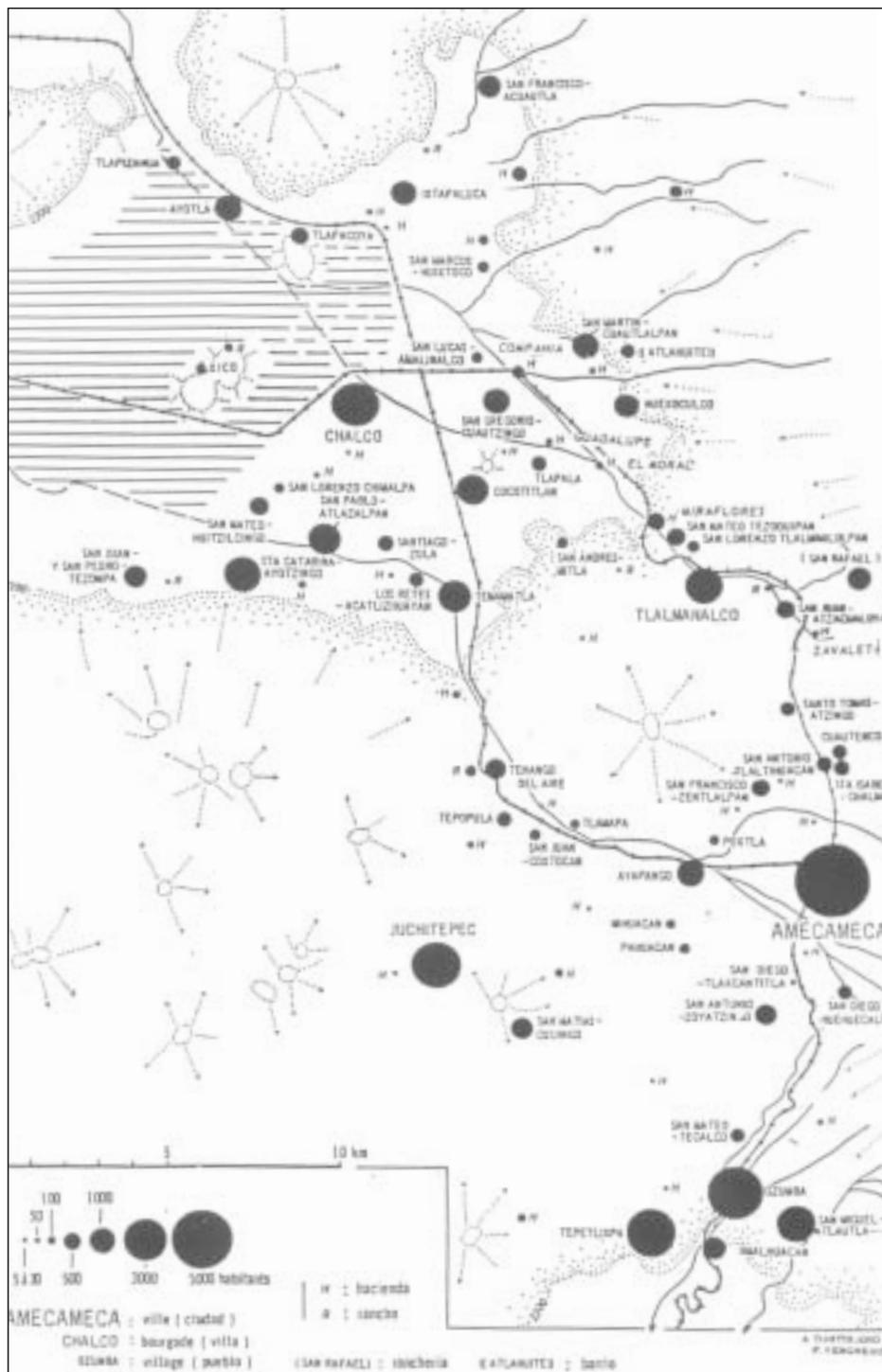
- Arroyo Alejandro, Jesus et Papail, Jean, 1999, *L'émigration mexicaine aux États-Unis : la migration d'origine urbaine et le développement régional dans le Jalisco (1975-1985)*. Paris, L'harmattan, collection Populations.
- Arroyo Alejandro, Jesus, Adrian de Leon Arias y Basilia Valenzuela Varela, 1991, *Migracion rural hacia Estados Unidos. Un estudio regional en Jalisco*. México, Consejo Nacional para la Cultura y las Artes.
- Durand, Jorge, Emilio A. Parado y Douglas Massey, 1996, « Migradolars and development : A reconsideration of the mexican case ». *International Migration Review*, Vol. XXX, Num 2, Summer, p. 423-444.
- Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática (INEGI), 1992, *Encuesta Nacional de la Dinámica Demográfica, Aguascalientes*, México.
- Marichal, Carlos, 1998, « Regional experiences of migration and economic integration in North America ». Seminar on migration, free trade and regional integration in North America, Mexico City, OECD, January.
- Massey, Douglas, 1998, « Undocumented migration in the context of NAFTA ». *LASA forum*, Latin American Studies Association, Vol. XXIX, Num 2, Summer, p.17-18.
- Mateo, Fernando, 1998, NAFTA, foreign direct investment and economic integration : the case of Mexico. Seminar on migration, free trade and regional integration in North America, Mexico city, OECD, January.
- Papail, Jean, 1996, « Trayectorias y reinsercion laboral de los migrantes internacionales en sus lugares de origen : el caso de los migrantes de ciudades medias de Jalisco ». Ponencia presentada en el coloquio internacional sobre Migracion Mexicana a Estados Unidos. Consejo Estatal de Población, Guanajuato, Gto, Diciembre.
- Paracini, Tania y Cécile Thoreau, 1998, « demographic situation, employment and economic performance in North America ». Seminar on migration, free trade and regional integration in North America, Mexico city, OECD, January.
- Rhoda, Richard E., 1979, *Development activities and rural-urban migration : is it posible to keep them down on the farm?* Washington, Office of Urban Development, Bureau for Development Support, Agency for International Development.
- Secretaría del Trabajo y Prevision Social y El Colegio de la Frontera Norte (COLEF), 1997, *Encuesta sobre migración en la frontera norte de México 1993-1994*, Mexico.
- Torres Montes De Oca, Abelino, 1997, « La reinsercion de Jalisco en la economía internacional : cambios en su sector externo, 1980-1994 » en Jesus Arroyo Alejandro y Adrian de Leon Arias (comps). « La internacionalizacion de la economía jalisciense ». México, Universidad de Guadalajara, UCLA program on Mexico y Juan Pablos Editor, p. 17-82.
- Verduzco, Gustavo y Kurt Unger, 1998, « The impacts of migration on economic development in Mexico ». Seminar on migration, free trade and regional integration in North America, Mexico City, OECD, January.

Weintraub, Sydney, 1998, « US participation in NAFTA : Foreign direct investment and economic integration ». Seminar on migration, free trade and regional integration in North America, Mexico City, OECD, January.

RESUMÉ - RESUMEN

Ce travail étudie la relation entre le processus d'intégration des économies mexicaine et nord-américaine et l'émigration des travailleurs mexicains aux États-Unis. L'utilisation d'un modèle de régression multiple appliqué à un échantillon de quatre villes moyennes de l'État du Jalisco durant la période 1982-1993 montre que le différentiel de salaires entre les deux pays est le principal facteur explicatif de l'émigration mexicaine. L'influence des exportations et de l'emploi généré par les branches d'activité les plus internationalisées est relativement moindre, du fait que leur compétitivité se fonde sur le cours erratique de la monnaie mexicaine. L'émigration mexicaine aux États-Unis se réduira dans la mesure où le traité de libre échange accélèrera l'intégration économique entre les deux pays, car cette intégration stabilisera progressivement la parité peso-dollar, augmentera l'offre d'emplois et permettra l'amélioration du niveau des salaires réels au Mexique.

Este trabajo explora la relación del proceso de integración de las economías de México y Estados Unidos con la emigración de trabajadores mexicanos este último país. Mediante un modelo de regresión múltiple, aplicado a los datos de cuatro ciudades medias del estado de Jalisco durante los once años anteriores a 1993, se demuestra que el diferencial de salarios México-Estados Unidos es la principal causa de emigración. La influencia de las exportaciones y el empleo generado por las ramas económicas más internacionalizadas del país ha sido menos importante porque éstas basan su competitividad en el comportamiento errático del tipo de cambio peso-dólar. En la medida en que el Tratado de Libre Comercio de América del Norte acelere la integración económica entre los socios, el tipo de cambio tiende a alcanzar su nivel de equilibrio y aumenten las oportunidades de empleo y los ingresos reales en México, se reducirán los motivos que actualmente tienen los Mexicanos para emigrar.



LES LIMITES DE LA MODERNISATION PORFIRIENNE : CHEMIN DE FER ET MARCHÉ DANS LE BASSIN DE MEXICO (1880-1911)

LUCIA MARTÍNEZ MOCTEZUMA*
ALEJANDRO TORTOLERO VILLASEÑOR**

L'OBJECTIF DE CET ARTICLE est de démontrer qu'il est possible de modifier les hypothèses sur le rôle que les chemins de fer ont joué dans l'ouverture du Mexique sur le marché extérieur, au cours de la période porfirienne (1877-1911), lorsque nous prenons les mêmes données pour comparer le contexte national et le contexte régional¹. Nous savons que, à la fin du XIX^e siècle, le rôle des chemins de fer a été décisif pour la croissance économique du Mexique. En effet, au niveau national, le réseau ferroviaire du pays a augmenté de façon considérable. Commençons donc par souligner le contexte national pour passer ensuite à l'échelle régionale.

En ce qui concerne l'échelle nationale, contentons-nous de mentionner que les chemins de fer étaient la clé du développement de la politique porfirienne. À cette époque, nous passons, en gros, d'un petit réseau qui n'atteignait pas les mille kilomètres en 1877, à près de vingt-mille en 1910. L'importance des chemins de fer est telle que John Coatsworth n'hésite pas à soutenir la thèse que, à l'inverse des États-Unis où ce moyen de transport n'était pas

CARTE 1 : LA RÉGION DE CHALCO EN 1890

* Professeur à l'Université Autonome de l'État de Morelos

** Professeur à l'université autonome métropolitaine, Unité Iztapalapa, Mexico

indispensable à la croissance économique, au Mexique le rail eu un impact décisif. Pour lui, près de la moitié de la croissance du revenu par habitant, entre 1880 et 1910, est due à la construction et à l'exploitation des chemins de fer (Coatsworth, 1984 : 139). Le volume des marchandises transportées dans la période confirme cette affirmation, puisque nous passons de 260 000 tonnes en 1880 à plus de dix millions de tonnes en 1907.

Le problème n'est donc pas de mesurer l'importance des chemins de fer dans une économie où ce moyen de transport est presque le seul transport moderne, mais plutôt de savoir si, à l'instar d'autres pays d'Amérique hispanique, les chemins de fer ont eu un « effet pervers » sur l'économie, dans le sens où ils ont favorisé l'insertion des économies nationales dans la division internationale du travail, en tant que pays exportateurs de matières premières (produits agricoles et minéraux). À cet égard, rappelons-nous les recherches de J. Coatsworth, pour qui les chemins de fer mexicains ne se bornaient pas à relier des mines et des plantations avec les ports, au contraire de la plupart des pays d'Amérique centrale et du Sud (Coatsworth, 1991). Cependant, malgré cette affirmation, beaucoup de chercheurs ont souligné l'importance des chemins de fer comme moyen de transport décisif pour intégrer l'économie nationale au marché mondial. Au cœur de cette position on trouve l'une des conclusions de Coatsworth, quand il souligne qu'au Mexique les chemins de fer ont contribué à accroître le marché d'exportation, mais pas le marché interne².

Même si, depuis quelque temps, on essaie de démontrer que cette thèse n'est pas tout à fait correcte, et que Coatsworth lui-même l'a corrigée ultérieurement, c'est grâce à l'essor des travaux d'histoire régionale que l'on connaît désormais le rôle fondamental joué par le chemin de fer dans la formation d'une carte productive et commerciale nationale. En effet, la composition des marchandises transportées et les parcours des trains nous montrent la prééminence des flux internes sur ceux consacrés à l'exportation (Kuntz, 1995 : 39-66)³. C'est pourquoi il convient de changer d'échelle et de faire appel à l'histoire régionale pour tenter de comprendre ce qui se passe.

LA FORMATION D'UN RÉSEAU RÉGIONAL

Dans la région de Chalco, le début des années 1880 est marqué par les efforts de différents entrepreneurs qui essaient d'introduire le chemin de fer. Ce changement est lié à l'essor de la production et de la circulation des marchandises qui fait de Chalco une région privilégiée, à la fois point de passage des marchandises venues des terres chaudes et centre important de production de céréales cultivées dans des exploitations agricoles performantes où l'innovation l'emporte sur la routine (Tortolero, 1995). Cette innovation avait permis

d'atteindre, vers la fin du siècle dernier, un volume de production supérieur à celui de son apogée du début du XIX^e siècle. Dans la première décennie du XX^e siècle, la seule Compagnie Agricole de Xico produisait plus de maïs que toutes les haciendas de la région en produisaient un siècle plus tôt⁴.

Pour distribuer ces denrées, les *hacendados* avaient donc intérêt à mettre en place des transports modernes. Ainsi, en 1881, le Gouvernement fédéral passait un contrat avec le gouvernement de l'État de Mexico visant à construire un chemin de fer régional qui relierait la ville de Chalco au village de Tlalmanalco. À l'instar de ce qui se passait à l'époque dans d'autres pays, comme en Espagne, le gouvernement octroie une concession⁵. À Chalco, l'État attribue cette concession à Juan López, médecin demeurant à Tlalmanalco, associé à deux *hacendados*, Eduardo Zozaya, propriétaire de l'hacienda La Compañía, et Felipe Robertson, propriétaire de l'hacienda et de l'usine textile de Miraflores. Le but était de construire et d'exploiter une voie ferrée et une ligne de télégraphe entre l'hacienda de La Compañía et le village de Tlalmanalco (carte n° 1). Ils constituent alors la *Empresa del Ferrocarril de Tlalmanalco*, dont le capital est formé par les aides financières du gouvernement fédéral, le chemin de fer construit, les lignes télégraphiques, les cartes, les gares, les machines, les bâtiments, etc.⁶.

Le capital social s'élève à cent mille pesos, soit mille actions valant cent pesos chacune. Cent cinquante de ces actions sont attribuées à Eduardo Zozaya. Elles représentent l'argent investi par l'*hacendado* et la valeur des terres de son hacienda qui seront utilisées par le réseau. Le même nombre d'actions est attribué à Juan López en récompense des démarches de gestion entreprises afin d'obtenir la concession. Trente mille pesos, donc, sont octroyés à ces deux personnages. En 1882 ils obtiennent le permis de prolonger la voie jusqu'à la ville de Chalco et du village de San Antonio à Tlalmanalco. Lorsque l'inspecteur chargé de voir si cette prolongation était favorable ou non aux communications régionales donne son avis, on voit qu'il vise la formation d'un marché régional. Il accepte parce qu'on pourrait ainsi faciliter le transport des produits des haciendas de Zavaleta, Santa Cruz et Espinosa et des hameaux de San Juan, Santo Tomas et San Antonio. Son accord est aussi lié au fait que les chemins de fer s'approcheraient de chutes d'eau, où il serait possible de créer des usines, de zones forestières (pour profiter du bois) et de gisements d'argile (matière première indispensable à la poterie et à la fabrication de briques), entre autres avantages⁷.

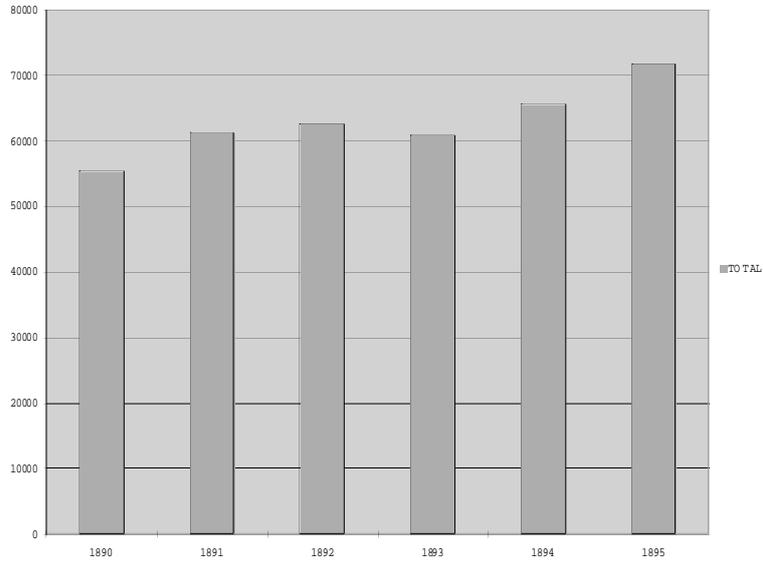
La ligne reliant La Compañía et Tlalmanalco est construite entre 1881 et 1882, mais la prolongation de sept kilomètres qui devrait être achevée le 30 juin 1883 devient vite une source de difficultés. L'entreprise, faute de travailleurs, ne peut pas mener à terme son contrat, ce qui l'oblige à opérer des changements. Juan López se plaint en ces termes du manque de main-d'œuvre : « En dépit de l'intérêt de la compagnie et alors que nous avons les moyens d'accom-

plir notre tâche, la construction ne sera pas possible et ne le sera pas dans le court terme à cause du manque de travailleurs dans le district de Chalco, non seulement pour les travaux de cette nature mais aussi pour ceux de la campagne. Même si on leur propose un salaire plus élevé, il n'est pas possible d'engager les travailleurs dont on a besoin »⁸. La Compagnie est dissoute en 1889 et Eduardo Zozaya reste le seul propriétaire⁹. Il achève la prolongation et exploite la compagnie entre 1890 et 1895, mais, fait important, il s'associe à une famille d'immigrants espagnols, les Noriega, et les fait entrer en scène.

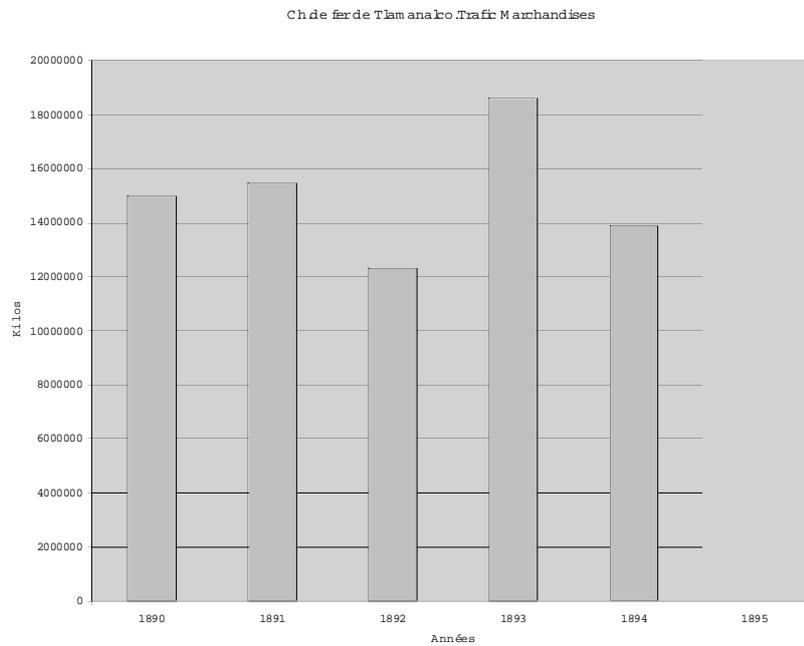
Les Noriega ne sont pas les premiers venus, puisqu'ils font partie des grands entrepreneurs qui ont marqué l'histoire économique du Porfiriat. Leur fortune se fonde au départ sur le commerce et les activités d'import-export, avant de se diversifier et de s'étendre à d'autres branches du secteur des services (banque, sociétés de crédit), de l'agriculture et de l'industrie (mines, fabrique de tabac). En 1886, les frères Noriega créent la société commerciale *Remigio Noriega y Hermano*, qui devient à la fois l'instrument et le symbole de leur réussite. À ce moment, leur fortune s'élève déjà à presque sept millions de pesos mais, dès le début du XX^e siècle, don Iñigo Noriega pèse à lui seul plus de 16 millions de pesos, ce qui le place parmi les hommes les plus riches du pays. C'est en 1888 que les frères Noriega achètent l'hacienda de La Compañía à Eduardo Zozaya. Très vite, en 1892, ils relient son chemin de fer privé (qui partait de La Compañía) à celui de Tlalmanalco¹⁰. Les Noriega commencent donc à s'approprier l'espace productif et commercial le plus important du district de Chalco (Martínez Moctezuma, 1993 et 1996).

Dressons un bilan de la Compagnie des chemins de fer de Tlalmanalco dirigée par Zozaya, dont l'exploitation démarre en 1890. Elle transporte près de 55 000 passagers sur des convois trainés par des chevaux, entre les villes de Chalco et Tlalmanalco et dessert les haciendas de la Compañía, Guadalupe, Moral et Miraflores. Quand on sait que le district de Chalco compte 63 577 habitants en 1890 on saisit l'importance des chemins de fer : le train a transporté une population équivalente à celle du district. Ceci est encore plus vrai pour les trois années suivantes, où l'on transporte entre 60 000 et 62 000 passagers, pour frôler la barre des 72 000 en 1895, comme le montre le graphique n° 1. Même si les revenus tirés du transport des passagers n'étaient pas aussi élevés (entre 6 400 et 7 400 pesos chaque année) que ceux tirés du transport des marchandises (plus de 9 000 pesos par an), ils représentaient néanmoins plus d'un tiers des revenus nets de la compagnie. Mais si le trafic passager se développe lentement, l'important est de constater que la mise en service de cette voie favorise un intense trafic de marchandises. De 1890 à 1895, le trafic marchand ne descend jamais en dessous de douze mille tonnes/an et atteint un maximum de dix-huit mille tonnes en 1893 (graphique n° 2). Les marchandises trans-

GRAPHIQUE 1 : TRAFIC VOYAGEURS SUR LA LIGNE DE TLAMANALCO (1890-1895)



GRAPHIQUE 2 : TRAFIC MARCHANDISES SUR LA LIGNE DE TLAMANALCO (1890-1895)



portées étaient surtout du bois et des matériaux de construction (secteur où les briques occupaient une place essentielle).

Il faut dire que ce petit chemin de fer d'une trentaine de kilomètres, entre Chalco et Tlalmanalco, était relié à d'importantes voies d'eau. Or, depuis l'époque préhispanique, le district de Chalco possédait un avantage incomparable, celui de pouvoir transporter des marchandises par canaux : jusqu'en 1890, les chemins de fer n'étaient en fait qu'un complément des transports lacustres. À cette date, E. Zozaya fait le nécessaire pour connecter son chemin de fer à la voie d'eau qui reliait Chalco à Mexico (carte n° 2). Il pousse la voie ferrée jusqu'au port de départ des vapeurs qui commençaient à circuler vers Mexico¹¹. Les chemins de fer sont donc à ce moment un transport complémentaire des anciens modes de transport, tels que les mulets (*arrieros*) et des pirogues. En effet, bien avant la Conquête, Chalco était déjà un couloir naturel entre les terres chaudes et la ville de Mexico. Toutes sortes de marchandises (bois, matériaux de construction, céréales, aliments, poissons...) passaient par là et profitaient des moyens de locomotion offerts par la présence des lacs (pirogues et canots puis, au XIX^e siècle, bateaux à vapeur)¹².

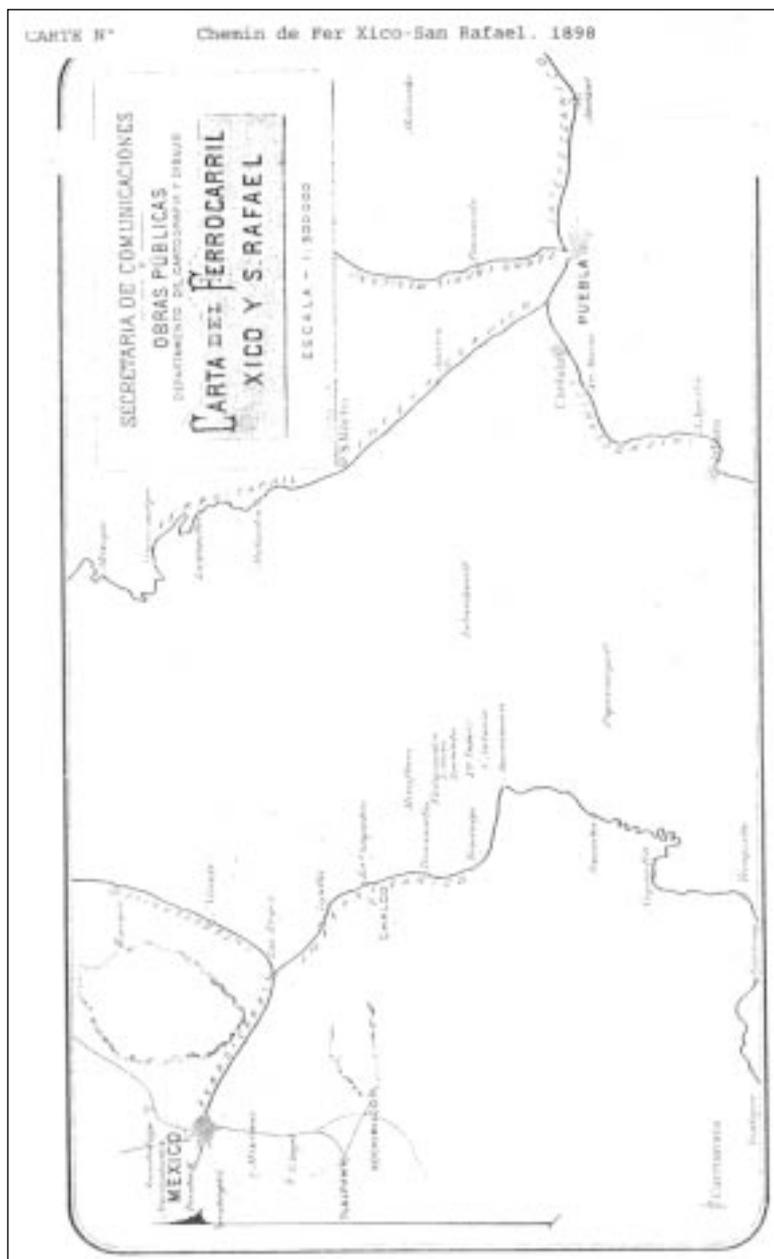
LE RÔLE ESSENTIEL DES ENTREPRENEURS LOCAUX

Cette situation change cependant vers la fin du siècle, avec l'entrée en lice des grosses compagnies qui, un peu partout au Mexique, font leur apparition. En 1891, le *Ferrocarril Interoceanico*, le *Ferrocarril Mexicano* et le *Ferrocarril Central*, qui traversent déjà d'autres parties de l'État de Mexico, font de celui-ci une des régions les mieux desservies par les chemins de fer, du fait de sa situation géographique en périphérie de la capitale. En 1900, à Chalco, on assiste à la formation d'une compagnie de chemins de fer qui associe plusieurs des principaux entrepreneurs et capitalistes de l'État de Mexico. Cette nouvelle étape est caractérisée par deux traits fondamentaux : la formation de réseaux régionaux et la concentration des concessions au sein de groupes industriels et financiers liées à l'administration porfiriste.

Industriels et hacendados

La création de la Compagnie du Chemin de Fer de *Xico y San Rafael* a pour but d'exploiter une ligne entre México et Atlixco en profitant de la ligne construite auparavant par le *Ferrocarril de Tlalmanalco* entre Chalco et Amecameca, et qui était utilisée par l'usine à papier de San Rafael. La ligne devait desservir la Compagnie Agricole de Xico et, entre Amecameca et Atlixco, allait passer par

CARTE 3 : LE CHEMIN DE FER DE XICO Y SAN RAFAEL EN 1898



les villages de Ozumba, Ecatzingo et Santa Catalina. D'un point de vue géographique, le réseau était destiné à relier les deux versants de la *Sierra Nevada - Chalco* à l'ouest et Atlixco à l'est - en les mettant en communication avec l'immense marché de Mexico (carte n° 3).

Les groupes participant à la formation de la Compagnie sont représentatifs de cette ouverture. La Compagnie Agricole de Xico, des frères Noriega, est le groupe le plus important à l'échelle régionale mais son rayon d'action débordait largement cet espace, puisqu'il s'agit d'une entreprise qui peut réaliser des économies d'échelle à travers sa participation aux différentes étapes de la production, de la transformation, de la commercialisation et du financement des activités agricoles. Au moment de la formation de la compagnie de chemins de fer, les frères Noriega visaient particulièrement le marché urbain de Mexico, auquel ils fournissaient 20 000 briques par jour (Pacheco et Morales, 1988 : 64). L'autre groupe était celui de la papeterie de San Rafael, une de ces industries modernes créées vers la fin du siècle avec la participation de nombreux investisseurs espagnols et français (photographie n° 1). Cette société, au capital de 4 560 967 pesos, avait pour but de relier ses haciendas productrices de bois, telles que Santa Catalina et Apapasco, dans l'État de Puebla, avec son usine de San Rafael (Huerta, 1995).

L'installation de cette usine dans cette zone nous montre le sens des affaires des industriels. Les flancs boisés de la *Sierra Nevada* leur fournissait du bois comme matière première. En outre, ils profitaient de l'eau des sources et de la fonte des neiges. La température de la zone, plutôt froide, leur permettait de contrôler la condensation qui accompagnait certaines étapes de la production, phénomène conditionnant la qualité du papier. Les cinq chutes d'eau des falaises étaient équipées pour fournir de l'électricité et l'implantation des

PHOTOGRAPHIE n° 1 : VUE PANORAMIQUE DE L'USINE DE PAPIER DE SAN RAFAEL, SUR LE RIO TLALMANALCO, EN 1912 (SOURCE : AHA, APROVECHAMIENTOS SUPERFICIALES, CAJA 260, EXP 263, F.92)



ateliers sur les pentes naturelles permettait le transport par gravité des matières premières et des produits manufacturés. L'usine profitait de l'eau du fleuve Talmanalco et des sources de la *Sierra Nevada*. Elle avait élaboré un système complexe de canaux qui collectaient l'eau des sources et des ruisseaux, ainsi que des bassins chargés de l'emmagasiner en prévision de la saison sèche. En 1930, l'usine disposait de 18 km de canaux et de cinq bassins qui pouvaient stocker neuf millions de litres d'eau. Cette usine était la plus importante dans sa spécialité. Mais une telle installation devait résoudre ses problèmes de transport et, de ce fait, ses dirigeants ont consacré 3 % de leur capital initial afin de participer à la formation de la Compagnie des chemins de fer de *Xico y San Rafael*¹³.

L'exploitation du chemin de fer commença en 1898, date à laquelle la traction animale fut remplacée par la machine à vapeur. À ce moment, les rapports des responsables nous présentent un chemin de fer très semblable à celui de Talmanalco. En effet, entre 1898 et 1900, 29 km seulement étaient exploités, bien que 67 eussent été construits. Le capital social s'élevait à un million de pesos. Les passagers transportés étaient 39 778 et apportaient un revenu de 8 761 pesos, bien inférieur de celui de Talmanalco. Par contre, les marchandises transportées atteignaient les trente mille tonnes et apportaient un revenu de 19 912 pesos, nettement supérieur à celui de Talmanalco dans ses meilleures années. Néanmoins, le plus important est que ces entrepreneurs créent, à ce moment, la base d'un réseau qui, non sans difficultés, sera exploité au siècle suivant.

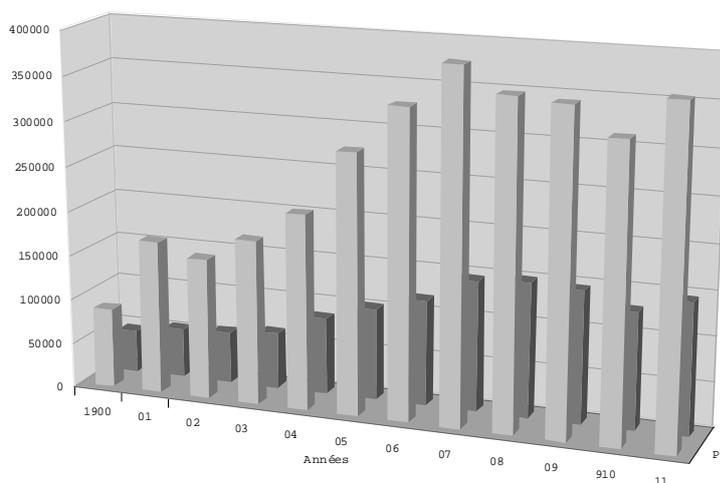
Un marché intérieur dynamisé par le rail

De fait, entre 1900 et 1911, date à laquelle le soulèvement zapatiste interrompt les activités ferroviaires, on peut distinguer deux étapes. Dans la première, entre 1900 et 1903, des difficultés financières entraînent une fracture de la société de Xico et San Rafael : le 28 novembre 1903, Xico transfère ses obligations à San Rafael moyennant 500 000 pesos. Entre 1904 et 1911, le chemin de fer est administré par l'usine à papier de San Rafael et l'usine textile d'Atlixco (CIASA). Le chemin de fer de *Xico y San Rafael* est alors transformé en chemin de fer de *San Rafael y Atlixco*.

En 1900, le réseau ferré construit atteignait 112 kilomètres, constitués en majorité par les 109 kilomètres reliant Mexico à Apapasco. La compagnie, dont le capital social était de 1 800 000 pesos, constitué par des actions de 100 pesos, devait encore faire face à une dette de plus de deux millions de pesos - d'où la nécessité de recourir à des crédits hypothécaires (1 600 000 pesos) et à des subventions fédérales, d'un montant de trois cent mille pesos. Pourtant, les bilans d'exploitation commençaient à s'améliorer. Les revenus tirés du transport des marchandises atteignaient presque soixante mille pesos (pour plus de

40 000 tonnes transportées) et le transport des passagers (64 000 personnes) rapportait quarante mille pesos. Le total des revenus était de 115 213 pesos. Comme les dépenses s'élevaient à 104 525 pesos, il restait un profit de 10 688 pesos (graphique n° 3). En 1901 et 1902 le chiffre d'affaires augmente. Dans un premier temps, le nombre des passagers est presque multiplié par trois (170 000 usagers qui rapportent 54 000 pesos). Les marchandises, avec un total de 60 568 tonnes transportées, représentent un revenu de 96 693 pesos (graphique n° 3). Malgré l'augmentation des revenus (162 192 pesos), des dépenses de l'ordre de 162 028 pesos font que cette, année-là, l'entreprise ne fait pas de bénéfice. En revanche, en 1902, bien que les chiffres de transport et les revenus soient presque identiques à ceux de l'année précédente, les dépenses descendent à 142 000 pesos. Le bénéfice est donc de 20 000 pesos. À ce moment, on voit déjà que s'affirme un chemin de fer bien différent de celui de Tlalmanalco.

GRAPHIQUE 3 : COMPAGNIE DE XICO Y SAN RAFAEL : TRAFIC PASSAGERS (1900-1911)

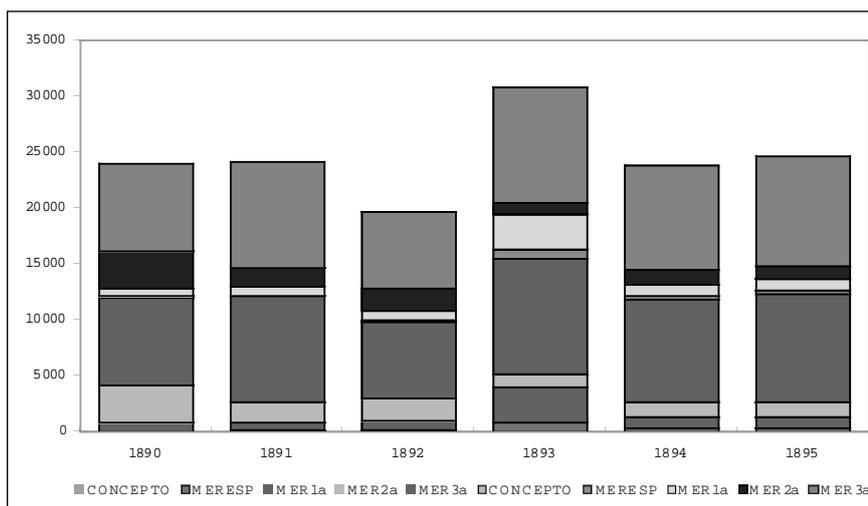


Ceci est encore plus vrai pour la dernière année de la Compagnie de *Xico y San Rafael*. En 1903, les usagers dépassent le chiffre de 180 000 (62 468 pesos de revenus), mais le tonnage transporté augmente encore davantage, passant à 90 000 (soit 144 207 pesos de revenus). Les revenus atteignent alors 219 914 pesos. Si l'on enlève les dépenses, de l'ordre de 193 970 pesos, on obtient un bénéfice de 25 143 pesos. Mais ces bénéfices ne doivent pas cacher l'énorme problème financier que représente une dette de plus de deux millions de pesos, dont le remboursement n'avait pas encore commencé.

Les Noriega décident donc d'abandonner l'entreprise, même s'ils restent parmi les actionnaires. Cette décision, si l'on fait abstraction des difficultés financières, a sans doute été prise parce que l'affaire était plus rentable pour les usines que pour les haciendas. En effet, si on analyse le trafic de marchandises de ces années-là, on constate que les produits forestiers représentent entre un tiers et la moitié du tonnage transporté, tandis que les produits agricoles oscillent entre 18 et 28%. Si on pousse plus loin l'analyse, on constate que les Noriega n'avaient d'intérêts que dans trois des produits les plus importants (les briques, les céréales et le pulque), mais que ceux-ci venaient loin derrière le bois, le papier et la pâte de cellulose, les matières premières et les produits textiles. Les propriétaires des papeteries et des usines textiles étaient donc les plus intéressés par le chemin de fer. C'est sans doute la raison pour laquelle la CIASA et San Rafael, dans une deuxième étape, ont décidé d'en poursuivre l'exploitation.

Entre 1904 et 1911, le nombre des voyageurs passe de 250 000 à plus de 350 000, avec un maximum de 380 000 en 1908. On peut donc penser que le tarif voyageurs était suffisamment bas pour détourner une partie de la population des anciens modes de transport vers le chemin de fer. Au cours de la période, les revenus du transport de passagers passent de 85 584 à 146 852 pesos. En ce qui concerne le trafic de marchandises, on note aussi une forte augmentation dans la même période, puisque l'on passe de 105 467 tonnes à 217 844 tonnes, les revenus ne descendant jamais au-dessous de 140 000 pesos. Les principaux produits transportés sont toujours le bois et les produits forestiers mais, à partir de 1907, les produits minéraux sont en forte augmentation (tableau n° 1).

TABLEAU N° 1 : CHEMIN DE FER DE SAN RAFAEL : TRAFIC DE MARCHANDISES (1904-1911).



Source : agn. Scop. Vol 536 et 537.

On constate ainsi la nette montée des produits minéraux (surtout des matériaux de construction : pierres, sable, plâtre) et du charbon (de terre ou de bois). Tous ces produits étaient destinés au marché urbain (principalement de Mexico). On ne doit donc pas faire de ce tableau une lecture biaisée, comme d'autres l'ont fait en travaillant sur les chemins de fer à l'échelle nationale - c'est-à-dire attribuer l'augmentation relative des minéraux (de 15 % en 1884 à 58 % en 1907) à la substitution de produits destinés au marché intérieur par des produits d'exportation¹⁴. En réalité, le problème tient ici au fait qu'on ne doit pas classer tous les produits minéraux comme destinés au marché extérieur, puisqu'il s'agit de produits destinés à la construction, et donc au marché intérieur. Les produits minéraux que l'on peut considérer comme destinés à l'exportation étaient principalement les minerais précieux mais, dans le chemin de fer de San Rafael, il n'y en avait pas. En revanche, dans d'autres lignes ferroviaires de l'État de Mexico, telles que la Compagnie Minière *Dos Estrellas* ou *El Oro Mining Company*, la situation était différente. Il faut donc se garder de généraliser.

En ce qui concerne les produits agricoles, le maïs, le blé et le pulque constituent l'essentiel du trafic. Le maïs l'emporte sur les autres avec des quantités supérieures à dix mille tonnes par an, sauf pour l'année 1909 où la charge tombe à trois mille tonnes. Le pulque venait ensuite (environ cinq mille tonnes par an). Enfin, le blé se porte bien avec des cargaisons comprises entre trois et six mille tonnes pour la période 1904-1909. Il faut rappeler à cet égard que les haciendas de Chalco pratiquaient une polyculture où les céréales et le pulque occupaient un rang important, mais où les meilleures terres étaient en général destinées au blé, et les autres au maïs : elles étaient alors souvent exploitées par des métayers et des petits propriétaires (Tortolero, 1995). Quant aux produits industriels, il s'agit essentiellement de produits chimiques destinés aux manufactures de textile et de papier, de tissus et de machines. Ceci ne doit pas nous étonner vu la présence dans cette région de nombreuses usines et l'innovation technologique que pratiquaient les haciendas du district de Chalco. C'est ainsi que les machines comptaient presque toujours parmi les quinze produits les plus importants, avec une charge de près de trois mille tonnes par an¹⁵.

En gros, la charge transportée nous fait penser que ce chemin de fer était très important, surtout si on le compare aux grandes compagnies qui passaient par l'État de Mexico, comme le *Ferrocarril Central* qui transporte 64 000 tonnes en 1901, ou bien le *Ferrocarril Mexicano* qui atteint 70 000 tonnes en 1910. Le *Ferrocarril de San Rafael*, comme on l'a déjà vu, véhicule en 1910 plus de 120 000 tonnes de marchandises, et 217 000 tonnes l'année suivante : il s'agit de cargaisons plus importantes que celles des chemins de fer du réseau national. Ceci nous montre que le commerce était intense et que les chemins de fer contribuaient activement à la formation d'un marché intérieur.

LA MODERNISATION INTERROMPUE

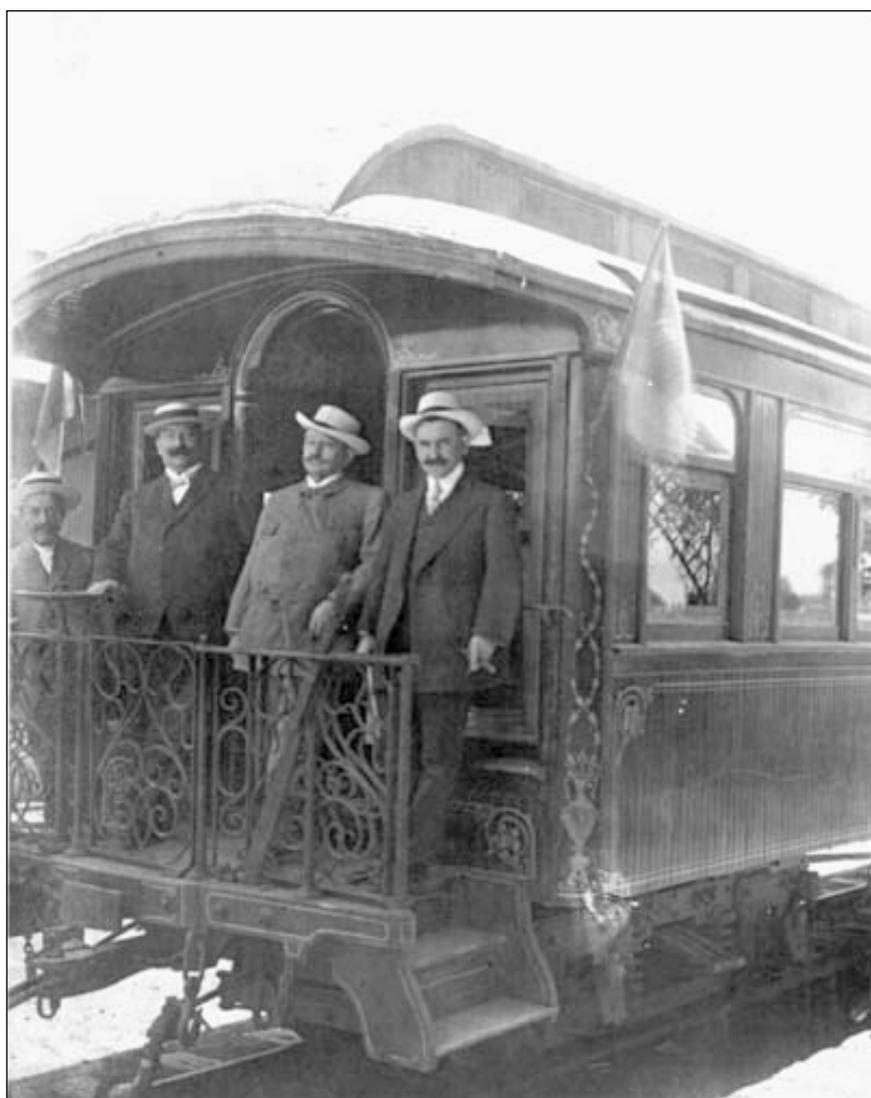
Le succès financier ne vient pas vraiment mais, grâce à l'accroissement du trafic de marchandises, la compagnie parvient à rembourser ses dettes initiales, qui représentaient plus de deux millions de pesos (en 1904, il ne lui restait plus à payer que 37 661 pesos et, en 1911, le solde était réglé). Ces remboursements, auxquels il faut ajouter les investissements nécessaires pour étendre le réseau (qui atteint 148 km à la fin de la période), les frais occasionnés par les salaires des employés, l'entretien des voies ainsi que différentes dépenses de fonctionnement, font que la compagnie ne fait que des maigres bénéfices.

En fait, la compagnie ne pourra jamais faire face à deux problèmes majeurs : d'abord la réalisation d'un embranchement de 34 kilomètres destiné à relier Santa Catalina, dans le district d'Atlixco, à Ecatzingo dans celui de Chalco, et surtout le déclenchement de la Révolution. En effet, on avait commencé à construire la ligne de San Rafael à Atlixco afin d'offrir une voie de communication plus performante que celle du *Ferrocarril Interoceanico*, qui passait par Cuautla en effectuant un long trajet. Ce détour aurait été évité grâce à l'ouverture d'un passage entre Santa Catalina et Ecatzingo, mais la construction n'était pas encore terminée à l'aube de la Révolution. Bien évidemment, le soulèvement zapatiste qui frappe la région dès 1911, mais plus durement à partir de 1914, n'était pas un facteur favorable bon déroulement des travaux. À ce moment, l'usine de San Rafael devient la seule propriétaire de la voie de 109 km entre Mexico et Apasco, ainsi que des lignes internes qui reliaient sur une trentaine de kilomètres l'usine de San Rafael à Tlalmanalco et Chalco, tandis que les neuf kilomètres construits entre Metepec et Atlixco passent à la CIASA. Au cours de cette période troublée, une partie des archives disparaissent. On sait néanmoins qu'en 1927 la Compagnie se déclarait en faillite. Ses biens se limitaient alors à une locomotive, cinq wagons de marchandises, deux wagons de voyageurs (de 1^{ère} et 3^e classe) et une plate-forme.

Les convois qui, en 1910, avaient transporté le Marquis Camilo de Polavieja et la famille Noriega se vendaient aux enchères en 1927 (photographie n° 2)¹⁶. Les Noriega ne conservèrent que leurs lignes internes : 23 km de Chalco à l'embranchement de Los Reyes, 15 km de Chalco à Rio Frio¹⁷. En 1913, ce train partait de Mexico vers le district de Chalco les mardi, jeudi et samedi. Les marchandises transportées provenaient surtout de Venta Nueva et de Zoquiapan et étaient chargées au kilomètre 33. Il y avait des céréales, du bois de chauffage, des traverses pour les voies ferrées et du pulque. La ligne arrivait jusqu'à la chaussée de La Viga, tout près de la douane de San Lazaro qui était la porte d'entrée des marchandises pour Mexico, là où les Noriega avaient construit des entrepôts¹⁸. Mais cette ligne subit elle aussi les assauts des zapatistes et, en

1916, certains récits témoignent de ces destructions : «... du kilomètre n° 1 jusqu'au n° 6, il n'y a plus un seul rail puisqu'ils ont tous été volés [...] Sur le reste de la voie, les agraristes ont détruit le terre-plein et, si on ne protège pas vite le matériel, il disparaîtra dans sa totalité [...] La situation actuelle de cette entreprise est due aux actes commis par les vandales zapatistes [...] Les rails du chemin de fer servent de poutres pour les toits des maisons, les portes d'entrée, les églises et les écoles bâties par la Révolution »¹⁹.

PHOTOGRAPHIE N° 2 : LA VISITE DU MARQUIS DE POLAVIEJA DANS LE DISTRICT DE CHALCO, EN 1910



SOURCE : AGN

Mais nous ne pouvons pas terminer cette partie de notre texte sans souligner que, à la veille de la Révolution, les chemins de fer n'avaient pas éliminé les anciens modes de transport, hérités de l'époque préhispanique et de la période coloniale. Le commerce en pirogues à travers les voies d'eau est encore intense surtout pour les fruits, légumes et produits agricoles. Il ne faut pas oublier que les revenus du seul canal de Chalco, en 1858, atteignaient 50 000 pesos pour le commerce des marchandises et 20 940 pesos pour le transport des passagers : il était donc très important de ne pas l'abandonner²⁰. Les Noriega, qui en avaient bien compris l'importance, tentèrent de s'en rendre maîtres en essayant de drainer le lac de Chalco (1895) afin d'obtenir le monopole de la circulation sur les canaux (photographie n°3). Cette manœuvre a été une nouvelle source de conflits mais les Noriega, en obtenant la concession du drainage et des ouvrages mis en service sont devenus, dans ce domaine aussi, des acteurs incontournables²¹.

PHOTOGRAPHIE N° 3 : TRAVAUX DE DRAINAGE DANS LE DISTRICT DE CHALCO, EN 1895



SOURCE : AGN

De la même manière, l'ancien métier *d'arriero* n'a pas disparu, au contraire, puisqu'on trouve encore dans les recensements 220 *arrieros* comptabilisés en 1895, 134 en 1900 et 328 en 1910²². Vers la fin de notre période il y avait donc plus de muletiers qu'au début, ce qui démontre la survivance d'anciennes

formes de transport. Il est dommage que les recensements ne nous renseignent pas sur les *trajineros* (pirogiers) et sur les métiers liés aux transports lacustres. Par faute d'information, on ne peut que faire l'hypothèse selon laquelle, si les chemins de fer ont bien contribué à augmenter le volume et l'intensité de la circulation des marchandises et des passagers, il ne faut pas croire que tout le trafic régional passait par le chemin de fer. Une partie importante de la population se déplaçait à pied ou en barques, et cela était valable aussi pour les marchandises. Le chemin de fer transportait surtout les articles lourds, encombrants ou de faible valeur.

Ces marchandises, destinées au marché intérieur, contribuèrent à la formation d'une nouvelle géographie des échanges. Dans une première étape (1890-1894) les échanges intérieurs de la région de Chalco associent le chemin de fer aux anciens modes de transport, notamment lacustres. Cependant, à partir de 1900, grâce à l'extension des voies ferrées jusqu'à Mexico, le chemin de fer tend à supplanter les transports lacustres et favorise l'insertion du marché régional du district de Chalco dans un système beaucoup plus large. Dans ce marché, l'apport de l'économie régionale se traduisait surtout par le ravitaillement de la capitale en denrées agricoles et forestières. Les bois de construction et de chauffage étaient les principaux produits transportés et même transformés dans la région.

Il nous faut cependant signaler un dernier problème, d'ordre écologique et politique. En 1910, Raoul Bigot identifiait l'association entre les chemins de fer et la forêt de la façon suivante : « Le Mexique possède plus de trois cents espèces d'essences forestières, peu ou pas exploitées rationnellement ; le système général d'exploitation étant celui de la destruction, il s'ensuit qu'une forêt est une chose invisible près des grands centres et aux bords d'une ligne de chemin de fer » (Bigot, 1910 : 73). En effet, chaque kilomètre de construction du chemin de fer - symbole de la modernité pour la politique de développement porfiriste - correspondait à une véritable offensive contre la forêt.

Ce phénomène n'est pas passé inaperçu pour des voyageurs tels que Raoul Bigot, mais H. Scowgall s'en était lui aussi rendu compte, puisqu'il déclarait que les procédés d'exploitation de la forêt au Mexique n'étaient pas comparables à ceux pratiqués en Louisiane, en Russie, en Allemagne, en Espagne, en Italie, en Palestine ou en Autriche : au Mexique il n'y avait aucune restriction pour la coupe et même le bois vert était abattu. D'après lui, ces défrichements n'avaient d'autre but que la construction d'un réseau de chemins de fer dont chaque traverse demandait la moitié d'un arbre. Les calculs sont simples : si on place approximativement une traverse tous les 65 cm, il fallait utiliser 2 500 traverses, soit 1 250 arbres, pour construire un seul mille de chemin de fer²³. Une telle razzia sera la source de nouveaux conflits avec les zapatistes, puisque le chemin de

fer, en menaçant les bois des communautés paysannes, justifiait l'intensification des luttes agraires. Ces conflits marqueront la fin des projets de modernisation du système de transport dans la région de Chalco. La Révolution apparaît alors comme une réponse violente à une modernisation violente.

Notes

- 1 Pour le changement d'échelles voir Bernard Lepetit, *Les formes de l'expérience*. Paris, Albin Michel, 1995 et J. Revel, *Jeux d'échelles*. Paris, MSH, 1995.
- 2 Voici le propos de Coatsworth (1984) : « En réalité le chemin de fer a peu contribué à la croissance industrielle du Mexique au cours du porfiriat [...] À cette époque, presque toutes les marchandises transportées par le chemin de fer au Mexique étaient constituées de matières premières pour l'exportation », p.139.
- 3 Pour les travaux régionaux, contentons-nous de renvoyer à Pacheco et Morales qui soutiennent, mais sans s'appuyer sur une étude des marchés, l'hypothèse suivante : « la construction des chemins de fer au Mexique n'a pas seulement servi à consolider l'économie agrominière d'exportation vers le marché américain et d'outre-mer. Plusieurs voies ont favorisé l'expansion d'un marché interne tout au long du chemin » (Pilar Pacheco et Humberto Morales, 1988 : 60).
- 4 En 1819, les haciendas du district produisent 31 500 charges de maïs (une charge : 300 litres environ) qui ne seront dépassées qu'en 1889, avec la production de 33 815 charges. Vers la fin du siècle, grâce aux progrès technologiques, I. Noriega annonce une production de 200 000 charges pour ses haciendas (Tortolero, 1995 et 1996).
- 5 Pour l'Espagne, on renvoie aux travaux de Rafael Anes et Pedro Tedde.
- 6 AGN. SCOP. 38.3-1. *Estatutos de la Compañía del Ferrocarril de Tlalmanalco aprobados por el Supremo Gobierno el 15 de marzo de 1882*.
- 7 AGN. SCOP. 38/4-1
- 8 AGN. SCOP. 38/4-1
- 9 AGN. SCOP. 38/39-1
- 10 Eduardo Zozaya informe le Ministère que : «... en respect de votre autorité, je vous informe que le chemin de fer, propriété de M. Iñigo Noriega est lié à celui de Tlalmanalco, duquel je suis concessionnaire dans la gare de la Compañía », AGN. SCOP. 38/45-1. Mexico, 30 mai 1892.
- 11 « *En la actualidad el establecimiento de vapores en los lagos de Chalco y Xochimilco han hecho indispensable aquel embarcadero y por consiguiente la necesidad de volver a construir el tramo de vía que se había levantado, para que las mercancías transportadas por el ferrocarril sean tomadas directamente en los vapores para proseguir su ruta hasta la Capital. Es indudable que el comercio va a tener un desarrollo considerable con la integración de la nueva vía de comunicación merced a la combinación del ferrocarril de que soy concesionario, cuya construcción llega hasta Ameca y la vía por agua de los lagos* », AGN. SCOP. 38/39-1, Enero 28 de 1890.
- 12 Voir à ce sujet Lucía Martínez (Tortolero, 1996).
- 13 D'autres chemins de fer régionaux, financés par des particuliers, avaient été créés à l'époque, à l'instar du *Ferrocarril de Hidalgo y del Nordeste*, de Gabriel Mancera, ou le *Ferrocarril de Cazadero-Solis*, propriété de Felipe Martel.
- 14 Pour la critique de ces interprétations voir Kuntz, 1995, p.46.
- 15 Pour l'étude des processus d'innovation dans la région, voir Tortolero, 1995.
- 16 En septembre 1910, à l'occasion des fêtes du Centenaire de l'Indépendance, Camilo de Polavieja, capitaine général de l'armée espagnole, visite la région de Chalco et les récits

des journalistes sont très clairs : «... pendant la traversée il a visité les grandes propriétés de Xico [...] avec leurs immenses terrains de maïs; l'hacienda de La Asunción avec sa prairie modèle; Xico, fameuse dans tout le pays pour son luxe et son étendue... » (Roberto Salazar, 1971 : 57).

17 AGN. SCT. 313/2-1, 313/3-1 et 313/4-1 f.4.

18 AGN. SCT. 313/16-1.

19 AGN. SCT. 313/11-1.

20 AGN, Fomento, Desagüe, Vol.48.E.50.

21 Pour les conflits liés à l'histoire du drainage voir Tortolero, 1994 et 1996.

22 *Censos de población*, 1895, 1900 et 1910.

23 Voici le propos de Scowgall : «... nous pouvons avoir une idée de la consommation de bois dans ce pays, car nous avons besoin de 2 500 traverses pour chaque mille de voie ferrée. Nous pouvons tirer deux traverses de chaque arbre. Il faut donc 1 250 arbres pour un seul mille installé, soit 1 250 000 arbres pour 1 000 milles de voie ferrée, et ces traverses doivent être renouvelées tous les six ans. À cette consommation, il faut ajouter le bois nécessaire pour les ponts, le chauffage et autres usages. Le chiffre augmentera ainsi d'une façon fabuleuse », *El Economista Mexicano*, México, le 13 août 1904, p.426.

Bibliographie

- Archives : Archivo General de la Nación (AGN), México, D.F.
Fondo SCOP (Secretaría de Comunicaciones y Obras Públicas).
Fondo SCT (Secretaría de Comunicaciones y Transportes).
Fondo Fomento.
- Revue : *El Economista Mexicano*. Semanario de asuntos económicos y estadísticos fundado en 1886. Ciudad de México. Directores Manuel Zapata Vera y Carlos Díaz Dufoo.1904.
- Ouvrages
Anes Alvarez, Rafael et Pedro Tedde, 1978, *Los ferrocarriles en España*. 1844-1943. Madrid. Servicio de Estudios del Banco de España.
Bigot, Raoul, 1910, *Le Mexique Moderne*. Paris. Pierre Roger & Compagnie Editeurs.
Coatsworth, John, 1984, *El impulso económico de los ferrocarriles en el porfiriato*. México. ERA.
Coatsworth, John, 1991, *Los orígenes del atraso*. México. Alianza Editorial.
Huerta Rodolfo, 1995, *Historia social de los obreros de San Rafael y Miraflores, Estado de México*. (1890-1939). Tesis de Maestría. UAM. Iztapalapa.
Lepetit, Bernard, 1995, *Les formes de l'expérience*. Paris. Albin Michel.
Kuntz Sandra, 1995, « Mercado interno y vinculación con el exterior : el papel de los ferrocarriles en la economía del porfiriato », dans *Historia mexicana*. México.
Martínez Moctezuma, Lucía, 1993, « Españoles en Chalco : estrategias de empresarios frente a la fuerza de trabajo, 1895-1915 », dans Alejandro Tortolero (Coord.), *Entre Lagos y Volcanes. Chalco-Amecameca. Pasado y Presente*. El Colegio Mexiquense.

- Martínez Moctezuma, Lucía, 1996, *D'Espagne à Mexico : Iñigo Noriega Laso, un entrepreneur dans la Vallée de Mexico, 1876-1913*, thèse de doctorat. de l'Université de Paris X - Nanterre, France.
- Pacheco Pilar et Humberto Morales, 1988, « Subvenciones ferroviarias y expansión del mercado interno. El Ferrocarril de San Rafael y Atlixco (1880-1927) », dans *Deslinda*, n° 22, octobre-décembre. Facultad de Filosofía y Letras, Universidad Autónoma de Nuevo León.
- Salazar Gutiérrez, Roberto, 1981, *El empresario industrial. Patrones tradicionales de constitución y sucesión empresarial*. México, ENHA, Tesis de Maestría.
- Semo Enrique et Gloria Pedrero, 1975, « La vida en una hacienda aserradero mexicana a principios del siglo XIX », dans Enrique Florescano (Coord.), *Haciendas, latifundios y plantaciones en América Latina*. México, Siglo XXI Editores.
- Tortolero Villaseñor, Alejandro, 1991, *Las Haciendas et l'innovation : activités agricoles et changements techniques dans la région centrale du Mexique (districts de Chalco et Morelos)*. Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales, thèse de doctorat.
- Tortolero Villaseñor, Alejandro (Coord.), 1993, *Entre Lagos y Volcanes. Chalco-Amecameca. Pasado y Presente*. El Colegio Mexiquense, 1993.
- Tortolero Villaseñor, Alejandro, 1995, *De la coa a la máquina de vapor. Actividad agrícola e innovación tecnológica en las haciendas mexicanas, 1880-1914*. México, Siglo XXI Editores.
- Tortolero Villaseñor, Alejandro, 1996, *Tierra, agua y bosques. Historia y medio ambiente en el México Central*. CEMCA, Potrerillo Editores, Instituto Mora, Universidad de Guadalajara.

RÉSUMÉ - RESUMEN

L'objectif de cet article est de réévaluer la place du chemin de fer dans le développement régional au Mexique, à l'époque porfirienne. En effet, on considère trop souvent que la voie ferrée a principalement été utilisée pour effectuer le transport de matières premières destinées à l'exportation. Or, l'étude des réseaux régionaux, tel celui de Chalco, prouve que le rail a joué un rôle essentiel dans le développement du marché intérieur.

El propósito de este artículo es de reevaluar el papel jugado por los ferrocarriles en el desarrollo regional de México, durante el Porfiriato. En efecto, se considera muy a menudo que los ferrocarriles transportaron principalmente materias primas para la exportación. Sin embargo, el estudio de las redes regionales, por ejemplo en el distrito de Chalco, nos muestra que los trenes jugaron un papel relevante en el desarrollo del mercado interno.

LA DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE DU CANADA VIS À VIS DE L'AMÉRIQUE LATINE

TERESA GUTIÉRREZ-HACES*

LES PROCESSUS D'INTÉGRATION économique et de régionalisation commerciale en Amérique latine, à partir de 1988, ont été caractérisés par le fait d'introduire dans les constructions institutionnelles des acteurs régionaux qui, traditionnellement, ne participaient pas aux initiatives commerciales multilatérales dans l'espace latino-américain. La présence incontestable des États-Unis en Amérique latine, à partir de la deuxième guerre mondiale, s'est d'abord manifestée par l'investissement étranger direct et par le biais de prêts négociés avec les institutions bancaires sous son contrôle, dans le cadre de la stratégie de la « Paix américaine ».

Pendant plus de quarante ans, les États-Unis ont préféré cette forme de participation économique et ont évité systématiquement de s'associer comme membre à part entière dans les projets d'intégration économique de « première génération » qui ont eu cours en Amérique latine à partir des années 1960. On peut observer une situation analogue dans le cas du Canada, un pays qui, en termes réels, a maintenu une participation économique très inférieure à celle des États-Unis en Amérique latine, et qui, traditionnellement, a toujours considéré que les politiques économiques engagées par les pays latino-américains étaient erronées. Selon lui, ces politiques étaient trop pro-

* Chercheur à l'Institut de recherches économiques de l'Université nationale autonome du Mexique, et membre du Système national des chercheurs (Conacyt). Fondatrice de l'Association mexicaine d'études canadiennes (AMEC), et membre du Conseil international des études canadiennes (CIEC) de Ottawa.

tectionnistes et de ce fait empêchaient le libre-échange, ce qui les rendaient incompatibles avec ses propres intérêts commerciaux par rapport aux pays latino-américains.

Toutefois, cette position changea radicalement à partir de 1985, quand les États-Unis et le Canada enclenchèrent des négociations autour d'un projet d'intégration économique, qui déboucha sur l'Accord de libre échange États-Unis-Canada (Aleec) signé en 1988. Peu après, les deux pays entreprirent des négociations avec le Mexique qui a pu ainsi les rejoindre dans l'Accord de libre échange de l'Amérique du Nord, mieux connu comme Alena, entériné officiellement en 1994. Le fait que, pour la première fois dans leur histoire, les États-Unis signèrent deux accords de libre-échange dans le continent américain, a provoqué de nombreuses spéculations qui ont conduit à une série d'événements assez intéressants pour notre analyse.

PREMIERS ACCORDS, PREMIERS EFFETS

Premier effet perçu dans presque tous les pays de la région : les politiques d'ajustement structurel et les stratégies de renforcement de l'économie de marché furent renforcées et poussées de l'avant, en considérant que ces tendances étaient devenues des conditions nécessaires pour des schémas futurs d'intégration économique avec les États-Unis. De fait, de nouveaux modèles d'intégration économique régionale virent le jour ; de même, on a pu assister au renforcement des schémas existants. On notera toutefois que tout cela s'est fait sans la présence des États-Unis comme membre à part entière des dits accords d'intégration.

Les restrictions que le congrès des États-Unis a démontré être capable historiquement d'imposer à la capacité de décision et de manœuvre du président de ce pays, furent appliquées alors que M. Clinton proposait l'usage du *fast track* ou « voie rapide » pour engager de nouvelles relations commerciales avec les pays latino-américains. Cette disposition du Congrès provoqua, entre autres, l'annulation du pouvoir de négociation commerciale du président face à la demande d'intégration du Chili à l'Alena.

Un troisième effet a été le virage observable dans la stratégie commerciale du Canada envers l'Amérique latine (Christie, 1993) un pays qui ne maintenait que des relations économiques marginales avec les pays latino-américains : poussé par sa participation à l'Alena, mais aussi stimulé par le vide économique provoqué par le blocage du *fast-track* aux États-Unis, le Canada a donné un coup de barre radical. Il abandonna sa stratégie de profil bas et s'engagea dans une voie plus agressive qui, à l'heure actuelle, comprend la signature d'accords bilatéraux de libre-échange et la négociation d'accords de coopération com-

merciale et de protection aux investissements étrangers, inspirés par les principes qui régissaient l'Accord multilatéral d'investissement (AMI) qui n'a pu finalement être signé. Le fait que les États-Unis et le Canada aient assumé une attitude plus favorable à leur participation dans des schémas d'intégration économique envers les pays latino-américains, altère dans une bonne mesure le modèle d'échanges commerciaux traditionnels entre ces deux pays. L'institutionnalisation *via* l'Aléna du bloc commercial de l'Amérique du Nord a ainsi ouvert un espace aux intérêts économiques canadiens envers l'Amérique latine.

La présence économique du Canada en Amérique latine a été, jusque il y a peu, relativement marginale. Toutefois quand on analyse cette situation de plus près, on constate que sa présence réduite dans le sous-continent est en relation directe avec sa position dans le schéma géopolitique et géoéconomique des États-Unis dans la région.

Malgré la marge de manœuvre très réduite que les États-Unis ont imposé au Canada, celui-ci avait cependant réussi à établir des relations assez sélectives avec certains pays, l'Argentine, le Brésil, le Chili et le Mexique, et cela depuis longue date, car ces pays ont intégré un espace de préférence en fonction des intérêts économiques canadiens. C'est le résultat du fait que les premiers contacts commerciaux du Canada avec ces pays d'Amérique latine furent établis davantage par des hommes d'entreprise que par des relations officielles. Par exemple, à partir de 1900, un groupe d'entrepreneurs canadiens a été lié aux processus de modernisation des infrastructures urbaines des grandes villes latino-américaines, particulièrement au Brésil et au Mexique, dans le cadre des travaux entrepris respectivement par la Brazilian Traction, Light and Power Company et la Mexican Light and Power, en vue de moderniser le transport, les communications et les équipements urbains.

Il est d'ailleurs paradoxal - face à cette relation relativement restreinte économique du Canada envers l'Amérique latine - de découvrir qu'en 1865, deux ans avant que le Canada ne s'intègre comme *Dominion* par l'Acte britannique d'Amérique du Nord de 1867, quatre des futures provinces canadiennes (le Québec, la Nouvelle Écosse, le Nouveau Brunswick et l'Île du Prince Édouard), ont soutenu une réunion à la ville de Québec pour discuter « les possibilités que peut offrir le marché mexicain comme alternative commerciale face à l'expansionnisme des États-Unis » (Gutiérrez-Haces, 1997). Cette situation de faible interaction est d'autant plus paradoxale que l'Amérique latine a toujours représenté une alternative économique pour le Canada, même si elle ne le fut que de façon intermittente. Ce n'est qu'en 1970 qu'une stratégie canadienne dans ce sens verra le jour de façon articulée, lorsque le ministre des affaires étrangères Mitchell Sharp et le premier ministre Pierre Elliot Trudeau publièrent une série de documents sous le titre général de « Politique étrangère pour les Canadiens ». Ces documents proposaient plusieurs options de politique économique étran-

gère, parmi lesquelles une « troisième option » qui devint la plus populaire face à la très forte présence économique des États-Unis¹.

L'évolution politique du Canada et en particulier la formulation de sa politique extérieure, ont été historiquement conditionnées par sa relation avec l'Empire britannique et postérieurement avec les États-Unis. Du fait de cet double conditionnement, le Canada s'est associé de façon très rapide aux principes du multilatéralisme et s'est lui-même considéré comme une puissance moyenne, en considérant que ces deux formules étaient les plus aptes pour lui permettre de formuler sa propre politique étrangère et secouer quelque peu les pressions des deux empires. Il est d'ailleurs bien connu que du fait de son caractère de *Dominion* de l'Empire britannique², ce ne fut qu'en 1931 que le parlement anglais l'autorisa à formuler sa propre politique étrangère. C'est cette circonstance qui explique pourquoi le Canada a surtout développé des échanges commerciaux avec le reste du monde, mais aussi le fait que sa politique étrangère actuelle porte encore, de façon très marquée, le sceau d'une orientation essentiellement économique.

Finalement, on doit aussi observer que le Canada a adopté très tôt un schéma de développement économique profondément dépendant des États-Unis, dans une bonne mesure à cause du fait que la structure économique canadienne devait s'appuyer sur l'économie voisine. C'est avec celle-ci que se sont développées les exportations des ressources naturelles canadiennes, souvent exploitées par des capitaux des États-Unis, et de produits manufacturiers en provenance d'usines canadiennes sous-traitantes des entreprises mères situées dans le pays voisin.

L'hypothèse centrale de cet article, c'est que le Canada se trouve actuellement dans un processus de construction d'une identité internationale plus conforme à ses intérêts économiques et au contexte international qui s'est imposé après la fin de la guerre froide. Le Canada essaie donc de construire une identité qui maintient en principe son attachement au multilatéralisme, tout en lui faisant des entorses dans la cadre d'une vision plus pragmatique de ses intérêts politiques et économiques. C'est aussi dans le cadre de ce processus de recherche d'une nouvelle image internationale, que résident les aspects les plus innovateurs par lesquels le Canada passe de son ancien rôle de *peacekeeper* qui lui donnait une certaine indépendance dans les actions de guerre qu'il partageait généralement avec les États-Unis, à celui de *peacebuilder* par le biais duquel il concentre ses efforts sur les processus de transition démocratique.

Les principes éthiques et humanistes sont centraux dans cette identité ainsi que les valeurs de la culture canadienne et la défense de la sécurité humaine, par exemple dans les actions canadiennes contre la prolifération des mines antipersonnel et pour la protection de l'environnement. Pour la construction de cette identité, l'Amérique latine représente un espace idéal en ce qui concer-

ne la mise en pratique de ces principes. D'un point de vue commercial, le vide relatif laissé par les États-Unis dans la région (à l'exception du Mexique, bien sûr) ainsi que les processus de transition et consolidation démocratiques en Amérique latine, offrent l'occasion au Canada de démontrer sa capacité de construire la paix.

Dans le contexte de ces évolutions en cours au Canada, notre article se propose donc d'analyser les traits principaux de la politique économique internationale du Canada envers l'Amérique latine pendant les dix dernières années, en mettant spécialement l'accent sur l'analyse des tensions que cette stratégie a provoqué implicitement sur trois niveaux d'intervention :

- sa relation avec les États-Unis dans l'espace régional latino-américain,
- l'échec apparent de ses initiatives multilatérales en Amérique Latine,
- la conciliation des intérêts des corporations canadiennes et la promotion d'un développement durable par le biais de sa diplomatie commerciale internationale.

LES OBSTACLES AUX INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES DU CANADA EN AMÉRIQUE LATINE

Le fait que le dynamisme de l'économie canadienne est dû en bonne mesure à son commerce extérieur est un fait bien connu. En conséquence, le comportement du secteur externe a été au centre des préoccupations politiques de tous les gouvernements canadiens, aussi bien les libéraux que les conservateurs, qui considèrent à l'unisson que la seule voie pour renforcer le développement économique du pays, est le commerce extérieur et l'investissement étranger. Particulièrement à partir de la fin des années 1940, le Canada considérait de manière officielle que l'objectif économique du gouvernement était le soutien de la croissance économique et la création d'emplois, et que pour ce faire il fallait mettre en place une politique explicite d'ouverture aux investissements étrangers ainsi qu'une stratégie de commerce extérieur en faveur du libre-échange dans la cadre d'un schéma de négociations et d'accords multilatéraux.

C'est sur base de cette conception que le Canada a consolidé un projet politique qui a renforcé les liens économiques avec les États-Unis, mais qui, en même temps, laissait de côté tout lien commercial de longue haleine avec l'Amérique latine. Pourtant, avant la deuxième guerre mondiale, il y avait déjà des contacts canadiens en Amérique latine, mais de caractère privé, résultats d'initiatives individuelles d'entrepreneurs aventuriers plutôt que de l'intervention du gouvernement canadien (Gutiérrez-Haces, 1997). Les raisons de cette attitude sont claires à 50 ans de distance : d'une part, l'Amérique latine, après la deuxiè-

me guerre mondiale, avait choisi un modèle de protectionnisme commercial et de substitution des importations. D'autre part, les gouvernements latino-américains manifestaient une certaine méfiance pour participer à des institutions multilatérales basées sur le libre-échange (type GATT) et ont choisi de mettre en œuvre les principes de la Commission économique pour l'Amérique latine (Cepal), faits qui indisposèrent les Canadiens, provoquant chez eux un rejet total d'établir des relations formelles avec les pays latino-américains.

Pendant plusieurs années, les Canadiens se sont isolés et ont même saboté certaines initiatives de la Cepal, en bonne mesure parce qu'ils défendaient de façon intensive le libre-échange, position partagée avec les États-Unis (Rochlin, 1997). Le rejet du modèle économique latino-américain a été généralisé et le ministre canadien à l'époque de la fondation de la Cepal (1948), M. Paul Martin Sr³, déclara d'ailleurs que le Canada devait s'opposer à toute autarcie régionale et empêcher la consolidation d'un régionalisme en Amérique latine, régionalisme qui s'inspirait évidemment des propositions de la Cepal.

La même situation a eu lieu dans le cadre de l'Organisation des États américains (OEA) : cette dernière avait manifesté depuis 1948 sa vocation pan-américaine, et le Canada exprima ouvertement ses réserves à ce sujet, spécialement quand est apparue la proposition latino-américaine d'une adhésion comme membre à part entière du Canada, ce que celui-ci refusa. Ce refus ne fut modifié que très tard, en 1961 puis en 1990, date à laquelle le Canada a formalisé son entrée à part entière dans cette institution (Gutiérrez-Haces, 1997 ; Keith, Christie, Sheck, Conrad et al., 1994).

Pendant la longue époque de la guerre froide, on assista donc à deux conceptions économiques antagoniques sur le continent américain : celle du libre-échange défendue par le Canada et surtout les États-Unis, face à la position latino-américaine, qui défendait essentiellement le protectionnisme. Les différences pragmatiques entre ces deux visions économiques provoquèrent une brèche qui a souvent dissocié économiquement les deux régions du continent. Mais il faut quand même rappeler que c'est sous le couvert du protectionnisme latino-américain que les États-Unis ont pu s'imposer en produisant et vendant ses produits au marché captif latino-américain, alors que le Canada, quant à lui, n'a établi que des relations commerciales sporadiques avec l'Amérique latine.

L'inhibition commerciale canadienne a plusieurs causes. La première que nous avons déjà souligné, est à mettre en relation avec les intérêts géopolitiques des États-Unis qui s'étaient littéralement appropriés certains marchés régionaux, et qui empêchaient le Canada de faire des avancées sur ces terrains, en mettant aussi en avant que ce dernier était trop lié aux intérêts anglais ; la deuxième cause, de toute évidence, est liée à la structure même de l'économie canadienne, celle-ci s'étant développée en bonne mesure comme une écono-

mie d'entreprises sous-traitantes (*Branch plant economy*), situation généralement peu connue. En effet, les Américains, en contrôlant pratiquement le marché domestique canadien, réduisaient ses possibilités de commerce extérieur car ce qui était produit au Canada par des usines sous-traitantes des États-Unis était d'abord exporté vers ces derniers, pour être éventuellement réexporté par la suite vers certains pays d'Amérique latine. C'est le cas du secteur automobile : les constructeurs canadiens exportaient vers les États-Unis qui redistribuaient le cas échéant vers d'autres marchés, mais le Canada n'avait pas le loisir d'exporter directement vers ces derniers.

Un facteur doit aussi être pris en compte : le Canada non seulement se méfiait des tendances protectionnistes des pays latino-américains, mais manifestait aussi de profondes réserves en relation au comportement politique de ces pays, particulièrement envers les dictatures, qu'elles fussent militaires ou civiles. À la différence d'autres pays, le Canada a toujours démontré des difficultés structurelles pour entretenir des rapports avec des gouvernements qui selon son critère, n'avaient pas de bases démocratiques suffisantes pour garantir la sécurité des investissements et l'intégrité personnelle des ressortissants canadiens dans les pays visés. Cette attitude a quand même été érodée par le temps, surtout du fait que le pragmatisme commercial a pris de plus en plus le pas sur les principes éthico-humanitaires. C'est ainsi qu'à plusieurs occasions, les intérêts commerciaux se sont imposés face au le maintien des principes d'appui à la démocratie et aux droits humains. Par exemple, le Canada a bien démontré ce changement d'attitude au moins dans trois cas : pendant la dictature militaire au Chili à partir de 1973 ; au sujet du blocus de Cuba du fait de la loi Helms-Burton qui touchait ses investissements dans l'île (1996) ; mais aussi, dans un autre contexte régional, en établissant une stratégie commerciale de grande envergure avec la Chine à partir de 1990.

Un autre élément explique l'isolement relatif du Canada par rapport à l'Amérique latine : c'est l'existence d'un accord implicite avec les États-Unis qui concernait l'intervention du Canada en Amérique latine, dans le cadre de la guerre froide, accord qui aurait limité sérieusement la marge de manœuvre du Canada. Dans le cadre du partage des espaces régionaux à des fins économiques, c'est tout de même en Amérique latine que le Canada a pu mettre en œuvre la stratégie commerciale la plus élaborée, du fait que les États-Unis lui avait donné la responsabilité de jouer de sa présence pour « contrer les avances du totalitarisme » (Gutiérrez-Haces, 1997 : 34), à partir des années 1950, particulièrement en Argentine, au Brésil et au Chili. Il faut rappeler que le Canada avait signé l'accord d'Ogdensburg selon lequel il s'engageait à appuyer les États-Unis dans la défense de l'hémisphère Nord, au cas où les nazis prendraient pied en Amérique du Sud (Rochlin, 1997).

Pendant plus de cinquante ans, le Canada a approfondi ses liens atlantiques, limitant ses relations américaines aux États-Unis, niant ainsi l'existence d'autres intérêts que les leurs en Amérique du Nord. Dans l'imaginaire canadien, le Mexique représentait l'entrée du territoire barbare qui s'étendait jusqu'à la Terre de Feu. Ces deux grandes orientations bien connues (l'atlantisme et le continentalisme), ont eu de toute évidence une influence considérable sur la structuration géo-économique du Canada, et sont aussi le fil conducteur qui permet de comprendre les orientations de la politique commerciale internationale du Canada.

L'atlantisme, qui se définit par la relation très étroite qu'a maintenu le Canada avec l'Empire britannique, a eu une influence décisive sur ses décisions commerciales jusqu'aux années 1980. De fait, en entrant dans le marché commun européen, l'Angleterre a désorienté l'ordre commercial qui prévalait dans le *Commonwealth* britannique. Cette décision a poussé le Canada à renforcer ses liens avec les États-Unis. De son côté, le continentalisme est une autre forme de relation qui s'est imposée de façon pendulaire au Canada, en suivant le va et vient des politiques, mais qui a fini par s'imposer de telle sorte que ce dernier a renforcé progressivement ses relations politiques et économiques avec les États-Unis. C'est bien cette option qui s'est imposée en remplaçant finalement l'atlantisme, de telle sorte que : « l'influence des États-Unis sur l'économie canadienne s'est accrue de façon de plus en plus dominante ; mais aucune réaction consciente n'a été prise pour questionner ou résister cette domination croissante » (*The Canadian Encyclopedia*, 1988 ; Craighton, 1976).

DE LA STRATÉGIE DE PUISSANCE MOYENNE À LA TACTIQUE DES « NICHES »

Les aspects que nous avons abordés dans les pages précédentes permettent de comprendre pourquoi le Canada s'est défini lui-même après la deuxième guerre mondiale comme une « puissance moyenne », définition qui faisait partie de la stratégie de ce pays pour « marquer une distinction » par rapport aux grandes puissances - particulièrement les États-Unis - dans le concert des nations⁴ : « La division élémentaire du monde entre grandes puissances et les autres, est irréaliste et même dangereuse. Les grandes puissances sont appelées ainsi parce qu'elles ont un grand pouvoir. Les autres États du monde ont aussi un grand pouvoir et la capacité de l'utiliser pour la préservation de la paix » (Mackenzie King, premier ministre du Canada, 1944). En prolongement de son profil international de « puissance moyenne » le Canada a progressivement mis au point et affiné une stratégie diplomatique de « niches » (Cooper, 1995 et 1997 :

118-126 ; Nossal, 1997 : 52-67) qui peut être assimilée à la façon d'agir en vogue dans le marketing contemporain.

Tout en courant le risque d'une simplification, nous affirmons que le terme de « puissance moyenne » utilisé par le Canada à son propre égard, a commencé à perdre ses effets et est devenu une expression vieillie après la fin de la guerre froide, et de ce fait, il fut nécessaire de reformuler des stratégies alternatives pour mettre à profit les capacités bien testées de la diplomatie canadienne de trouver des créneaux ou des niches dans lesquelles elle pourrait prendre des actions positives. C'est dans ce sens que nous affirmons que la diplomatie canadienne, à la recherche de ces niches, a trouvé un terrain particulièrement fertile dans le contexte latino-américain à partir des années quatre-vingt dix.

Une des grandes vertus de cette diplomatie de niches, réside dans le fait que celle-ci se concentre sur le processus d'identification d'espaces d'opportunité dans lesquels la diplomatie canadienne a des garanties de bons résultats (*good performance*), et d'efficacité des mesures prises. De façon comparative, on voit que la diplomatie américaine fonctionne plutôt sur la base d'un agenda formé de problèmes, et de ce fait, elle réagit et formule ses stratégies internationales à partir des agressions qu'elle estime voir portées à son agenda. La diplomatie de niches, tout au contraire, fonctionne sur la base d'une évaluation des possibilités d'apporter quelque chose ou de réaliser un gain dans les relations économiques et politiques : de là la réputation bien établie du Canada comme *peacekeeper* et *peacebuilding*.

La région latino-américaine commence à prendre plus d'importance aux yeux du Canada lorsque surgit le débat sur la dette externe, soit à partir des années 1980. Le problème financier affronté par les pays latino-américains a alors attiré l'attention du Canada, qui passait par une crise de la dette semblable à celle du Mexique à l'époque⁵. Mais malgré cela, la tendance hostile à l'Amérique latine n'en fut pas pour autant diminuée, et le Canada a continué à y voir un espace économiquement peu favorable et faiblement attractif.

L'apparition de nouvelles dictatures militaires en Amérique du Sud et en Amérique centrale n'a pas amélioré son image de l'Amérique latine, bien au contraire. Cependant, cette situation a offert au Canada l'occasion de créer une niche diplomatique et commerciale de long terme, sous le couvert de se présenter comme un agent intermédiaire (*facilitator*) d'un processus de transition politique vers la restauration de gouvernements élus démocratiquement. On sait que le Canada a accueilli plus de 5 000 réfugiés chiliens pendant les années soixante-dix, sans compter ceux d'autres nationalités. Ce processus a donné naissance à la création d'ONG canadiennes qui ont protégé les citoyens latino-américains et qui ont aussi contribué au processus de renaissance de la démocratie en Amérique latine.

Il est particulièrement intéressant de considérer que les relations personnelles qui se sont tissées entre Canadiens et Latino-Américains au cours de ces années ont eu un rôle crucial dans les négociations récentes de relations commerciales entre le Canada, le Chili, l'Argentine le Brésil ou l'Amérique centrale, car un grand nombre de Latino-Américains liés aux organisations humanitaires canadiennes ont occupé au fil des années des postes clés dans les instances politiques de leurs pays d'origine, dans le cadre de la démocratisation progressive de l'Amérique latine. Rétrospectivement, s'il y a quelque chose de particulièrement clair, c'est que durant la période des dictatures le Canada a tissé des liens d'appui systématiques avec leurs victimes, et que, plusieurs années plus tard, ce sont les groupes sociaux ainsi appuyés qui ont pris le pouvoir et ont mis sur pied un processus de réformes qui ont poussé en avant l'économie de marché (Bailey, 1995 : 97-112).

Il est évident que la présence diplomatique du Canada en Amérique latine, à partir des années 1990, a tiré profit de ces nouveaux cadres dirigeants latino-américains, cadres supérieurs ou de niveau moyen, qui furent accueillis par la solidarité canadienne. Cette constatation est particulièrement visible, lorsque l'on perçoit de quelle façon le Canada a pu être écouté et pris en compte par le gouvernement chilien lorsque celui-ci demanda son accès à l'Alena.

LE CANADA TIRE PROFIT DES DÉCISIONS DU CONGRÈS AMÉRICAIN

Il est évident que la référence principale en Amérique latine est bien sûr les États-Unis. De telle sorte, les actions humanitaires et solidaires du Canada, à la fin des années soixante-dix, sont passées inaperçues pour les majorités, sauf pour ceux qui furent touchés directement par les dictatures militaires. Cette situation a changé depuis 1989, quand le Canada apprit que les États-Unis s'apprêtait à engager des négociations commerciales avec le Mexique en vue de la signature d'un accord de libre-échange. Cette décision américaine a mis à mal la situation de sécurité du gouvernement et des grandes entreprises canadiennes qui découlait de la signature de leur propre accord avec les États-Unis en 1988, ce qui déboucha sur la demande du Canada, en 1990, de participer directement aux négociations entre les États-Unis et le Mexique en vue cette fois, d'un accord trilatéral. L'intégration du Canada à l'ALENA a sans aucun doute changé le rapport de force entre les acteurs en présence en Amérique du Nord, rapport de force qui éclipsait toute relation directe entre le Canada et le Mexique. C'est ainsi que l'on a assisté à une croissance constante de l'investissement canadien au Mexique, même si celui-ci est de loin inférieur à celui des États-Unis.

TABLEAU N° 1 : INVESTISSEMENTS DIRECTS DU CANADA AU MEXIQUE, 1990-1997

Années	En millions de dollars canadiens	En millions de dollars américains
1990	245	210
1991	199	173
1992	451	373
1993	530	410
1994	1 072	783
1995	919	671
1996	1 048	767
1997	1 090	787

Source : CD-ROM Statistiques Canada

Au delà du fait que son mobile essentiel est et continue à être la protection de ses intérêts économiques par rapport au marché des États-Unis, il faut aussi mettre en évidence que le changement de prise de position du Canada a obéi à un besoin péremptoire d'expansion de ses marchés. En effet, les hommes d'affaires canadiens ont toujours envisagé une stratégie extravertie, car, rappelons-le, le commerce extérieur du pays représente plus de 40% de son produit national brut. L'Alena les a forcé à regarder et à dialoguer d'abord avec le Mexique et par la suite avec le reste de l'Amérique latine, de façon beaucoup plus formelle et consolidée que par le passé.

Outre le fait de vouloir protéger leurs acquis et leurs avantages par rapport aux États-Unis, un autre motif a poussé les Canadiens à participer aux nouvelles négociations : c'est la résurgence du protectionnisme américain par le biais des principes du « commerce administré ». De ce fait, entrepreneurs et gouvernement canadien se virent forcés de formuler une nouvelle stratégie commerciale, plus cohérente et continue avec l'Amérique latine. C'est un fait que, malgré les obligations qu'ils ont signé avec le Canada et le Mexique dans le cadre de l'ALE et de l'Alena, les États-Unis continuent de mettre en œuvre des mesures protectionnistes unilatérales. Au cours des dernières années, ils ont insisté sur le fait que ses partenaires principaux devraient adopter les principes et les règles du « commerce administré », qui n'est pas autre chose que la mise en place d'un système de quotes-parts. D'ailleurs, cette pratique des États-Unis est devenue la norme dans tous les secteurs pour lesquels le Canada offre des avantages comparatifs ou une efficacité plus grande que celle de son voisiné. Même si publiquement cette situation n'a pas été reconnue comme une violation effective de l'ALE et de l'Alena, c'est un fait que les États-Unis

s'engagent de plus en plus vers un « système de taux en révision permanente » plutôt que vers un véritable libre-échange⁷.

Face à cette situation, la nouvelle stratégie commerciale du Canada envers l'Amérique latine consiste à identifier un nombre restreint de « niches commerciales et diplomatiques » pour lesquelles il considère avoir une marge de manœuvre suffisante. Cette stratégie est le reflet des pressions des groupes corporatifs canadiens, qui exigent de nouveaux espaces d'intervention face à l'intransigeance des États-Unis. Les tableaux suivants nous montrent la structure des relations commerciales du Canada avec diverses régions du monde.

TABLEAU N° 2 : EXPORTATIONS CANADIENNES PAR GROUPES DE PAYS, 1992-1998
(MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
États-Unis	125 670	150 656	183 302	207 752	223 177	245 089	269 925
Japon	7 493	8 495	9 752	12 061	11 210	11 165	8 612
Union Europ.	11 681	11 076	11 892	16 653	15 738	15 423	16 210
OCDE	148 088	173 294	209 522	240 676	254 775	279 203	301 591
Pays du Pacif.	15 394	16 292	19 609	25 908	24 011	24 332	18 737
Caricom	190	222	243	284	276	277	315
Aladi	2 690	2 990	3 897	4 565	4 748	5 714	5 132
Asean	1 558	1 600	1 764	2 649	2 947	2 943	1 990
OPEP	2 138	2 429	2 878	3 340	3 564	4 320	3 067
OTAN	137 975	162 378	195 836	224 439	238 907	260 337	285 925

Source : élaboration personnelle sur base des données de *Statistiques Canada*.

La mise en œuvre d'une stratégie commerciale canadienne qui vise directement la conquête des marchés latino-américains, a dû affronter de nombreux écueils, particulièrement du fait que la présence canadienne a le plus souvent été identifiée et homologuée avec celle des États-Unis ; de ce fait, le Canada essaye actuellement de construire une diplomatie commerciale qui lui permette définir une « identité propre » dans la région (Gutiérrez-Haces, 1999). Cette tâche est plus facile du fait que le Canada dispose d'un certain espace de manœuvre parce qu'il n'a pas un agenda de sécurité hémisphérique de l'envergure de celui des États-Unis. Il peut donc appliquer facilement la stratégie d'identification de niches dont nous avons parlé auparavant. Alors que les États-Unis doivent prendre en compte de nombreux aspects de l'état du monde, le Canada a compris que sa position de puissance moyenne lui permet de se concentrer davantage sur les questions commerciales, sur la promotion de la

TABLEAU N° 3 : IMPORTATIONS CANADIENNES PAR GROUPES DE PAYS, 1992-1998
(MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
États-Unis	96 469	113 845	137 344	150 682	156 944	184 343	203 561
Japon	10 762	10 717	11 366	12 094	10 438	12 554	13 991
Union Europ.	14436	14 808	17 698	22 616	22 735	26 911	28 447
OCDE	128 951	147 069	180 398	199 628	206 055	244 564	267 905
Pays du Pacif.	22 398	24 549	27 552	30 778	28 890	34 187	38 570
Caricom	265	379	470	427	521	524	525
Aladi	4 504	5 580	6 882	8 165	9 028	10 533	11 290
Asean	2 508	3 284	4 253	4 972	4 996	5 886	6 332
OPEP	2 117	2 552	2 593	2 828	3 306	4 259	3 269
OTAN	114 834	132 470	159 930	176 838	184 119	215 978	236 031

Source : élaboration personnelle sur base des données de *Statistiques Canada*.

démocratie et des droits de l'homme ou sur ses intérêts dans la protection de l'environnement. De ce fait, des tâches comme le combat contre la drogue ou les guérillas en Amérique latine, dépasseraient de loin les capacités de manœuvre que le Canada s'est lui-même fixées au long des décennies. C'est dans ce sens que le Canada a donc bien été un *peacekeeper* par le passé, alors qu'il met aujourd'hui en évidence son rôle de *peacebuilder*, par rapport aux processus politiques de l'Amérique latine, des Caraïbes ou de l'Europe de l'Est (Cooper, 1999).

La stratégie des « niches » a aussi eu pour conséquence que, depuis plusieurs années, le Canada a construit progressivement et a exporté vers l'Amérique latine une « image diplomatique » qu'il propose comme une alternative commerciale et politique univoque pour la région latino-américaine. Parfois à travers un langage quasi subliminal, souvent par des déclarations assez explicites, le Canada a construit un discours qui cherche à donner une réponse alternative au rejet des États-Unis chez certains secteurs sociaux en Amérique latine. Au cours des dix dernières années, il a été fréquent d'entendre des discours dans le style suivant : « Pour beaucoup d'entre eux [les pays latino-américains], une relation avec le Canada est un partenariat naturel qui n'a pas les mêmes tensions que leurs relations avec les États-Unis »⁸.

En 1990, un document rédigé par le Département d'État des États-Unis, a fait allusion aux changements provoqués par la fin de la guerre froide dans son agenda hémisphérique : ces changements étaient interprétés comme un « changement de maîtres » en référence à la triade qui contrôle économiquement le monde. Cependant, ce document n'a pas prévu les changements

de stratégie de certaines puissances moyennes dans les régions que les États-Unis considéraient comme leur région d'influence immédiate. Indiscutablement le refus du *fast-track* par le Congrès américain qui a empêché l'entrée du Chili dans l'ALENA, a été interprété dans de nombreux cercles latino-américains comme la paralysation virtuelle de toute action commerciale du président américain par rapport à l'Amérique latine.

Même si c'est un fait que les activités commerciales entre des pays comme le Mexique, la Canada ou ceux de l'Union Européenne ont augmenté depuis 1994, il est tout aussi évident que les États-Unis ont réussi à maintenir mais aussi à renforcer leurs intérêts commerciaux dans la région, sans avoir recours à des accords commerciaux, et donc sans devoir demander la permission du Congrès. L'approbation récente à la chambre des députés américains en 1999 d'une extension des bénéfices de l'Alena aux Caraïbes et à l'Amérique centrale, peut être interprétée comme une réponse au questionnement du leadership américain lors de la dernière réunion de l'Accord Canada-États-Unis de Toronto cette même année. Même Ottawa a mis à profit l'effet psychologique de l'échec de l'approbation du *fast track* avec le Chili, il faut quand même souligner que le Canada n'aurait pu avancer commercialement s'il n'avait pas mis en place une stratégie d'ajustement commercial qui a été poussé avec le consentement de Washington. D'autre part, si les gouvernements latino-américains n'avaient pas été convaincus du bien fondé des réformes économiques promues par les États-Unis et le Fond Monétaire International, et les facilités que cela implique, il est évident que l'expansion commerciale du Canada en Amérique latine n'aurait pas été aussi facile.

L'IMPLICATION CROISSANTE DU CANADA EN AMÉRIQUE LATINE

Après avoir mentionné quelques unes des conditions qui ont rendu plus facile la présence de la diplomatie commerciale canadienne dans la région, nous voulons maintenant examiner le sens que cette stratégie multilatérale canadienne acquiert par rapport au leadership américain dans la région. La tendance répétée du Canada à vouloir imposer une vision multilatérale par le jeu de sa diplomatie commerciale, suscite quelques réflexions :

- la relation du Canada avec l'Amérique latine est une stratégie commerciale unilatérale de ce pays qui n'a pas été concertée avec ses deux principaux partenaires, les États-Unis et moins encore le Mexique. De toute évidence aucun pays ne doit se référer aux autres pour établir sa propre stratégie commerciale, mais il est tout de même évident que le Canada a toujours pris des pré-

cautions avant de mettre les pieds dans les espaces commerciaux sous leadership américain.

- L'initiative canadienne, outre le fait d'être multilatérale, a capitalisé les difficultés qui surgissent de l'échec du *fast track* américain, et mise aussi sur l'appui qui découle de sa participation au bloc commercial de l'Amérique du Nord.

- Indiscutablement, la bonne réception que la majorité des pays latino-américains a donné au *Team Canada*, une organisation intégrée par plusieurs ministres canadiens dont le premier ministre, des fonctionnaires de haut niveau et des hommes d'entreprises, qui a pour objet la promotion de l'investissement et du commerce canadien dans plusieurs pays d'Amérique latine et d'autres régions du monde, peut s'expliquer par le fait que ses membres font partie de l'Aléna.

- L'unilatéralisme canadien ne l'est « par défaut » que dans un certain sens : au début, le Canada a essayé de négocier sa relation commerciale avec l'Amérique latine sous une optique strictement multilatérale, ce qui a signifié qu'il a donné plus de force aux relations avec d'autres blocs commerciaux qu'avec des pays spécifiques (ce fut le cas avec le Mercosur, le Pacte andin, le Marché commun centraméricain et le Caribcan).

- À partir de ces initiatives, on a vu surgir des accords : le *Trade and Investment Cooperation Arrangements* (TICA's) avec le Mercosur en 1998 et la Communauté andine en 1999. Le *Memorandum of Understanding on Trade and Investment* (Mouti) avec les gouvernements centraméricains (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua) en 1998, un accord sur la double imposition fiscale avec le Brésil, la Guyane et le Mexique mais aussi une initiative commerciale de plus grande ampleur, l'Accord bilatéral de libre-échange avec le Chili en 1997⁹.

De même, en ce qui concerne les investissements, le Canada aurait préféré que sa relation avec l'Amérique latine soit encadrée par un accord de type multilatéral, selon une formule du genre de celle de l'AMI (Accord multilatéral d'investissement). Cependant, le fait que cet accord n'a pas été entériné à la réunion de l'OCDE à Paris en 1998, l'a poussé à signer des Accords de protection des investissements étrangers (FIPA, *Foreign Investment Protection Agreement*) avec l'Uruguay, l'Argentine, Cuba et le Mexique. Dans le même ordre d'idées, le Canada a insisté sur le fait de rouvrir le chapitre XI de l'Aléna, pour renégocier le thème des investissements, du fait de l'échec de l'AMI. La proposition du Canada essaie d'insérer dans le document des clauses qui imposent le droit des entreprises à exiger des compensations auprès des gouvernements, en cas de changements dans les lois ou dans les règlements sanitaires ou sur l'environnement qui touchent les bénéfices des entreprises¹⁰.

La négociation de ce genre de clauses est loin d'être facile. L'accord du

Canada avec le Mercosur, par exemple, a été précédé par une dispute aigre entre le Brésil et le Canada autour de l'entreprise Bombardier. Cela met en évidence les difficultés qui peuvent se présenter entre les corporations canadiennes et les pays récepteurs des investissements canadiens, comme

TABLEAU N° 4 : DESTINATION DES EXPORTATIONS CANADIENNES PAR PAYS (EN % DU TOTAL DES EXPORTATIONS)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998
États-Unis	80,4	81,2	79,2	80,9	81,9	84,7
Europe occidentale	7,0	6,2	6,9	6,3	5,5	5,6
Royaume-Uni	1,6	1,5	1,5	1,5	1,3	1,4
Allemagne	1,4	1,0	1,3	1,2	0,9	0,8
Hollande	0,7	0,5	0,6	0,6	0,6	0,0
France	0,7	0,6	0,7	0,6	0,5	0,5
Belgique et Luxemb.	0,6	0,6	0,7	0,5	0,5	0,5
Italie	0,5	0,6	0,7	0,5	0,5	0,5
Reste de l'Eur occid.	1,2	1,4	1,3	1,4	1,2	1,3
Europe Orientale	0,8	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
Ex-Union soviétique	0,3	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1
Reste Europe orientale	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Moyen-Orient	0,9	0,8	0,8	0,9	0,9	0,6
Afrique	0,4	0,5	0,6	0,4	0,6	0,5
Asie	8,4	8,4	9,6	8,4	7,9	5,7
Japon	4,5	4,3	4,6	4,0	3,7	2,7
Chine	0,9	1,0	1,3	1,1	1,0	1,8
Corée du Sud	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	0,6
Hong Kong	0,4	0,5	0,7	0,5	0,6	0,4
Taiwan	0,5	0,5	0,7	0,5	0,5	0,4
Reste de l'Asie	1,2	1,0	2,3	1,3	1,3	0,8
Océanie	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
Australie	0,4	0,4	0,5	0,4	0,3	0,3
Reste de l'Océanie	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Amérique du Sud	1,2	1,2	1,3	1,3	1,5	1,1
Brésil	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,4
Reste Amér. du Sud	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7
Mexique, Amérique	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9
Mexique	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5
Amér. cent. et Antill.	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4
Total	100	100	100	100	100	100
Total Milliards \$	187	225	262	275	299	318

Source : élaboration propre sur base des données de *Statistiques Canada*

TABLEAU N° 5 : ORIGINE DES IMPORTATIONS CANADIENNES PAR PAYS (EN % DES IMPORTATIONS TOTALES)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Etats Unis	67,0	68,0	67,0	67,0	67,0	68,0
Europe occidentale	10,6	10,9	11,5	11,4	11,5	10,8
Royaume Uni	2,6	2,5	2,4	2,5	2,4	2,0
Allemagne	2,1	2,2	2,1	2,1	1,2	2,0
Hollande	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
France	1,3	1,2	1,4	1,5	1,9	1,7
Belgique et Luxemb.	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4
Italie	1,1	1,3	1,4	1,2	1,1	1,1
Reste de l'Eur. occid.	2,8	3,0	3,3	3,4	3,4	3,1
Europe Orientale	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5
Ex-Union soviétique	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3
Reste de l'Eur. orient.	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Moyen-Orient	0,7	0,4	0,5	0,6	0,7	0,5
Afrique	0,8	0,9	0,8	0,9	0,7	0,7
Asie	14,0	11,9	12,9	12,1	12,4	12,8
Japon	6,3	5,6	5,4	4,5	4,6	4,7
Chine	1,8	1,9	2,0	2,1	2,3	2,6
Corée du Sud	1,3	1,2	1,4	1,2	1,0	1,1
Hong Kong	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4
Taiwan	1,5	1,4	1,2	1,2	1,3	1,3
Reste de l'Asie	2,4	2,5	2,7	2,6	2,7	2,7
Océanie	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6
Australie	0,6	0,5	0,6	0,5	0,4	0,4
Reste Océanie	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Amérique du Sud	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,3
Brésil	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Reste Amér. du Sud	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8
Mex. Am cent. antill	2,6	2,7	2,9	3,1	3,0	3,0
Mexique	2,2	2,2	2,4	2,6	2,6	2,6
Amér centr et Antill	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5
Total en %	100	100	100	100	100	100
Total milliards \$	169	202	225	232	272	298

Sources : élaboration propre sur base des données de *Statistiques Canada*

cela a aussi été le cas entre Bombardier et le gouvernement mexicain en relation avec un contrat de matériel pour le métro de Mexico. Cela a rendu pour un temps plus tendues les relations entre le Mexique et le Canada, mais c'est aussi le résultat du fait que le Canada défend avant tout les intérêts de ses corporations, considérées comme le noyau de sa politique commerciale :

il cherche donc à leur faciliter la tâche dans les pays étrangers.

Malgré cet ensemble d'accord commerciaux, il faut quand même mettre en évidence que les relations commerciales les plus importantes se font entre pays latino-américains, avec l'Union européenne et avec les États-Unis. Dans le cas de l'Association latino-américaine d'Intégration (Aladi) on peut d'ailleurs observer une croissance apparente du commerce avec le Canada, mais il ne faut pas s'y tromper : c'est l'échange avec le Mexique qui domine, et c'est donc un résultat de l'Alena plus qu'une croissance des échanges du Canada envers le reste de l'Amérique latine (Vaillant, 1998 ; Crisorio, 1999).

TABLEAU 6 : EXPORTATIONS CANADIENNES VERS L'AMÉRIQUE LATINE PAR PAYS DE DESTINATION, 1993-1998 (MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Mexique	825	1 083	1 160	1 258	1 328	1 454
Brésil	771	979	1 310	1 428	1 692	1 379
Venezuela	584	618	800	621	953	703
Colombie	240	459	392	512	472	470
Chili	212	314	387	415	392	337
Cuba	146	124	279	291	364	469
Argentine	147	201	237	204	409	342
Pérou	97	87	144	175	311	187
Équateur	58	87	78	72	86	201
Guatemala	46	36	41	67	82	139
Costa Rica	33	36	46	50	74	48
Panama	25	30	51	47	41	54
Uruguay	35	22	25	26	23	24
Salvador	20	18	22	11	21	33
Bolivie	8	19	11	26	31	18
Honduras	15	14	20	16	16	18
Nicaragua	11	9	9	16	10	12
Paraguay	8	23	14	6	11	13
Belize	12	4	4	2	9	3

Source : élaborations propres sur base des données de *Statistiques Canada*.

LE MULTILATÉRALISME CANADIEN À L'ÉPREUVE : LE CAS DU CHILI ET DE L'ALENA

De toute évidence, un des épisodes qui illustre le mieux l'orientation prise par le multilatéralisme canadien en Amérique latine, est le cas du Chili. En 1990, le gouvernement chilien, sous la présidence de Patricio Aylwin, estima qu'il

TABLEAU N° 7 : IMPORTATIONS CANADIENNES DEPUIS L'AMÉRIQUE LATINE
PAR PAYS D'ORIGINE 1993-1998 (MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Mexique	3 709	4 525	5 352	6 035	7 019	7 671
Brésil	791	960	1 038	1 133	1 319	1 377
Venezuela	351	507	668	725	972	840
Colombie	172	257	372	296	301	339
Chili	209	238	278	342	325	360
Cuba	171	194	320	401	353	334
Argentine	116	132	169	186	232	259
Pérou	130	127	138	128	141	192
Équateur	128	150	163	146	185	201
Guatemala	64	96	96	126	134	171
Costa Rica	46	72	93	103	133	156
Panama	24	23	24	33	66	60
Uruguay	9	11	22	23	45	55
Salvador	17	40	43	27	44	31
Bolivie	10	11	22	17	15	13
Honduras	18	39	49	51	54	78
Nicaragua	16	9	10	9	9	22
Paraguay	11	17	11	7	12	8
Belize	1	1	3	2	3	3

Source : élaborations propres sur base des données de *Statistiques Canada*.

y avait un climat politique et économique favorable pour la négociation d'un accord de libre-échange avec les États-Unis, du fait aussi de l'Initiative pour les Amériques de M. Georges Bush. C'est aussi l'année de l'entrée du Canada à l'OEA et du début des négociations mexicaines vers l'Alena. Considérant qu'avant cette date le Chili avait pris des mesures pour devenir un modèle réussi d'économie de marché, il était clair pour ce pays qu'il deviendrait une nouvelle étape dans les accords de libre-échange avec les États-Unis. En outre, le Canada était devenu un des investisseurs étrangers les plus dynamiques vers 1994-1995, et il était passé en deuxième position comme investisseur étranger au Chili, derrière les États-Unis.

L'intérêt chilien s'est traduit par le déploiement d'un grand nombre d'initiatives vers le libre-échange, dont les accord signés avec la Colombie, le Mexique, la Malaisie et la Nouvelle-Zélande. Sa diplomatie propre fut renforcée lors de l'*Uruguay Round* dans le groupe Cairns, et il a été accepté comme membre de l'APEC en 1993. Toutes ces initiatives avaient pour objet de démontrer internationalement que le Chili avait pris des enga-

gements sérieux par rapport à la démocratie et à son modèle économique. En 1992, l'Ambassade des États-Unis commença à négocier de façon non officielle un accord commercial avec le Chili. Concrètement les Chiliens ont interprété cette situation comme un signe de conditions favorables pour une initiative bilatérale. Cependant, ils ne pensaient pas que leur participation à l'Alena pourrait être viable dans les conditions de l'époque. Les raisons pour entreprendre des négociations bilatérales dans le cas chilien étaient de poids : la relation avec les États-Unis était suffisamment solide pour entreprendre cette négociation. Pourtant, les lois chiliennes n'étaient pas compatibles avec l'esprit de l'Alena, entre autres parce qu'elles ne considéraient pas comme importantes les négociations sur les conditions de l'emploi et sur l'environnement qui étaient en négociation dans l'Alena ; de ce fait le Chili préférait un accord bilatéral.

De son côté, le gouvernement des États-Unis considérait très alléchante l'idée d'appliquer la formule de *Hubs and spoke*¹¹ (« noyau et rayon ») dans la négociation avec le Chili. À son tour, le Canada était préoccupé par le fait que cette nouvelle initiative pouvait avoir pour conséquence de lui faire perdre des avantages qu'il avait acquis sous l'ALE et l'Alena ; son inquiétude principale étant que les États-Unis pourrait envisager d'étendre le principe

TABLEAU N° 8 : EXPORTATIONS CHILIENNES PAR DESTINATIONS (TAUX DE CROISSANCE ANNUEL EN POURCENTAGES SUR 1989-1993, DONNÉES EN MILLIONS DE DOLLARS US)

Destination	Taux moyen de croissance annuelle 1989-93, %	Volume des exportations en 1993 (millions \$US)
Union européenne	-5.9	2 444
Amérique latine	15.2	1 860
E.U. et Canada	1.6	1 716
Japon	6.1	1 502
Asie (sans Japon)	8.0	1 399
Reste du Monde	-7.5	495
Total	2.1	9 416
Mercosur	11.4	1 089
TLCAN	2.7	1 847

Source : Banque centrale du Chili

de *hubs and spoke* pour conduire de nouveaux accords commerciaux bilatéraux, donc hors de la participation canadienne (Bailey, 1995 : 97-112).

À partir de 1993, le Canada a donc lancé une série d'initiatives diplomatiques envers le Chili, en se servant de trois espaces importants de contact : les anciennes relations entre les membres de la société civile chilienne et certaines ONG canadiennes ; la présence de l'Agence canadienne de développement

international (ACDI) et les contacts qu'il pouvait engager en siégeant depuis une date récente à l'OEA à Washington. Le message qu'essayait de faire passer le lobby canadien était assez évident :

- Le Chili devrait plutôt négocier son accès à l'Alena parce que cet accord lui offrirait plus d'avantages que de le faire de façon bilatérale avec les États-Unis.

- D'autre part de nombreux arguments étaient contre la proposition de « noyau et rayons » soit la négociation bilatérale : dans ce cas, le Chili se retrouverait en position désavantageuse par rapport aux États-Unis.

- Finalement, les négociateurs chiliens ne seraient pas capables d'obtenir les avantages que les Mexicains et les Canadiens avaient obtenus dans le cadre de l'Alena.

Vers 1994, le lobby des canadiens pour favoriser un multilatéralisme commercial semblait devenir possible. La proposition de Clinton d'une Initiative pour les Amériques a fait voir aux chiliens qu'il serait sans doute possible d'envisager une négociation multilatérale et non bilatérale, et de ce fait le Chili a intensifié ses négociations pour entrer dans l'Alena. La campagne soutenue par le Canada pour l'accès du Chili à l'Alena a donc triomphé comme l'option la plus viable, mais c'est le refus du congrès des États-Unis de permettre l'usage du *fast-track* à Bill Clinton pour cette négociation, qui a empêché que cet accord soit finalement signé. Jusqu'à présent cette décision n'a pas été annulée et, de ce fait, les chiliens ont négocié un accord de libre-échange avec le Canada en 1997¹². Cet épisode peut paraître finalement paradoxal pour le multilatéralisme canadien, du fait de l'échec du plaidoyer entrepris par les Canadiens auprès des Chiliens pour les convaincre du multilatéralisme, et de la signature par ces mêmes diplomates canadiens de l'accord bilatéral avec le Chili (Labán et Meller, 1997).

ENTRE LES INTÉRÊTS CORPORATIFS ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La diplomatie commerciale canadienne promeut essentiellement les intérêts de ses corporations, en insistant aussi sur la promotion des petites et moyennes entreprises. En contrepartie, cette diplomatie maintient un discours humaniste (Hampson et Oliver, 1998 ; Forsythe, 1997), qui entremêle des concepts sur la démocratie, les droits humains et le développement soutenable. « Nous avons une espèce de relation de développement missionnaire avec l'Amérique latine » soutenait Lloyd Axworthy en 1997. Mais l'expérience récente démontre bien que les intérêts et exigences du discours humaniste s'accommodent parfois mal avec les contraintes de la diplomatie commerciale.

Le ministère des Affaires étrangères et du commerce international du Canada intègre une organisation qui donne un espace aux questions corporatives mais aussi aux préoccupations pour promouvoir un développement durable au niveau international. Dans cette structure, il faut mentionner spécialement le *Global Issues Bureau* (Bureau des affaires globales) qui se charge des thèmes de la protection et de la promotion des droits de l'homme, l'intervention humanitaire, et un nouveau thème baptisé « sécurité humaine » par les Nations Unies¹³.

Tous ces thèmes ont été très présents dans la diplomatie de niches mise en œuvre par le gouvernement canadien en Amérique Latine. Cependant, au cours des dix dernières années, les gouvernements latino-américains ont vu toutes sortes de situations, et même s'il est évident que la diplomatie canadienne défend les thèmes cités antérieurement, elle a aussi été mise à rude épreuve. Pour la communauté des entreprises latino-américaines, il est aussi évident qu'il existe une certaine tendance, au Canada, à transférer les disputes historiques entre provinces canadiennes à la sphère des affaires internationales. Il est fréquent que la vision provinciale-régionale canadienne entre en conflit avec les perspectives des entreprises et des gouvernements latino-américains, qui pratiquent le plus souvent une vision centralisée.

TABLEAU N° 9 : LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES PROVINCES CANADIENNES PAR PRINCIPAUX PARTENAIRES EN 1998 (% DU TOTAL)

Exportations	Québec	Ontario	Provinces Atlantiques	Provinces de la Prairie	C. B., Yukon Terri. du N.O.
États-Unis	17,6	59,0	3,5	13,6	6,2
Japon	5,4	8,4	5,3	26,0	54,8
Union europ.	31,8	32,4	8,8	12,7	14,3
Reste de l'OCDE	15,5	42,4	2,9	22,8	16,4
Reste du Monde	18,0	54,6	3,9	15,0	8,5
Total en milliards \$	111 589	342 630	19 910	90 267	53 926
Importations					
États-Unis	9,7	72,8	1,3	10,0	6,2
Japon	8,5	52,7	1,0	2,0	35,7
Unión européenne	34,4	43,2	9,9	7,5	4,9
Reste de l'OCDE	21,5	53,7	10,3	5,0	9,4
Reste du Monde	14,6	65,1	3,4	3,2	8,6
Total en milliards \$	79 161	373 608	17 910	48 520	46 773

Source : élaborations propres sur base des données de *Statistiques Canada*.

Les différences de stratégie commerciale des provinces par rapport à l'étranger sont opaques pour des pays dont le centre -la capitale- négocie l'ensemble des intérêts du territoire et où l'économie mixte invoque encore des différences entre les intérêts des corporations et ceux des États. La

corruption en Amérique latine a aussi été une des mises à l'épreuve de la diplomatie canadienne : si les pays latino-américains sont généralement accusés de pratiques corrompues, il est tout aussi vrai que, dans certains cas, les corporations canadiennes ont eu des attitudes assez flexibles face à ces pratiques.

On connaît bien la rigidité des normes canadiennes en matière d'environnement et on espère que ces pratiques très louables puissent être appliquées en Amérique latine. Toutefois, certaines entreprises canadiennes ont justement cherché à éviter ces restrictions dans leur pays d'origine, en s'installant en Amérique latine pour investir dans les secteurs miniers et forestiers. Récemment, les paysans honduriens et mexicains ont protesté contre la reproduction commerciale d'espèces d'arbres interdites au Canada, qui sont de bons produits de cellulose mais qui appauvrissent rapidement les sols. La même situation a pu être observée à Cuba : deux entreprises, Sherrit International et Leisure Canada, respectivement dans le secteur minier et dans le tourisme, ont été mises à l'index car elles violaient les lois du travail.

On peut donner d'autres exemples des difficultés pratiques de la mise en œuvre d'une diplomatie commerciale fondée sur l'idée généreuse du développement durable mais qui, d'autre part, doit affronter les exigences des intérêts privés dont certains ne suivent pas toujours les principes éthiques définis dans la politique extérieure canadienne. En conclusion, il faut mettre en évidence que la politique commerciale canadienne face à l'Amérique latine est en cours de construction et que, dans ce genre d'entreprise, il y a comme partout des missionnaires et des gens sans scrupule.

Notes

- 1 Les trois options proposées étaient les suivantes : 1) conserver la relation avec les États-Unis dans son contexte de l'époque ; 2) s'intégrer aux États-Unis et 3) réduire la vulnérabilité du Canada en diversifiant son activité économique vers des puissances intermédiaires.
- 2 *Dominion* signifie en anglais possession, nom donné, avant Elisabeth II, à diverses parties du *Commonwealth*, politiquement indépendantes, mais unies à la Couronne par des liens d'allégeance (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande...). Le caractère de *Dominion* du Canada a été une option politique protectionniste vis à vis des États-Unis, assumé à partir de 1867 quand quelques provinces de l'Est, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse, Ontario et Québec ont pris la décision de s'unifier sans couper politiquement leurs liens avec l'Empire Britannique.
- 3 A ne pas confondre avec son fils Paul Martin Jr, qui est en 1999 le ministre libéral des finances du gouvernement fédéral canadien.
- 4 Robert Keohane y Joseph Nye définissent la puissance moyenne comme « un état dont les leaders considèrent qu'ils ne peuvent agir seuls, mais qui ont la capacité de produire un impact systémique sur un groupe restreint de pays ou par le biais d'une institution internationale » (Nossal, 1997).
- 5 Document du Système économique latinoaméricain, « El Papel de Canadá en el Hemisferio », 1998.

- 6 Journal *El Financiero*, p. 39, Mexico, 30-VIII-1999.
- 7 Dans le texte officiel de l'ALENA, particulièrement au chapitre XIX, un mécanisme de solution des controverses est proposé (Vega Cánovas, 1999).
- 8 « An Interview with the Minister of Foreign Affairs », *Canadian Foreign Policy Journal*, vol. 43, Hiver 1997, Ottawa, p.1 à 5.
- 9 Information obtenue de la Page Internet du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce International du Canada, novembre 1999.
- 10 Journal *El Financiero* : « Insistirá Canadá en reformar el capítulo 11 del TLCAN », p. 29, Mexico, 21 juillet 1999.
- 11 Le concept fait référence à la négociation d'accord bilatéraux, les rayons qui représentent des accords commerciaux bilatéraux à partir d'un point, le noyau, dans ce contexte, les Etats-Unis.
- 12 Journal *El Financiero* : « Acuerdos entre Canadá y Chile para eliminar aranceles », p. 22, novembre 1999, México.
- 13 Ce concept apparaît en 1993 dans le Rapport sur le développement humain du Programme des Nations-Unies pour le développement. La « sécurité humaine » est un concept qui s'appuie sur une perception d'insécurité et sur la nécessité de satisfaire les besoins élémentaires. Ce concept a provoqué de grandes controverses car il tend à justifier des interventions pour cause humanitaire (Villanueva Ayón, 2000).

Bibliographie

- Bailey, Glen, 1995, « Canadian Diplomacy as Advocacy : The case of Chile and the NAFTA », dans *Canadian Foreign Policy*, vol. 3, n° 3.
- Christie, Keith H, 1993, « Different Strokes : Regionalism and Canada's Economic Diplomacy », dans *Policy Staff Paper 93/08*, ministère des Affaires étrangères et du commerce international, Canada.
- Cooper, Andrew, 1995, « In Search of Niches : Saying « Yes » and saying « No » in Canada's International Relations », dans *Canadian Foreign Policy*, vol 3, 1995, p. 1-13.
- Cooper, Andrew, 1997, *Canadian Foreign Policy*, Canadá, Prentice Hall.
- Cooper Andrew, 1999, « Coalitions of the Willing : The Search for Like-Minded Partners in Canadian Diplomacy », dans Cooper, Andrew *How Ottawa Spends*, Canadá, Oxford University Press.
- Craighton, Donald, 1976, *The Forked Road : Canada 1939-57*, McClelland and Stewart, Canada.
- Crisorio, Beatriz Carolina, 1999, « Las Relaciones Argentino-Canadienses entre el TLCAN y el Mercosur », communication au VI^e congrès de l'Association Mexicaine d'Études Canadiennes, Mexico.
- Forsythe David P., 1997, « Human Rights and Foreign Policy », *International Journal*, Canada.
- Gutiérrez Haces, Teresa, 1997, « Canadá- México : Vecindad Interferida », dans *Revista Mexicana de Política Exterior*, núm. 51, Secretaria de Relaciones Exteriores de México, Mexico.

- Gutiérrez-Haces, Teresa, 1999, « Canadá descubre las Américas : entre un liderazgo en la promoción de la democracia y las exigencias del libre comercio », dans *Revista de Relaciones Internacionales*, n° 79, México, Facultad de Ciencias Políticas y Sociales, Universidad Nacional Autónoma de México, janvier-avril 1999.
- Hampson F.O. et Oliver D.F., 1998, « Pulpit Diplomacy », dans *International Journal*, Canada.
- Keith, Christie, Sheck, Conrad et al., 1994, *Canada in the Americas New-Opportunities and Challenges*, DFAIT, Ottawa.
- Labán R. et Meller P., 1997, « Trade Strategy for a Small Country : The Chilean Case », dans Lipsey, Richard : *Western Hemisphere Trade Integration*, St. Martin Press.
- Nossal, Kim Richard, 1997, *The Politics and Canadian Foreign Policy*, Canadá, Prentice Hall.
- Rochlin, James, 1997, *Discovering the Americas*, UBC, Canada.
- The Canadian Encyclopedia*, 1988, Hurting Publishers, Alberta, Canada.
- Vega Cánovas, Gustavo, 1999, « Solución de Controversias en el TLCAN », dans Germán A. de la Reza (Coordinateur), *Nuevas Dimensiones de la Integración*, Mexico, Plaza y Valdés.
- Vaillant, Manuel, 1998, « Estudio de las Relaciones Comerciales ALADI-Canadá », ALADI.
- Villanueva Ayón, Miriam, 2000, La Seguridad Humana ¿una ampliación del concepto de seguridad global?, dans *Revista Mexicana de Política Exterior*, IMRED, México.

RÉSUMÉ - RESUMEN

Cet article se propose d'analyser les traits principaux de la politique économique internationale du Canada envers l'Amérique latine au cours des dix dernières années, en mettant spécialement l'accent sur l'analyse des tensions que cette stratégie a provoqué implicitement sur trois niveaux d'intervention : sa relation avec les États-Unis dans l'espace régional latino-américain, l'échec apparent de ses initiatives multilatérales en Amérique Latine, la difficile conciliation des intérêts des corporations canadiennes avec la promotion d'un développement durable par le biais de sa diplomatie commerciale internationale.

El propósito de este artículo es de analizar los diferentes matices de la política económica internacional de Canadá hacia América latina, en el transcurso de los diez últimos años, haciendo hincapié en el análisis de las tensiones implícitamente generadas por esta estrategia en tres niveles de intervención : su relación con los EE-UU en el espacio regional latino-americano ; el fracaso aparente de sus iniciativas multilaterales en América latina ; la difícil conciliación de los intereses de las corporaciones canadienses con el fomento de un desarrollo sostenible, por medio de su diplomacia comercial internacional.

INFORMATION SCIENTIFIQUE

LECTURES

LECTURES

REDÉCOUVRIR LE BRÉSIL

Bueno (Eduardo), 1998, *A viagem do descobrimento : a verdadeira história da expedição de Cabral*, Ed. Objetiva, Rio de Janeiro, Coll. Terra Brasilis, 140 p., cartes, notes.

Bueno (Eduardo), 1998, *Náufragos, traficantes e degredados : as primeiras expedições ao Brasil*, Ed. Objetiva, Rio de Janeiro, Coll. Terra Brasilis, 200 p., cartes, bibliographie, notes.

Bueno (Eduardo), 1999, *Capitães do Brasil : a saga dos primeiros colonizadores*, Ed. Objetiva, Rio de Janeiro, Coll. Terra Brasilis, 288 p., cartes, bibliographie, notes.

PARMI LES PARUTIONS revenant sur la découverte du Brésil par les Portugais, on peut retenir la série de trois ouvrages du journaliste Eduardo Bueno, sous l'autorité scientifique du professeur d'histoire moderne de l'Université Fédérale Fluminense Ronaldo Vainfas : *A viagem do descobrimento*, *Náufragos, Traficantes e Degredados* et *Capitães do Brasil*. Ces trois ouvrages, particulièrement bien diffusés au Brésil, ont pour but de faire mieux connaître les conditions dans lesquelles ce pays a été découvert ainsi que les tout premiers

acteurs de son peuplement entre 1500 et 1550, soit avant que la Couronne Portugaise ne décide de s'occuper de plus près de sa nouvelle colonie.

La série de Bueno marie les qualités du journalisme à celles d'une documentation historique importante. L'auteur est ainsi attentif aux détails des conditions de vie des marins portugais, ou aux différentes péripéties qui rendent les voyages de ces navigateurs proprement hallucinants. En fallait-il du courage ou de l'inconscience pour partir plein Sud alors que la cosmographie du XV^e siècle affirmait que la température ne cessait d'y monter jusqu'à faire bouillir les corps, et que la progressive aridité des climats le long de la côte marocaine et mauritanienne confirmait cette possibilité ! En fallait-il de la volonté pour revenir au Portugal, parfois avec une flotte décimée et des équipages réduits à une poignée d'hommes par les tempêtes, les affrontements et surtout une alimentation et une hygiène de vie déplorable à bord ! Ce sont ces petits détails que ressuscite la série de Bueno et qui remettent à leur place véritable les exploits des marins portugais qui, il est vrai, avaient plus en tête les Indes et leurs richesses fabuleuses,

SCIENTIFIQUE

atteintes par Vasco de Gama en 1498, que la terre du Brésil.

À ce sujet l'auteur apporte de nombreux éléments intéressants dans la controverse sur la découverte fortuite ou programmée du Brésil. Pour lui, les navigateurs portugais avaient depuis longtemps remarqué des signes de la présence d'une terre plus à l'Ouest, comme des troncs charriés jusqu'au Cap Vert ou des oiseaux terrestres aperçus par Vasco de Gama lors de sa propre expédition. Peut-on aller, comme l'auteur, jusqu'à imaginer que la Couronne avait chargé Cabral de réaliser un détour pour s'en assurer ? Il est difficile de s'en faire une idée en l'absence de documentation plus explicite. Il reste que, après le voyage de Colomb, toutes les marines européennes regardaient vers l'Ouest. Pour preuve, le voyage de Yanos Pinzon, qui touche les bouches de l'Amazone avant que Cabral ne découvre le Brésil, ou les voyages des marins dieppois au tout début du XVI^e siècle. Autre controverse : le baptême des nouvelles terres sous le nom d'Amérique, alors qu'Amerigo Vespucci n'a pas réalisé le premier voyage, et que son expédition de 1501 était placée sous le commandement de Gonçalo Coelho. Mais la carte établie par le cartographe Waldesemüller en 1506, probablement influencée par le succès littéraire des lettres de Vespucci décrivant le Nouveau Monde, présente le nouveau continent sous le nom d'América.

Les marins furent donc les premiers acteurs de la conquête de la terre nouvellement découverte. Ils mirent en place l'exportation du bois de braise, qui permet de teindre les vêtements en rou-

ge, dont le prix à la vente permettait de justifier le coût exorbitant des expéditions maritimes. Mais la couronne portugaise avait également pensé à un moyen ingénieux d'obtenir des informations de première main sur ces nouvelles terres sans distraire ses moyens financiers ou humains si rares. Chaque expédition embarquait ainsi des bannis, condamnés à de lourdes peines de prison, qui devaient être débarqués dans des lieux nouvellement découverts et abandonnés là. Leur rôle était de glaner un maximum d'information sur le lieu et ses populations, et de se présenter lorsqu'une nouvelle expédition irait mouiller au même endroit, c'est à dire au bout de plusieurs années. Certains de ces bannis (*degredados*) ne vécurent pas longtemps, terrassés par la faim, les maladies ou l'hostilité des habitants de l'endroit. D'autres finirent par monter de véritables empires, prenant le contrôle d'une ou plusieurs tribus indiennes et organisant le commerce (de bois de braise, d'esclaves, d'animaux rares,...) avec l'Europe, comme le fameux Bacharel de Cananea. Ces bannis permirent aux Portugais d'avoir connaissance des mythes relatif à la richesse de l'Inca et les lancèrent dans une course poursuite pour la remontée du rio de la Plata (*prata* en Portugais, soit le fleuve de l'argent), course qui sera finalement deux fois remportée par les Espagnols, lesquels s'empareront les premiers, en passant par la façade occidentale de l'Amérique latine, de l'or des Incas et des gisements d'argent de Potosi. Néanmoins ces expéditions, qui empruntèrent parfois des voies terrestres indiennes comme la gran-

de piste du Pearibu, constituèrent les premiers coups de griffe des Portugais vers l'intérieur du Brésil et leur donnèrent une idée de son immensité. Ainsi, comme le suggère le titre du deuxième livre, « les naufragés, les trafiquants et les bannis » furent probablement les premiers à nouer des liens profonds et durables entre le Portugal (les Blancs pourrait-on dire) et les populations locales, bref à commencer à former la base du métissage brésilien.

En 1532, la couronne portugaise traverse une grave crise financière et doit trouver un moyen de continuer son expansion outre-mer tout en limitant ses dépenses. Le roi Dom João III doit alors accepter d'ouvrir le monopole royal sur le Brésil, qu'il avait maintenu jusqu'alors, et de laisser des intérêts privés se charger de la colonisation. Le troisième livre de Bueno se propose d'étudier qui étaient les « capitaines » qui allaient recevoir du roi des terres immenses et souvent y laisser une grande partie de leur fortune sans en tirer grand profit. La plus grande partie d'entre eux était composée de nobles qui, ayant servi le roi en Inde, devaient être récompensés, comme Vasco Fernandes Coutinho ou Duarte Coelho. Peu de capitaineries verront le succès. Les catastrophes naturelles, les hostilités avec les Indiens, les naufrages sur une côte souvent hostile et la piètre qualité des colons, souvent des condamnés (même si Gilberto Freyre en propose une vibrante réhabilitation dans son

ouvrage classique *Maitres et esclaves*) auront raison de la plupart des entreprises, qui se contenteront d'installer quelques noyaux de peuplement sur la côte. Seul Duarte Coelho, qui implantera l'industrie du sucre dans sa capitainerie de Pernambouc, verra ses efforts amplement récompensés. Face à cette situation désastreuse et aux menaces croissantes des Français, notamment, le roi Dom João III décidera en 1548 de créer au Brésil un gouvernement général et de reprendre en main la colonisation.

Les livres de Bueno permettent donc de se faire une bonne idée de ces premiers temps, autant chaotiques qu'héroïques, du Brésil. L'illustration des ouvrages est très intéressante, et on note la présence de nombreuses cartes à différentes échelles, fait si rare dans les ouvrages historiques. On pourrait reprocher à l'auteur de n'avoir pas planifié sa série comme un seul ouvrage, ce qui aurait sans doute permis de limiter le nombre de répétitions. On peut également reprocher que la structure des ouvrages soit très énumérative et qu'elle ne contribue pas, de ce fait, à la clarté de l'ensemble. Certes ce travail n'est pas celui d'un historien universitaire. Mais ce défaut est en même temps sa qualité puisqu'il rend l'auteur particulièrement attentif à toute sorte de détails qui rendent l'histoire plus vivante et plus proche de nous.

François-Michel Le Tourneau

SCIENTIFIQUE

• Bartolomé Bennassar, Richard Marin, *Histoire du Brésil, 1500-2000*, Paris, Fayard, 2000, 629 p., bibl., cartes, chronologie, annexes, glossaire, index.

CETTE HISTOIRE DU BRÉSIL vient combler une carence importante de l'édition française en proposant à un large public une première synthèse d'ouvrages classiques et de recherches récentes sur le sujet. L'importance du volume, l'abondance des annexes (14 cartes, une bibliographie commentée, un glossaire, une chronologie, un index), la qualité des auteurs, font de ce livre un instrument de travail qui figurera dans les bibliographies universitaires aussi bien que dans la bibliothèque de l'amateur latino-américaniste.

Les auteurs ont opté pour un plan (chronologique) en trois parties, Bartolomé Bennassar traitant du Brésil colonial et du XIX^e siècle, et Richard Marin du XX^e siècle, période qui occupe autant de place que les quatre siècles précédents.

La première partie, la plus aboutie, retrace les étapes de la découverte, de la mise en valeur et du peuplement ; insiste sur le pragmatisme portugais qui ne s'embarrasse pas de projets ambitieux, souligne les lenteurs et les carences du développement de l'État, l'originalité du brassage ethnique et culturel qui génère une société neuve. Au passage est évoquée l'intéressante question des ambitions françaises et hollandaises en terre brésilienne.

La deuxième partie rappelle avec clarté les circonstances de l'indépendance, la mise en place du nouveau régime qui s'accompagne d'essor économique et

démographique, l'abolition tardive de l'esclavage, et accorde à la guerre contre le Paraguay la grande importance qui fut la sienne.

À cette richesse des angles de vue succède une plus grande uniformité appliquée à l'étude du XX^e siècle selon un découpage chronologico-politique que l'on croyait dépassé, peu digeste, amendé par deux chapitres consacrés aux questions religieuses et à l'identité métisse. Une conclusion, improprement nommée « conclusion générale » propose des développements sur les dérives récentes de la société brésilienne — insécurité, violence, corruption policière, économie de la drogue — dont l'optimisme de commande d'un dernier paragraphe ne suffit pas à modérer l'amertume.

Le lecteur non-spécialiste pourra regretter qu'il manque à ce gros ouvrage à deux voix un point de vue commun, et des questions partagées permettant une plus grande valeur explicative. Ainsi les chapitres consacrés aux questions religieuses et identitaires auraient gagné à ne pas être dédoublés pour être traités une fois pour toutes ; et l'histoire politique, qui structure vaillamment l'architecture de cet ouvrage, aurait mérité d'être aussi histoire du politique : comment se construit la légitimité politique, qu'en est-il des pratiques de la démocratie moderne (électorales, par exemple), comment s'exerce l'autorité d'un gouvernement qui doit constamment négocier son action... ? Voici quelques-unes des questions que le lecteur curieux d'entendre le Brésil aurait aimé voir posées, sinon résolues. Enfin, grande absente de ce travail, une histoire du lien social en ce pays où - fait exceptionnel sur la planète -

les catégories dirigeantes n'ont jamais connu de remise en cause, de renouvellement brutal, de révolution. Quelques scories pourront être éliminées lors d'éventuelles rééditions : Rio, au lieu de Lisbonne (p. 193) rend le développement qui suit incompréhensible ; « La République couvre la plus grande partie du [XX^e] siècle » (p. 273) semble une lapalissade ; saint

Sébastien doit avoir été mis pour Don Sebastien (p. 322) ; on peut s'étonner de voir figurer les frontières actuelles de l'Amérique du Sud sur les cartes p. 578 (Les groupes indigènes avant le Brésil), et 583 (Les révoltes sous la Régence) ; enfin, quelques simplifications, notamment concernant la dictature, pourraient être évitées.

Marie-Danièle Demélas-Bohy

• Armelle Enders, *Histoire de Rio de Janeiro*, Paris, Fayard, 2000, 408 p., bibl., cartes, illustrations, chronologie, glossaire, index (2).

ARMELLE ENDERS FOURNIT dans la collection « Histoire des grandes villes du monde » cette belle *Histoire de Rio de Janeiro*, intéressante à plus d'un titre. Un ouvrage largement illustré qui comporte une volumineuse bibliographie tout-à-fait actualisée. Il reflète à la fois l'évolution des écoles historiographiques brésiliennes qui se fondent sur de nouvelles recherches principalement iconographiques et anthropologiques et indiquent comment sont révisées les thèses traditionnellement admises concernant les projets urbains, les élites et les classes populaires, ou encore les mouvements culturels. Des reproductions toujours de bonne qualité permettent de reconstituer par des cartes et des tableaux anciens et modernes les différentes phases de l'urbanisation de la plus belle baie du monde, « l'orgueil des brésiliens ». Sous la plume de l'auteur, l'expression « ville merveilleuse » revient très souvent, témoignant de la fascination qu'une telle cité entre la mer et la montagne, suscite, mais qui est

pourtant, également, le reflet des contradictions de la société brésilienne, de sa violence et de ses inégalités.

Une foule de détails permettent de retrouver des noms plus ou moins oubliés, des célébrités et des inconnus, des lieux et leur signification. Ainsi la fameuse Quinta de Boa Vista à São Cristóvão, résidence offerte par un riche négociant au roi en exil pour cause de troubles napoléoniens en Europe, amène Dom João VI à quitter le centre (praça do Paço). Ce palais devint au fil des années la résidence préférée du roi, puis de l'empereur Pedro II et l'on peut penser que son charme et ses jardins eurent une certaine influence sur l'attachement que les monarques ressentent pour le Brésil. Autre exemple : le morro de Castelo. En effet, le site de Rio de Janeiro, parsemé de mornes et de lagunes, a dû subir d'importantes transformations pour offrir un urbanisme digne de son rôle de vitrine de la République, percer des avenues, combler des lagunes, arraser des collines granitiques... Le morne de Castelo, site originel de la ville sur lequel on trouvait entre autres le point zéro du système cartographique brésilien et la première cathédrale São Sebastião, a ainsi été en partie rasé en 1904 (il disparaîtra complètement en 1922)

SCIENTIFIQUE

pour répondre aux exigences de l'urbanisme moderne et permettre le passage de l'artère emblématique de la ville l'Avenida Central. Dans cette politique urbanistique, on peut voir le symbole de la relation entre un Brésil fasciné par le progrès et la table rase qu'il fait de ses « lieux de mémoire ». Enfin, l'ouvrage nous mène à travers les rues quelques rues qui conservent aujourd'hui des traces du passé en évoquant pour chacune les événements les plus marquants ou les constructions les plus intéressantes. Les aspects culturels liés à Rio sont, eux, toujours présents, notamment l'officialisation des écoles de Samba et la formation des clubs de sport et le fameux jogo do bicho (jeu de l'animal) sorte de loto populaire.

Les transformations portuaires, lourdes de conséquences tant sur le plan urbanistique que sur le plan social, ne sont peut-être pas assez présentes et une autre petite réserve que l'on pourrait adresser à l'ouvrage est de présenter les grands faits

de l'histoire nationale en se servant de l'histoire de la ville. Certes, l'auteur a déjà publié une *Histoire du Brésil contemporain*, XIX^e-XX^e siècles, Ed. Complexe, 1997 et connaît très bien la période. Certes, Rio de Janeiro fut durant deux siècles la capitale du Brésil, donc servit de cadre à tous les grands événements de la vie nationale, mais elle a aussi sa dynamique propre. Fourmillant d'événements politiques - les élections des présidents de la République y tiennent une large place -, l'ouvrage est peut-être davantage une histoire politique qu'une histoire spécifiquement urbaine, tandis que les questions posées par son statut actuel de mégapole sont seulement suggérées. Sans doute la multiplication des études micro-historiques ou géohistoriques brésiliennes permettra de faire ressortir de mieux en mieux l'âme de la cité si particulière au Brésil et dans le monde qu'est Rio de Janeiro.

Martine Droulers

• *Brasil 500 pássaros*, Eletronorte, 2000, 250 p., bibl., photos, dessins, version bilingue (portugais/anglais), glossaire, index, CD ROM.

PARMI LES GRANDES ÉDITIONS commémoratives des 500 ans, nous avons reçu ce bel album illustré regroupant 500 oiseaux du Brésil. Fruit d'une recherche qui a démarré il y a 15 ans, lorsque la Compagnie Eletronorte (Electricité du Nord du Brésil), édifiant sur le Tocantins, le grand barrage de Tucuruí, lançait une étude sur l'avifaune en liaison avec le Musée Goeldi de Belém, pour se racheter des dégâts écolo-

giques infligés à la région. Plus de 300 espèces étaient alors identifiées, enregistrées et dessinées sous forme d'aquarelles par Antônio Martins. La présente publication reprend ce matériel de base et présente les oiseaux par famille, une notice accompagnant le dessin de chacun d'eux. Une grande rigueur scientifique et une excellente qualité iconographique rendent l'ouvrage fort attrayant dans une galerie qui va, pour ne citer que les plus connus, des immenses *Araras* bleus (en voie d'extinction) et rouges aux frères beija-flor, dont on dénombre une dizaine de types, tout comme les pica-pau ; des aigles (gaviões) aux toucans (tucanos).

Si les uns sont en voie de disparition, d'autres, comme les urubus, étendent leur aire d'occurrence.

La richesse avifaune du Brésil est grande, le pays présente 52% des 3200 espèces avicoles connues d'Amérique du Sud dont 190 espèces endémiques. Cependant une centaine de ces espèces sont menacées d'extinction à la mesure de la disparition des différents écosystèmes : la forêt atlantique (93%), les Cerrados (70%), la forêt amazonienne (15%). Le projet de ce livre

est donc aussi de faire connaître, auprès de plus grand nombre, l'incroyable diversité avifaune du pays, tout en rappelant le rôle que les oiseaux jouent dans l'imaginaire collectif et dans la mythologie. Livre qui se veut à la fois science, art, éducation et un plaidoyer (luxueux) pour la défense du milieu naturel. Un film et une exposition itinérante circulent avec ce matériel dans les écoles brésiliennes durant toute l'année 2000.

Martine Droulers

• Gérard Béhague. *Musiques du Brésil : de la cantoria à la samba-reggae*. Cité de la musique/Actes sud. Livre 185 p. + 1 CD. 120 F. (1999).

ON EST TOUJOURS SURPRIS de constater qu'il n'existe en langue française qu'un nombre très limité de livres traitant des musiques d'Amérique latine, qu'il s'agisse de musiques traditionnelles ou de musiques savantes. Une vingtaine de références au total en comptant les albums de photos, sur le tango par exemple. Parmi cet ensemble, une dizaine de bons titres qui utilisent les méthodes des sciences sociales, donnent des clés de lecture de la musique et tentent d'analyser cette dernière dans son contexte. Pourtant, en Amérique latine, hispanophone comme lusophone, la production d'ouvrages est depuis les années cinquante relativement abondante, voire prolifique. Dans chaque domaine national, de grands auteurs ont laissé une œuvre considérable. On peut citer Carlos Vega

en Argentine, Luis Felipe Ramon y Rivera au Venezuela, Mário de Andrade et Luiz Corrêa de Azevedo au Brésil, et -le dernier mais pas le moindre- Fernando Ortíz à Cuba, dont l'œuvre comprend une cinquantaine de références. Deux exceptions notables pourtant : La música en Cuba, d'Alejo Carpentier écrit en 1946, mais traduit et publié chez Gallimard seulement en 1983, qui reste encore aujourd'hui une référence incontournable, et Le tango d'Horacio Salas, publié chez Actes sud, ouvrage plus sociologique que musicologique et remarquablement traduit par Annie Morvan.

L'immense domaine des musiques latino-américaines demeure donc -quant à l'écrit- le parent pauvre des traductions en langue française. Le succès discographique et médiatique du Social Club (un million d'albums vendus!) et de ses alentours *salseros* qui a conduit les éditeurs à publier récemment plusieurs ouvrages sur la musique cubaine, devrait les inciter à s'intéresser davantage aux autres musiques d'Amérique latine.

SCIENTIFIQUE

Le livre de Gérard Béhague sur les Musiques du Brésil constitue donc un événement à plus d'un titre. Professeur d'ethnomusicologie à Austin (Texas/USA), Gérard Béhague couvre à la fois les champs de la musicologie et celui de l'ethnomusicologie. Fondateur de la Latin American Music Review de diffusion internationale, il est aussi l'auteur de diverses publications malheureusement non traduites en français. Sa connaissance du Brésil l'a conduit à étudier notamment les musiques rituelles d'origine noire tel le *candomblé*. Avec une écriture concise, il nous présente la phénoménale diversité des musiques populaires et traditionnelles du Brésil qui reçurent toutes les influences culturelles : blanche, indienne et noire. Après une introduction assez courte rappelant les origines amérindiennes, le peuplement et le mythe de la « démocratie raciale » brésilienne, l'auteur organise son ouvrage en trois parties : les musiques luso-brésiliennes, les musiques afro-brésiliennes et la musique populaire brésilienne d'aujourd'hui plus connue sous le nom de MPB.

Comme ailleurs en Amérique latine, la musique révèle l'histoire. Les siècles se superposent sans conflits majeurs. Le *cantador repentista* cousin américain du vieux *juglar* espagnol et le *jogral* portugais, à la fois jongleur et conteur, équivalent du *payador* de l'Amérique latine hispanophone reprennent des vieilles formes musicales et

poétiques d'origine portugaise. L'auteur aborde ensuite le vaste champ des genres musicaux/chorégraphiques d'origine *afro* : transculturations/miscéginations selon Roger Bastide, d'où surgiront les *lundu*, *batuque*, dont les formes chorégraphiques anciennes existaient déjà au Portugal au XVIII^e siècle et d'autres formes encore ritualisées, tel le *candomblé* (différent de son cousin uruguayen, le *candombé*, autre genre musical *afro*). L'ouvrage laisse une place importante aux nombreux genres de la MPB : *choro* d'abord, *samba* ensuite, *syncretismes cariocas* par excellence. La *samba* (différente de la *zamba* argentine), *o samba* en portugais, naît formellement en 1917 avec *Pelo telefone* du célèbre *Donga*. *Epoque d'or* qui commence alors pour les musiciens afro-brésiliens *sambistas*. La *samba* sera relayée dans les années soixante par la *bossa-nova*, dont s'empareront de nombreux musiciens de jazz. Les musiques régionales, si marquées au Brésil, sont également évoquées, telle celle du *nordeste* ainsi que le *rock brésilien*. On appréciera aussi les quelques photos que contient l'album, comme celle d'*Hermeto Pascual* jouant de sa *surréaliste bouilloire-trompette* lors d'un concert. *Glossaire*, *bibliographie*, *discographie* et *CD* complète l'ensemble d'heureuse manière.

Michel Plisson, ethnomusicologue

AUTRES LECTURES

• Laborde Pédelahore, Philippe de (dir.) Alcide d'Orbigny, *À la découverte des nouvelles républiques sud-américaines*. Biarritz, Atlantica, 2000, 400 p. 149 F.

LES ÉDITIONS ATLANTICA ont pris l'intéressante initiative de rééditer de larges extraits du voyage en Amérique du naturaliste Alcide Dessalines D'Orbigny. C'est l'anthropologue Philippe de Laborde Pédelahore qui a choisi les passages et rassemblé sept études, issues d'un colloque tenu en 1997, qui apportent autant de commentaires au récit du voyageur.

C'est à l'évidence le texte même d'Alcide d'Orbigny qui retient l'attention et qui occupe d'ailleurs la plus grande partie du volume. Si les latino-américanistes connaissent son nom, en particulier pour son essai fondateur sur l'homme américain, et les géologues pour son rôle dans la naissance de la stratigraphie, rares sont ceux qui ont pu lire ses travaux. Le compte rendu du voyage et les matériaux scientifiques rassemblés par Alcide D'Orbigny au cours de son périple qui le mena, de 1826 à 1834, au Brésil, en Argentine, au Pérou, au Chili et surtout en Bolivie, furent publiés en onze volumes de 1836 à 1844. Rares sont les bibliothèques qui disposent de cette somme comprenant la relation historique du voyage, les essais scientifiques et un atlas incluant cartes, planches d'histoire naturelles, vues de paysage et gravures pittoresques. Les extraits rassemblés font la part belle au récit de voyage, et per-

mettent de suivre les pérégrinations du voyageur-naturaliste, suivant le titre officiel accordé par l'académie des sciences à ce jeune savant plein d'avenir — même si sa carrière n'eut pas le développement qu'il avait rêvé comme l'explique Chantal Boone.

L'originalité du voyage d'Alcide d'Orbigny tient au fait qu'il parcourt, comme le souligne le titre, les Républiques immédiatement après leur indépendance. Il doit ainsi subir les désagréments du conflit pour la possession de la rive gauche du Rio de la Plata, se trouvant brièvement en prison à Montevideo et changer d'itinéraire pour éviter l'Argentine en proie à la guerre civile. D'autre part, il apporte son concours, on dirait aujourd'hui son expertise, aux autorités de la jeune République de Bolivie. À la demande du président, le général Santa Cruz, il étudie des régions reculées du piémont amazonien, relève des itinéraires, envisage les spéculations agricoles possibles pour sortir de leur marasme les régions boliviennes. Il témoigne ainsi du rôle central des savants voyageurs dans la constitution des jeunes nations dont ils décrivent le territoire, les habitants et les milieux, contribuant ainsi puissamment à la formation des identités nationales. De ce point de vue, Carlos Perez montre les limites de la pensée économique du naturaliste, inspirée sans doute par Ricardo, qui contraste avec sa clairvoyance sur la manière d'exploiter sans les épuiser les ressources végétales comme le quinquina.

Par ailleurs, et Ph. de Laborde Pédelahore le souligne dans sa contribution, le charme du récit tient à la vision

SCIENTIFIQUE

personnelle du héros. Moins lyrique que son illustre devancier Alexandre de Humboldt, il n'en apporte pas moins par petites touches sa propre vision d'un monde en devenir, des bizarreries de la société créole comme au charme étrange des tribus indiennes — ainsi l'érotisme discret des femmes Guarayos auquel il ne paraît pas insensible.

Il faut saluer l'intrépidité, devenue rare, de l'éditeur qui a repris de nombreuses planches en couleurs de l'édition originale. Elles enrichissent beaucoup les descriptions, qu'il s'agisse de la végétation, des animaux, des paysages ou des costumes, et permettent de goûter l'œuvre dans toute sa saveur. On peut simplement regretter que cette riche iconographie ne fasse pas l'objet d'un commentaire spécifique. Sa variété, les liens entre les planches publiées et les croquis du naturaliste, le jeu de renvoi avec le texte tissent une sub-

tile polyphonie qui efface les limites entre science et récit. Les études proposées sont d'un intérêt inégal et certaines d'entre elles, restées très proches des communications orales initiales, auraient mérité d'être remises en forme et approfondies. C'est tout le problème d'un colloque ou d'un ouvrage sur un personnage qui peut donner lieu aux approches les plus disparates, où l'on espère que chaque lecteur trouvera son intérêt. Assez spécialisées, elles auraient pu utilement être complétées par des aides à la lecture, comme une carte de l'itinéraire, présent sur la planche initiale mais peu visible, ou encore une chronologie.

Quoiqu'il en soit, ce volume d'un prix modique, offre une belle occasion de découvrir directement, dans leur version originale et illustrée, les aventures d'Alcide en Amérique.

Sébastien Velut

• Mario Rizo, *Identidad y derechos : los Títulos Reales del Pueblo de Sutiaba*, Instituto de Historia de Nicaragua y Centroamérica, Managua, 1999, 291 p.

PEUT-ETRE, un jour, sur la *plaza mayor* de Sutiaba, aujourd'hui faubourg de León, ville du nord-ouest du Nicaragua, verra-t-on une statue de Doña Ernestina Roque ? A sa façon, ce livre est déjà un hommage à cette femme indienne, qui pendant la plus grande partie de ce siècle conserva précieusement un ensemble de documents, titres de propriété et arche de mémoire de la communauté sutiaba.

Il s'agit, au départ, de copies de documents agraires – certains remontent au début du XVII^e siècle-, faites à la demande

de la communauté en 1727, accompagnées de leur authentification par les autorités coloniales, plus douze plans (un a disparu) aquarellés. La superficie concernée est de 63 *caballerias* : l'auteur ne donne pas d'équivalence, mais nous nous hasarderons à dire que cela représente environ 2835 ha (63x45 ha). Nous reviendrons plus tard sur ce problème de métrologie. Les premières pages sont manquantes, mais il est facile de les reconstituer, puisqu'en 1828 la communauté éprouva le besoin de les faire légaliser, d'où une copie fut dressée, préservée elle aussi, ainsi qu'une autre en 1955.

L'ensemble a été fort complètement paléographié (du moins le document de 1727, plus les folios manquants) (p. 151-

244). Nous n'hésitons pas à dire que c'est un document d'un grand intérêt, et pas seulement pour le Nicaragua. Par ailleurs Mario Rizo l'a mis en contexte, retraçant l'histoire de cette communauté, qui au moment de l'arrivée des Espagnols constituait la *cabecera* (chef-lieu) d'une chefferie : c'est tout naturellement que les Espagnols installent près de là Léon Viejo (1524), puis après sa destruction en 1610, à la suite d'une éruption volcanique, l'actuel Léon. Commence une longue cohabitation dont le document de 1727 retrace, à sa façon, le devenir : en 1695 le *pueblo* de Sutiaba se dit « circunvalado por todas partes de las [tierras] de dicha ciudad de Leon, de muchos Pueblos, y Haciendas, sin tener por donde estenderse » (p. 173). En fait, il est loin d'être désarmé (l'existence des documents le prouve, à sa façon) : *cabecera* d'un *corregimiento*, cela lui donne une relative autonomie, lui permet de préserver son identité. Il durcira encore celle-ci au XIX^e siècle, dans les luttes politiques où Sutiaba semble servir de contrepoint à l'élite réactionnaire de Léon, avant d'entrer aussi en conflit, à partir du début du XX^e siècle, avec les libéraux individualistes. En 1902, Sutiaba est annexé à Léon ; en 1906 un décret prononce l'extinction des communautés indigènes du Nicaragua. Les luttes de Sutiaba reprennent de plus belle, alors qu'il faut cacher les précieux documents. Ils ne ressortent qu'en 1954, profitant de certaines contradictions de la dictature somociste. Encore aujourd'hui la justice n'a pas tranché.

1828 se situe au lendemain de l'Indépendance, au milieu des troubles ; 1954, constitue aussi une période grise : on comprend que dans ces circonstances la

communauté ait voulu préserver son principal atout, ses titres de propriété, en les faisant reconnaître, en tout cas en les faisant légaliser et les recopiant. Et en 1727 ? La phrase que nous citons plus haut, évoquant une situation obsidionale, vaut comme démonstration : il fallait prendre les devants, se garantir contre d'éventuelles usurpations, alors que la démographie et les appétits étaient en hausse.

C'est ici que nous voudrions revenir sur le document lui-même, qui est loin d'avoir livré toute sa richesse : il appelle encore une étude en profondeur. Des appétits se manifeste, disions-nous ? Et d'abord à Madrid, qu'il ne faut jamais perdre de vue jusqu'à l'Indépendance. Ainsi la fameuse cédula royale de 1591, instituant la *composicion* de terres (versement d'un droit contre la légalisation de terres royales usurpées), est maintes fois répétée dans le document, ainsi que ses cadettes, comme celle du 30 octobre 1692, qui met en avant « las muchas asistencias que se han de hacer a los exercitos en la campaña del año que viene tengan caudales » (p. 155).

Dans un tel contexte d'angoisse financière, il y avait, pour certains avisés, une possibilité de profit. C'est ce que doit penser Gaspar Rodriguez, mulâtre libre de Léon, téléguidé par des puissants, selon les Indiens de Sutiaba. Dès le 19 septembre 1692 il faisait arpenter, officiellement, le *sitio* du Buen Suceso, à 2 ou 3 lieues de la ville.

L'ensemble de l'opération est décrit avec un grand luxe de détails. Y participent l'*alcalde* doyen de la ville, le lieutenant qu'il a nommé arpenteur, l'Indien chargé de reporter sur le sol la *cuerdas* (qu'on nous dit avoir ici 100 *varas*). S'y ajoute un cortège intéressé au plus haut

SCIENTIFIQUE

point, tous les propriétaires limitrophes, et surtout les autorités indiennes de Sutiaba, en masse. On délimite un grand quadrilatère, dans un paysage accidenté, entre rocaillieux et boueux (les principales limites sont une rivière et une *quebrada*) ; le plus souvent des arbres servent de borne : « en un arbol de quiebrahacha, y en otro de Guiñoquague mandé hazer unas cruces » (p. 164). On sait par ailleurs regarder un paysage : « caminando por sabanetas de piedras y lodo, y por piñuelares ». Si on élève la vue au-delà du *sitio* lui-même, on a vite fait de buter sur l'Eglise et assimilés, les terres d'un *beneficiado*, le *trapiche* d'un *hermano* (un frère lai?).

La métrologie pose toujours des problèmes délicats : l'auteur a du mal à évaluer ce que vaut une *caballeria* dans ce contexte (p. 129). Pourtant les textes, au-delà de quelques errements, apportent des réponses précises. A s'en tenir au document de 1692, la *caballeria* linéaire vaut 12,5 *cuerdas* (ici l'arpenteur manie une *cuerda* de 100 *varas*, 83,8m). La superficie au carré serait 109,7 ha (1047m x 1047m). Mais en 1721, pour le *sitio* de Santa Barbara on utilise une corde de 50 *varas*, attachée à la queue d'un cheval (double innovation)! Surtout l'arpenteur « dio a cada caballeria de largo mil ciento treinta y seis varas y media y de ancho la mitad » (p. 184) : soit 45,3 ha (952mx476m), proche de l'unité mexicaine (42,8 ha). Ainsi dans ce contexte la *caballeria*, mesure de superficie, ne se calcule pas au carré, mais en rectangle (ce qui est d'ailleurs parfaitement en accord avec les plans qui accompagnent les documents).

Reprenons le fil du litige entre Gaspar Rodriguez et la communauté de Sutiaba.

Celui-là se fait donc mesurer deux *caballerias* d'un seul tenant. En mars 1695, Rodriguez remet « en composicion » à la Couronne 52 pesos et reçoit un titre de propriété établi à Guatemala. Bien entendu la communauté, qui a toujours suivi avec soin la procédure, et toujours sauvegardé ses droits, fait appel. Il est à noter que sur certains documents, plutôt qu'une pleine propriété, elle fait valoir une sorte de droit de préemption : « por tener muy inmediatos doce atillos de ganados maior [...] y no tener tierras en que extenderse » (p. 170). Guatemala lui donne raison, mais Rodriguez fait traîner l'affaire jusqu'en 1705, date à laquelle il accepte enfin de déguerpir, la communauté lui ayant versé 107 pesos (dont 55 pour les travaux effectués sur place).

Finalement la Couronne aura soutiré une cinquantaine de pesos à Sutiaba, Rodriguez aura joui pendant une dizaine d'années, plus ou moins indûment, d'un beau domaine aux portes de la ville, disposant d'eau. La communauté aura perdu 107 pesos (au moins, il faudrait ajouter les frais de justice) : inutilement? Non, car elle aura établi pour des siècles ses droits sur des terres en marge de ses possessions. Ceci valait cela. Autre enseignement? A partir du moment où ses appétits sont satisfaits (52 pesos!), qu'elle sait que les Indiens (encore une fois) paieront, la Couronne accepte très facilement de faire valoir leurs droits : affaires et paternalisme vont de pair... N'oublions pas, aussi, qu'en face il n'y a qu'un mulâtre.

Nous voilà, comme partout ailleurs dans cette Amérique, dans le monde de la nuance, où ce qui s'écrit, ce qui se fait, doit être lu, compris à différents niveaux.

Comme témoignage je reprendrai ce beau mythe que nous offre l'auteur à la fin de son ouvrage : il a traversé les siècles, oralement, jusqu'à nous.

En 1610, les espagnols chassés de León Viejo, comme indiqué plus haut, furent accueillis à Sutiaba par le cacique Adiac, grâce à l'entremise de sa fille Xochil Acal. Il advint ce qui devait arriver : à la générosité l'Espagnol Espinal répondit par la trahison, et il fit pendre Adiac. Xochil se vengea, puis s'immola par le feu. Un mythe des origines, simplement ? Beaucoup plus : il y a le réemploi habile de matériaux historiques, afin de renverser l'histoire. Les vainqueurs deviennent des vaincus errants, sans toit, les vaincus de généreux donateurs. Les vaincus historiques (les Indiens) sont grandis moralement, victimes de leur seule générosité. C'est un moyen pathétique de gérer la souffrance née de la défaite et de l'humiliation.

Plus encore : nous sommes en présence d'une énigme historique. Inévitablement l'équation Moctezuma-Marina-Cortez = Adiac-Xochil-Espinal s'impose à nous. Plus encore, au Mexique, au Pérou, nombre de danses de la Conquête manipulent l'histoire de la même façon : *Monarca*, vainqueur du conquistador, libère celui-ci, qui ensuite le tue par trahison. Y a-t-il une influence de ces traditions sur le mythe ? Quant est né le récit à Sutiaba ? A l'époque coloniale ? au XIX^e siècle ?

Refermons le livre sur le double portrait de femmes, celui de Doña Ernestina qui l'a rendu possible, celui de Xochil qui l'illumine. Et rendons grâce à L'Institut d'Histoire du Nicaragua, qui nous permet de disposer de l'édition soignée d'un document qui nous donne accès à des horizons certes étroits, mais qui éclairent tout un univers

Thomas Calvo

• Anne-Marie Vié-Wohrer : *Xipe Totec, Notre Seigneur l'Ecorché, Etude glyphique d'un dieu aztèque*, Mexico, Centre Français d'Etudes Mexicaines et Centraméricaines, 1999, 2 volumes, volume I (158 pages, annexes, glossaire, bibliographie), volume II (Planches des pictographies).

XIPE TOTEC, Notre Seigneur l'Ecorché, est un dieu aztèque particulièrement sanglant, tant dans sa représentation que dans son rituel qui se déroulait au printemps lors de la fête annuelle de l'Ecorchement (*Tlacaxipehualiztli*). Anne-Marie Vié-

Wohrer considère que la divinité constitue avec les cérémonies réalisées en son honneur un « complexe divin » qu'elle définit comme « l'ensemble des représentations des personnages, divins et humains, d'objets et de scènes rituelles qui est attaché à Xipe Totec et aux dieux qui lui sont assimilés » (p. 23) et se propose d'étudier.

L'originalité de l'entreprise tient dans sa méthodologie. Les historiens tendent en effet souvent à privilégier les sources en caractères latins, dans leur majorité rédigées au XVI^e siècle par des ecclésiastiques européens, et il en existe un bon nombre qui décrivent et commentent la fête de

SCIENTIFIQUE

l'Ecorchement. Ce faisant, ces chercheurs finissent par négliger de fait les représentations dessinées ou modelées par la main indigène, qui offrent pourtant une expression plus authentique de la pensée mésoaméricaine. Préconisant un « retour aux sources » précolombiennes, l'auteur présente dans cet ouvrage une analyse des expressions pictographiques, et promet de publier ultérieurement une étude des sculptures.

Disciple de Joaquín Galarza dont l'on connaît les travaux sur l'écriture aztèque, A. M. Vié-Wohrer considère les images des manuscrits pictographiques indigènes comme des mots, des textes, bref les éléments d'une véritable écriture. Elle a donc entrepris de sélectionner un grand nombre de *codices* de tradition indigène, réalisés avant la Conquête ou peu après. Puis elle a identifié les pictographies propres au « complexe Xipe Totec-Tlacaxipehualiztli » qu'elle a réunies dans des planches comparatives, présentées dans le deuxième volume. Une première série de planches contient les pictographies générales (au nombre de 247), telles qu'elles apparaissent dans les documents sources, et en couleur. La deuxième série reprend ces images en y découpant, à des fins d'analyse, ce qui a trait aux pictographies anthropomorphes et non-anthropomorphes. La troisième série extrait les glyphes qui sont l'expression minimale du complexe.

Le premier volume est consacré à l'analyse des pictographies. Il débute par une présentation en prologue de la fête du Tlacaxipehualiztli. Les cérémonies duraient quatre jours, au cours desquelles on pratiquait trois sortes de sacrifices : l'arra-

chement du cœur suivi de l'écorchement des captifs (ce qui correspond au nom même de la cérémonie : *tlacaxipehualiztli*, « action d'écorcher un homme »); le sacrifice dit du « gladiateur », guerrier attaché par une corde à une pierre circulaire perforée (*tlahuahuanaliztli*, « action de griffer », car les prisonniers étaient griffés avant de commencer le combat); enfin, le sacrifice par les flèches (*tlacacaliliztli*, « action de flécher »). Chacune de ces victimes étaient entièrement écorchée à l'exception des mains et des pieds, sa chair consommée par les participants, et sa peau revêtue par certains d'entre eux. La fête durait vingt jours et se terminait par l'enterrement rituel des peaux.

Les deux premiers chapitres présentent ensuite la méthodologie et les techniques de recherche, et le troisième, l'analyse et les résultats. L'auteur y examine tout d'abord les pictographies anthropomorphes de Xipe Totec lui-même, mais aussi de ses divinités associées : Tlatlahuqui Tezcatlipoca (le dieu rouge), Itztapaltotec (dieu de l'obsidienne) et Camaxtli (dieu de la chasse). Puis elle décrit les personnages qui participent au rituel, tels que les sacrifiés, le « parrain » (qui a capturé le prisonnier) et sa famille, et les « porteurs de peau ». Enfin, elle signale les autres fonctions des pictographies, successivement anthroponymiques (noms de personnes), toponymiques (noms de lieu) et chronologiques (nom de mois). Les pictographies non-anthropomorphes (éléments de la parure du dieu) possèdent également des fonctions religieuses, chronologiques ou toponymiques. Ces analyses préliminaires permettent de conclure sur un tableau des glyphes déterminatifs du

complexe : la coiffure nommée *yopitzontli*, le bâton cérémoniel, la gerbe de roseaux, les plumes rouges et blanches, le masque en peau humaine, la pierre ronde perforée, et d'autres.

Ces résultats sont repris en conclusion dans le chapitre 4, qui se termine par des considérations sur la distribution de l'écorchement humain dans le continent américain, et la présentation d'hypothèses sur ce complexe rituel. A la fin de la lecture, les principales caractéristiques de cette divinité très spéciale nous apparaissent avec plus de clarté. Ses rituels semblent associés d'une part à la chasse (par le fléchage, l'écorchement, le traitement de la peau humaine comme du cuir), et de l'autre à l'agriculture, notamment par la fertilisation de la terre en fin de saison sèche telle qu'elle est symbolisée dans les sacrifices : l'écorchement représenterait le nettoyage des champs et le fléchage provoquerait l'égouttement du sang fertilisateur sur le sol. Mais faut-il vraiment voir dans le « rayement » ou le « griffage » des victimes une représentation symbolique du labour (p. 107), alors que les civilisations précolombiennes enfouissaient les graines au moyen d'un bâton à fouir ? Toujours est-il que, dans ce « complexe divin », le rituel semble dominer sur le dieu lui-même, et A. M. Vié-Wohrer se demande finalement si l'on possède de celui-ci une seule véritable représentation, puisque les pictographies qui le figurent ne sont peut-être que les images des hommes « porteurs de peau ». Peut-être est-ce ainsi qu'il convient de

comprendre l'appréciation du religieux du XVI^e siècle, fray Bernardino de Sahagún, qui affirme dans une phrase citée en exergue que « Xipe Totec n'est pas un dieu ». Je risquerai l'hypothèse que c'est sans doute parce que Xipe Totec est avant tout associé au changement de saison que les ethnologues peuvent retrouver quelques éléments constitutifs de son complexe dans les populations indiennes actuelles.

L'ouvrage d'A. M. Vié-Wohrer, préfacé par Guy Stresser-Péan, s'achève, en annexe, par une présentation des sources et un glossaire des mots indigènes qui ont trait au complexe, suivis d'une excellente bibliographie. Préparé avec une minutie qui force l'admiration, les deux volumes sont conçus, jusque dans leurs moindres détails, pour répondre aux souhaits des lecteurs. Rédigé en excellent français, l'ouvrage prévoit un résumé en anglais, et fait précéder chaque chapitre par un résumé en espagnol. La publication des pictographies dans un deuxième volume facilite la consultation simultanée du texte et des images. Enfin, l'édition dont s'est chargé le CEMCA allie beauté, clarté et exactitude. Tout ceci fait de ce « Xipe Totec » un superbe livre que l'on aimera posséder dans sa bibliothèque tout autant qu'un ouvrage de références indispensable et un outil pour l'étudiant et le chercheur.

Danièle Dehouve,
UMR 7535, CNRS
Université Paris X- Nanterre